DELTALYS
TECHNOLOGIES & SOLUTIONS GAZ

DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

DELTALYS
SAINT-FONS

Étude d'impact

Kalies
ÉTUDES & CONSEILS EN ENVIRONNEMENT
ET RISQUES INDUSTRIELS

REVISIONS

Date	Version	Objet de la version
17/02/2026	0	Version initiale
25/02/2026	0.1	Relecture interne
10/03/2026	1	Prise en compte des remarques DELTALYS et NEOERIS
27/05/2026	1.1	Prise en compte des remarques DELTALYS et NEOERIS
09/06/2026	1.2	Prise en compte des derniers éléments
11/06/2026	1.3	Prise en compte des remarques DELTALYS
16/06/2026	1.4	Version publique
Référence du modèle de document : DDAE-Étude d'impact-03		

Conformément à l'instruction du Gouvernement du 06 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès à des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement, certaines informations du dossier ne peuvent pas être largement diffusées mais peuvent être communiquées au public sur demande écrite.

TABLE DES MATIERES

I. Résumé non technique 16
II. Description du projet 16
II.1. Localisation du projet 16
II.2. Description des caractéristiques physiques de l'ensemble du projet 17
II.3. Description des principales caractéristiques de la phase opérationnelle du projet 19
II.4. Estimation des types et des quantités de résidus et d'émissions attendus 21
II.5. Rappel des mesures réglementaires et de conception mises en œuvre 38
III. Description des facteurs susceptibles d'être affectés par le projet 39
III.1. Présentation des aires d'étude 39
III.2. Milieu physique 40
III.3. Milieu naturel 77
III.4. Paysage et patrimoine 87
III.5. Milieu humain 92
III.6. Cadre de vie 110
IV. Aspects pertinents de l'état initial de l'environnement et leur évolution 123
IV.1. Description des aspects pertinents de l'état initial de l'environnement 123
IV.2. Évolution probable de l'environnement sans le projet et avec le projet 126
V. Incidences notables du projet et mesures associées 133
V.1. Démarche générale d'évaluation des incidences et de définition des mesures 133
V.2. Milieu physique 134
V.3. Milieu naturel 140
V.4. Paysage et patrimoine 143
V.5. Milieu humain 144
V.6. Cadre de vie 146
VI. Synthèse des incidences, mesures prévues pour éviter, réduire, compenser les effets négatifs notables et coûts associés 153
VII. Cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés 155
VII.1. Identification des projets à prendre en compte 155
VII.2. Opération aménagement « cœur de Parc » du quartier des Clochettes 158
VII.3. Construction d'une unité de production d'hydrogène bas carbone 158
VII.4. Construction d'une installation destinée à la réception, à l'entreposage et à la réexpédition de produits combustibles 159
VII.5. Exploitation d'une chaufferie biomasse de déchets de bois 159
VII.6. Centre de préparation et chaufferie de CSR 159
VII.7. Ajout d'une activité de production de blocs de graphite synthétique 159
VIII. Vulnérabilité du projet 161

VIII.1. Vulnérabilité du projet vis-à-vis du changement climatique 161
VIII.2. Vulnérabilité du projet vis-à-vis des risques d'accidents et de catastrophes majeurs . 162
IX. Description des solutions de substitution raisonnables et indication des principales raisons du choix effectué 164
IX.1. Ne pas mettre en œuvre le projet ? 164
IX.2. Mettre en œuvre le projet sur un autre site ? 164
X. Compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme et articulation avec les plans, schémas et programmes 166
X.1. Dispositions d'urbanisme 166
X.2. Documents relatifs au sol, sous-sol, eaux souterraines et superficielles 197
X.3. Documents relatifs au milieu naturel 205
X.4. Documents relatifs à l'air/climat 207
X.5. Documents relatifs aux déchets 215
X.6. Synthèse de la compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme, plans, schémas et programmes 216
XI. Description des méthodes de prévision ou des éléments probants utilisés pour identifier et évaluer les incidences notables sur l'environnement et la santé 217
XI.1. Démarche itérative de l'étude d'impact 217
XI.2. Sources pour la description de l'état initial de l'environnement du projet 217
XI.3. Analyse des incidences et des mesures – Séquence « ERC » 218
XII. Auteurs de l'étude d'impact et des études ayant contribué à sa réalisation 221

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Plan IGN au 1/25 000 17
Figure 2. Emprise des différentes installations 18
Figure 3. Présentation générale des procédés globaux de fonctionnement 20
Figure 4. Schéma de circulation de l'eau au sein du site de DELTALYS 23
Figure 5. Localisation des points de rejets 26
Figure 6. Étapes du cycle de vie prises en compte (Source : EcovaMed) 30
Figure 7. Répartition des émissions de GES des scénarios Ecolys en $kgCO_2eq/kgH_2S$ capturé (Source : EcovaMed) 31
Figure 8. Cartographie des périmètres d'étude autour du site de DELTALYS 40
Figure 9. Topographie du site DELTALYS (Source : Topographic-map.com) 41
Figure 10. Rose des vents de la station Lyon-Bron pour la période 1991-2010 43
Figure 11. Localisation des ouvrages BSS 44
Figure 12. Coupe géologique (BSS001UQEU) 45
Figure 13. Coupe géologique (BSS001UQET) 45
Figure 14. Extrait de la carte géologique de Givors 46
Figure 15. Cartographie des sites pollués ou potentiellement pollués à proximité 61
Figure 16. Vue aérienne de la zone des travaux de remédiation de l'atelier (Source : TAUW) 62
Figure 17. Terrassements réalisés et localisation des prélèvements de bord et de fond de fouille (Source : TAUW) 63
Figure 18. Masses d'eau souterraines 63
Figure 19. Cartographie des captages d'eau souterraine à proximité du site 65
Figure 20. Cartographie des cours d'eau et masses d'eau de surface à proximité du site 66
Figure 21. Localisation des stations de mesure de la qualité des cours d'eau 69
Figure 22. Cartographie des aléas du PPRi Grand Lyon pour le secteur Rhône aval 71
Figure 23. Carte des zones sensibles aux débordements de nappes 72
Figure 24. Cartographie des mouvements de terrain à proximité du site 73
Figure 25. Carte de l'aléa retrait-gonflement des argiles 74
Figure 26. Potentiel radon à l'échelle communale à proximité du site 76
Figure 27. Cartographie des sites Natura 2000 à proximité du site 77
Figure 28. Cartographie des ZNIEFF à proximité du site 80
Figure 29. Cartographie des ENS du Rhône 82
Figure 30. Extrait de la carte des milieux potentiellement humides de la France métropolitaine (Source : INRA, 2014) 84
Figure 31. BD FORET 85
Figure 32. Cartographie de la TVB autour du site (Source : Grand Lyon) 86
Figure 33. Localisation des points de prise de vue 88

Figure 34. Vue (1) depuis la RD383 sur le site (Source : Google Street View, 2024) 89
Figure 35. Vue (2) depuis la RD383 sur le site (Source : Google Street View, 2024) 89
Figure 36. Vue (3) depuis la rue Paul Descartes sur le site (Source : Google Street View, 2024) 90
Figure 37. Zones d'habitations au sein du périmètre éloigné du site 93
Figure 38. Cartographie des ERP à proximité du site 99
Figure 39. Occupation du sol au sein de l'aire d'étude de 3 km 100
Figure 40. Occupation du sol selon le Corine Land Cover 2018 sur le secteur d'étude 101
Figure 41. Localisation des ICPE sur la commune de Saint-Fons 104
Figure 42. Cartographie du trafic routier en 2023 autour du site..... 106
Figure 43. Cartographie des lignes électriques à proximité du site 107
Figure 44. Cartographie des effets sites industriels de la Vallée de la Chimie..... 108
Figure 45. Cartographie des canalisations de transport de matières dangereuses à proximité du site 109
Figure 46. Cartographie du classement sonore des voies à proximité du site..... 111
Figure 47. Cartographies du bruit autour du site..... 112
Figure 48. Résultats des mesures acoustiques 114
Figure 49. Répartition des émissions de CO2e par GES en 2023 (hors UTCATF) - en %..... 118
Figure 50. Évolution des émissions de GES en Auvergne-Rhône-Alpes (Source : ORCAE) 119
Figure 51. Émissions de GES par secteur en 2023 en Auvergne-Rhône-Alpes (Source : ORCAE) 119
Figure 52. Carte de la pollution lumineuse autour du site..... 122
Figure 53. Localisation des projets pris en compte pour le cumul des incidences 158
Figure 54. Plan de prévention des risques techniologiques (PPRT) de la Vallée de la Chimie – Carte réglementaire – Urbanisation future 183
Figure 55. Plan de prévention des risques techniologiques (PPRT) de la Vallée de la Chimie – Carte réglementaire – Urbanisation existante..... 184
Figure 56. Séquence « ERC » 219
Figure 57. Représentation schématique de l'architecture de la classification et exemple de classification d'une mesure 220

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Classement du projet au titre de l'évaluation environnementale.....14
Tableau 2. Coordonnées Lambert 93 du site.....16
Tableau 3. Consommation en énergie en situation actuelle et future.....20
Tableau 4. Usages et consommations d'eaux en situation actuelle et futures.....20
Tableau 5. Évolutions du trafic lié au projet.....21
Tableau 6. Estimation des flux associés aux eaux usées domestiques du site.....24
Tableau 7. Analyses des effluents industriels en situation actuelle.....24
Tableau 8. Estimation du volume d'eaux pluviales annuel.....25
Tableau 9. Caractéristiques des points de rejets actuels.....25
Tableau 10. Caractérisation des rejets atmosphériques en situation future.....26
Tableau 11. Hypothèse de calcul des émissions atmosphériques liées au trafic.....27
Tableau 12. Émissions liées au trafic routier actuel calculé par TREFIC.....28
Tableau 13. Hypothèses scénario avec et sans projet **[tableau sous pli confidentiel]**.....31
Tableau 1. Bilan des émissions de carbone fossile futures.....32
Tableau 14. Déchets générés par le site.....36
Tableau 15. Périmètres des aires d'étude.....39
Tableau 16. Fréquences des vents correspondants à chaque classe de vent.....42
Tableau 17. Caractéristiques des sites avec information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (ex BASOL) recensés dans le périmètre rapproché du site de 1,5 km.....47
Tableau 18. Caractéristiques des sites CASIAS recensés au sein des communes interceptées par le rayon de 1,5 km autour du projet.....54
Tableau 19. Caractéristiques des SIS recensés au sein des communes interceptées par le rayon de 1,5 km autour du projet.....59
Tableau 20. Objectifs de qualité des eaux pour les masses d'eau souterraine du SDAGE 2022-2027.64
Tableau 21. Etat des lieux de des masses d'eau souterraine du SDAGE 2022-2027.....64
Tableau 22. Caractéristiques des masses d'eau.....67
Tableau 23. Objectifs d'état global des masses d'eau superficielles du SDAGE 2016-2021.....68
Tableau 24. Qualité écologique des masses d'eau (Source : https://qualite-riviere.lesagencesdeleau.fr/).....68
Tableau 25. Qualité chimique des eaux de surface.....69
Tableau 26. Cartographie de l'aléa sismique pour le département du Rhône (69).....75
Tableau 27. Recensement de la population en 2022 pour les communes situées dans le rayon d'affichage.....93
Tableau 28. Établissements scolaires à proximité du site.....94
Tableau 29. Établissements sanitaires à proximité du site.....96
Tableau 30. Établissements pour la petite enfance à proximité du site.....97

Tableau 31. Activités de loisirs à proximité du site 97
Tableau 32. Activités industrielles 102
Tableau 33. Catégorie de classement sonore des infrastructures routières 110
Tableau 34. Valeurs enregistrées sur les trois dernières années par la station A7 Sud Lyonnais 115
Tableau 35. Recensement des émissions polluantes atmosphériques de sites industriels à activité E-PRTR sur la commune de Saint-Fons 116
Tableau 36. Synthèse des enjeux de l'état initial de l'environnement du projet 123
Tableau 37. Évolution prévisible de l'environnement sans le projet et avec le projet 127
Tableau 38. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – sol et sous-sol 134
Tableau 39. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – eaux souterraines - incidence qualitative 135
Tableau 40. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – eaux souterraines - incidence quantitative 135
Tableau 41. Concentrations retenues en amont du point de rejet (source : Naïades) 137
Tableau 42. Calculs d'acceptabilité des rejets d'eau sanitaire au milieu naturel selon la doctrine ICPE 138
Tableau 43. Démarche ERC – eaux superficielles - incidence qualitative 139
Tableau 44. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – eaux souterraines - incidence quantitative 140
Tableau 45. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – risques naturels 140
Tableau 46. Sites Natura 2000 les plus proches du projet 141
Tableau 47. Trafic journalier et augmentation du trafic engendré par le projet 145
Tableau 48. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – risques technologiques 146
Tableau 49. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – bruit et vibration 147
Tableau 50. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – air 147
Tableau 51. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – bilan GES 148
Tableau 52. Mesures de conception et d'évitement préliminaires - odeurs 149
Tableau 53. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – émissions lumineuses 150
Tableau 54. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – énergie 151
Tableau 55. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – déchets 152
Tableau 56. Synthèse des incidences, mesures prévues et coûts associés 153
Tableau 57. Projets identifiés et pris en compte pour le cumul des incidences 156
Tableau 58. Accidents majeurs impactant des installations en interne 163
Tableau 59. Analyse de la conformité du projet au règlement et dispositions de la zone UEi2 du PLU-H en vigueur sur son emprise 167
Tableau 60. Analyse de la conformité du projet au règlement et dispositions de la zone GSF du PPRT de la Vallée de la Chimie 185
Tableau 61. Conformité du projet au DOO du SCoT de l'agglomération lyonnaise 188

Tableau 62. Conformité du projet au SRADDET – Règles relatives à l'aménagement du territoire et de la montagne..... 193

Tableau 63. Tableau de conformité au SDAGE..... 197

Tableau 64. Conformité du projet au PCAET du Grand Lyon 207

Tableau 65. Conformité du projet au PPA de l'agglomération lyonnaise 209

Tableau 66. Synthèse de la compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme, plans, schémas et programmes 216

Tableau 67. Détails des études spécifiques réalisées dans le cadre de l'étude d'impact 221

LISTE DES SIGLES

ABF	Architecte des Bâtiments de France
ADEME	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
AEP	Alimentation en Eau Potable
AM	Accident Majeur
APPB	Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope
APU	Moteurs auxiliaires de puissance
AR	Aller-Retour
ARF	Analyse du Risque Foudre
AURA	AUvergne-Rhône-Alpes
BASOL	Base de données des sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif
BB	Big-Bag
BNPE	Banque Nationale des Prélèvements quantitatifs en Eau
BRGM	Bureau de Recherches Géologiques et Minières
BSS	Banque de données du Sous-Sol
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CASIAS	Carte des Anciens Sites Industriels et Acitivtés de Services
CE	Communauté Européenne
CERFA	Centre d'Enregistrement et de Révision des Formulaires Administratifs
CGDD	Commissariat Général au Développement Durable
CGEDD	Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable
CITEPA	Centre Interprofessionnel Technique d'Études et de la Pollution Atmosphérique
CNR	Compagnie Nationale du Rhône
COV	Composé Organique Volatil
COVNM	Composé Organique Volatil Non Méthanique
COVT	Composés Organiques Volatils Totaux
CSR	Combustible Solide de Récupération
DCE	Directive Cadre sur l'Eau
DCO	Demande Chimique en Oxygène
DDAE	Dossier de Demande d'Autorisation d'Environnementale
DDT	Direction Départementale des Territoires
DEEE	Déchet d'Équipement Électrique et Électronique
DIB	Déchets Industriel Banal
DOCOB	DOCument d'OBjectifs
DOO	Document d'Orientation et d'Objectifs
DREAL	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
EDD	Etude De Danger
EH	Équivalent Habitant
ENS	Espace Naturel Sensible
E-PRTR	Registre européen des rejets et des transferts de polluants

ERC	Eviter Réduire Compenser
ERP	Établissement Recevant du Public
ETP	Equivalent Temps-Plein
GES	Gaz à Effet de Serre
GHG	Greenhouse Gas Protocol
GIEC	Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat
GNR	Gazole Non Routier
GNV	Gaz Naturel pour Véhicules
HFC	Hydrofluorocarbures
IBC	Intermediate Bulk Container
IBD	Indice Biologique Diatomées
IBGN	Indice Biologique Global Normalisé
ICPE	Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
IED	Industrial Emissions Directive
IFSTTAR	Institut Française des Sciences et Technologies des Transports, de l'Aménagement, et des Réseaux
IGN	Institut national de l'information géographique et forestière
INRA	Institut National de Recherche Agronomique
INSEE	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
IOTA	Installations, Ouvrages, Travaux et Activités
IP	Indice Poisson
IPCC	Intergovernmental Panel on Climate Change
ISDND	Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux
MCP	Installations de combustion de taille moyenne
MES	Matières En Suspension
MP	Matières Premières
MRAE	Mission Régionale d'Autorité Environnementale
MU	Matière Usagée
NGF	Nivellement Général de la France
NQE	Norme de Qualité Environnementale
NTK	Nitrogen Total Kjeldahl
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ORCAE	Observatoire Régional Climat Air Energie
PACA	Provence-Alpes-Côte d'Azure
PADD	Projet d'Aménagement et de Développement Durable
PCAET	Plan Climat Air Énergie Territorial
PDU	Plan de Déplacements Urbains
PEB	Plan d'Exposition au Bruit
PF	Produit Fini
PFC	Perfluorocarbures
PGRE	Plan de Gestion de la Ressource en Eau
PL	Poids Lourd
PLU	Plan Local d'Urbanisme

PM	Particulate Matter
PNGD	Plan National de Gestion des Déchets
PNR	Parc Naturel Régional
POA	Probabilité d'Occurrence Annuelle
PPA	Plan de Protection de l'Atmosphère
PPRI	Plan de Prévention des Risques Inondation
PPRN	Plan de Prévention des Risques Naturels
PPRT	Plan de Prévention des Risques Technologiques
PRG	Pouvoir de Réchauffement Global
PRPGD	Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets
RMC	Rhône-Méditerrannée-Corse
SAGE	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SAS	Société par Actions simplifiées
SCOT	Schéma de COhérence Territoriale
SDAGE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SDE	Service Départemental de l'Enregistrement
SECTEN	SECTteurs Économiques et éNergie
SIS	Secteurs d'Information sur les Sols
SRADDET	Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire
SRCAE	Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie
SRCE	Schéma Régional de Cohérence Écologique
SRI	Stratégie Régionale de l'Innovation
SRIT	Schéma Régional des Infrastructures et des Transports
SRU	Loi Solidarité et Renouvellement Urbain
STEP	STation d'ÉPuration
SUP	Servitude d'Utilité Publique
TC	Tumourigenic Concentration
TER	Transport Express Régional
TGV	Train à Grande Vitesse
THD	Très Haut Débit
TMD	Transport de Matières Dangereuses
TMJA	Trafic Moyen Journalier Annuel
TRI	Territoire à Risques Importants d'inondation
TTGA	Très Très Grand fleuve Alpin
TVB	Trame Verte et Bleue
UE	Union Européenne
UIC	Union Internationale des Chemins de fer
UMR	Unité Mixte de Recherche
UNESCO	United Nations Organization for Education, Science and Culture
UTCATF	Utilisation des Terres, Changement d'Affectation des Terres et Foresterie
VETC	Volume Enveloppe de Toiture et de Couronnement
VL	Véhicule Léger

VLE	Valeur Limite d'Émission
WBCSD	World Business Concil for Sustainable Development
ZFE	Zone à Faibles Emissions
ZICO	Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux
ZNIEFF	Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique
ZPPA	Zone de Présomption de Prescriptions Archéologiques
ZPS	Zone de Protection Spéciale
ZSC	Zone Spéciale de Conservation

PREAMBULE

La liste des projets entrant dans le champ de l'évaluation environnementale figure au tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement.

Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements peuvent être soumis de façon systématique à évaluation environnementale ou après examen au cas par cas. Après examen au cas par cas, seuls les projets identifiés par l'autorité environnementale comme étant susceptibles d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement doivent suivre la procédure d'évaluation environnementale.

Le projet porté par la société DELTALYS relève des catégories suivantes du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement :

Tableau 1. Classement du projet au titre de l'évaluation environnementale

Catégorie	Intitulé	Caractéristiques du projet	Évaluation environnementale systématique ou examen au cas par cas
1	Installations classées pour la protection de l'environnement mentionnées à l'article L. 515-28 du code de l'environnement (dans les conditions et formes prévues au titre Ier du livre V du code de l'environnement).	Site classé pour les rubriques 2790 et 2791.	Évaluation environnementale systématique.
39	Travaux, constructions et opérations d'aménagement.	Les opérations d'aménagement sont réalisées sur une surface au sol inférieure à 10 000 m².	Non concerné.

Au regard du tableau précédent, le projet est soumis à examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale. Comme précisé au travers de la notice explicative pour les demandes d'examen au cas par cas (CERFA n°51656#04), il peut être décidé de réaliser une étude d'impact sans soumettre de demande d'examen au cas par cas. À cet, effet, le présent dossier comportera une étude d'impact et en déroulera son contenu.

Une étude d'impact est une étude préalable à la mise en œuvre de programmes ou de plans et à la réalisation d'équipements, qui permet d'estimer leurs effets probables sur l'environnement.

Le contenu de l'étude d'impact est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet, à l'importance et la nature des travaux, installations, ouvrages, ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage projetés et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine.

L'étude d'impact s'appuie sur l'article R.122-5 du Code de l'environnement et comporte a minima les éléments suivants :

1° un **résumé non technique** des informations prévues ci-dessous,

2° une **description du projet**,

3° une **description des aspects pertinents de l'état initial de l'environnement**, et de leur évolution en cas de mise en œuvre du projet ainsi qu'un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet,

4° une **description des facteurs susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet** : la population, la santé humaine, la biodiversité, les terres, le sol, l'eau, l'air, le climat, les

biens matériels, le patrimoine culturel, y compris les aspects architecturaux et archéologiques, et le paysage,

5° une **description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement**. La description des éventuelles incidences notables porte sur les effets directs et, le cas échéant, sur les effets indirects secondaires, cumulatifs, transfrontaliers, à court, moyen et long termes, permanents et temporaires, positifs et négatifs du projet,

6° une **description des incidences négatives notables attendues du projet sur l'environnement qui résultent de la vulnérabilité du projet à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs** en rapport avec le projet concerné,

7° une **description des solutions de substitution raisonnables** qui ont été examinées par le maître d'ouvrage,

8° les **mesures prévues** par le maître de l'ouvrage pour éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine, réduire les effets n'ayant pu être évités, et compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. La description de ces mesures doit être accompagnée de l'estimation des dépenses correspondantes,

9° le cas échéant, les **modalités de suivi des mesures** d'évitement, de réduction et de compensation proposées,

10° une **description des méthodes** de prévision ou des éléments probants utilisés pour identifier et évaluer les incidences notables sur l'environnement,

11° les noms, qualités et qualifications du ou des experts qui ont préparé l'étude d'impact et les études ayant contribué à sa réalisation.

Par ailleurs, conformément à l'article R.414-19 du Code de l'environnement, le projet fait l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000.

La présente évaluation environnementale a été réalisée en intégrant les recommandations des documents suivants :

- Évaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC, Commissariat Général au Développement Durable, Janvier 2018,
- Prise en compte des émissions de gaz à effet de serre dans les études d'impact - Ministère de la transition écologique, février 2022.

I. RESUME NON TECHNIQUE

Un résumé non technique est rédigé dans un document indépendant.

II. DESCRIPTION DU PROJET

Nota : Le projet s'inscrit dans le cadre d'un établissement industriel déjà en exploitation. C'est pourquoi pour ne pas alourdir le présent chapitre tout en fournissant des éléments de comparaison avec l'existant, les dispositions en place au sein de l'établissement de DELTALYS et les flux initiaux sont présentés brièvement lorsque pertinent.

II.1. LOCALISATION DU PROJET

Le site DELTALYS est localisé à Saint-Fons (69), à environ 400 m du centre géographique de la commune. Il est implanté au sein du site de KEM ONE au niveau de la plateforme industrielle de la Vallée de la Chimie. Le projet s'inscrit au sein du site existant.

Ses coordonnées Lambert 93 sont les suivantes (centre du site) :

Tableau 2. Coordonnées Lambert 93 du site

	Lambert 93 (m)
X	885 152
Y	6 565 796

Les parcelles cadastrales concernées par le projet sont listées dans le fichier au format csv déposé lors de l'étape 4 de la téléprocédure. Elles sont également rappelées dans le fichier « Justificatif de la maîtrise foncière ».

L'environnement immédiat du site est constitué :

- au nord, de l'entreprise VOS et d'autres entreprises de la plateforme,
- à l'est, de l'entreprise KEM ONE et d'une ligne de chemin de fer,
- au sud, de l'entreprise ELKEM et d'autres entreprises de la plateforme,
- à l'ouest, de la RD383 puis du Rhône.

Le plan en page suivant donne la localisation du site.

Figure 1. Plan IGN au 1/25 000



Le plan d'ensemble au 1/200 indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que l'affectation des constructions et terrains avoisinants et le tracé de tous les réseaux enterrés existants est également disponible et déposé dans le cadre de l'étape 8 de la téléprocédure de demande d'autorisation environnementale.

II.2. DESCRIPTION DES CARACTERISTIQUES PHYSIQUES DE L'ENSEMBLE DU PROJET

II.2.1 PRESENTATION DU PROJET

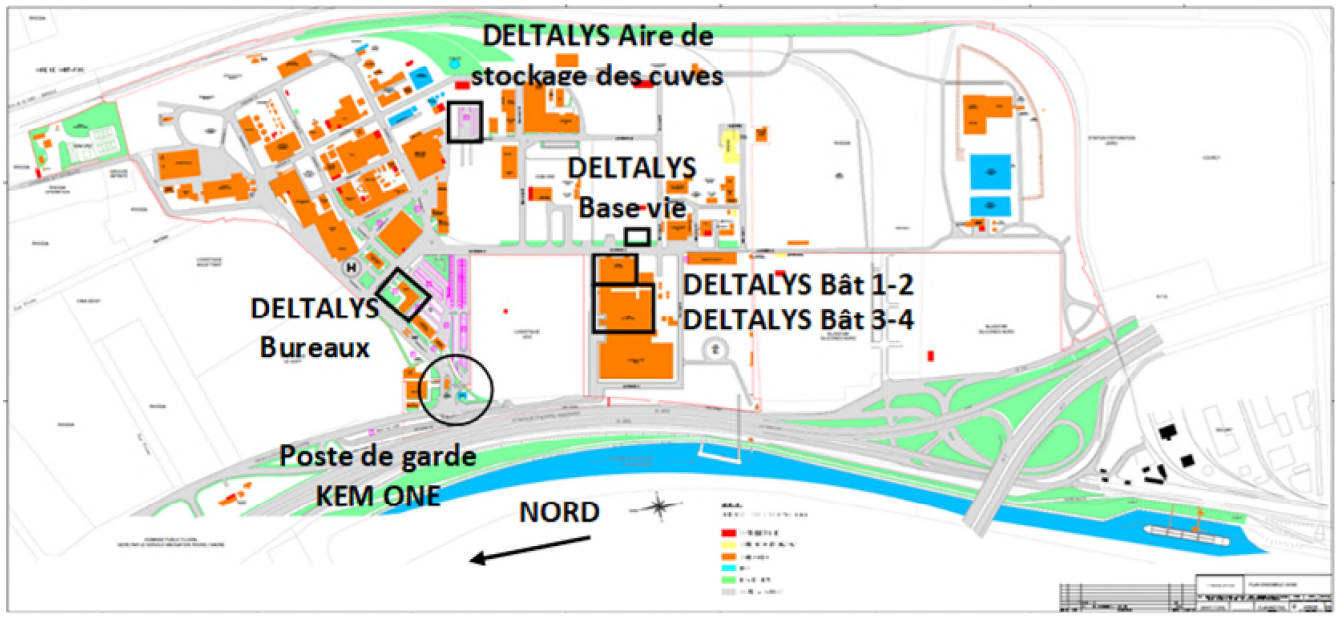
II.2.1.1 PERIMETRE ET COMPOSANTE DU PROJET

Le site DELTALYS est implanté sur la plateforme de KEM ONE. Le site est réparti sur plusieurs zones :

- Les bâtiments d'activité de DELTALYS ;
- Une aire de stockage des cuves (produits finis) en attente de livraison ;
- Une base vie qui regroupe les bureaux, un laboratoire, les sanitaires, les vestiaires et un réfectoire pour la production à proximité des bâtiments de DELTALYS ;
- Les bureaux administratifs se trouvent à l'entrée de la plateforme à proximité du poste de garde.

L'emprise des différentes installations est présentée sur l'image ci-dessous.

Figure 2. Emprise des différentes installations



L'installation sera composée de plusieurs blocs :

- Bâtiment 1 : 1 000 m²,
- Bâtiment 2 : 1 000 m²,
- Bâtiment 3 : 1 800 m²,
- Bâtiment 4 : 1 800 m²,
- Bureaux : 420 m²,
- Base vie : 200 m²,
- Locaux attenant au bâtiment 4 : 20 m².

La surface couvre environ 6 000 m² de surface extérieure, comprenant notamment ces zones :

- Poste d'inertage,
- Poste de dégazage,
- Poste de balayage,
- Zone de stockage de palettes de bois à proximité de la base vie,
- Zone de déchets d'exploitation,
- Zone de stockage des cuves prêtes à être expédiées.

II.2.1.2 CARACTERISTIQUES, NATURE ET VOLUME DU PROJET

La production continuera de fonctionner de la même façon qu'en situation actuelle. C'est-à-dire, du lundi au vendredi de 7h30 à 15h30, pendant 251 jours par an.

Ces nouvelles installations nécessiteront l'embauche de 5 à 10 ETP (Equivalent Temps-Plein) supplémentaire aux 47 personnes employées aujourd'hui.

II.2.2 DESCRIPTION DES TRAVAUX

Le projet prévoit la mise en place d'une ligne de formulation au sein des bâtiments 3 et 4 de KEM ONE. Ceux-ci sont déjà existants.

Les seuls travaux engendrés par le projet seront les suivants :

- réfection du sol du bâtiment sur quelques centimètres,
- implantation de la ligne de production.

Ces travaux sont susceptibles d'engendrer des déchets (250 m² de béton principalement) et un trafic supplémentaire qui ne sont cependant pas significatifs. Ils s'étaleront sur une période comprise entre le 4ème trimestre de 2026 et le 2ème trimestre de 2027.

II.2.3 EXIGENCES EN MATIERE D'UTILISATION DES TERRES LORS DES PHASES DE CONSTRUCTION ET DE FONCTIONNEMENT

Le projet ne prévoit pas l'utilisation de terres agricoles, naturelles ou forestières. Aucune extension et aucuns travaux extérieurs ne sont à prévoir dans le cadre de ce DDAE.

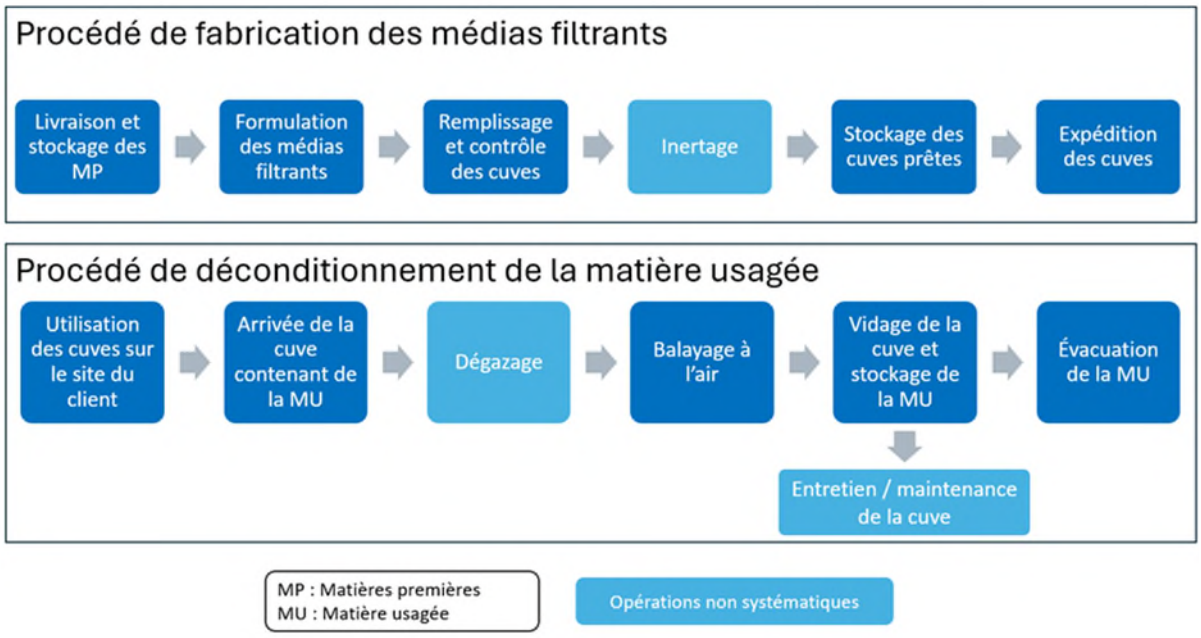
Aucune emprise au sol ne sera modifiée.

II.3. DESCRIPTION DES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE LA PHASE OPERATIONNELLE DU PROJET

II.3.1 PROCEDE DE FABRICATION

Il est prévu que deux procédés soient réalisés sur le site DELTALYS : le procédé de fabrication des médias filtrants (nouvelle activité : formulation) et le procédé d'évacuation de la MU (activité existante). Les procédés globaux sont présentés sur la figure ci-dessous.

Figure 3. Présentation générale des procédés globaux de fonctionnement



II.3.2 CONSOMMATIONS PENDANT LA PHASE OPERATIONNELLE

II.3.2.1 DEMANDE ET UTILISATION DE L'ENERGIE

Les sources d'énergie utilisées au niveau du site sont listées dans le tableau suivant :

Tableau 3. Consommation en énergie en situation actuelle et future

Type d'énergie	Installation	Quantité actuelle (2024)	Quantité annuelle future
Électricité	Bureaux	21 587 kWh	250 000 kWh
	Atelier	95 485 kWh	
	Base vie	32 649 kWh	
Carburant		10 508 L	15 000 L

II.3.2.2 MATERIAUX ET RESSOURCES NATURELLES UTILISES

Sols/matériaux

Le projet ne prévoit pas l'utilisation de sols et/ou matériaux en phase d'exploitation.

Eaux

Le site sera raccordé en eau au réseau de KEM ONE. Les usages et la consommation associée sont indiqués dans le tableau suivant.

Tableau 4. Usages et consommations d'eaux en situation actuelle et futures

	Eaux souterraines	Eaux superficielles	Réseau public
Usage	/	Eaux industrielles	Besoins sanitaires et en eau potable

		Eaux souterraines	Eaux superficielles	Réseau public
Consommation annuelle actuelle	2024	/	171 m^3	41 m^3
	2025	/	243 m^3	81 m^3
Consommation annuelle future		/	350 m^3	100 m^3

Autres

Le site ne sera pas à l'origine de consommations d'autres ressources naturelles.

II.3.3 TRAFIC

Les travaux liés au projet sont susceptibles de générer du trafic, de l'ordre de 1 à 2 camions sur l'ensemble de la phase d'aménagement.

L'exploitation du site génère un trafic lié :

- aux réceptions de matières premières,
- à l'expédition des produits finis,
- aux réceptions des cuves à traiter,
- aux déplacements des employés,
- aux enlèvements des déchets.

Le trafic en situation actuelle et future est présenté dans le tableau suivant. Le détail des camions de livraison est sous pli confidentiel.

Tableau 5. Évolutions du trafic lié au projet

Type de trafic	Nombre de véhicule en situation actuelle	Nombre de véhicules en situation future
Camions (transport MP, PF et MU)	4 par jour	6 par jour
Véhicules légers (employés)	20 à 30 par jour	30 par jour

L'ensemble des véhicules passe obligatoirement par l'entrée du site de KEM ONE.

Les expéditions et réceptions sont effectuées de 7h30 à 15h30.

II.4. ESTIMATION DES TYPES ET DES QUANTITES DE RESIDUS ET D'EMISSIONS ATTENDUS

L'estimation des quantités et résidus attendus présentée ci-dessous tient compte des mesures d'évitement et de réduction dites préliminaires c'est-à-dire des mesures mises en place dans le cadre de la conception du projet et du respect de la réglementation en vigueur ou déjà mises en œuvre au sein de l'installation actuelle et reconduites dans le cadre du projet.

II.4.1 EAU

II.4.1.1 PHASE TRAVAUX

Non concerné.

II.4.1.2 PHASE EXPLOITATION

Les effluents liés au fonctionnement normal du site sont de plusieurs types :

- eaux usées domestiques et sanitaires,
- eaux industrielles,
- eaux pluviales de toiture et de voiries.

II.4.1.2.1 MODE DE COLLECTE ET DE REJET

Eaux usées domestiques

En situation actuelle comme future, les eaux usées sont envoyées au réseau unitaire de KEM ONE qui se jette ensuite dans le Rhône.

Eaux industrielles

Les eaux industrielles produites par DELTALYS sont issues :

- des condensats qui reviennent parfois avec les cuves ECOLYS lorsque la purge n'a pas été bien faite sur le site du client,
- des eaux de brumisation issues du process de déconditionnement de la MU,
- des eaux de lavage de cuves avant départ en maintenance,
- des eaux de lavage des équipements,
- des eaux de lavage des engins.

Aucun nouveau rejet ne sera ajouté dans le cadre du projet.

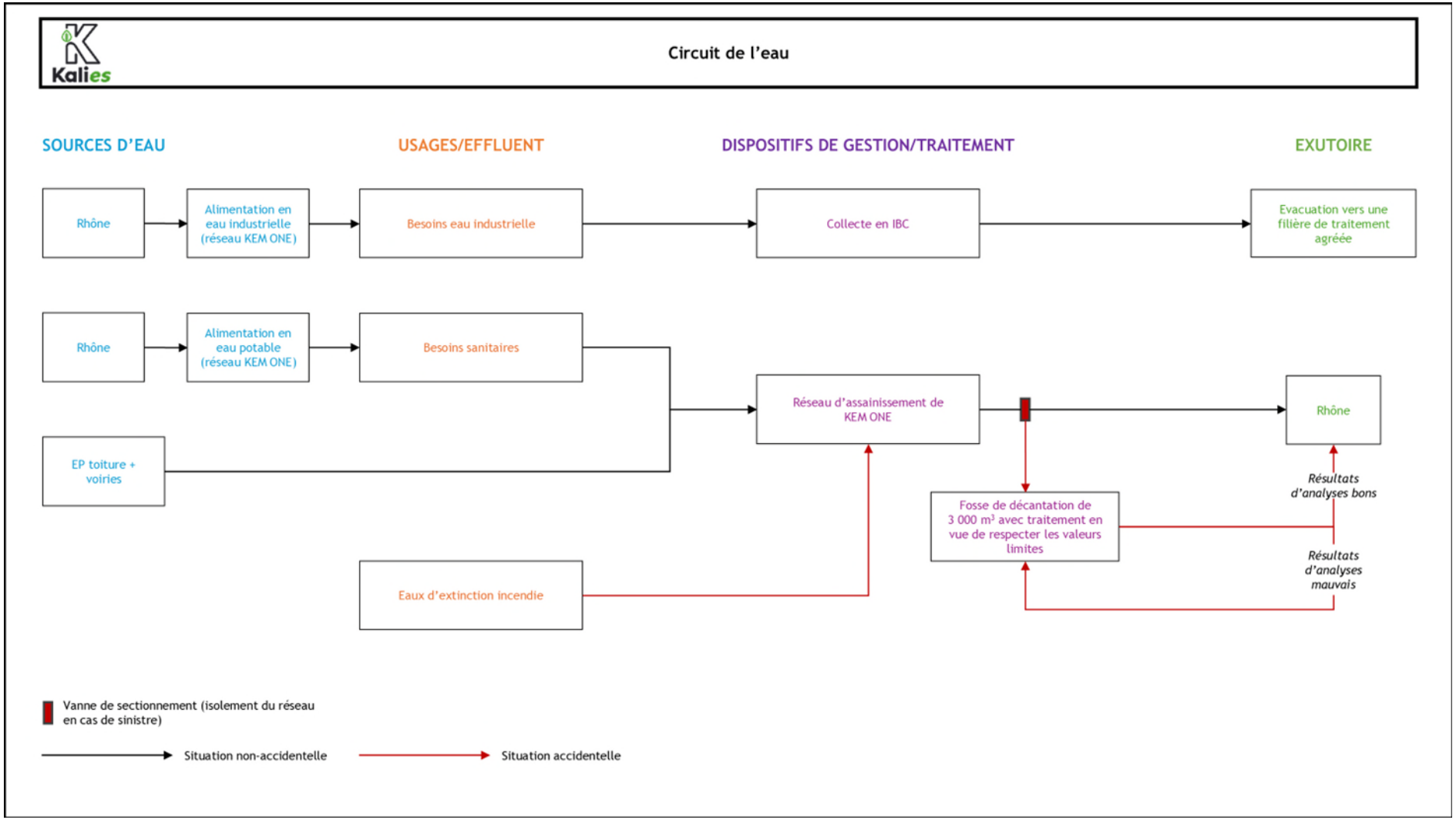
L'ensemble de ces eaux sont collectées en IBC et évacuées en déchets dans des filières agréées. Ce mode de gestion reste inchangé en situation future. La quantité d'eau générée est estimée à 20 m^3 en situation actuelle et 50 m^3 en situation future/an.

Eaux pluviales

Les eaux pluviales ruisselant sur les surfaces imperméabilisées sont toutes collectées et rejoignent le réseau unitaire de KEM ONE qui se jette ensuite dans le Rhône.

En conclusion de ce chapitre, le schéma du circuit de l'eau sur le site de DELTALYS en situation future est présenté en page suivante.

Figure 4. Schéma de circulation de l'eau au sein du site de DELTALYS



II.4.1.2.2 CARACTERISTIQUES DES REJETS

Eaux usées domestiques

Les effluents d'origine domestique sont générés suite aux besoins sanitaires du personnel. Ils sont susceptibles de contenir des matières organiques.

Sur la base des flux d'émission par équivalent habitant disponibles par polluant (*source : Épuration des eaux usées domestiques par filtration sur sable – Agence de l'Eau Seine-Normandie, Mai 2001*), les flux associés aux eaux usées domestiques du site peuvent être estimés ainsi :

Tableau 6. Estimation des flux associés aux eaux usées domestiques du site

Polluant	Équivalent habitant (g/j)	Effectif du site (eq habitant)	Flux journalier (kg/j)	Nombre de jours travaillés (j/an)	Flux annuel (kg/an)
MES	90	45 + 10 salariés = 27,5 EH	2,475	251	621
DCO	140		3,85		966
DBO5	60		1,65		414
Azote	15		0,4125		104
Phosphore	4		0,11		28

** Selon le référentiel atelier/usine : 1 ouvrier = ½ équivalent habitant*

Eaux industrielles

Des analyses ont été réalisées sur les différents effluents de l'usine en situation actuelle. Les rapports d'analyse sont disponibles en Annexe 1 et sont résumés dans le Tableau 7. Pour rappel, les effluents sont collectés en IBC et évacués en déchets dans des filières agréées.

Tableau 7. Analyses des effluents industriels en situation actuelle

Paramètre	Unité	Eaux de lavage des engins	Eaux de lavage des cuves du bâtiment 4	Condensats des bâtiments 1&2
Arsenic (As)	µg/L	25,1	2 378	1 082
Cadmium (Cd)	µg/L	2,9	46	26
Chrome (Cr)	µg/L	110	11 700	38
Cuivre (Cu)	µg/L	225	4 760	820
Mercure (Hg)	µg/L	0,1	< 0,2	0,83
Nickel (Ni)	µg/L	31,5	14 600	110
Plomb (Pb)	µg/L	622	2 750	49
Zinc (Zn)	µg/L	1 290	693 000	78 000
Matières en suspension (MES)	mg/L	800	1 450	1 228
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	mgO2/L	673	1 630	4 951
pH	-	9,6	4,9	2,0
Indice hydrocarbures (C10-40)	mg/L	46	0,93	0,56
Indice hydrocarbure volatil (C5-C9)	µg/L	< 25	60	1 210
Hydrocarbures totaux (somme des indices)	mg/L	46	60,93	1 210,56
Indice phénol	mg/L	< 0,01	/	17,44

En situation future, les effluents industriels existants seront conservés et aucun ne sera ajouté.

Eaux pluviales

Le site génère des eaux de ruissellement liées à la pluie tombant sur les surfaces.

Le volume des eaux pluviales susceptible d'être généré par le projet annuellement peut être estimé au regard de la fiche climatologique de la station de Lyon-Bron (données météo France).

La hauteur moyenne des précipitations entre 1991 et 2020 est de 820,8 mm par an en moyenne.

Considérant la surface totale de toiture et la surface d'extérieurs imperméabilisés le volume annuel d'eaux pluviales peut être calculé.

Ainsi, le volume annuel peut être estimé à 9 784 m^3 par an.

Tableau 8. Estimation du volume d'eaux pluviales annuel

	Surface (m^2)	Coefficient d'apport	Volume d'eaux pluviales (m^3/an)
Toitures	6 220	1	5 105
Voiries	6 000	0,95	4 679
TOTAL			**9 784**

II.4.2 AIR

II.4.2.1 PHASE TRAVAUX

Non concerné.

II.4.2.2 PHASE EXPLOITATION

II.4.2.2.1 NATURE ET LOCALISATION DES REJETS

Actuellement, 3 points de rejets sont présents sur le site. Leurs caractéristiques sont présentées ci-après.

Tableau 9. Caractéristiques des points de rejets actuels

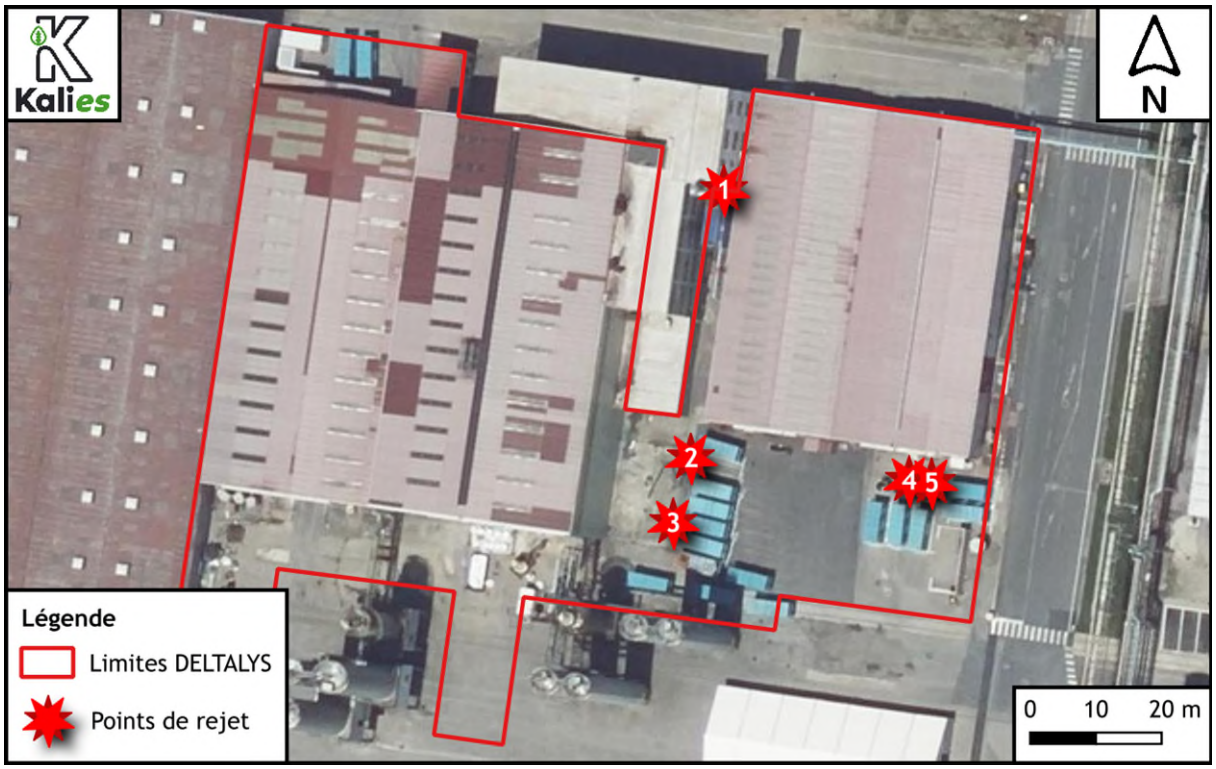
Source		Cheminée du dépoussiéreur des bâtiments 1 et 2	Poste de dégazage lié à un évent de balayage (filtre à charbon actif)	Évents de balayage (avec filtre à charbon actif)		
Numéro de rejet		*Point 1*	*Point 2*	*Points 3, 4, 5*		
Coordonnées Lambert 93	X (m)	843 766	843 761	843 758	843 794	843 797
	Y (m)	6 512 636	6 512 595	6 512 585	6 512 592	6 512 591
Hauteur (m)		2,5 m	2,5 m	2,5 m		
Diamètre (m)		0,160	0,160	0,160		
Débit (Nm^3/h sur gaz sec à 11 % d'O2)		300 à 3 000	300 à 3 000	300 à 3 000		
Vitesse (m/s)		5	5	5		
Température (°C)		T_{amb}	T_{amb}	T_{amb}		

Source	Cheminée du dépoussiéreur des bâtiments 1 et 2	Poste de dégazage lié à un évent de balayage (filtre à charbon actif)	Évents de balayage (avec filtre à charbon actif)
Numéro de rejet	*Point 1*	*Point 2*	*Points 3, 4, 5*
Temps de fonctionnement (h/an)	1 400	100	1 400

La nouvelle ligne de formulation sera équipée d'un filtre à manche au niveau de sa sortie permettant un rejet d'air épuré à l'intérieur du bâtiment. Il n'y aura donc pas de nouveau point de rejet lié au projet.

Les différents points de rejet sont localisés sur la carte suivante.

Figure 5. Localisation des points de rejets



II.4.2.2.2 CARACTERISTIQUES DES REJETS

Les concentrations présentées dans le tableau suivant sont issues des essais mesures réalisées sur les installations.

Tableau 10. Caractérisation des rejets atmosphériques en situation future

Origine des émissions	Substances	Concentration en mg/Nm3 sur gaz sec	Flux en g/h	Flux en t/an
Cheminée du dépoussiéreur des bâtiments 1 et 2	COVT	6,29	100	1,40E-01
	CH_4	0,39	6,25	8,75E-03
	COVNM	5,95	94,61	1,32E-01
	Poussières	0	0	0,00E+00
	COVT	279	279	2,79E-02

Origine des émissions	Substances	Concentration en mg/Nm3 sur gaz sec	Flux en g/h	Flux en t/an
Poste de dégazage lié à un évent de balayage (filtre à charbon actif)	CH_4	548	574	5,74E-02
	COVNM	1,98	2,06	2,06E-04
	HF	0,0038	0,0041	4,10E-07
	HCl	0,081	0,088	8,80E-06
	H_2S	0,022	0,022	2,20E-06
	Benzène	0	0	0,00E+00
	Ethylbenzène	0	0	0,00E+00
	Toluène	0,0018	0,0018	1,80E-07
	Xylène	0	0	0,00E+00
Évents de balayage (avec filtre à charbon actif)	COVT	18,20	21,51	3,01E-02
	CH_4	0,31	0,37	5,18E-04
	COVNM	17,93	21,19	2,97E-02
	Sb + As + Cd + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + Se + Te + Tl + V + Zn	0,0081	0,0094	1,32E-05
	Hg	0	0	0,00E+00
	HF	0,0083	0,0098	1,37E-05
	HCl	0	0	0,00E+00
	Benzène	0	0	0,00E+00
	Ethylbenzène	0	0	0,00E+00
	Toluène	0	0	0,00E+00
	Xylène	0	0	0,00E+00
TOTAL			**4,01E+02**	**1,98E-01**

Concernant les gaz d'échappement des véhicules, la méthodologie mise en œuvre pour calculer les émissions d'origine automobile est basée sur l'utilisation du logiciel AirAdvanced® Map Trefic. Ce logiciel est développé par la société ARIANET, filiale de SUEZ ARIA Technologies, et s'appuie sur la méthodologie européenne COPERT V. À ce titre, il intègre les facteurs d'émission européens COPERT V. Les hypothèses sont précisées dans le tableau suivant.

Tableau 11. Hypothèse de calcul des émissions atmosphériques liées au trafic

Paramètre	Donnée	Source
Année de référence données parc	2026	Données de l'Institut Français des Sciences et Technologies des Transports, de l'Aménagement et des Réseaux (IFSTTAR)
Nombre de véhicules légers actuel (deux sens de circulation)	D383 : 67 068 VL/j A7 : 65 900 VL/j	DDT du Rhône (2023)
Nombre de poids lourds actuel (deux sens de circulation)	D383 : 5 832 PL/j A7 : 5 700 PL/j	
Nombre de véhicules légers induits par DELTALYS (deux sens de circulation)	60 VL/j	Étude d'impact

Paramètre	Donnée	Source
Nombre de poids lourds induits par DELTALYS (deux sens de circulation)	6 PL/j	
Longueur moyenne de trajet forfaitaire	Voies d'accès principales au site dans un rayon de 2 km soit environ 4,5 km	Hypothèses de calcul forfaitaires liées au site
Vitesse des véhicules légers	70 km/h	
Vitesse des poids lourds	70 km/h	

Les résultats déterminés par le logiciel AirAdvanced® Map Trefic par polluant sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 12. Émissions liées au trafic routier actuel calculé par TREFIC

Paramètre	Flux annuel total lié à l'augmentation de trafic de DELTALYS (t/an)	Émissions liées au transport routier sur les axes concernés en 2023 (t/an)	Augmentation
CO	0,03	30,68	0,10%
NOx	0,03	32,28	0,09%
Poussières	0,001	0,68	0,15%

Ces données montrent que le trafic lié à l'activité de DELTALYS représente une infime part des émissions calculées à l'échelle locale.

II.4.2.2.3 QUOTAS DE CO_2

Le site de DELTALYS n'est pas soumis à la politique de quotas d'émission des gaz à effet de serre du fait de l'absence d'installation de combustion de puissance supérieure à 20 MW.

II.4.2.2.4 BILAN GES

Afin de déterminer les émissions de gaz à effet de serre directes et indirectes liées à l'activité du projet de DELTALYS, des analyses de cycle de vie ont été réalisées par la société EcovaMed selon la méthodologie GHG Protocol (IPCC 2021, 100 ans). Ces données sont présentées dans les paragraphes ci-dessous en suivant le guide méthodologique « Prise en compte des émissions de gaz à effet de serre dans les études d'impact » (Ministère de la transition écologique, février 2022).

Les directives sectorielles utilisées sont les suivantes :

- The Product carbon Footprint Guideline for the Chemical Industry, Together for Sustainability, version 1.0, 2022
- Guide sectoriel CHIMIE pour la réalisation d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre. CONSORTIUM CHIMIE (UIC, CITEPA, SANOFI, SOLVAY, YARA) – 2015 (Version 1)
- Life Cycle Metrics for Chemical Products, WBCSD – 2012

<u>Étape 1 : définition de l'aire d'étude</u>

Les gaz à effet de serre considérés sont le dioxyde de carbone (CO_2), le méthane (CH_4), l'oxyde nitreux (N_2O), l'hexafluorure de soufre (SF6), les perfluorocarbures (PFC) et les hydrofluorocarbures (HFC). Il

est d'usage de convertir les émissions de chaque gaz à effet de serre en une unité commune afin de pouvoir comparer et sommer les émissions de chaque gaz. Les pouvoirs de réchauffement global (PRG) permettent de convertir les émissions de GES en équivalents CO_2, noté CO_{2e}.

On distingue ensuite plusieurs périmètres d'étude.

- Périmètre temporel

L'étude est basée sur les données collectées durant l'année 2022. Le procédé de formulation du média avec additif est un procédé prévisionnel, les données utilisées sont donc les données estimées par DELTALYS des futures installations.

- Périmètre géographique

Le périmètre géographique choisi est centré autour du procédé de fabrication de l'usine de DELTALYS à Saint-Fons (69). Le transport des cuves s'étend à toute la France.

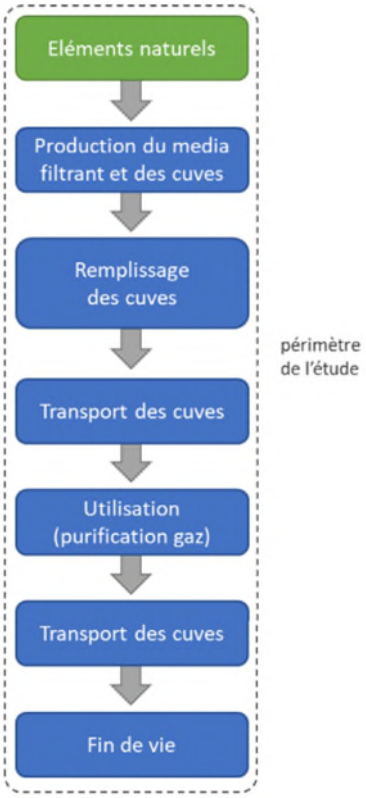
- Périmètre organisationnel

L'objectif est de déterminer l'empreinte carbone du berceau à la tombe, c'est-à-dire sur l'ensemble du cycle de vie :

- fabrication de l'acier des cuves, assemblage et maintenance des cuves,
- fabrication du média filtrant,
- transport, stockage et distribution, utilisation des cuves contenant le média filtrant,
- fin de vie du média filtrant.

À noter que le cycle de vie du biogaz (production, transport, utilisation, fin de vie) ne rentre pas dans le champ de l'étude.

Figure 6. Étapes du cycle de vie prises en compte (Source : EcovaMed)



Les processus non attribuables dans cette étude sont les fonctions support des différents producteurs tout au long de la chaine d'approvisionnement (recherche et développement, fonctions administratives, ventes et marketing, assurance qualité et affaires réglementaires…), les émissions des acteurs de la chaine de distribution, hors transport des produits.

Les trajets domicile-travail ont été exclus de l'ensemble des scénarios.

Le bilan prend donc en compte les émissions directes et indirectes du procédé des scopes 1, 2 et 3 :

- scope 1 : émissions directement émises par l'activité de l'entreprise (process, combustible…) ;
- scope 2 : émissions indirectes liées à la consommation d'énergie achetée (réseau électrique…) ;
- scope 3 : émissions indirectes qui échappent au contrôle direct de l'entreprise (déchets, transports de marchandises…).

Étape 2 : description de l'état initial de l'environnement

L'état initial de l'environnement du projet, relatif aux émissions de gaz à effet de serre, est détaillé au § III.6.3.1.2 au niveau régional et au § III.6.3.1.3 à l'échelle de la métropole du Grand Lyon.

Étape 3 : définition des scénarios avec et sans projet

Le scénario sans projet correspond à la solution Ecolys actuelle de DELTALYS, dont le média filtrant est issu de matière première secondaire. La quantité de H2S capturée est alors de 1 000 t/an.

Le scénario avec projet correspond à l'ajout d'un additif au média filtrant. 10% en masse des constituants sont remplacés par cet additif tout en conservant l'hypothèse que la performance (taux de captation d'H_2S) n'est pas modifiée. Ceci s'accompagne également d'une augmentation de la capacité de production amenant à une quantité d'H_2S capturée de 1 750 t/an en considérant une capacité de production maximale atteinte.

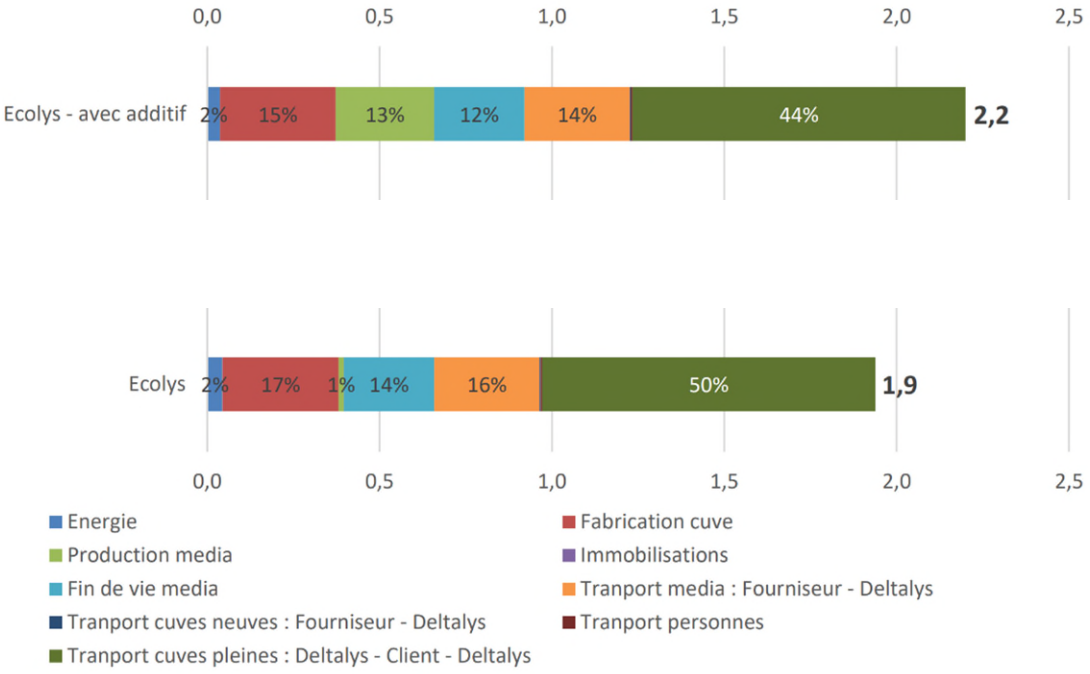
Les hypothèses des scénarios avec et sans projet sont données dans le tableau suivant.

Tableau 13. Hypothèses scénario avec et sans projet ***[tableau sous pli confidentiel]***

Étape 4 : Détermination des postes d'émissions significatifs pour chaque scénario

La figure suivante synthétise les résultats obtenus sur le plan des émissions de gaz à effet de serre pour les scénarios avec (avec additif) et sans projet.

Figure 7. Répartition des émissions de GES des scénarios Ecolys en $kgCO_2eq/kgH_2S$ capturé (Source : EcovaMed)



Ces résultats montrent que, peu importe le scénario, les postes les plus émetteurs sont les suivants, dans l'ordre du plus émetteur au moins émetteur :

1. Les émissions indirectes associées au transport des cuves pleines : DELTALYS - Client – DELTALYS (45 à 50%) ;
2. Les émissions indirectes liées à la fabrication des cuves (15 à 17%) ;
3. Les émissions indirectes associées au transport du média filtrant du fournisseur à DELTALYS (14 à 16%).

Étape 5 : Quantification des émissions et estimation des incertitudes pour chaque scénario

Résultats

Sans projet, avec un média filtrant issu de matière première secondaire, l'empreinte carbone s'élève à **1,9 kgCO_2eq/kgH_2S capturé** soit **1 900 tCO_2eq/an**.

L'ajout de l'additif au media (avec projet) augmente l'empreinte de DELTALYS de + 0,3 kgCO2eq/kgH_2S capturé, ce qui amène l'empreinte carbone à **2,3 kgCO_2eq/kgH_2S capturé** soit **4 025 tCO_2eq/an**.

Incertitudes

La qualité des données est évaluée par leur exhaustivité, faillibilité et représentativité sur 3 axes : technologie, géographie et temporalité. Une incertitude a été estimée pour chaque catégorie sur les données primaires et pour les facteurs d'émissions. Les incertitudes ont été calculées par moyenne quadratique, avec les valeurs suivantes pour chaque scénario :

- 18% pour le scénario Ecolys ;
- 30% pour le scénario Ecolys avec Additif, en raison d'une incertitude élevée sur le facteur d'émission de l'additif, qui compte pour 14% de l'empreinte carbone totale.

Étape 6 : Calcul de l'impact du projet

Le tableau suivant présente l'impact du projet de DELTALYS par rapport aux émissions globales de la métropole de Lyon (7 692 000 tCO_2eq/an en 2017) et de la région Auvergne-Rhône-Alpes (46 050 ktCO_2eq/an en 2023), ainsi que le différentiel entre les scénarios avec et sans projet.

Tableau 1. Bilan des émissions de carbone fossile futures

Activité	Émissions de CO_{2e} Scénario avec projet	Émissions de CO_{2e} Scénario sans projet	Différentiel avec / sans
Avec projet : 1 750 t/an	4 025 tCO_2eq	1 900 tCO_2e	+ 2 125 tCO_2eq Soit + 112%
Sans projet : 1 000 t/an	2,3 kgCO_2eq/kg de H_2S capturé	1,9 kgCO_2eq/kg de H_2S capturé	+ 0,4 tCO_2eq/kg de H_2S capturé Soit + 21%

Scénario	Activité	Part des émissions DELTALYS dans les émissions globales du Grand Lyon	Part des émissions DELTALYS dans les émissions globales de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Avec projet	1 750 t H_2S capturé/an	0,052%	0,009%
Sans projet	1 000 t H_2S capturé/an	0,025%	0,004%

Ainsi, la comparaison entre scénarios montre que le projet augmente les émissions de DELTALYS de 21% à isocapacité de H_2S traitée. Le projet augmente les émissions de GES à l'échelle de la métropole de Lyon de 0,05% et celles la région Auvergne-Rhône-Alpes de 0,01%. Cependant, les émissions sont principalement liées au transport routier et ne sont donc pas cantonnées à cette échelle locale mais plutôt diffuses sur le territoire français.

Étape 7 : Définition des mesures ERC

Cette étape est présentée en partie V.6.3.

II.4.3 ODEUR

II.4.3.1 PHASE TRAVAUX

Non concerné.

II.4.3.2 PHASE EXPLOITATION

La principale source susceptible d'engendrer un impact olfactif est la matière usagée, odorante à son retour des sites clients.

II.4.4 SOL ET SOUS-SOL

II.4.4.1 PHASE TRAVAUX

Non concerné.

II.4.4.2 PHASE EXPLOITATION

En fonctionnement normal, la phase d'exploitation n'est pas émettrice des résidus dans le sol ou le sous-sol susceptible d'engendrer une pollution.

Certaines substances liquides manipulées sur le site seront susceptibles d'entrainer une pollution des sols en cas de contact (déversement accidentel) avec ces derniers. Cela concerne des produits de maintenance (solvants, peintures…) en faibles quantités, du GNR et les eaux process chargées en composés polluants, …

De plus, la circulation de véhicules susceptibles d'avoir une fuite d'hydrocarbures ou d'huile entraine un risque de pollution du sol.

II.4.5 BRUIT ET VIBRATION

II.4.5.1 PHASE TRAVAUX

Non concerné.

II.4.5.2 PHASE EXPLOITATION

II.4.5.2.1 SOURCES DE BRUIT

Certains équipement et opérations du projet peuvent générer des nuisances sonores, en particulier :

- en extérieur :
    - o les moteurs des ventilateurs lors des étapes de balayage et de dégazage,
    - o le ventilateur du système de dépoussiérage,
    - o le compresseur,
- en intérieur, les activités au sein des bâtiments :
    - o moteurs des équipements,
    - o ouverture des cuves,
    - o utilisation d'engins de manutention,
    - o broyeur, vis sans fin et dépoussiérage (aspiration).

Les phases spécifiques d'exploitation (comme les opérations de nettoyage) ne sont pas à l'origine de nuisances supplémentaires significatives.

Par ailleurs, l'accroissement du trafic induit par l'activité de DELTALYS pourrait également constituer une source de nuisances acoustiques.

II.4.5.2.2 SOURCES DE VIBRATIONS ET ESTIMATION DES NIVEAUX VIBRATOIRES ATTENDUS

Les installations présentes sur le site de production ne seront pas susceptibles d'engendrer des vibrations qui pourraient présenter des nuisances pour le voisinage. Les équipements sélectionnés seront neufs et installés dans les règles de l'art pour éviter toute génération de vibrations à l'extérieur du site.

II.4.6 ÉMISSIONS LUMINEUSES

II.4.6.1 PHASE TRAVAUX

Non concerné.

II.4.6.2 PHASE EXPLOITATION

Des éclairages sont situés au-dessus des portes engins et piétons. Un spot sur le bâtiment 1 éclaire également la zone de balayage.

II.4.7 CHALEUR ET RADIATION

II.4.7.1 PHASE TRAVAUX

Non concerné.

II.4.7.2 PHASE EXPLOITATION

Le site d'étude n'accueillera pas d'activité susceptible de générer des émissions de chaleur ou de radiation notable au regard du tissu urbain qui l'entoure.

II.4.8 DECHETS PRODUITS

II.4.8.1 PHASE TRAVAUX

Les travaux de réfection du sol des bâtiments est susceptible d'engendrer des déchets (estimé à 250 m^3).

II.4.8.2 PHASE EXPLOITATION

Le tableau de la page suivante récapitule l'ensemble des déchets générés sur le site en mentionnant :

- leurs codes selon l'annexe de la décision n°2000/532/CE de la commission du 3 mai 2000 relative à la classification des déchets,
- leur tonnage annuel,
- leur fréquence d'enlèvement,
- leur mode de stockage sur site,
- leur collecteur,
- leur filière (classement selon la directive n°2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets).

Tableau 14. Déchets générés par le site

Déchet	Code	Tonnage annuel		Fréquence d'enlèvement	Emplacement	Mode de stockage	Collecteur	Filière / Destination
		Actuel	Futur					
Effluents liquides	16 10 01* 16 07 09*	20 t	50 t	Sur demande	Ateliers de production	IBC 1 000 L	SUEZ IWS	Valorisation énergétique
Charbon actif usagé	15 02 03	4 t	8 t	Sur demande	Ateliers de production	BB 1 m^3	CPL	Recyclage
Matériaux souillés	15 02 02*	100 kg	100 kg	Sur demande	Ateliers de production	Caisse 70 L	SERFIM	Valorisation énergétique
Emballages souillés	15 01 10*	100 kg	100 kg	Sur demande	Ateliers de production	Caisse 70 L	SERFIM	Valorisation énergétique
Aérosols	16 05 04*	100 kg	100 kg	Sur demande	Ateliers de production	Caisse 70 L	SERFIM	Valorisation énergétique
Piles	20 01 33*	40 kg	40 kg	Sur demande	Ateliers de production	Seau 10 L	SERFIM	Recyclage
Cartouches de masque	15 02 02*	100 kg	100 kg	Sur demande	Ateliers de production	Caisse 70 L	SERFIM	Valorisation énergétique
DEEE	20 01 35*	500 kg	500 kg	Sur demande	Ateliers de production	Caisse 70 L	SERFIM	Recyclage
Ferraille/Déchets métalliques	15 01 04 20 01 40	3,9 t	7 t	Sur demande	Ateliers de production	Benne 20 m^3	SERFIM	Recyclage matière
DIB	20 03 01	12,2 t	20 t	Sur demande	Ateliers de production (Bât 4)	Benne 20 m^3	SERFIM	Recyclage (50%), Valorisation énergétique (10%), élimination (40%)
				1 fois/semaine	Ateliers de production (Bât 1)	Bac 200 L	KEM ONE	
Bois	15 01 03 20 01 38	12,7 t	20 t	Sur demande	Ateliers de production	Bennes 20 m^3	SERFIM	Recyclage (85%), Valorisation énergétique (15%)
Bouteilles plastique / métal	20 01 39	60 kg	100 kg	1 fois/mois	Base vie	Corbeille 80 L	ELISE	Recyclage
				1 fois/mois	Bureaux	Corbeille 80 L	ELISE	Recyclage
Emballages plastiques				1 fois/mois	Base vie	Corbeille 80 L	ELISE	Recyclage

Déchet	Code	Tonnage annuel		Fréquence d'enlèvement	Emplacement	Mode de stockage	Collecteur	Filière / Destination
		Actuel	Futur					
				1 fois/mois	Bureaux	Corbeille 80 L	ELISE	Recyclage
Verre	20 01 02	70 kg	100 kg	1 fois/mois	Base vie	Seau 30 L	ELISE	Recyclage
				1 fois/mois	Bureaux	Seau 30 L	ELISE	Recyclage
Papiers / cartons	20 01 01	/	/	1 fois/semaine	Base vie	Bacs 500 L	KEM ONE	Recyclage
				1 fois/semaine	Bureaux	Corbeille 80 L Chariot pour cartons	KEM ONE	Recyclage
Cartouches d'imprimante	16 02 16	15 kg	20 kg	Sur demande	Bureaux	Corbeille 80 L	ELISE	Recyclage

** Déchet classé comme dangereux selon l'annexe de la décision n°2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000.*

II.5. RAPPEL DES MESURES REGLEMENTAIRES ET DE CONCEPTION MISES EN ŒUVRE

DELTALYS exploite son site conformément aux déclarations déjà effectuées. Les mesures mises en œuvre seront conservées.

Dans le cadre de l'extension de ses activités, DELTALYS respectera les mesures réglementaires applicables. Pour mémoire, les nouvelles activités seront soumises à :

- autorisation au titre des rubriques 2790 et 2791,
- déclaration au titre des rubriques 2716 et 2515.

Le projet a été conçu de manière à respecter les orientations des plans, schémas et programmes applicables (cf. chapitre X).

III. DESCRIPTION DES FACTEURS SUSCEPTIBLES D'ETRE AFFECTES PAR LE PROJET

III.1. PRESENTATION DES AIRES D'ETUDE

Les aires d'études ont été définies selon des périmètres différents selon les études menées.

En effet l'aire d'étude doit être suffisamment large pour situer le site de DELTALYS dans le contexte environnemental et prévoir toutes les incidences, positives ou négatives, qu'entraînera sa réalisation. L'aire d'étude permet ainsi d'appréhender l'intégralité du territoire susceptible d'être affecté par les activités du site de DELTALYS.

Les aires d'étude ont été définies selon différents périmètres :

- **un périmètre immédiat**, qui correspond à un périmètre opérationnel strict centré sur le site d'implantation, de 0 à 250 m.
- **un périmètre rapproché**, dans un rayon de 250 m à 1,5 km autour du site, qui intègre un grand nombre d'installations situées à proximité de DELTALYS au sein de la plateforme de la Vallée de la Chimie.
- **un périmètre éloigné**, de 1,5 à 3 km et au-delà, du site. Ce périmètre inclus le rayon d'affichage de 2 km et permet l'étude du contexte environnemental général.

Ces différents périmètres permettent de prendre en compte toutes les thématiques :

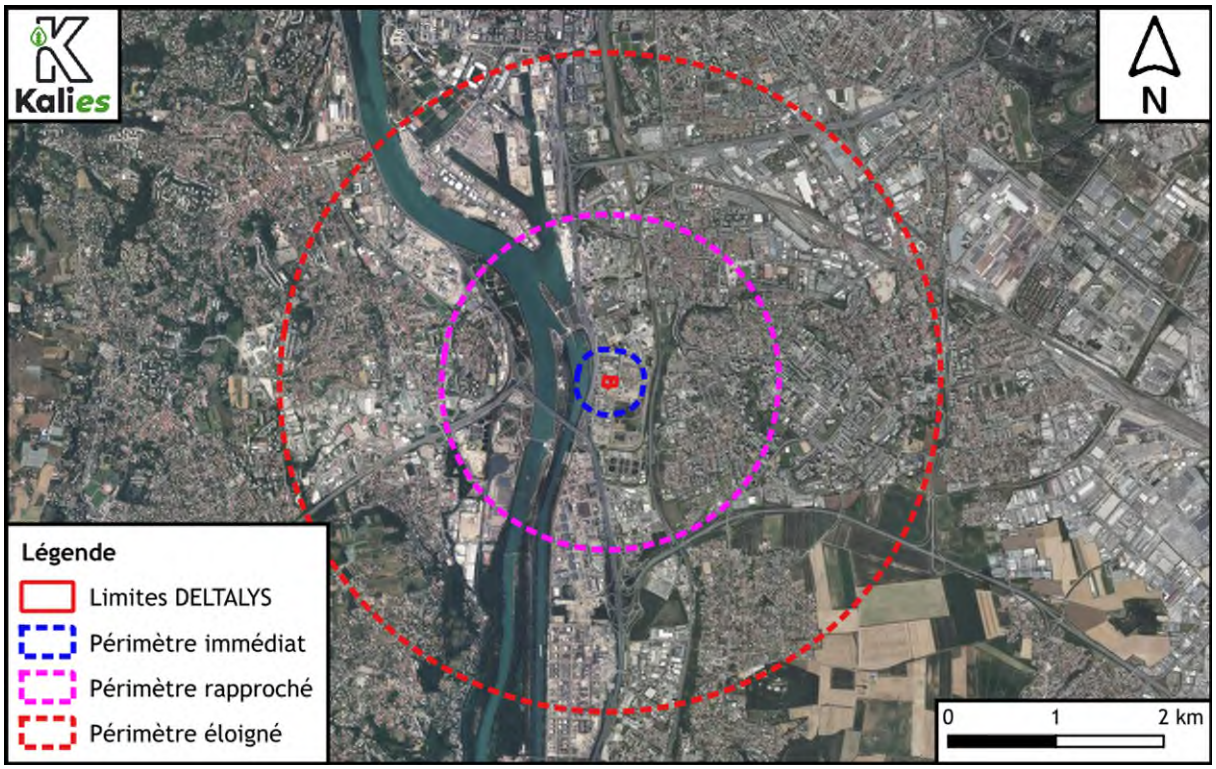
Tableau 15. Périmètres des aires d'étude

	Périmètre immédiat	Périmètre rapproché	Périmètre éloigné
Milieu physique			
Topographie	x		
Météorologie – Conditions climatiques			x
Sols et sous-sols	x	x	x
Eaux souterraines			x
Eaux superficielles			x
Risques naturels	x	x	x
Milieu naturel			
Zonages du patrimoine naturel			x
Zones humides	x		
Contexte forestier		x	x
Continuités écologiques		x	
Paysage et patrimoine			
Paysage	x	x	x
Patrimoine	x	x	
Milieu humain			
Urbanisme	x		
Population			x

	Périmètre immédiat	Périmètre rapproché	Périmètre éloigné
Activités socio-économiques		x	x
Voies de communication et réseaux	x	x	
Risques technologiques	x	x	x
Cadre de vie			
Ambiance sonore et vibrations	x	x	
Air			x
Odeurs	x		
Émissions lumineuses			x

La carte représentant les différentes aires d'étude est présentée ci-dessous.

Figure 8. Cartographie des périmètres d'étude autour du site de DELTALYS



III.2. MILIEU PHYSIQUE

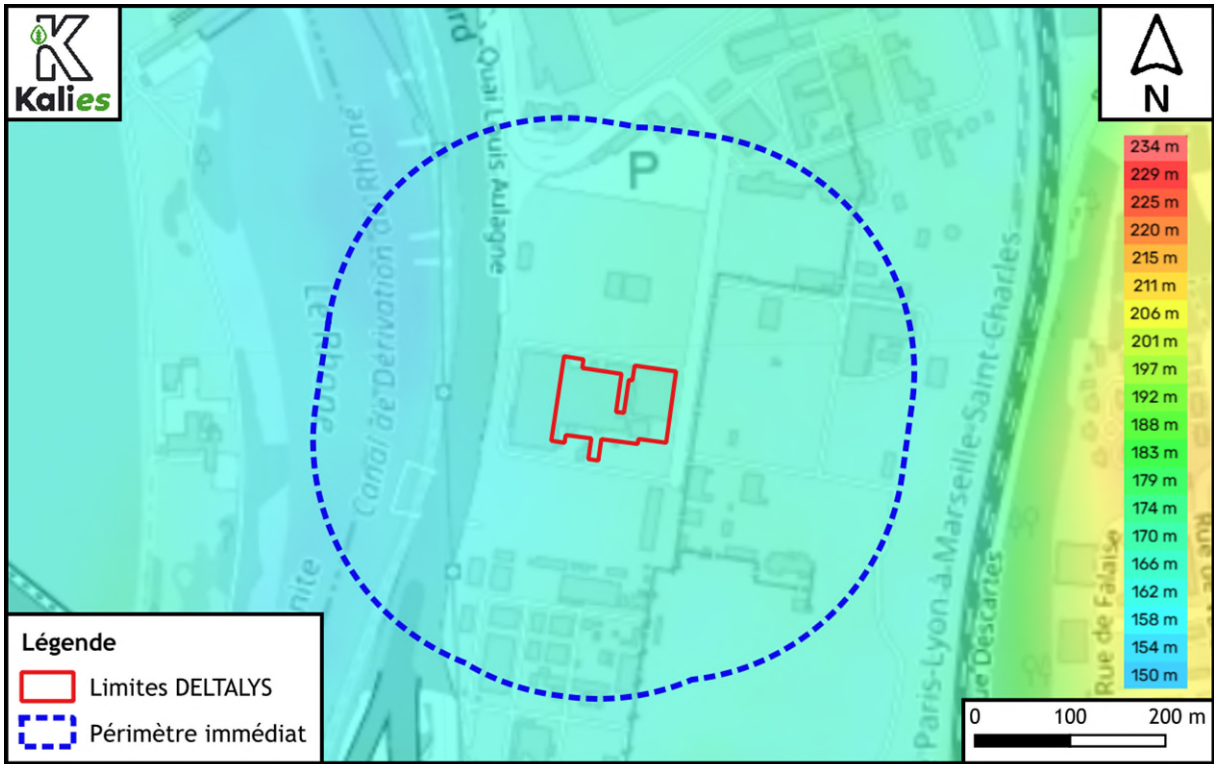
Les plans, schémas et programmes relatifs à cette thématique (par exemple Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux - SDAGE, Plan de Prévention du Risque Inondation, …) seront présentés au sein du chapitre X, de même que la compatibilité du projet avec leurs orientations.

III.2.1 TOPOGRAPHIE

La zone d'étude se situe au nord de la vallée du Rhône, au sud de Lyon. Saint-Fons, où se trouve le site de DELTALYS, est caractérisée par des falaises situées au sud de la commune. L'altitude moyenne est de 80 m NGF, avec des altitudes minimum et maximum respectivement de 150 à 230 m.

Le site de DELTALYS implanté sur la plateforme industrielle de la Vallée de la Chimie, en bordure du Rhône, se situe sur un relief très peu marqué d'une altimétrie moyenne d'environ 165 m NGF comme le montre la carte ci-dessous.

Figure 9. Topographie du site DELTALYS (Source : Topographic-map.com)



III.2.2 METEOROLOGIE – CLIMAT

III.2.2.1 CONTEXTE GENERAL

La région lyonnaise est soumise à un climat semi-continental avec des influences méditerranéennes. La météo est donc caractérisée par des été chauds et humides et des hivers froids et secs.

III.2.2.2 PARAMETRES CLIMATIQUES

Les données ci-après sont issues de la fiche climatologique synthétisant les relevés effectués au droit de la station de Lyon-Bron (id 69029001) pour la période 1991-2020. Cette station est située à environ 8 km à l'est du site de DELTALYS. La fiche climatologique se trouve en Annexe 2. Il s'agit de la station Météo-France la plus proche du site et donc la plus représentative de la zone d'étude. Les données ci-après correspondent à une moyenne des paramètres enregistrés sur cette station pour ces périodes.

III.2.2.2.1 TEMPERATURES

Pour la période comprise entre 1991 et 2020, les températures relevées mettent en évidence :

- des températures moyennes mensuelles comprises entre 4,1 °C en janvier et 22,6°C en juillet,
- Une moyenne annuelle de 13°C.

Pour la période comprise entre le 1er septembre 1920 et le 2 juin 2025, les records sont :

- Un minimum absolu obtenu en décembre 1938 de –24,6°C,
- Un maximum absolu obtenu en août 2023 de 41,4°C.

III.2.2.2.2 PRECIPITATIONS

Les moyennes des relevés effectuées entre 1991 et 2020 révèlent des précipitations annuelles de 820,8 mm pour 102,8 jours de précipitations par an en moyenne (entre 7,2 et 10,3 jours suivant les mois).

La hauteur maximale de précipitations tombées en 24 heures a été obtenue le 10 juin 2021 avec 105,9 mm.

III.2.2.2.3 REGIME DES VENTS

Pour la période comprise entre 1991 et 2010, les vents dominants proviennent des secteurs Nord et Sud. Dans l'ensemble, les vents les plus fréquents appartiennent au groupe des vents à faible vitesse de 1,5 à 4,5 m/s pour 43,8%. Les vents forts (> 8 m/s) sont pour leur part à 4,9% et proviennent du secteur Sud.

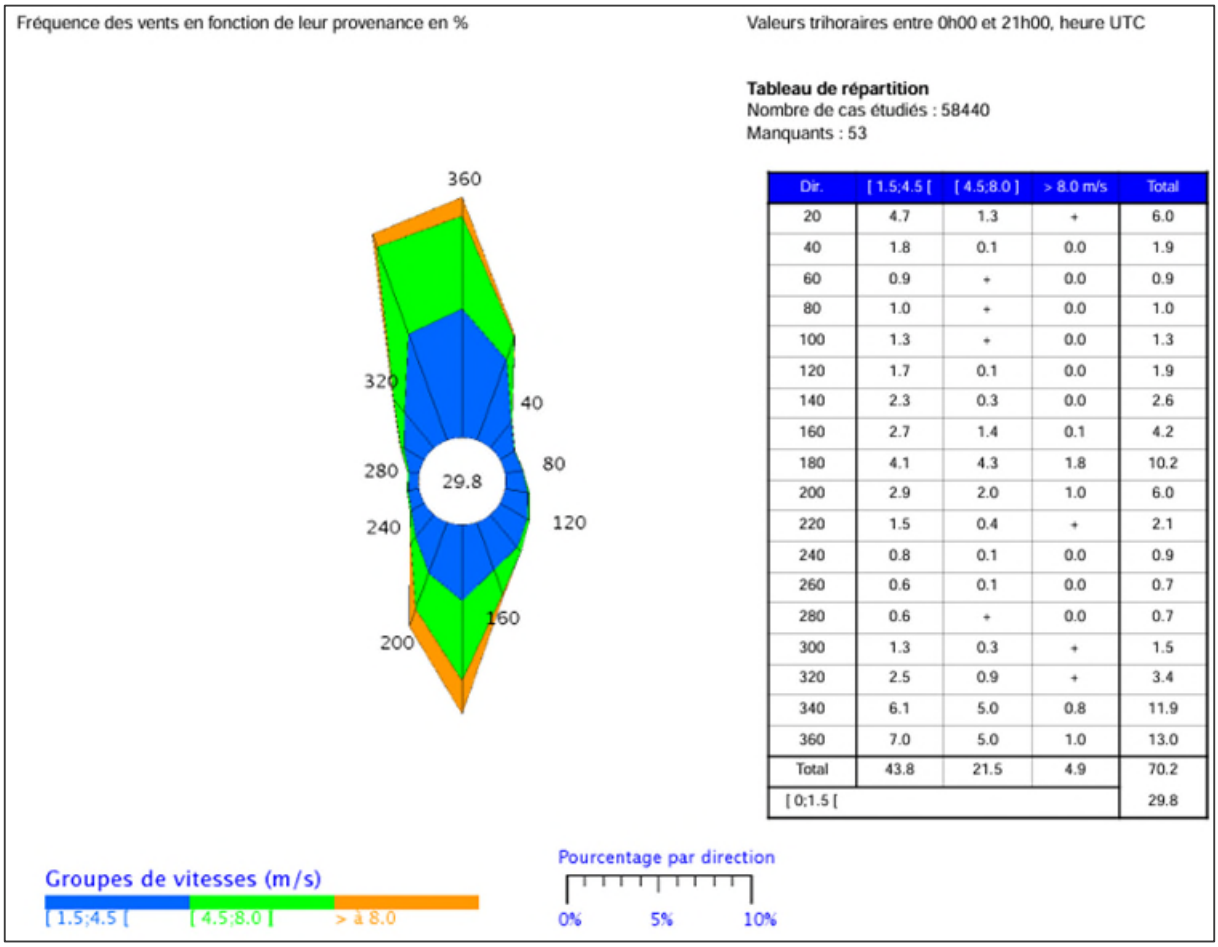
Pour cette même période, le tableau ci-dessous indique les fréquences des vents correspondants à chaque classe de vent.

Tableau 16. Fréquences des vents correspondants à chaque classe de vent

Classe de vitesse	< 1,5 m/s	de 1,5 à 4,5 m/s	de 4,5 à 8 m/s	> 8 m/s
Fréquence des vents	29,8 %	43,8 %	21,5 %	4,9 %

La rose des vents pour la période 1991-2010 est présentée dans la figure ci-dessous et est disponible en Annexe 3.

Figure 10. Rose des vents de la station Lyon-Bron pour la période 1991-2010



Dir.	[1.5;4.5 [	[4.5;8.0]	> 8.0 m/s	Total
20	4.7	1.3	+	6.0
40	1.8	0.1	0.0	1.9
60	0.9	+	0.0	0.9
80	1.0	+	0.0	1.0
100	1.3	+	0.0	1.3
120	1.7	0.1	0.0	1.9
140	2.3	0.3	0.0	2.6
160	2.7	1.4	0.1	4.2
180	4.1	4.3	1.8	10.2
200	2.9	2.0	1.0	6.0
220	1.5	0.4	+	2.1
240	0.8	0.1	0.0	0.9
260	0.6	0.1	0.0	0.7
280	0.6	+	0.0	0.7
300	1.3	0.3	+	1.5
320	2.5	0.9	+	3.4
340	6.1	5.0	0.8	11.9
360	7.0	5.0	1.0	13.0
Total	43.8	21.5	4.9	70.2
[0;1.5 [				29.8

III.2.2.3 GAZ A EFFET DE SERRE

Cette thématique, en lien avec les changements climatiques, est traitée au sein du chapitre III.6.3.

III.2.3 SOL ET SOUS-SOL

III.2.3.1 CONTEXTE GEOLOGIQUE

Les principales caractéristiques du sous-sol dans l'environnement proche du site peuvent être déduites des informations fournies par la carte géologique du BRGM sur Infoterre et de coupes géologiques des sondages les plus proches issues de la Banque de Données du Sous-Sol (BSS).

Le contexte géologique régional est appréhendé à partir de la carte et de la notice géologique de Givors développée par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM). La carte géologique se trouve en page 46. Selon ces documents géologiques, les formations rencontrées dans la zone d'étude sont les suivantes :

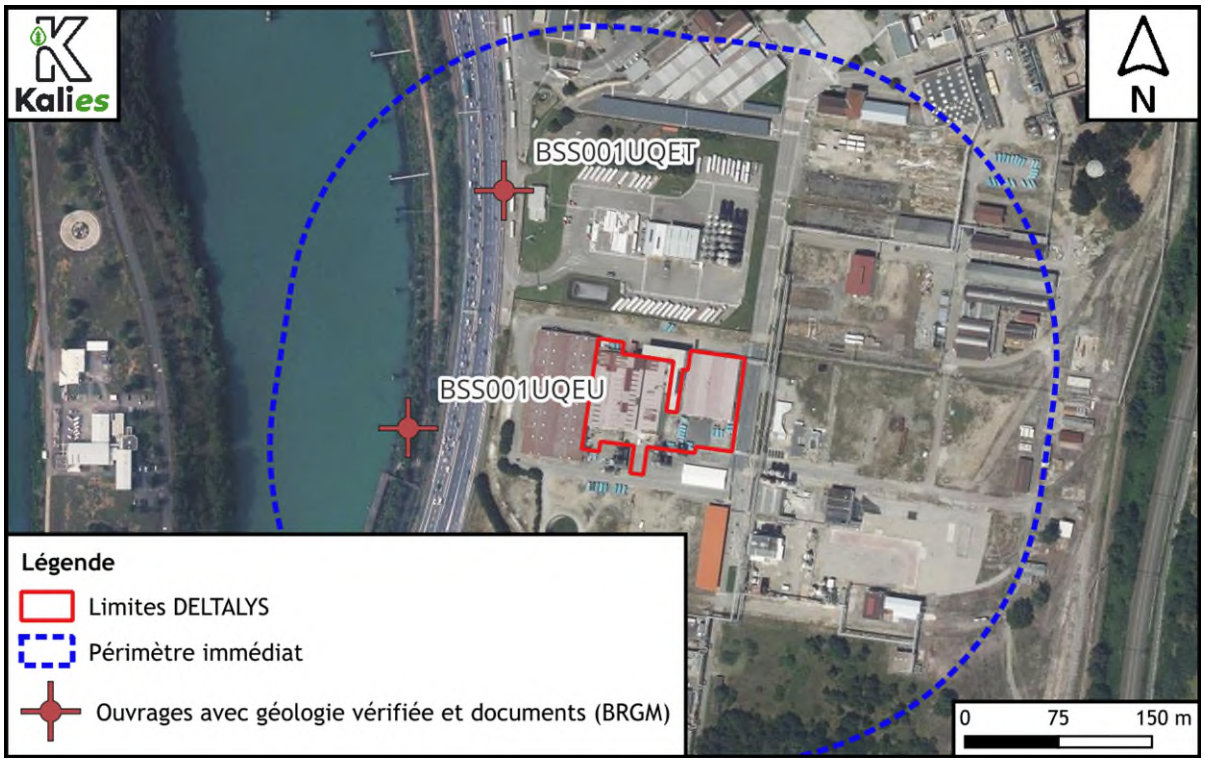
- Quaternaire :
    - OEy – Formations lœssiques (Würm) : lœss éolien siliceux et calcaire d'épaisseur variable (quelques décimètres à quelques mètres), avec concrétions carbonatées et faune malacologique froide. Transition irrégulière vers le lehm.

- Gy3 – Moraines du stade de Communay : dépôts glaciaires hétérogènes formant plateaux et collines (Corbas, Communay), liés aux stades Gy2 et Gy4.
- Ny5 – Nappes de raccordement du stade de Grenay : couloirs d'écoulement (Villeurbanne, Saint-Priest, Toussieu, Véga), illustrant le passage du fluvio-glaciaire proximal au distal.
- Fy5 – Alluvions fluviatiles (Würm) : témoins de basse terrasse (+4 à 8 m), matériel repris des moraines Gy2-3, terrasse d'érosion.
- Fz – Alluvions fluviatiles modernes : sables, graviers, limons de débordement, de 21 à 35 m d'épaisseur, substratum miocène.

- Tertiaire :
  - m2 – Miocène (Helvétien-Tortonien) : Substratum anté-quaternaire, trois faciès principaux :
    1. Sables de Saint-Fons (marin, calcaire, micacé, parfois consolidé en molasse).
    2. Conglomérats du Jardin des Plantes (éléments variés, ciment argilo-ferrugineux, origine Massif-Central).
    3. Sables granitiques de Saint-Barthélemy (grossiers, oxydés, stratification entrecroisée). Passage irrégulier du régime marin au continental, faune abondante (Bryozoaires, Mollusques).

D'un point de vue local et d'après la banque de données du sous-sol (BSS), il est possible de caractériser la nature du sol du site DELTALYS. Différents ouvrages au droit du site présentent des coupes géologiques vérifiées.

Figure 11. Localisation des ouvrages BSS



Les coupes issues de ces ouvrages permettent de définir le log géologique au droit du site de DELTALYS. Les enchaînements stratigraphique sont les suivants.

Figure 12. Coupe géologique (BSS001UQEU)

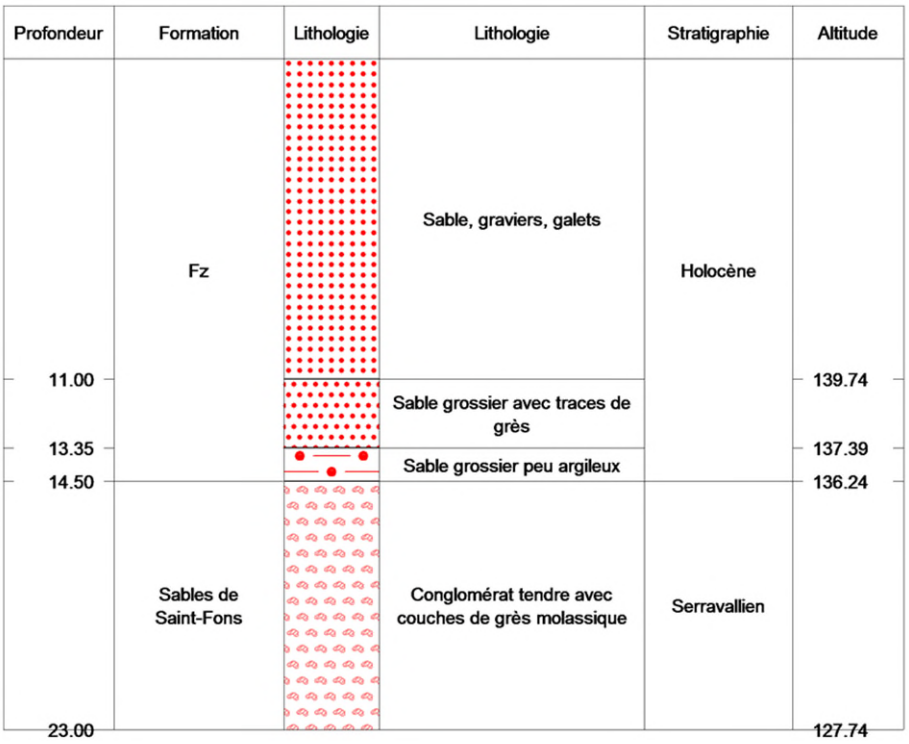


Figure 13. Coupe géologique (BSS001UQET)

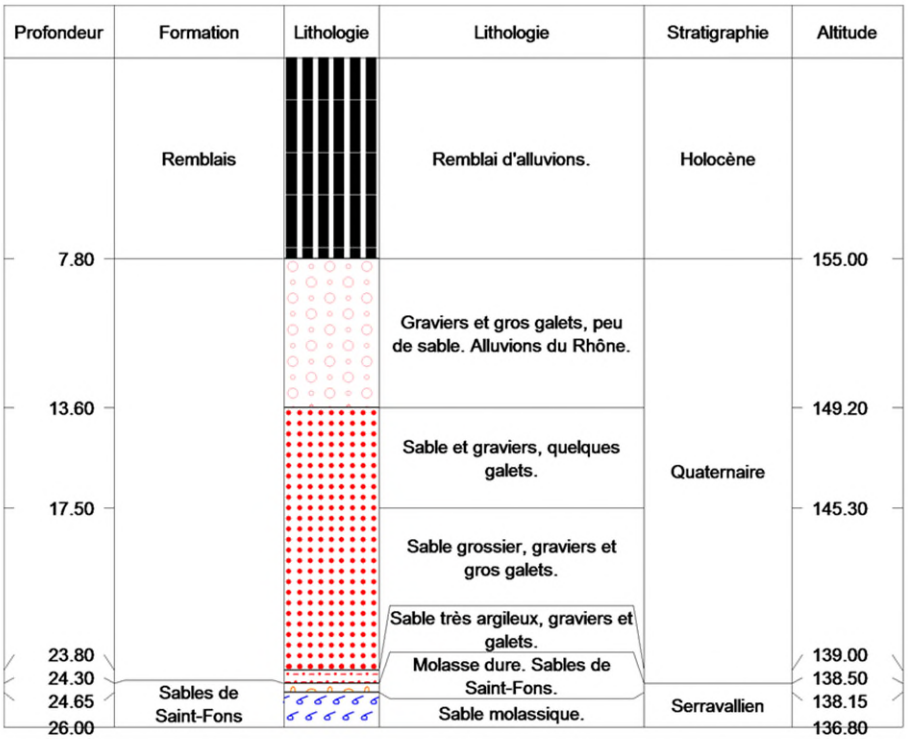
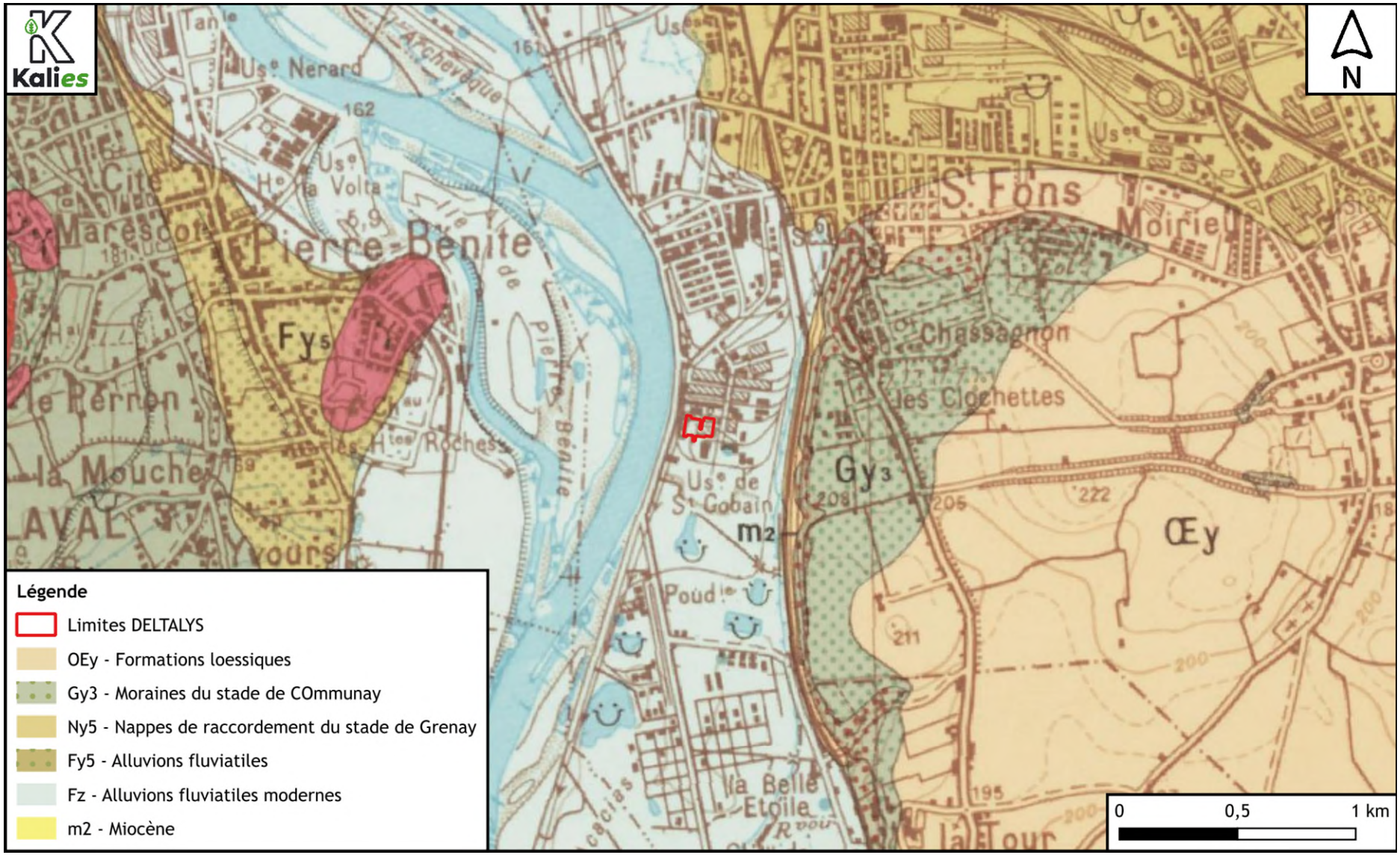


Figure 14. Extrait de la carte géologique de Givors



III.2.3.2 SITES POLLUES OU POTENTIELLEMENT POLLUES A PROXIMITE

Des bases de données regroupent les Informations de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (ex BASOL) ainsi que les sites Industriels et Activités de Service (CASIAS). Par ailleurs, l'article L.125-6 du code de l'environnement prévoit que l'État élabore, au regard des informations dont il dispose, des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS). Ceux-ci comprennent les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement.

Dans un rayon d'1,5 km autour de la zone d'étude, on recense 109 sites CASIAS, 23 sites Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée ex BASOL ainsi que 6 SIS.

Les tableaux et la carte ci-dessous regroupe les informations relatives à ces sites.

Tableau 17. Caractéristiques des sites avec information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (ex BASOL) recensés dans le périmètre rapproché du site de 1,5 km

Identifiant	Commune	Nom	Activités potentiellement polluantes	Traitement / surveillance	Localisation (du centre) par rapport au site	
					Distance (km)	Orientation
SSP000774001	SAINT FONS	ARKEMA Saint-Fons - Pollution aux organochlorés (affaire T112)	Des anciens déversements de résidus chimiques au niveau de la zone T112 ont généré une pollution de la nappe phréatique par les solvants chlorés, détectée en 1993.	Mise en sécurité du site : interdiction d'accès (clôture…), gardiennage. Plan de gestion du sol et du sous-sol. Plan de gestion des eaux souterraines. Surveillance des eaux souterraines.	0,2	Nord

Identifiant	Commune	Nom	Activités potentiellement polluantes	Traitement / surveillance	Localisation (du centre) par rapport au site	
					Distance (km)	Orientation
SSP000883701	SAINT FONS	ARKEMA Saint-Fons- Pollutions historiques du site (hors T112)	C'est un site industriel de la chimie en activité, avec une histoire industrielle très riche (essentiellement secteur de la chimie) Des exploitants différents se sont succédés sur ce site depuis 1850 (ELF-ATOCHEM, ATOFINA, ARKEMA). Les activités principales d'ARKEMA étaient : - Fabrication du PVC et du PVC surchloré, - Fabrication d'eau de Javel, - Fabrication d'acide perchlorique.	Mise en sécurité du site : interdiction d'accès (clôture…), gardiennage. Plan de gestion du sol et du sous-sol. Plan de gestion des eaux souterraines. Surveillance des eaux souterraines.	0,2	Nord
SSP000884401	SAINT FONS	RHODIA BELLE ETOILE S.A.S. DEPOT GOUDRONS	ancien dépôt de 4 336 tonnes de goudrons de nitriles issus de la distillation d'adiponitrile	Mise en sécurité du site : interdiction d'accès (clôture…), gardiennage. Dépollution du sol et du sous-sol par incinération.	0,3	Sud
SSP000883001	SAINT FONS	SOLVAY usine SAINT-FONS CHIMIE (ex-RHODIA OPERATIONS (ex-Organique))	L'usine de St Fons Chimie fabrique des intermédiaires de synthèse utilisés en aval par l'agrochimie, la pharmacie, la parfumerie et par les grands clients de la chimie mondiale. L'usine a des ateliers spécifiques "en cascade" qui valorisent le phénol, l'acide salicylique et l'anhydride acétique. Elle exploite des ateliers polyvalents adaptés à la fabrication par campagne de produits multiphases.	Mise en sécurité du site : interdiction d'accès (clôture…), gardiennage. Dépollution du sol et du sous-sol par solidification/stabilisation. Plan de gestion du sol et du sous-sol. Plan de gestion des eaux souterraines. Surveillance des eaux souterraines.	0,3	Sud

Identifiant	Commune	Nom	Activités potentiellement polluantes	Traitement / surveillance	Localisation (du centre) par rapport au site	
					Distance (km)	Orientation
SSP000884301	SAINT FONS	RHODIA BELLE ETOILE POLLUTION ACCIDENTELLE	Dans une installation de stockage d'adiponitrile (liquide classé Toxique (T) par ingestion et inhalation), plusieurs dysfonctionnements de vannes, détections et asservissements sur un réseau de canalisations ont provoqué une fuite lente et continue durant 60 heures de 150 tonnes de produit ; cette fuite avait a priori été collectée dans les diverses rétentions du site, mais après analyses, il est ressorti que 120 tonnes du produit s'étaient répandues sur le sol meuble environnant (information exploitant du 10 décembre 1999).	Mise en sécurité du site : interdiction d'accès (clôture…), gardiennage. Dépollution des eaux souterraines par piège hydraulique ou confinement hydraulique. Dépollution du sol et du sous-sol par biodégradation dynamisée (ou atténuation naturelle dynamisée). Surveillance des eaux souterraines.	0,3	Nord-Est
SSP000883801	SAINT FONS	HUNTSMAN	Ce site industriel historique (exploitant actuel depuis début 20° siècle) de la chimie fabrique des colorants et des pigments. Pour ces fabrications, plusieurs stockages de produits chimiques sont nécessaires.	Mise en sécurité du site : interdiction d'accès (clôture…), gardiennage. Plan de gestion du sol et du sous-sol. Plan de gestion des eaux souterraines. Surveillance des eaux souterraines.	0,5	Nord

Identifiant	Commune	Nom	Activités potentiellement polluantes	Traitement / surveillance	Localisation (du centre) par rapport au site	
					Distance (km)	Orientation
SSP000883101	SAINT FONS	RHODIA RECHERCHES - CRT	Le site correspond à des terrains industriels anciens (début du siècle dernier) mais sans activité jusque dans les années 50 et appartenant à l'Etat jusqu'à la fin de la 2ème guerre mondiale. Deux sources de pollution ont été identifiées. Elles sont constituées de remblais (probablement de même origine) contenant des déchets divers. Des métaux lourds ont été mis en évidence dans ces remblais mais les conclusions de l'étude montrent qu'il n'y a pas d'impact significatif sur l'environnement.	Surveillance des eaux souterraines	0,6	Sud
SSP000851701	PIERRE BENITE	UNIVAR (ex LAMBERT RIVIERE)	C'est un site de stockage et de distribution de produits chimiques (solvants pétroliers, solvants chlorés, divers, produits solides,…).	Mise en sécurité du site : interdiction d'accès (clôture…), gardiennage. Plan de gestion des eaux souterraines. Surveillance des eaux souterraines.	0,9	Nord

Identifiant	Commune	Nom	Activités potentiellement polluantes	Traitement / surveillance	Localisation (du centre) par rapport au site	
					Distance (km)	Orientation
SSP001169501	IRIGNY	AIR LIQUIDE	La société AIR LIQUIDE exploitait sur le site des activités de stockage et emploi de gaz. Par courrier du 11/05/2001, la société AIR LIQUIDE a informé la Préfecture de la cessation partielle de ses activités sur le site (dépôt d'ammoniac, de gaz combustibles, d'hydrogène gazeux et oxygène liquide. Seule l'activité de production d'acétylène à partir de carbure de calcium est maintenue.	Mise en sécurité du site : évacuation de produits ou de déchets, reconditionnement de produits dangereux, reconditionnement de déchets.	1,0	Sud
SSP000774301	SAINT FONS	RHODIA BELLE ETOILE S.A.S	Plusieurs activités sont effectuées : * la fabrication de polymères : - Chaîne polyesters (Tergal) arrêtée en 1997 ; - Chaîne polyamide (Nylon) en développement. * la fabrication d'hydrogène * réception d'adiponitrile * la transformation sur place en Hexaméthylène diamine * la salicification pour obtenir du "sel Nylon" * la polymérisation de ce sel en Nylon (polyamides). Il existe sur le site des stockages de produits chimiques divers.	Mise en sécurité du site : interdiction d'accès (clôture…), gardiennage. Dépollution des eaux souterraines par confinement par couverture et étanchéification et piège hydraulique ou confinement hydraulique. Dépollution du sol et du sous-sol par incinération. Dépollution du sol et du sous-sol par biodégradation dynamisée (ou atténuation naturelle dynamisée), excavation des sols et méthode biologique ou chimique. Diagnostic et analyse du sol et du sous-sol et des eaux souterraines. Surveillance des eaux souterraines.	1,0	Nord-Ouest

Identifiant	Commune	Nom	Activités potentiellement polluantes	Traitement / surveillance	Localisation (du centre) par rapport au site	
					Distance (km)	Orientation
SSP001059501	SAINT FONS	Pollution solvants et siloxanes	Une pollution localisée sur ce site, constituée par des dépôts de masse usées de type chlorure cuivrique et silice, découverte en 1991, fait l'objet de la fiche "BLUESTAR SILICONES SECTEUR NORD" (BASOL n°69.0027). Cette pollution a fait l'objet d'un traitement.	Surveillance des eaux souterraines.	1,1	Sud-Ouest
SSP000774101	SAINT FONS	BLUESTAR SILICONES Saint-Fons NORD - masses catalytiques	L'usine BLUESTAR SILICONES de Saint-Fons, anciennement RHODIA SILICONES (depuis février 2007), est spécialisée dans la fabrication de produits silicones (huiles, gommes, résines, élastomères vulcanisables à chaud et à froid, émulsions…). La présente fiche concerne la pollution des eaux souterraines par d'anciens dépôts de masses catalytiques usées solides (environ 27 000 m3) détectés en 1991 au secteur nord de l'usine.	Mise en sécurité du site : interdiction d'accès (clôture…), gardiennage. Dépollution du sol et du sous-sol par confinement par couverture et étanchéification. Plan de gestion des eaux souterraines.	1,1	Sud
SSP000055901	PIERRE BENITE	PCUK			1,3	Ouest

Identifiant	Commune	Nom	Activités potentiellement polluantes	Traitement / surveillance	Localisation (du centre) par rapport au site	
					Distance (km)	Orientation
SSP000055901	IRIGNY	PCUK	Le site a accueilli une unité de production de produits chimiques. La présence de métaux lourds et d'hydrocarbures dans les sols a été mise en évidence. Un merlon contenant des terres potentiellement polluées est situé sur le site. Ces terres ont été confinées dans un géotextile recouvert d'un grillage avertisseur orange puis de terres du site.	Mise en sécurité du site : évacuation de produits ou de déchets, reconditionnement de produits dangereux, reconditionnement de déchets. Dépollution du sol et du sous-sol par excavation des sols et par élimination en installation de stockage des déchets non dangereux (ISDND)	1,3	Ouest
SSP000056001	PIERRE BENITE	CELLIOSE	Les parcelles ont accueilli les activités de l'exploitant CELLIOSE. La présence de polluants dans les sols a été identifiée (arsenic, cuivre, plomb, hydrocarbures).	Mise en sécurité du site : interdiction d'accès (clôture…), évacuation de produits ou de déchets. Diagnostic et analyse du sol et du sous-sol.	1,4	Nord-Ouest
SSP000593801	PIERRE BENITE	Le nouveau garage	Le site a été occupé par un garage. La présence d'hydrocarbures a été détectée dans les sols en 2012.	Diagnostic et analyse du sol et du sous-sol.	1,5	Ouest
SSP000646701	IRIGNY	COVED	Le site a accueilli une décharge, des installations de traitement des métaux puis de tri de déchets.	Mise en sécurité du site : interdiction d'accès (clôture…), évacuation de produits ou de déchets. Diagnostic Dépollution du sol et du sous-sol par élimination en installation de stockage des déchets non dangereux (ISDND). Diagnostic et analyse du sol et du sous-sol.	1,8	Sud-Ouest
SSP000646701	PIERRE BENITE	COVED			1,8	Sud-Ouest

Tableau 18. Caractéristiques des sites CASIAS recensés au sein des communes interceptées par le rayon de 1,5 km autour du projet

Identifiant	Commune	État	Nom et activités	Localisation par rapport au site	
				Distance (km)	Orientation
SSP531704	SAINT FONS	En arrêt	ARKEMA FRANCE	0,2	Nord-Ouest
SSP4062239	SAINT FONS	Indéterminé	Usine de produits chimiques	0,1	Nord-Est
SSP4063023	SAINT FONS	Indéterminé	Usine Silicones secteur NORD, anc. Usine des Carrières Secteur Nord	0,3	Sud
SSP4074779	SAINT FONS	Indéterminé	Stockage et distribution de médicaments	0,4	Nord
SSP4073549	SAINT FONS	Indéterminé	Entrepôt d'huiles et essences minérales de la Sté Anonyme de Lille et Bonnière	0,4	Est
SSP4070982	SAINT FONS	Indéterminé	Fabrique d'acide sulfurique, chlorhydrique et nitrique, laboratoire	0,6	Nord-Est
SSP4062467	SAINT FONS	Indéterminé	Usine des produits chimiques (SAINT-FONS SUD), anc. Distillation de goudrons	0,6	Nord
SSP4066304	SAINT FONS	Indéterminé	Station d'épuration de la Courly anciennement destinée aux traitements d'effluents industriels	0,7	Sud
SSP4073423	SAINT FONS	Indéterminé	Atelier de tonnellerie	0,7	Nord
SSP4074740	SAINT FONS	Indéterminé	Transformateur au PCB	0,7	Sud
SSP4063180	SAINT FONS	En arrêt	Usine chimique	0,7	Nord
SSP4068163	SAINT FONS	Indéterminé	Travail des métaux	0,8	Est
SSP4068481	PIERRE BENITE	En arrêt	Desserte d'essence pour les besoins du chantier de la centrale hydroélectrique de Pierre-Bénite	0,8	Ouest
SSP4062302	SAINT FONS	Indéterminé	Fabrication et stockage de produits chimiques	0,8	Nord
SSP4065558	PIERRE BENITE	En arrêt	Réparation automobiles et station-service	0,8	Ouest
SSP4072374	SAINT FONS	Indéterminé	Buanderie lavoir	0,8	Nord-Est
SSP4068662	VENISSIEUX	Indéterminé	Station-service interne, découpage des métaux sans choc mécanique, garage, dépôt chaux	0,8	Est
SSP4071686	SAINT FONS	Indéterminé	Récupération de carcasses de véhicules, anc. Atelier de réparation, carrosserie et peinture	0,9	Nord-Est

Identifiant	Commune	État	Nom et activités	Localisation par rapport au site	
				Distance (km)	Orientation
SSP4067773	SAINT FONS	Indéterminé	"Station-service des Clochettes"	0,9	Est
SSP4062029	SAINT FONS	Indéterminé	Fabrique de produits chimiques et dépotoirs de vidange	0,9	Nord
SSP4066711	VENISSIEUX	Indéterminé	Station-service BP	0,9	Est
SSP4065527	SAINT FONS	Indéterminé	Fabrique d'eau de Javel	0,9	Nord
SSP4069045	SAINT FONS	Indéterminé	Dépôt de liquides inflammables de 1ere et 2eme, 3ème catégorie	0,9	Nord-Est
SSP4065559	PIERRE BENITE	En arrêt	Dépôt et distribution de liquides inflammables	1,0	Ouest
SSP4073550	SAINT FONS	Indéterminé	Fabrique de colle forte, suif d'os, phosphates et tous autres engrais provenant de la fabrication	1,0	Nord
SSP4072675	SAINT FONS	Indéterminé	Station-service	1,0	Nord-Ouest
SSP4062112	SAINT FONS	En arrêt	Fabrication de produits chimiques, anc. Usine de suléol	1,0	Sud
SSP4066302	SAINT FONS	Indéterminé	CHAUDRONNERIE	1,0	Nord-Est
SSP4068659	VENISSIEUX	Indéterminé	Station-service	1,0	Sud-Est
SSP4073928	PIERRE BENITE	Indéterminé	Location de voiture et station-service interne	1,0	Ouest
SSP4068427	PIERRE BENITE	Indéterminé	Garage, application de peinture	1,0	Ouest
SSP4062102	SAINT FONS	Indéterminé	Réservoir souterrain	1,0	Nord-Est
SSP4074299	PIERRE BENITE	En arrêt	Dépôt Socaline de Pierre Bénite (agrandissement d'un dépôt d'essence)	1,0	Ouest
SSP4069736	SAINT FONS	Indéterminé	Station-Service	1,1	Sud-Est
SSP4063178	SAINT FONS	Indéterminé	Usine chimique dite de la Gravière (SAINT-FONS NORD), anc. Fabrication de nitrocellulose	1,1	Nord
SSP4066319	SAINT FONS	Indéterminé	Société de Récupération Déchets Industriels	1,1	Nord
SSP4071229	SAINT FONS	Indéterminé	Usine de fabrication d'enduits à base d'acides	1,1	Nord
SSP4065561	PIERRE BENITE	En arrêt	Usine de traitement des corps gras par saponification	1,1	Ouest
SSP4061505	PIERRE BENITE	En arrêt	Récupération de pièces détachées de véhicules usagés	1,1	Nord-Ouest

Identifiant	Commune	État	Nom et activités	Localisation par rapport au site	
				Distance (km)	Orientation
SSP4062110	SAINT FONS	Indéterminé	Usine Silicones-Sect. Sud, anc. Usine des Silicones Rhodorsil, anc. Usine des Carrières-Sect. Sud	1,1	Sud
SSP4074607	PIERRE BENITE	Indéterminé	Station d'épuration et usine d'incinération.	1,1	Sud-Ouest
SSP4066980	VENISSIEUX	En arrêt	Gravure sur métaux, dépôt de liquides Inflammables, Imprimerie.	1,1	Sud-Est
SSP4069403	SAINT FONS	Indéterminé	Station-service	1,1	Nord
SSP4063058	PIERRE BENITE	Indéterminé	Station-Service ; anc. Dépôt de solvants et liquides inflammables, anc. Fabrication de colorants	1,1	Ouest
SSP4062098	SAINT FONS	Indéterminé	Pressing	1,1	Nord-Est
SSP4067168	SAINT FONS	Indéterminé	Application de vernis, carrosserie	1,1	Nord-Est
SSP4063066	PIERRE BENITE	En arrêt	Fabrique de sels de soude, de chloroforme et d'éther	1,1	Nord-Ouest
SSP4072823	PIERRE BENITE	Indéterminé	Utilisation de substances radioactives	1,1	Ouest
SSP4064662	VENISSIEUX	Indéterminé	Dépôt de Liquides Inflammables	1,2	Sud-Est
SSP4062831	IRIGNY	Indéterminé	Fabrication et conditionnement d'acétylène dissous, dépôt d'ammoniac	1,2	Sud-Ouest
SSP4071228	SAINT FONS	Indéterminé	Fabrique de lithopone, anc. Fabrique d'acide nitrique, anc. Fabrique de sulfate de fer	1,2	Nord
SSP4067774	SAINT FONS	Indéterminé	Garage et station-service	1,2	Nord-Est
SSP4074618	VENISSIEUX	Indéterminé	Charge d'accumulateur	1,2	Est
SSP4072373	SAINT FONS	Indéterminé	Atelier de tonnellerie	1,2	Nord-Est
SSP4068683	SAINT FONS	Indéterminé	Garage du centre, station-service	1,2	Nord-Est
SSP4066308	SAINT FONS	Indéterminé	APPLICATION DE VERNIS	1,2	Nord
SSP4066299	SAINT FONS	Indéterminé	CHAUDRONNERIE/TOLERIE	1,2	Nord-Est
SSP4068435	SAINT FONS	Indéterminé	Pressing	1,2	Nord-Est
SSP4074151	SAINT FONS	En arrêt	Pressing, blanchisserie	1,3	Nord-Est
SSP4068779	SAINT FONS	Indéterminé	Fabrique de produits chimiques	1,3	Nord

Identifiant	Commune	État	Nom et activités	Localisation par rapport au site	
				Distance (km)	Orientation
SSP4066685	SAINT FONS	Indéterminé	Refonte de fer et plomb, anc. Entrepôt de pétrole, anc. Traitement des chiffons aux acides	1,3	Nord
SSP4070971	SAINT FONS	Indéterminé	Quincaillerie avec dépôt de liquides inflammables	1,3	Nord-Est
SSP4072372	SAINT FONS	Indéterminé	Dépôt de films cinématographiques	1,3	Nord-Est
SSP4070972	SAINT FONS	Indéterminé	Buanderie, lavoir	1,3	Nord-Est
SSP4064659	VENISSIEUX	Indéterminé	Garage avec application de peinture	1,3	Est
SSP4068804	PIERRE BENITE	Indéterminé	Centre de récupération et valorisation de déchets ménagers	1,3	Ouest
SSP4068409	SAINT FONS	Indéterminé	Atelier de dégraissage à sec	1,3	Nord-Est
SSP4074739	SAINT FONS	Indéterminé	Atelier de charge d'accumulateurs dans un central téléphonique	1,3	Nord-Est
SSP4072378	SAINT FONS	Indéterminé	Desserte d'essence	1,3	Nord-Est
SSP4067204	SAINT FONS	Indéterminé	Atelier de teinturerie	1,3	Nord-Est
SSP4074316	SAINT FONS	Indéterminé	Distillation du mercure et stockage et emploi de substances toxiques	1,3	Nord
SSP4073849	PIERRE BENITE	Indéterminé	Stockage et conditionnement de gaz	1,3	Ouest
SSP4061524	SAINT FONS	Indéterminé	Fabrique de produits chimiques avec hydrocarbures - et - fabrication d'acides et bases	1,3	Nord
SSP4063761	SAINT FONS	Indéterminé	Réservoir souterrain d'essence	1,3	Nord-Est
SSP4067775	SAINT FONS	En arrêt	Garage GOUTHERAUD Frères	1,3	Nord-Est
SSP4073846	PIERRE BENITE	Indéterminé	récupération ferrailles, casse-automobile	1,3	Ouest
SSP4062113	SAINT FONS	En arrêt	Poudrerie Nationale avec usine de phénol	1,4	Sud
SSP4062240	VENISSIEUX	Indéterminé	"Garage Spennato Frères" (garage et carrosserie)	1,4	Est
SSP4061525	SAINT FONS	En arrêt	Atelier de chaudronnerie	1,4	Nord-Est
SSP4069037	PIERRE BENITE	Indéterminé	STEP ; Sté d'Electro-chimie, Métallurgie et des Aciéries Electriques d'Ugine - Usine Chimique	1,4	Sud-Ouest
SSP4062108	SAINT FONS	Indéterminé	Fabrique de produits chimiques et textiles artificiels, anc. Usine de phénol et sulfol	1,4	Sud

Identifiant	Commune	État	Nom et activités	Localisation par rapport au site	
				Distance (km)	Orientation
SSP4066314	SAINT FONS	En arrêt	Station-service BP, réparation de cycles, motocycles ; anc. Station-Service SHELL et réparation cycle	1,4	Nord
SSP4069731	SAINT FONS	Indéterminé	Fabrication de produits chimiques ; anc. Stockage de produits chimiques	1,4	Nord
SSP4066317	SAINT FONS	Indéterminé	SRRHU - Société pour le Ramassage et la régénération des huiles usagées.	1,4	Nord
SSP4067167	SAINT FONS	En arrêt	Fabrication de matériel de manutention ; anc. Fonderie	1,4	Nord-Est
SSP4072797	PIERRE BENITE	En arrêt	Fabrique de couleurs et de vernis ; anc. Fabrique d'acide picrique	1,4	Nord-Ouest
SSP4068194	SAINT FONS	Indéterminé	Usine à gaz ; Fabrique de produits chimiques, distillation de goudrons et traitement de naphtaline	1,4	Nord
SSP4064842	PIERRE BENITE	En arrêt	Garage	1,4	Ouest
SSP4061527	SAINT FONS	Indéterminé	Chaudronnerie de petites serrures et appareil générateur d'acétylène	1,4	Nord-Est
SSP4064277	PIERRE BENITE	En arrêt	Fabrique de vernis gras, de vernis à l'alcool et produits chimiques dérivés	1,4	Ouest
SSP4068432	SAINT FONS	Indéterminé	Pressing	1,4	Nord-Est
SSP4061506	PIERRE BENITE	En arrêt	Apprêtage de peaux	1,4	Ouest
SSP4062223	SAINT FONS	En arrêt	(Forge, Martellerie, Maréchalerie	1,4	Nord
SSP4064843	PIERRE BENITE	En arrêt	Constructeur de remorques, semi-remorques et containers	1,4	Ouest
SSP4069414	SAINT FONS	Indéterminé	Centre de transit de déchets industriel spéciaux ; collecte des huiles moteurs industrielles	1,4	Nord
SSP4072371	SAINT FONS	En arrêt	Rebobinage de matériel électrique	1,4	Nord
SSP4062111	SAINT FONS	Indéterminé	Centre de Recherches (centre de recherche des Carrières)	1,5	Sud
SSP4068645	SAINT FONS	Indéterminé	Dépôt de Liquides Inflammables et atelier de tôlerie	1,5	Nord-Est
SSP4062109	SAINT FONS	En arrêt	Fonderie	1,5	Nord
SSP4066696	PIERRE BENITE	En arrêt	Garage	1,5	Ouest

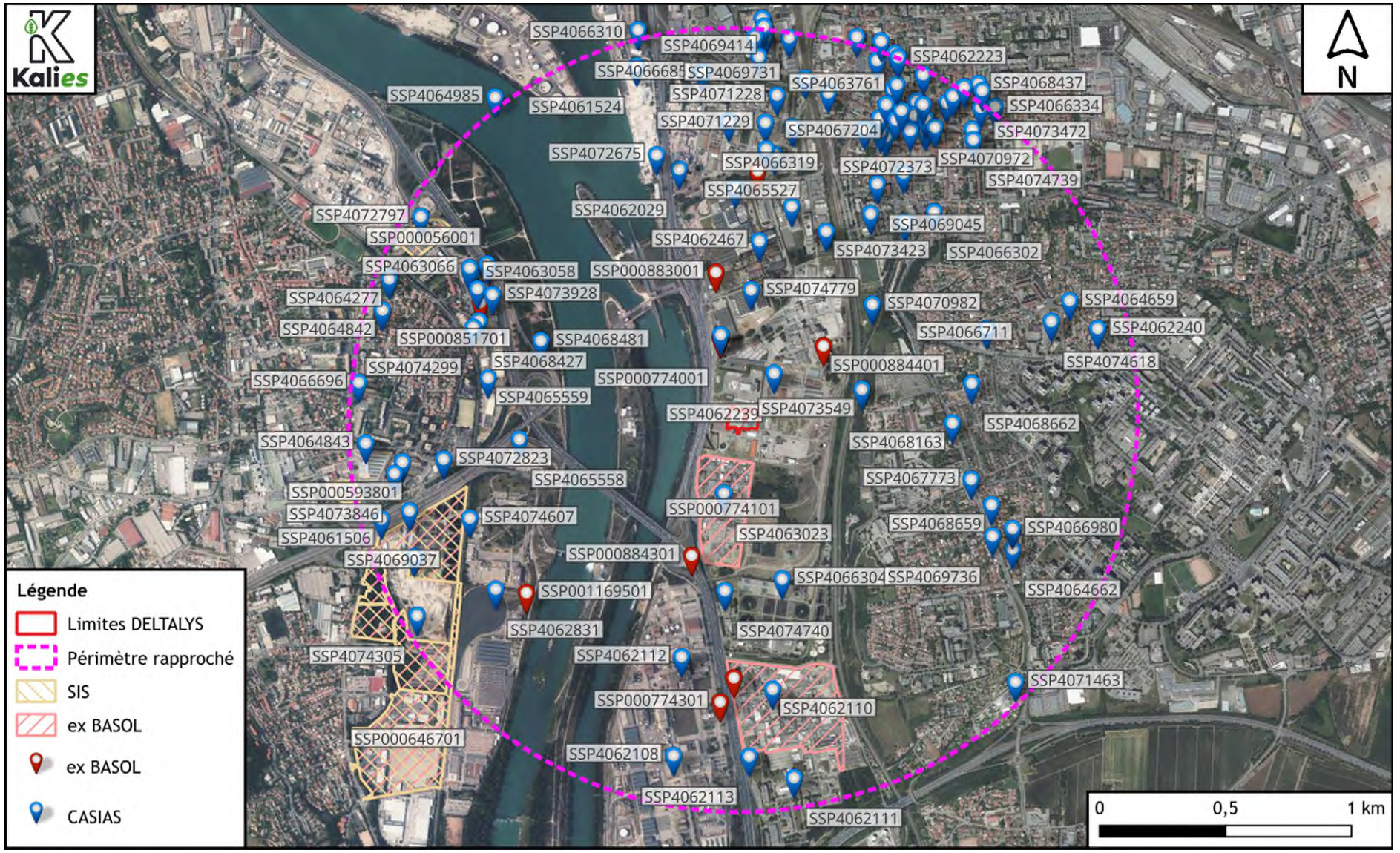
Identifiant	Commune	État	Nom et activités	Localisation par rapport au site	
				Distance (km)	Orientation
SSP4066334	SAINT FONS	En arrêt	Station-service	1,5	Nord-Est
SSP4066310	SAINT FONS	Indéterminé	STATION DE TRANSIT DE DECHETS INDUSTRIELS et transit occasionnel d'ordures ménagères	1,5	Nord
SSP4061523	SAINT FONS	Indéterminé	Stations de transit et tri de déchets industriels ; société d'appareils pour le chauffage automatique	1,5	Nord
SSP4067771	SAINT FONS	En arrêt	Produits chimiques et pétroliers	1,5	Nord
SSP4074305	IRIGNY	Indéterminé	Recyclage de matériaux de démolition	1,5	Sud-Ouest
SSP4071463	FEYZIN	Indéterminé	Carrosserie automobile avec application de peinture	1,5	Sud-Est
SSP4064985	LYON	En arrêt	Carrière de matériaux alluvionnaires dans le lit du Rhône	1,5	Nord-Ouest
SSP4073472	SAINT FONS	Indéterminé	Carrosserie	1,5	Nord-Est
SSP4068437	SAINT FONS	Indéterminé	Chaudronnerie ; anc. Chaudronnerie de grosses et petites œuvres	1,5	Nord-Est

Tableau 19. Caractéristiques des SIS recensés au sein des communes interceptées par le rayon de 1,5 km autour du projet

Identifiant	Nom	Commune	Caractéristiques du SIS	Localisation (du centre) par rapport au site	
				Distance (km)	Orientation
SSP00005590101	PCUK	PIERRE BENITE	Le site a accueilli une unité de production de produits chimiques. La présence de métaux lourds et d'hydrocarbures dans les sols a été mise en évidence. Un merlon contenant des terres potentiellement polluées est situé sur le site. Ces terres ont été confinées dans un géotextile recouvert d'un grillage avertisseur orange puis de terres du site.	1,3	Ouest
SSP00005600101	CELLIOSE	PIERRE BENITE	Les parcelles ont accueilli les activités de l'exploitant CELLIOSE. La présence de polluants dans les sols a été identifiée (arsenic, cuivre, plomb, hydrocarbures).	1,4	Nord-Ouest
SSP00059380101	Le nouveau garage	PIERRE BENITE	Le site a été occupé par un garage. La présence d'hydrocarbures a été détectée dans les sols.	1,5	Ouest

Identifiant	Nom	Commune	Caractéristiques du SIS	Localisation (du centre) par rapport au site	
				Distance (km)	Orientation
			Le site a été réaménagé depuis sans que l'administration n'ait été informée d'une éventuelle dépollution.		
SSP00064670101	COVED	IRIGNY	Le site a accueilli une décharge, des installations de traitement des métaux puis de tri de déchets. Le dernier exploitant d'une partie du périmètre (partie est de la parcelle 241 + une partie de la parcelle 41) a fourni une étude concluant à la compatibilité de l'état des sols avec un usage industriel. La synthèse de l'action de l'administration ne concerne que cette partie du périmètre ((partie est de la parcelle 241 + une partie de la parcelle 41). La présence notamment d'hydrocarbures, PCB et métaux est signalée dans les sols. Mise à jour 2023 : Suite à l'étude historique et documentaire réalisée par la Métropole de Lyon, le périmètre du SIS a été étendu au périmètre de l'ancienne décharge. Référence du document : RSSPCE09905-03	1,8	Sud-Ouest

Figure 15. Cartographie des sites pollués ou potentiellement pollués à proximité



III.2.3.3 ÉTAT DE POLLUTION DES SOLS

Un ancien atelier exploité par la société ARKEMA France et arrêté en 2006 est localisé au sein du site de KEM ONE au niveau des installations actuelles de DELTALYS. Cet atelier de fabrication de composés vinyliques à base de PVC a fait l'objet d'un dossier de cessation d'activité en 2012. Un arrêté préfectoral daté du 18 juillet 2019 a prescrit à ARKEMA France la réalisation de travaux de réhabilitation par excavations des sols au droit de l'ancien parc à cuves de l'atelier, localisé sur la figure ci-dessous. L'objectif est de traiter la zone de pollution concentrée en phtalates afin d'atteindre les seuils de réhabilitation de 80 mg/kg dans le cas général et de 150 mg/kg au droit des talutages.

ARKEMA France a donc mandaté l'entreprise de travaux SERPOL pour la réalisation des travaux et TAUW France pour leur suivi en tant qu'assistant à maîtrise d'ouvrage. Le rapport de synthèse des travaux réalisés au droit du site est présenté en Annexe 4.

Figure 16. Vue aérienne de la zone des travaux de remédiation de l'atelier (Source : TAUW)

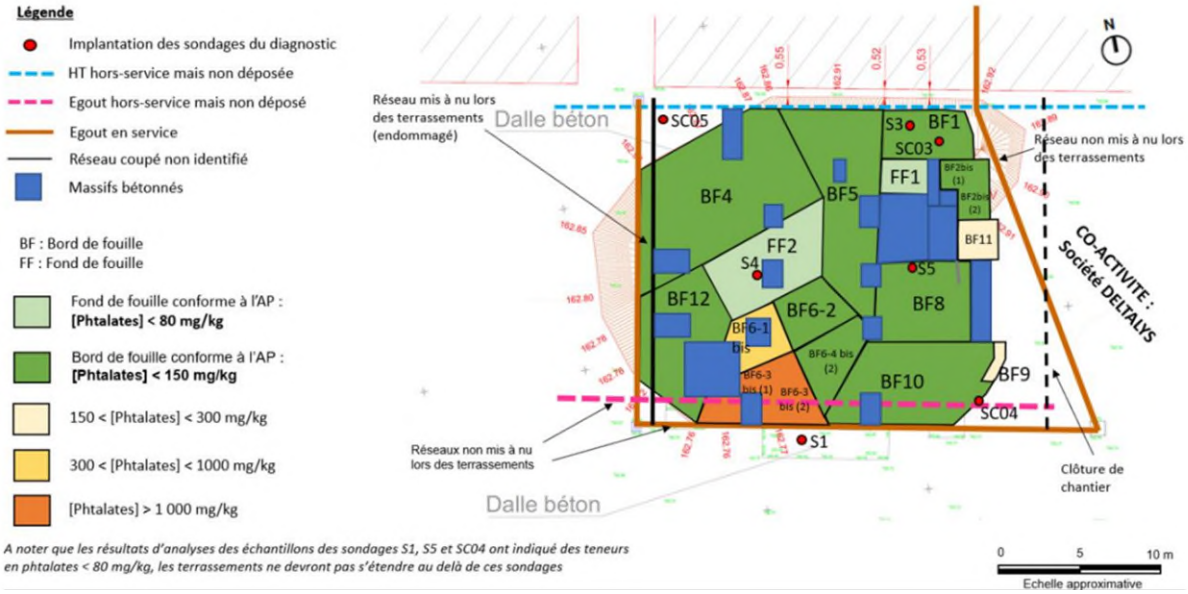


Après travaux, des mesures ont été réalisées sur les sols, les eaux souterraines et les gaz du sol.

Les résultats d'analyse du sol ont montré :

- 11 bords de fouille avec des teneurs inférieures au seuil de 150 mg/kg pour les phtalates en BF (teneurs comprises entre 0,26 et 111 mg/kg pour la somme des phtalates) ;
- 4 bords de fouille avec des teneurs supérieures au seuil comprises entre 180 et 4 000 mg/kg pour la somme de phtalates ;
- les 2 fonds de fouille avec des teneurs inférieures au seuil (teneurs de 7 et 25 mg/kg pour la somme des phtalates).

Figure 17. Terrassements réalisés et localisation des prélèvements de bord et de fond de fouille (Source : TAUW)



A noter que les résultats d'analyses des échantillons des sondages S1, S5 et SC04 ont indiqué des teneurs en phtalates < 80 mg/kg, les terrassements ne devront pas s'étendre au delà de ces sondages

III.2.4 EAUX SOUTERRAINES

III.2.4.1 RESSOURCES AQUIFERES / DONNEES SUR LES MASSES D'EAU SOUTERRAINE

III.2.4.1.1 CARACTERISATION DES MASSES D'EAUX SOUTERRAINES

La consultation de la Banque du Sous-Sol et de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse (RMC) permet l'identification de plusieurs masses d'eau associées au droit de l'établissement DELTALYS de Saint-Fons : il s'agit, dans l'ordre de superposition du plus haut au plus profond, de la masse d'eau FRDG384 puis de la masse d'eau FRDG240. Elles sont décrites dans le tableau suivant.

Figure 18. Masses d'eau souterraines

Nom	Niveau	Désignation	Type	Perméabilité
FRDG384	1	Alluvion du Rhône agglomération lyonnaise et extension sud	Alluvionnaire	Bonne (5.10^{-3} à 2.10^{-2} m/s)
FRDG240	2	Miocène sous couverture Lyonnais et sud Dombes	Domaine sédimentaire	Faible (10^{-4} à 10^{-5} m/s)

III.2.4.1.2 OBJECTIFS QUALITATIF ET QUANTITATIF

L'évaluation de l'état des masses d'eaux souterraine résulte de la combinaison de critères qualitatifs et quantitatifs. Cette évaluation est réalisée dans le cadre du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) RMC (cf. chapitre X.2.1) pour l'ensemble des masses d'eau. La qualité des nappes est mesurée par les stations de mesure du Réseau de Contrôle et de Surveillance et du Réseau de Contrôle Opérationnel gérées par l'Agence de l'Eau RMC et le BRGM.

Le « bon état » sous-entend :

- le bon état chimique est atteint si :

  - la masse d'eau respecte des valeurs seuils,
  - la masse d'eau n'empêche pas les masses d'eau superficielles d'atteindre leur objectif,
  - aucune intrusion d'eau salée due aux activités humaines n'est constatée,
- l'inversion de tendances concernant les concentrations de polluants à la hausse,
- le bon état quantitatif : les masses d'eau sont qualifiées en mauvais état si :
  - l'alimentation de la majorité des cours d'eau qui drainent la masse souterraine devient problématique,
  - la masse d'eau présente une baisse tendancielle de la piézométrie,
  - des conflits d'usage récurrents apparaissent.

Le SDAGE 2022-2027 définit les objectifs de qualité des eaux pour les masses d'eaux souterraines concernées :

Tableau 20. Objectifs de qualité des eaux pour les masses d'eau souterraine du SDAGE 2022-2027

Code de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Type de masse d'eau	Quantitatif	Chimique
FRDG384	Alluvion du Rhône agglomération lyonnaise et extension sud	Alluvionnaire	Bon état (2015)	OMS (2027)
FRDG240	Miocène sous couverture Lyonnais et sud Dombes	Domaine sédimentaire	Bon état (2015)	Bon état (2015)

III.2.4.1.3 DONNEES QUALITATIVES ET QUANTITATIVES

Selon l'état des lieux du SDAGE 2022-2027, l'état des masses d'eau concernées est fourni dans le tableau qui suit.

Tableau 21. Etat des lieux de des masses d'eau souterraine du SDAGE 2022-2027

Code de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Type de masse d'eau	Quantitatif	Chimique
FRDG384	Alluvion du Rhône agglomération lyonnaise et extension sud	Alluvionnaire	Bon état	Non atteinte du bon état
FRDG240	Miocène sous couverture Lyonnais et sud Dombes	Domaine sédimentaire	Bon état	Bon état

III.2.4.1.4 MESURES COMPLEMENTAIRES

Deux piézomètres sont situés chez KEM ONE à proximité de DELTALYS. Ceux-ci sont visibles sur le plan au 1/200. Les mesures sont réalisées par KEM ONE et ne sont pas portées à la connaissance de DELTALYS.

III.2.4.2 USAGES

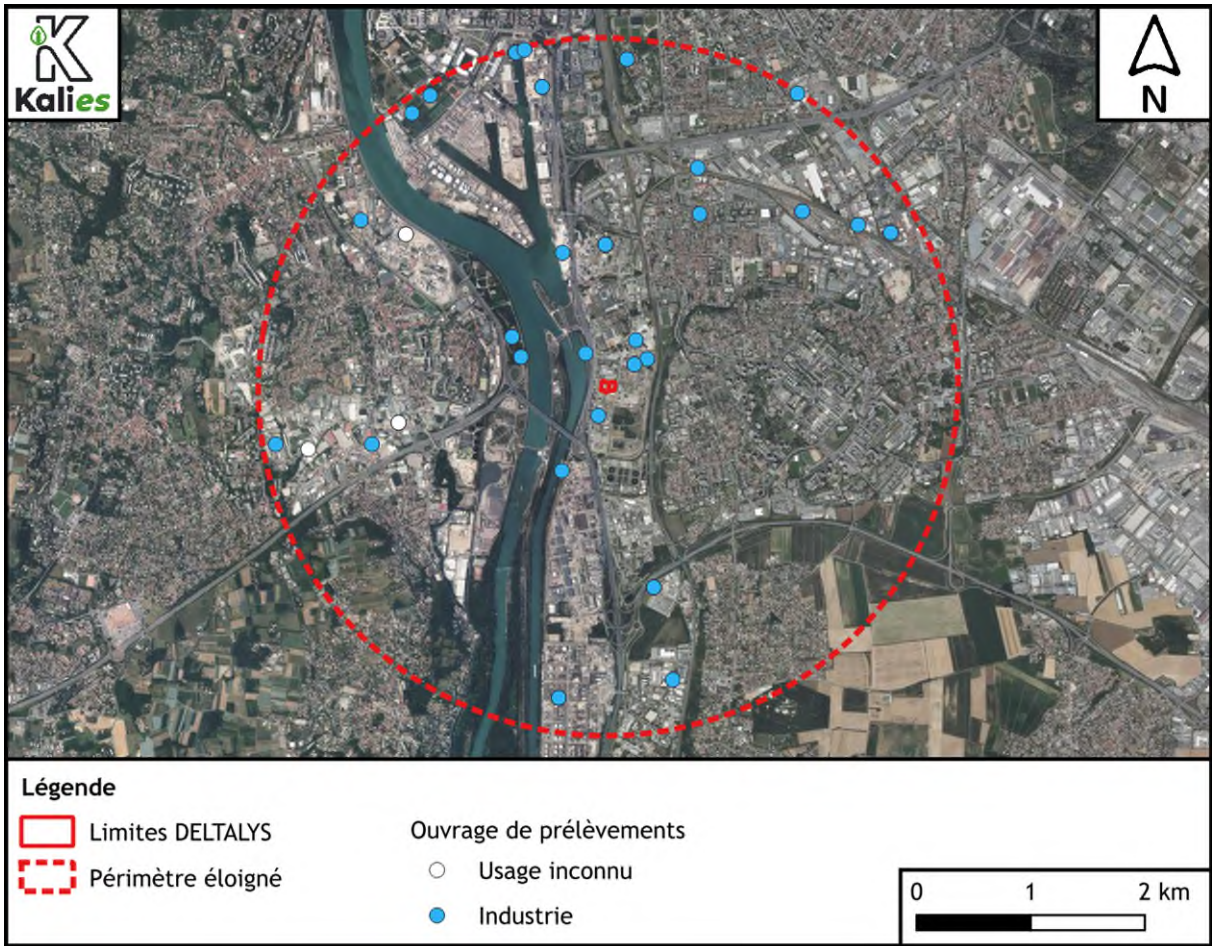
III.2.4.2.1 CAPTAGES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Aucun ouvrage de prélèvement AEP ou aire d'alimentation de captage n'est situé au sein du périmètre éloigné du site.

III.2.4.2.2 AUTRES CAPTAGES

Les captages au sein de la zone d'étude sont majoritairement de nature industrielle. La carte suivante localise ces captages. En 2022 sur la commune de Saint-Fons, 15 740 480 m^3 ont été prélevés pour un usage industriel et d'activité économique (hors irrigation, hors énergie) d'après la BNPE (Banque Nationale des Prélèvements quantitatifs en Eau).

Figure 19. Cartographie des captages d'eau souterraine à proximité du site



III.2.5 EAUX SUPERFICIELLES

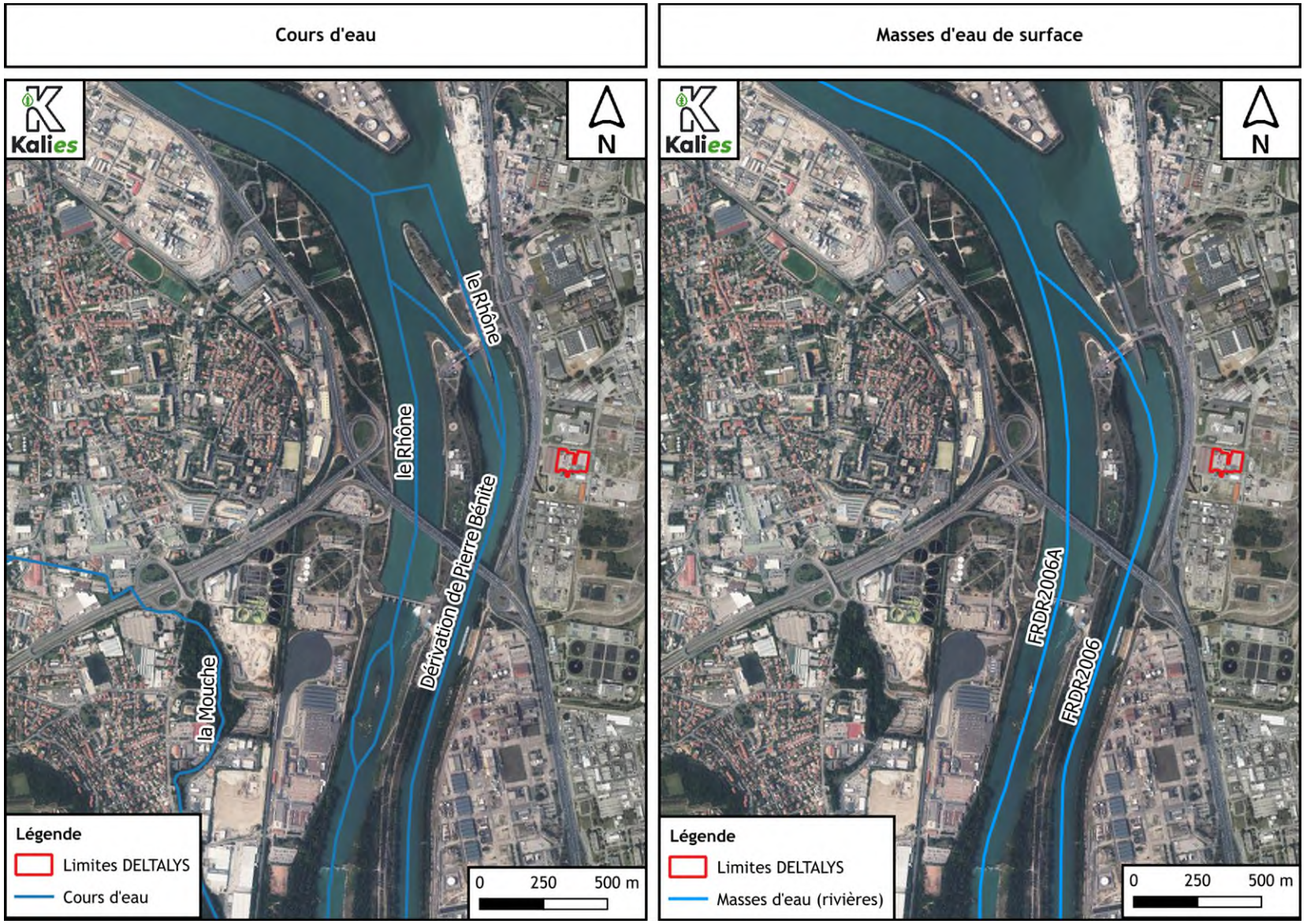
III.2.5.1 RESEAU HYDROGRAPHIQUE

Il est important de rappeler que d'après l'article L 215-7.1 du Code de l'Environnement : « *Constitue un cours d'eau un écoulement d'eaux courantes dans un lit naturel à l'origine, alimenté par une source et présentant un débit suffisant la majeure partie de l'année. L'écoulement peut ne pas être permanent compte tenu des conditions hydrologiques et géologiques locales* ».

Les cours d'eaux de surface au sein du périmètre éloigné du site sont :

- le Rhône (FRDR2006), situé à environ 200 m à l'ouest ;
- la Déviation de Pierre Bénite (FR2006a), confluent du Rhône, située à environ 200 m à l'ouest ;
- la Mouche, affluent du Rhône, située à environ 1,5 km au sud-ouest.

Figure 20. Cartographie des cours d'eau et masses d'eau de surface à proximité du site



Les données ci-dessous sont issues de la prise en compte du SDAGE 2022-2027 en application de la Directive Cadre sur l'Eau (2000/60/CE).

Le Rhône est une masse d'eau de surface fortement modifiée d'environ 540 km. Les caractéristiques des tronçons à proximité du site sont les suivantes :

Tableau 22. Caractéristiques des masses d'eau

N° de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Type national
FRDR2006	Le Rhône de la confluence Saône à la confluence Isère	TTGA (Très grand cours d'eau dans Fleuves alpins)
FRDR2006a	Rhône de Vernaison	TTGA (Très grand cours d'eau dans Fleuves alpins)

III.2.5.2 OBJECTIFS QUALITATIFS

Pour les masses d'eau superficielle, les objectifs de qualité du SDAGE 2016-2021 sont :

- le bon état chimique,
- le bon état écologique, conditionné par le bon état physico-chimique et le bon état biologique, ou le bon potentiel écologique pour les masses d'eau artificielles ou fortement modifiées.

En effet, au sens de la Directive Cadre sur l'Eau, la qualité des eaux de surface, mesurée par l'Agence de l'Eau, comprend :

- l'état chimique, qui comprend 2 classes : bon / non atteint, en fonction de la concentration dans l'eau de 41 substances. Selon le principe du « paramètre déclassant », le dépassement du seuil pour une seule de ces substances entraîne le déclassement de l'ensemble de la station,
- l'état écologique (ou le potentiel écologique pour les masses d'eau artificielles ou fortement modifiées), caractérisé par :
    - l'état physico-chimique, déterminé à partir de paramètres comparables à l'ancienne grille de 1971,
    - l'état biologique, qui prend en compte des indicateurs biologiques différents :
        - les algues avec l'Indice Biologique Diatomées (IBD) ;
        - les invertébrés avec l'Indice Biologique Global Normalisé (IBGN) ;
        - les poissons avec l'Indice Poisson (IP).

  L'état écologique est déterminé ensuite par une méthodologie provenant de la Directive Cadre sur l'Eau. L'état écologique comprend 5 classes, du bleu (très bon état) au rouge (mauvais état).

Le « bon état », qui se détermine par rapport à des cours d'eau de référence, devait être atteint en 2015. Des dérogations sont prévues pour des motifs de report et des délais précis. Pour les masses d'eau qui dérogent à l'objectif de bon état en 2015, un report de délais (à l'échéance 2021 ou 2027) est possible pour cause de conditions naturelles, de faisabilité technique ou de coûts disproportionnés.

Il est par ailleurs possible de déroger, sous certaines conditions, à l'atteinte des objectifs de bon état en fixant des objectifs moins stricts (OMS) paramètre par paramètre ou élément de qualité par éléments de qualité, dans le SDAGE 2022-2027. Pour cela, il est nécessaire de pouvoir justifier que

les masses d'eau sont tellement impactées par les activités humaines ou que leurs conditions naturelles sont telles que la réalisation des objectifs serait impossible ou d'un coût disproportionné.

Les objectifs d'état global des masses d'eau dans le secteur du projet, issus du SDAGE Rhône-Méditerranée pour la période 2022-2027, sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 23. Objectifs d'état global des masses d'eau superficielles du SDAGE 2016-2021

Code la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Objectif de bon état/bon potentiel écologique		Objectif de bon état chimique		
		Objectif	Motif de dérogation	Objectif		Motif de dérogation
				Avec ubiquistes[1]	Sans ubiquistes	
FRDR2006	Le Rhône de la confluence Saône à la confluence Isère	OMS (2027)	Faisabilité technique	Bon état (2039)	Bon état (2039)	Faisabilité technique
FRDR2006a	Rhône de Vernaison	Bon potentiel (2027)	Faisabilité technique	Bon état (2021)	Bon état (2015)	/

III.2.5.3 DONNEES QUALITATIVES

En ce qui concerne le Rhône et à proximité du secteur étudié, les stations de mesure de la qualité des cours d'eau sont :

- la station n°06093050 « RHONE A LYON » (à 4,3 km en amont du site) ;
- la station n°06098000 « RHONE A CHASSE-SUR-RHONE » (à 14 km en aval du site).

Ces deux stations suivent respectivement la qualité des masses d'eau « FRDR2005 – Le Rhône du pont de Jons à la confluence Saône » et « FRDR2006 – Le Rhône de la confluence Saône à la confluence Isère ».

La qualité écologique des masses d'eau est donnée dans le tableau suivant :

Tableau 24. Qualité écologique des masses d'eau (Source : https://qualite-riviere.lesagencesdeleau.fr/)

Nom de la station de mesure		RHONE A LYON	RHONE A CHASSE-SUR-RHONE
Coordonnées	X (m)	841 553	838 861
	Y (m)	6 516 453	6 499 536
Station de mesure		6093050	609800
Masse d'eau suivie		FRDR2005	FRDR2006
Diatomées		Bon	Moyen
Nutriments		Bon	Bon
Acidification		Bon	Bon
Polluants spécifiques		Bon	Bon
Bilan de l'oxygène		Très bon	Très bon
État écologique		Moyen	Moyen
Rappel de l'objectif du SDAGE		Bon potentiel (2027)	OMS (2027)

[1] Les ubiquistes sont des substances à caractère persistant, bioaccumulables et sont présentes dans les milieux aquatiques, à des concentrations supérieures aux normes de qualité environnementale.

Figure 21. Localisation des stations de mesure de la qualité des cours d'eau



La qualité chimique des eaux de surface est indiquée dans le tableau suivant :

Tableau 25. Qualité chimique des eaux de surface

Nom de la masse d'eau	État chimique en 2019	Rappel de l'objectif du SDAGE
Le Rhône de la confluence Saône à la confluence Isère	Non atteinte du bon état	Bon état en 2039
Rhône de Vernaison	Non atteinte du bon état	Bon état en 2021

À noter que la zone du projet est située en zone sensible à l'eutrophisation d'après le SDAGE.

III.2.5.4 DONNEES QUANTITATIVES

La station la plus proche du site d'étude donnant des informations sur le débit du Rhône est la station « Le Rhône à Lyon - Perrache-CNR » (V300 0020 02) à environ 5,5 km au nord du site. Cette station donne un QMNA5 de 261 m^3/s. À noter que cette station est située en amont de la confluence entre le Rhône et la Saône.

III.2.5.5 USAGES

III.2.5.5.1 EAU POTABLE

Les eaux superficielles locales n'étant pas propices à de tels usages, aucun captage d'eau potable n'est effectué dans les eaux superficielles. Le service en eau potable est exclusivement approvisionné avec les masses d'eau souterraine et non de surface.

III.2.5.5.2 ACTIVITES DE LOISIRS

Le Rhône est un cours d'eau de 2ème catégorie (cyprinicole). Le tronçon à proximité immédiate du site correspond à la Réserve du Port Edouard Herriot, géré par l'AAPMA ALYVAL, où la pêche est interdite.

La baignade est interdite dans le Rhône.

III.2.5.5.3 AUTRES USAGES

En 2022 sur la commune de Saint-Fons, 7 335 313 m^3 d'eau de surface ont été utilisés pour l'industrie et les activités économiques (hors irrigation, hors énergie) d'après la BNPE.

III.2.6 RISQUES NATURELS

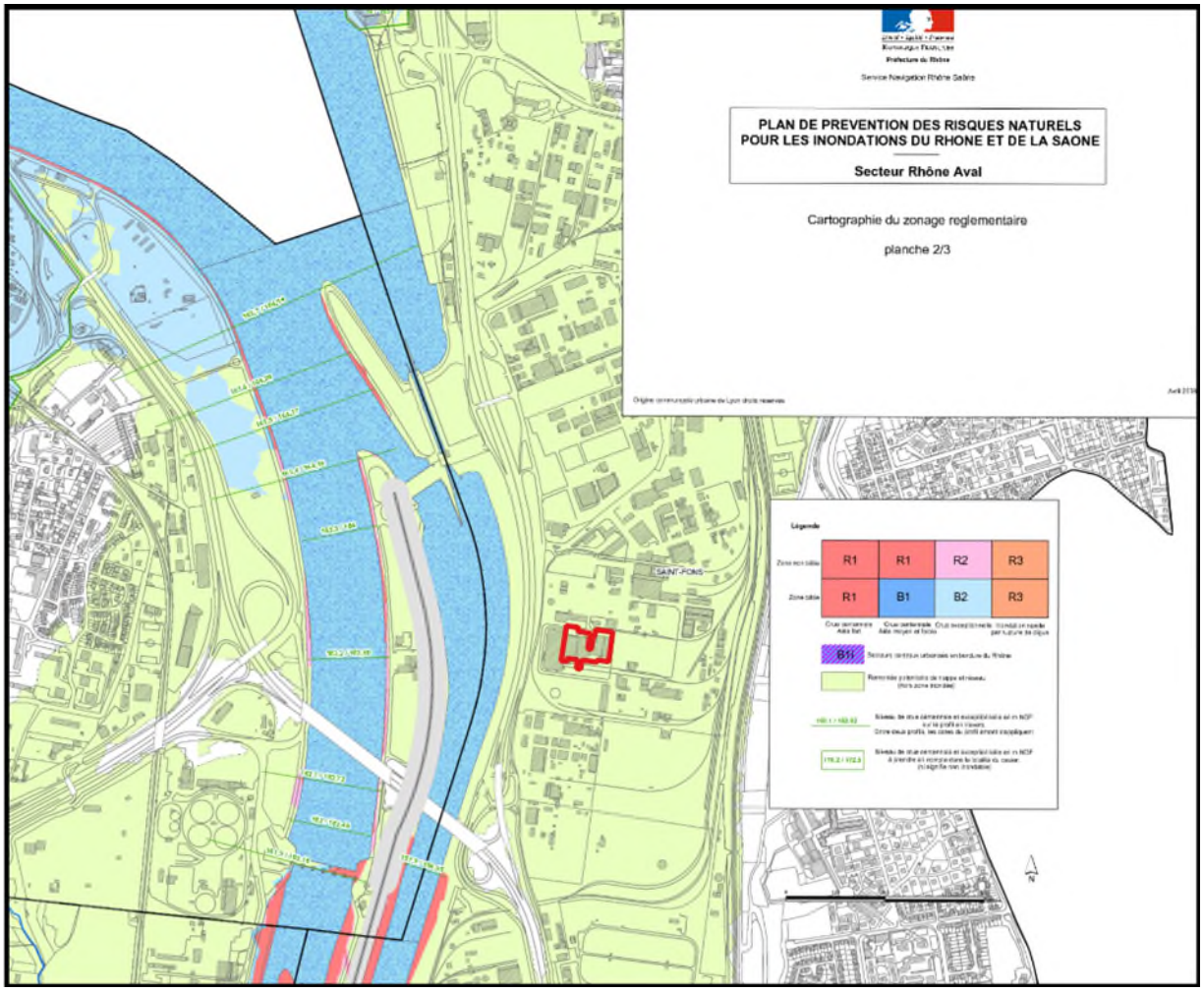
III.2.6.1 RISQUE INONDATION

Le site de DELTALYS est situé à proximité du Rhône. La commune de Saint-Fons est concernée par :

- le zonage du TRI (Territoire à Risque Important d'inondation) de Lyon, approuvé le 16 octobre 2018 ;
- le Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi) du Grand Lyon, approuvé le 5 juin 2008 pour le secteur Rhône aval dont fait partie Saint-Fons.

La cartographie des aléas donnée dans le PPRi classe le site en zone verte : remontée potentielle de nappe et réseau (hors zone inondée).

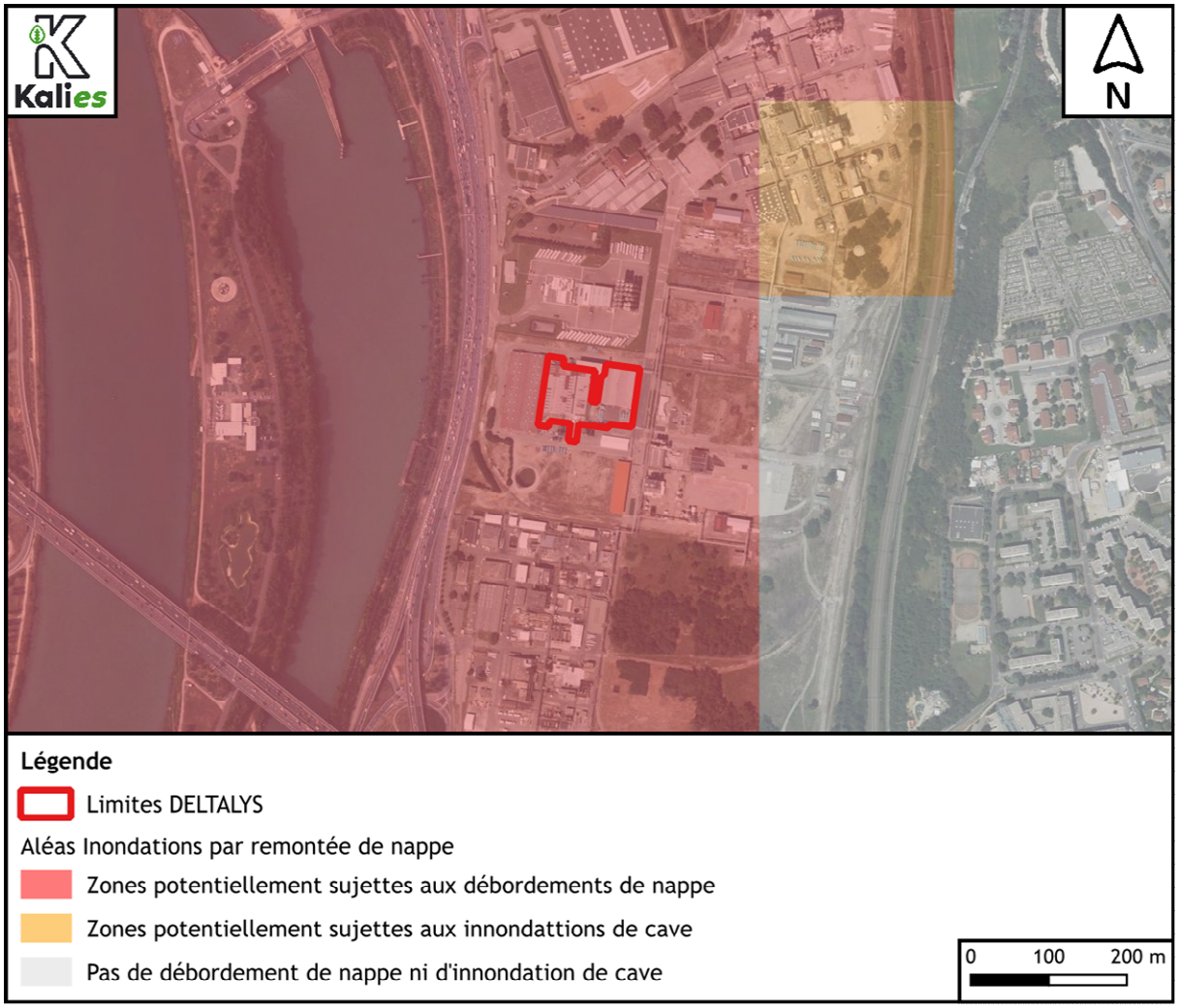
Figure 22. Cartographie des aléas du PPRi Grand Lyon pour le secteur Rhône aval



III.2.6.2 RISQUE REMONTEE DE NAPPE

Le site se situe en zone potentiellement sujette aux débordements de nappe, comme montré sur la carte suivante.

Figure 23. Carte des zones sensibles aux débordements de nappes



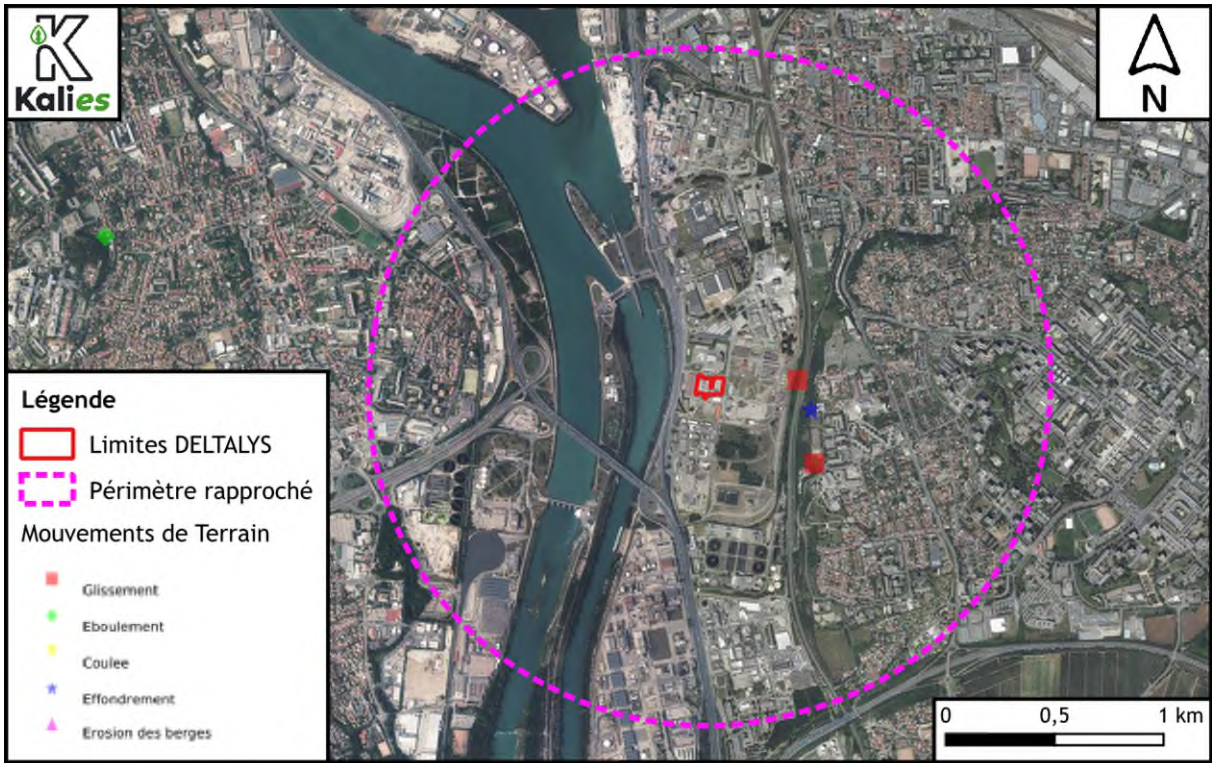
III.2.6.3 RISQUE MOUVEMENTS DE TERRAIN

Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles ou occasionnées par l'homme. Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, d'un glissement de terrain ou encore du phénomène de retrait-gonflement des argiles.

La commune de Saint-Fons n'est pas concernée par un PPRN lié aux mouvements de terrain.

Des glissements et effondrements ont été recensés à proximité du site. Ils sont localisés sur la carte ci-après.

Figure 24. Cartographie des mouvements de terrain à proximité du site

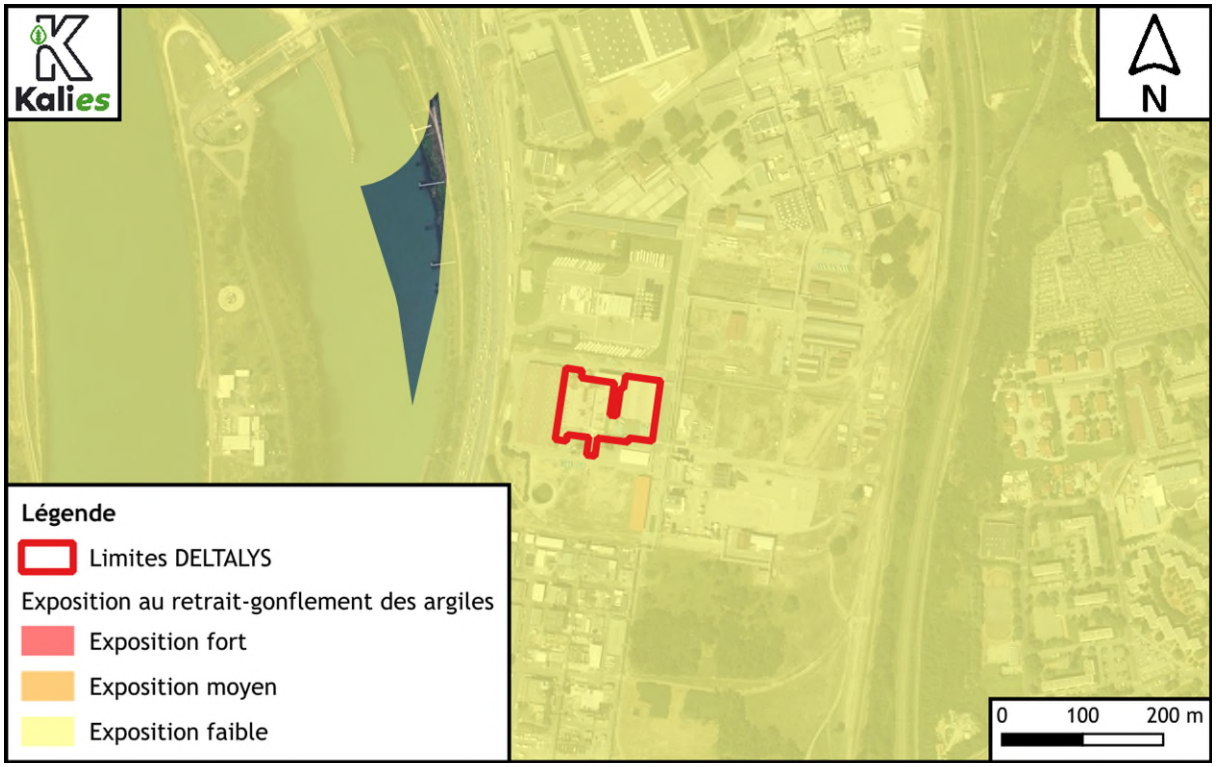


III.2.6.4 RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES

Les phénomènes de retrait-gonflement de certaines formations géologiques argileuses provoquent des tassements différentiels qui se manifestent par des désordres affectant principalement le bâti individuel. Ces phénomènes apparaissent notamment à l'occasion de période de sécheresse exceptionnelle.

La figure suivante identifie, sur le secteur d'étude, les expositions au retrait-gonflement des argiles. La zone au droit du site est classée en aléa faible pour le risque de retrait-gonflement des argiles.

Figure 25. Carte de l'aléa retrait-gonflement des argiles



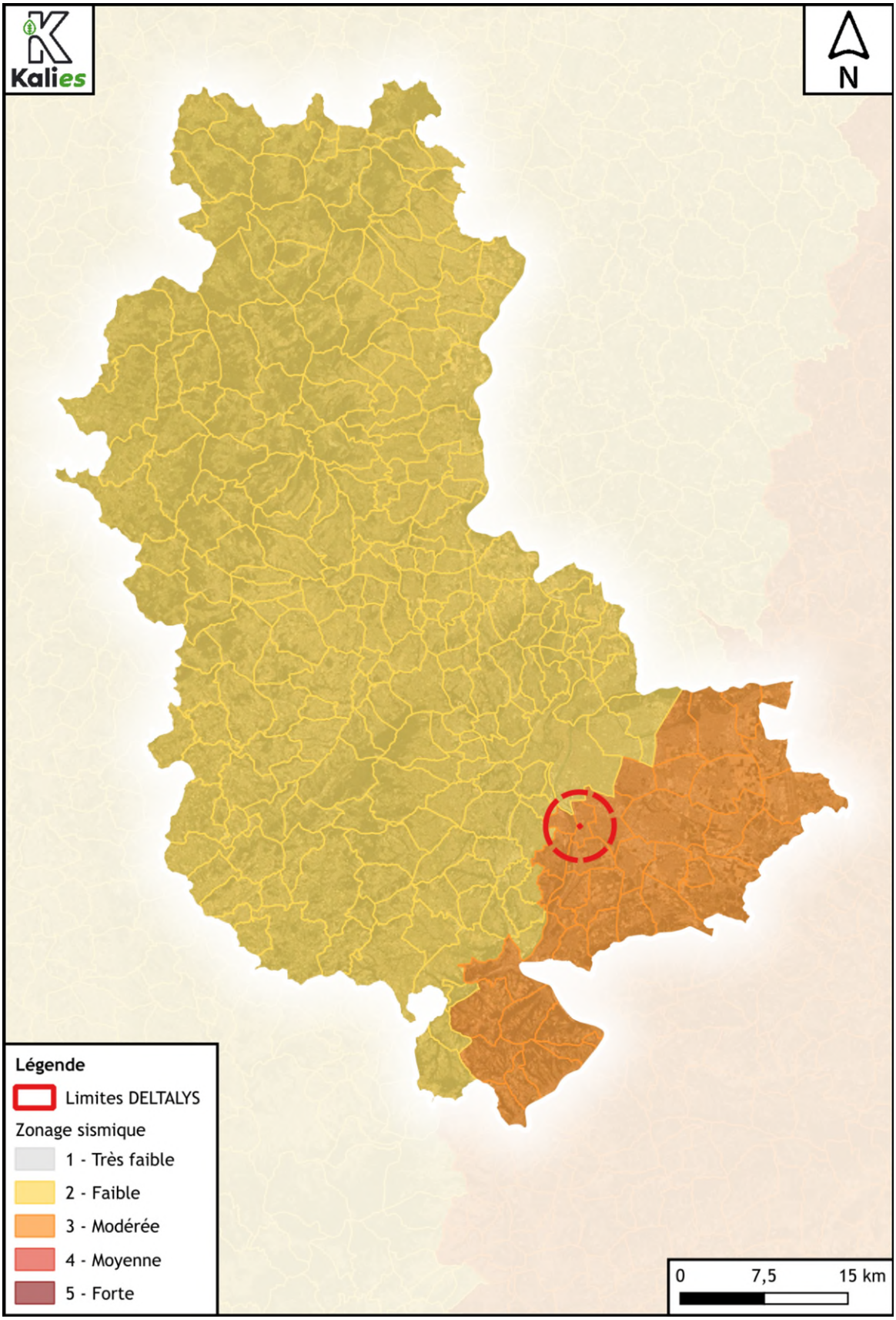
III.2.6.5 RISQUE SISMIQUE

Les articles R.563-1 à R.563-8 du Code de l'Environnement, relatifs à la prévention du risque sismique fixent pour les bâtiments, équipements et installations, deux catégories respectivement dites "à risque normal" et "à risque spécial". Cette distinction est fonction de la possibilité de contenir, au voisinage immédiat de l'installation, les conséquences d'un séisme. Pour les installations "à risque normal" (c'est le cas du projet), cinq zones de sismicité croissante sont définies :

- zone de sismicité 1 (très faible),
- zone de sismicité 2 (faible),
- zone de sismicité 3 (modérée),
- zone de sismicité 4 (moyenne),
- zone de sismicité 5 (forte).

D'après les données, le site est localisé en zone de sismicité 3 correspondant à un risque modéré.

Tableau 26. Cartographie de l'aléa sismique pour le département du Rhône (69)



III.2.6.6 RISQUE RADON

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation. Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées.

La gestion du risque radon repose sur une carte des communes à risque, dans lesquels il convient de procéder à des mesures au sein des Établissements Recevant du Public (ERP) appartenant à l'une des catégories suivantes : établissements scolaires, sanitaires et sociaux, thermaux et pénitentiaires.

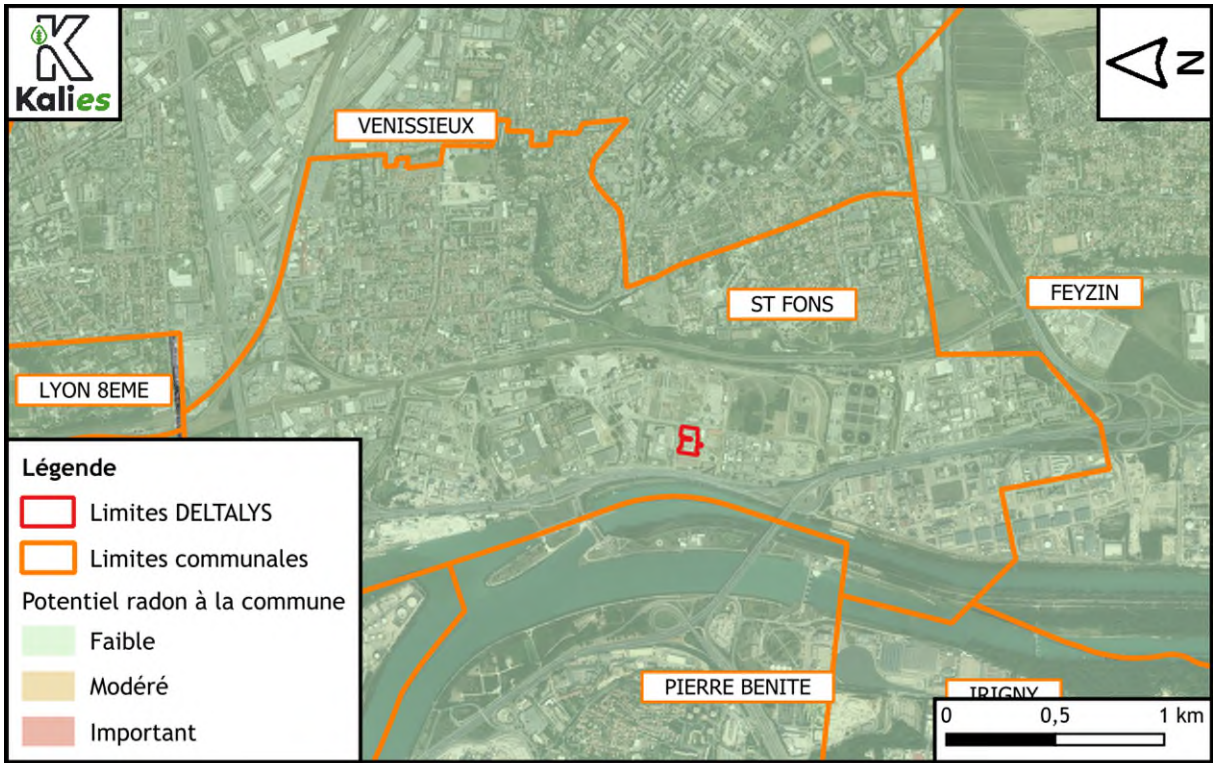
La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire) conduit à classer les communes en 3 catégories :

- Catégorie 1 : potentiel radon faible (seulement 20 % des bâtiments dépassent 100 Bq/m^3 (becquerels par mètre-cube) et moins de 2 % dépassent 400 Bq/m^3),
- Catégorie 2 : potentiel radon faible, mais zone avec des facteurs géologiques pouvant faciliter le transfert du radon vers les bâtiments (présence d'ouvrages miniers souterrains par exemple),
- Catégorie 3 : potentiel radon moyen ou élevé (plus de 40 % des bâtiments dépassent 100 Bq/m^3 et plus de 6 % dépassent 400 Bq/m^3).

Il convient toutefois de souligner que cette cartographie fournit un niveau de risque relatif à l'échelle d'une commune, qui ne présage en rien des concentrations présentes dans les bâtiments, celles-ci dépendant de multiples autres facteurs (étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol, taux de renouvellement de l'air intérieur, etc.).

Le potentiel radon de la commune de Saint-Fons est faible. L'image suivante illustre le propos.

Figure 26. Potentiel radon à l'échelle communale à proximité du site



III.3. MILIEU NATUREL

Les plans, schémas et programmes relatifs à cette thématique (par exemple SRADDET, ex-SRCE…) seront présentés au sein du chapitre X, de même que la compatibilité du projet avec leurs orientations.

III.3.1 ZONAGES DU PATRIMOINE NATUREL

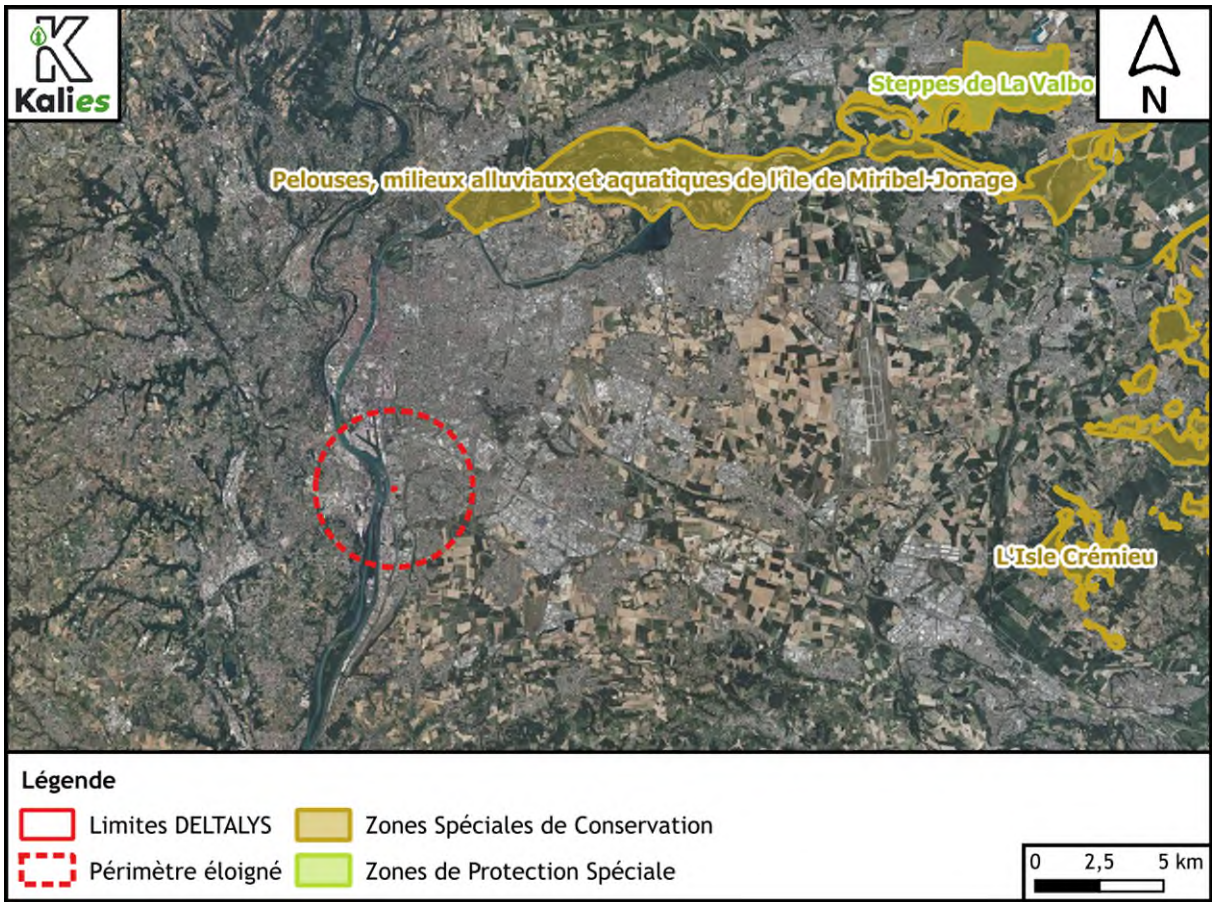
III.3.1.1 SITES NATURA 2000

Le réseau NATURA 2000 est un réseau écologique européen cohérent formé par les Zones de Protection Spéciales (ZPS) et les Zones Spéciales de Conservation (ZSC), classées respectivement au titre de la Directive « Oiseaux » et de la Directive « Habitats ». L'objectif est de contribuer à préserver la diversité biologique sur le territoire de l'Union Européenne.

Les sites NATURA 2000 les plus proches du site sont situés sont les suivants :

- le ZSC des « Pelouses, milieux alluviaux et aquatiques de l'Ile de Miribel-Jonage » (FR8201785) à 10 km au nord-est,
- le ZSC de « L'Isle Crémieu » (FR8201727) à 25 km à l'est.

Figure 27. Cartographie des sites Natura 2000 à proximité du site



III.3.1.2 ZONAGES DE PROTECTION REGLEMENTAIRE

III.3.1.2.1 PARCS NATIONAUX ET RESERVES INTEGRALES

Un parc national est un vaste espace protégé terrestre ou marin dont le patrimoine naturel, culturel et paysager est exceptionnel. Ses objectifs sont la protection et la gestion de la biodiversité ainsi que du patrimoine culturel à large échelle, la bonne gouvernance et l'accueil du public. Un parc national est classiquement composé de deux zones : le cœur de parc et une aire d'adhésion.

Au sein d'un cœur de parc national, il peut être institué une « réserve intégrale » afin d'assurer, dans un but scientifique, une protection plus grande de certains éléments de la faune et de la flore. Les réserves intégrales de parc national sont établies en tenant compte de l'occupation humaine et de ses caractéristiques.

Aucun parc national n'est présent dans le département du Rhône.

III.3.1.2.2 ARRETES PREFECTORAUX DE PROTECTION DE BIOTOPE

L'Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB) est un outil de protection réglementaire applicable au niveau départemental a pour vocation la conservation des biotopes nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie des espèces animales ou végétales protégées (article R.411-15 du Code de l'Environnement).

L'APPB le plus proche est l'« Ile De La Table Ronde » (FR3800229) à environ 7,2 km au sud du site.

III.3.1.2.3 RESERVES BIOLOGIQUES

Une réserve biologique est un espace protégé en milieu forestier ou en milieu associé à la forêt (landes, mares, tourbières, dunes). Ce statut s'applique aux forêts gérées par l'Office National des Forêts et a pour but la protection d'habitats remarquables ou représentatifs. Les réserves biologiques font partie des espaces relevant prioritairement de la Stratégie de Création d'Aires Protégées mise en place actuellement. Selon les habitats et les orientations de gestion, on distingue les réserves biologiques dirigées, où est mise en place une gestion conservatoire et les réserves biologiques intégrales où la forêt est laissée en libre évolution.

Aucune réserve biologique ne se trouve dans le département du Rhône.

III.3.1.2.4 RESERVES NATIONALES DE CHASSE ET FAUNE SAUVAGE

Les réserves nationales de chasse et de faune sauvage sont des espaces protégés terrestres ou marins dont la gestion est principalement assurée par l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage. Celui-ci veille au maintien d'activités cynégétiques durables et à la définition d'un réseau suffisant d'espaces non chassés susceptibles d'accueillir notamment l'avifaune migratrice.

Aucune réserve de ce type n'est présente dans le département du Rhône.

III.3.1.2.5 RESERVES NATURELLES

Les réserves naturelles sont des espaces protégés terrestres ou marins dont le patrimoine naturel est exceptionnel, tant sur le plan de la biodiversité que parfois sur celui de la géodiversité. Qu'elles soient

créées par l'État (réserves nationales), par la collectivité territoriale de Corse (réserves de Corse) ou par les régions (réserves régionales), ce sont des espaces qui relèvent prioritairement de la Stratégie de Création d'Aires Protégées mise en place actuellement. Les réserves naturelles bénéficient d'un plan de gestion.

Aucune réserve naturelle nationale ou régionale n'intercepte ou n'est localisée à proximité immédiate de la zone étudiée. La plus proche est la « Mine du Verdy » (FR9300061), réserve naturelle régionale située à 17 km au nord-ouest du site.

III.3.1.3 INVENTAIRES DU PATRIMOINE NATUREL

III.3.1.3.1 ZONES NATURELLES D'INTERET ECOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE (ZNIEFF)

L'inventaire ZNIEFF est un inventaire national établi à l'initiative et sous le contrôle du Ministère en charge de l'Environnement. Il est mis en œuvre dans chaque région par les Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et constitue un outil de connaissance du patrimoine national. Une ZNIEFF est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional.

On décrit deux types de ZNIEFF définies selon la méthodologie nationale :

- une ZNIEFF de type 1 est un territoire correspondant à une ou plusieurs unités écologiques homogènes. Elle abrite au moins une espèce ou un habitat déterminant. D'une superficie généralement limitée, souvent incluse dans une ZNIEFF de type II plus vaste, elle représente en quelque sorte un « point chaud » de la biodiversité régionale,
- une ZNIEFF de type 2 est un grand ensemble naturel riche ou peu modifié, ou qui offre des potentialités biologiques importantes. Elle peut inclure une ou plusieurs ZNIEFF de type 1. Sa délimitation s'appuie en priorité sur son rôle fonctionnel. Il peut s'agir de grandes unités écologiques (massifs, bassins versants, ensemble de zones humides, etc.) ou de territoires d'espèces à grand rayon d'action.

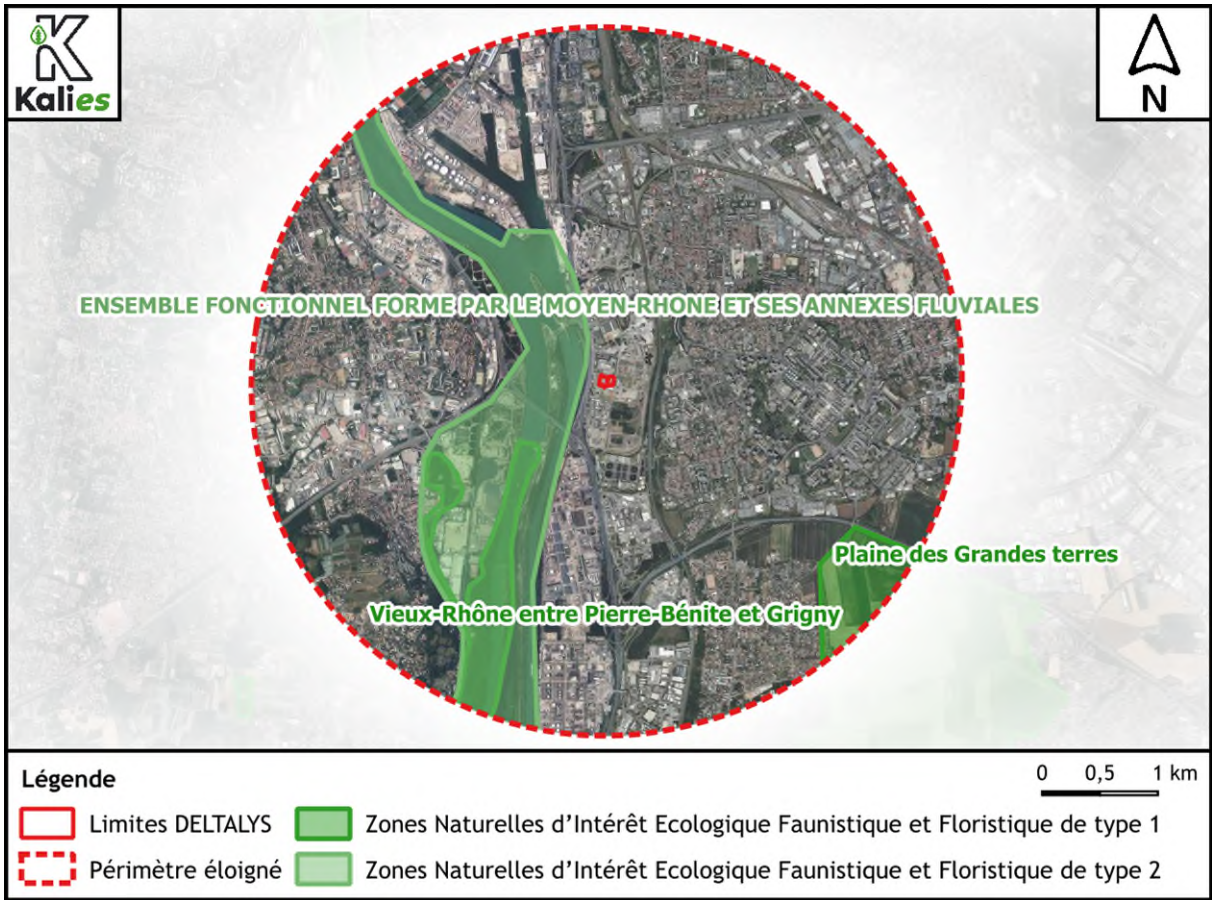
L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe.

Les ZNIEFF identifiées à proximité de l'aire d'étude sont :

- la ZNIEFF de type I « Vieux-Rhône entre Pierre-Bénite et Grigny » (820030245) à 750 m au sud-ouest du site ;
- la ZNIEFF de type I « Plaine des Grandes terres » (820032294) à 2,5 km au sud-est du site ;
- la ZNIEFF de type II « Ensemble fonctionnel formé par le moyen-Rhône et ses annexes fluviales » (820000351) à 150 m à l'ouest du site.

Elles sont figurées sur la carte ci-après.

Figure 28. Cartographie des ZNIEFF à proximité du site



III.3.1.3.2 ZONES IMPORTANTES POUR LA CONSERVATION DES OISEAUX (ZICO)

Un inventaire de ZICO (Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux) a été réalisé par la Ligue pour la Protection des Oiseaux entre 1979 et 1991. Il recense les zones les plus importantes pour la conservation des oiseaux ainsi que les sites d'oiseaux migrateurs d'importance internationale. Il s'agit de la première étape du processus pouvant conduire à la Désignation de ZPS (Zones de Protection Spéciale), sites effectivement préservés pour les oiseaux et proposés pour intégrer le réseau Natura 2000.

Aucune ZICO n'est identifiée à proximité de l'aire d'étude. La plus proche est la ZICO « Les Dombes » à 18 km au nord du site.

III.3.1.4 AUTRES ZONAGES DU PATRIMOINE NATUREL

III.3.1.4.1 ZONES HUMIDES PROTEGEES PAR LA CONVENTION DE RAMSAR

Un site Ramsar est un espace désigné en application de la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau. L'inscription à la liste mondiale des sites Ramsar suppose que le site réponde à un ou plusieurs critères démontrant son importance internationale.

Aucun site RAMSAR ne se trouve à proximité du projet.

III.3.1.4.2 PARCS NATURELS REGIONAUX

Les parcs naturels régionaux (PNR) ont pour but de valoriser de vastes espaces de fort intérêt culturel et naturel, et de veiller au développement durable de ces territoires dont le caractère rural est souvent très affirmé. Ils sont créés suite à la volonté des collectivités territoriales (communes, communautés de communes, départements, régions) de mettre en œuvre un projet de territoire se concrétisant par la rédaction d'une charte. Un parc est labellisé pour une durée de 12 ans maximum par l'État, et peut être renouvelé.

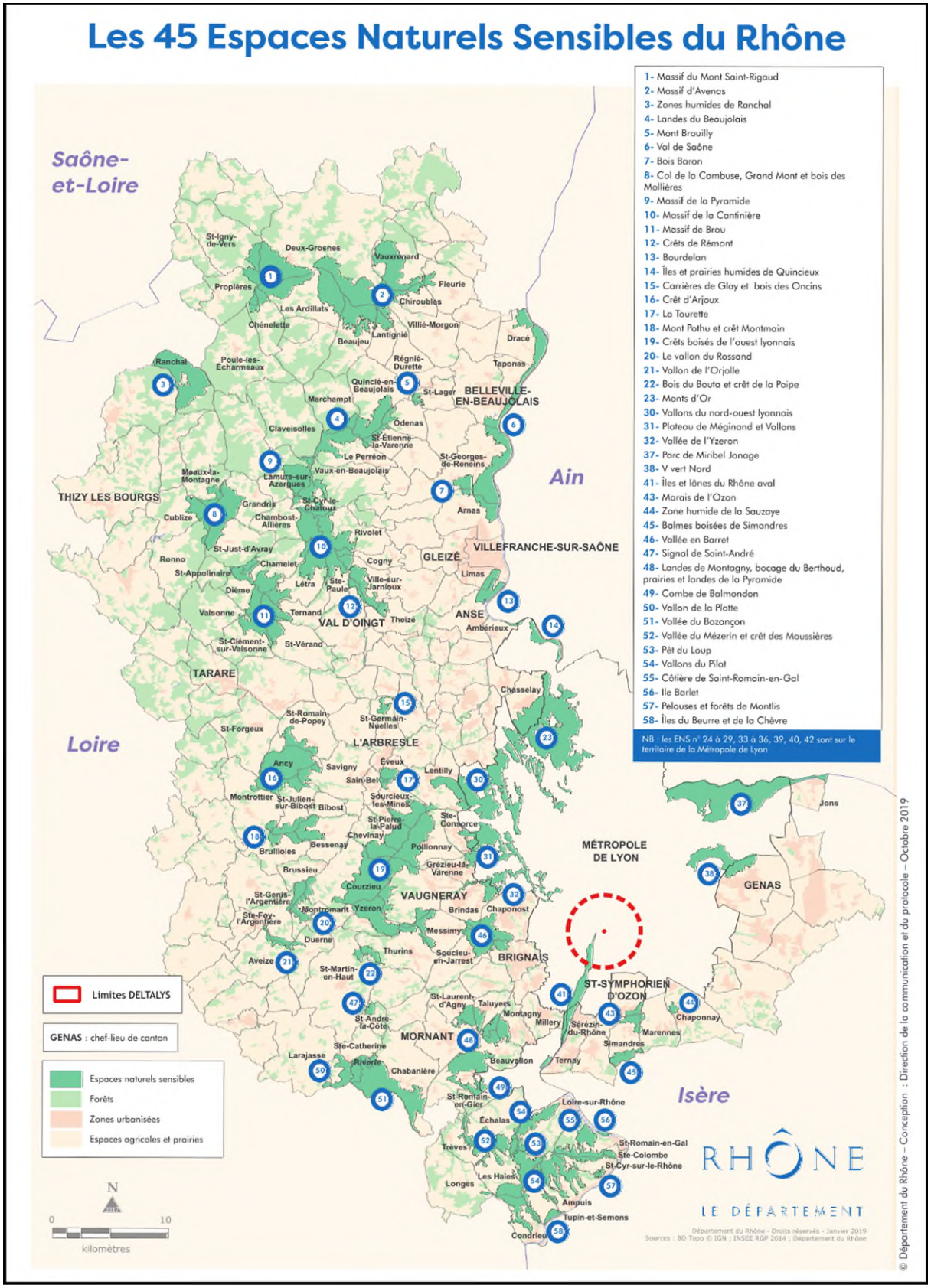
Le PNR le plus proche est celui du « Pilat » (FR8000027) à 15 km au sud-ouest du site.

III.3.1.4.3 ESPACES NATURELS SENSIBLES

Les Espaces Naturels Sensibles (ENS) ont pour objectif de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels ; mais également d'aménager ces espaces pour être ouverts au public, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu naturel.

L'ensemble des ENS du Rhône sont présentées sur la cartographie suivante. L'ENS le plus proche du site de DELTALYS est l'ENS 41 « Îles et lônes du Rhône aval » à 600 mètres au sud-ouest. Ce site est soumis à de fortes pressions industrielles et urbanistique. Ainsi, la préservation des milieux et des espèces associées (notamment le castor) et la gestion de la fréquentation, pour la rendre compatible avec la fragilité des milieux, sont des enjeux forts.

Figure 29. Cartographie des ENS du Rhône



III.3.1.4.4 SITES ACQUIS DES CONSERVATOIRES D'ESPACES NATURELS

Les 29 Conservatoires d'espaces naturels contribuent à mieux connaître, préserver, gérer et valoriser le patrimoine naturel et paysager notamment par la maîtrise foncière. Les Conservatoires interviennent aussi par la maîtrise d'usage au moyen de conventions de gestion principalement. Les Conservatoires s'appuient également sur la protection réglementaire (Parc National, Réserves naturelles nationale et régionale, Espace Naturel Sensible, Arrêté préfectoraux de protection de biotope).

Aucun site acquis par un Conservatoire d'espaces naturels ne se trouve à proximité.

III.3.1.4.5 RESERVES DE BIOSPHERE

Une réserve de biosphère est un espace terrestre ou marin désigné internationalement dans le cadre du programme de l'UNESCO sur l'homme et la biosphère. Ce réseau mondial tend à promouvoir une relation équilibrée entre l'homme et la nature, et à faciliter la coopération dans le domaine de la recherche, notamment à travers les réserves transfrontalières. Chaque réserve comporte un zonage triple défini selon les modalités de l'occupation humaine et la répartition des objectifs pouvant aller de la protection stricte au développement durable : zone centrale, zone tampon, zone de transition (cette dernière zonation - et donc la frontière externe de la réserve de biosphère dans son ensemble - n'ayant qu'une valeur indicative).

Aucune réserve de biosphère ne se trouve à proximité du projet.

III.3.1.4.6 BIENS INSCRITS SUR LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO

Un bien naturel ou mixte (naturel et culturel) inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) est un espace qui, du fait de sa valeur patrimoniale exceptionnelle, est considéré comme héritage commun de l'humanité.

Depuis la signature en 1975 de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel et sur proposition d'inscription de l'État, un bien peut être inscrit en fonction de dix critères de sélection. Quatre concernent les biens naturels : phénomènes naturels d'une beauté exceptionnelle, exemplarité du site pour représenter tant l'histoire de la terre que la formation de la vie ou du relief, exemple représentatif de processus écologiques et biologiques en cours, préservation de la diversité biologique, intégrant des espèces menacées ayant une valeur universelle exceptionnelle.

Aucun bien naturel UNESCO ne se trouve à proximité du projet.

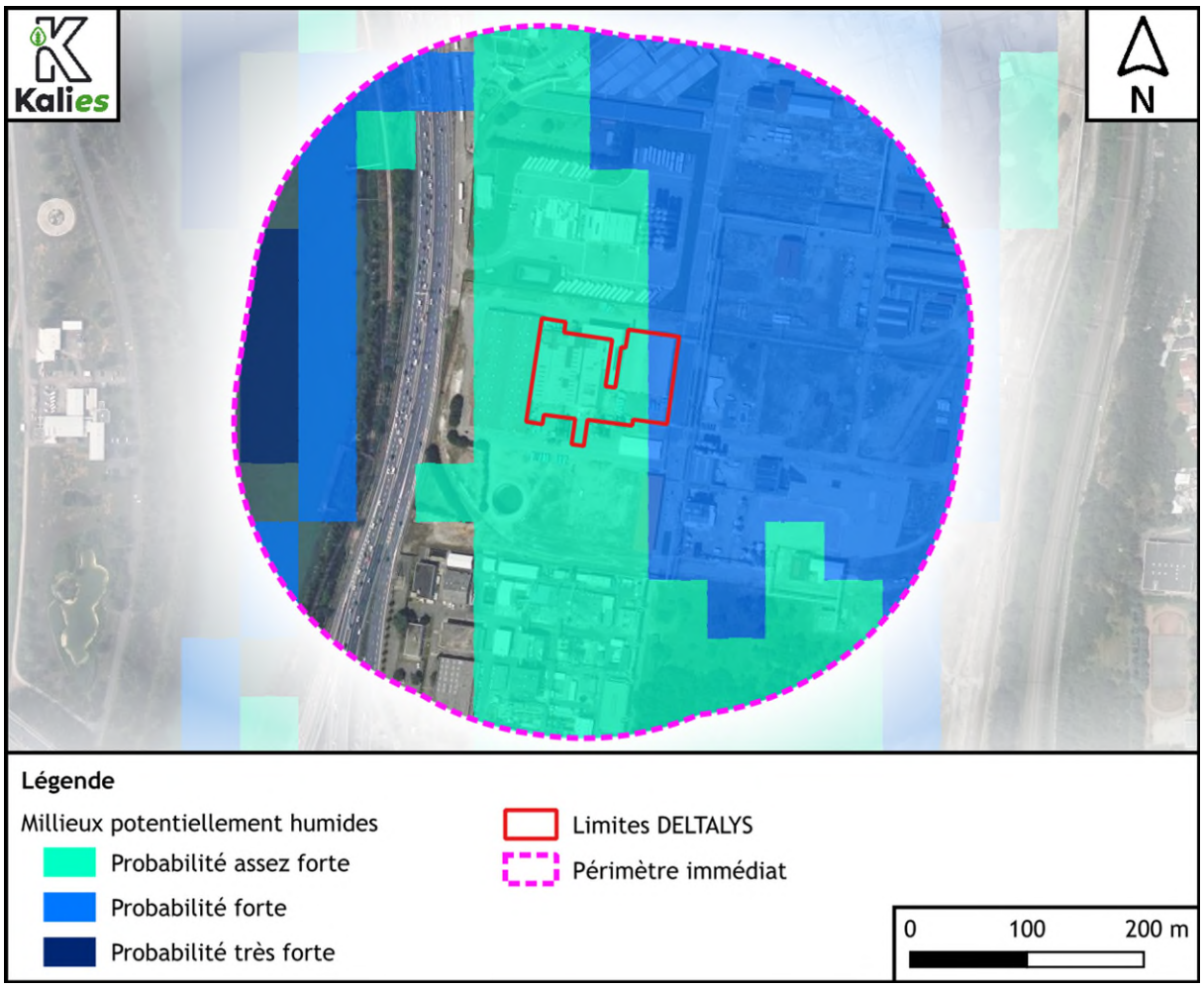
III.3.2 ZONES HUMIDES

Sollicitées par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, deux équipes de l'INRA d'Orléans (US InfoSol) et d'AGROCAMPUS OUEST à Rennes (UMR SAS) ont produit une carte des milieux potentiellement humides de la France métropolitaine.

Cette carte modélise les enveloppes qui, selon les critères géomorphologiques et climatiques, sont susceptibles de contenir des zones humides au sens de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié. Les enveloppes d'extension des milieux potentiellement humides sont représentées selon trois classes de probabilité (assez forte, forte et très forte).

La situation du site vis-à-vis des milieux potentiellement humides est alors donnée sur la cartographie suivante.

Figure 30. Extrait de la carte des milieux potentiellement humides de la France métropolitaine (Source : INRA, 2014)



Le site se situe majoritairement en zone à probabilité assez forte et dans une moindre mesure en zone à probabilité forte.

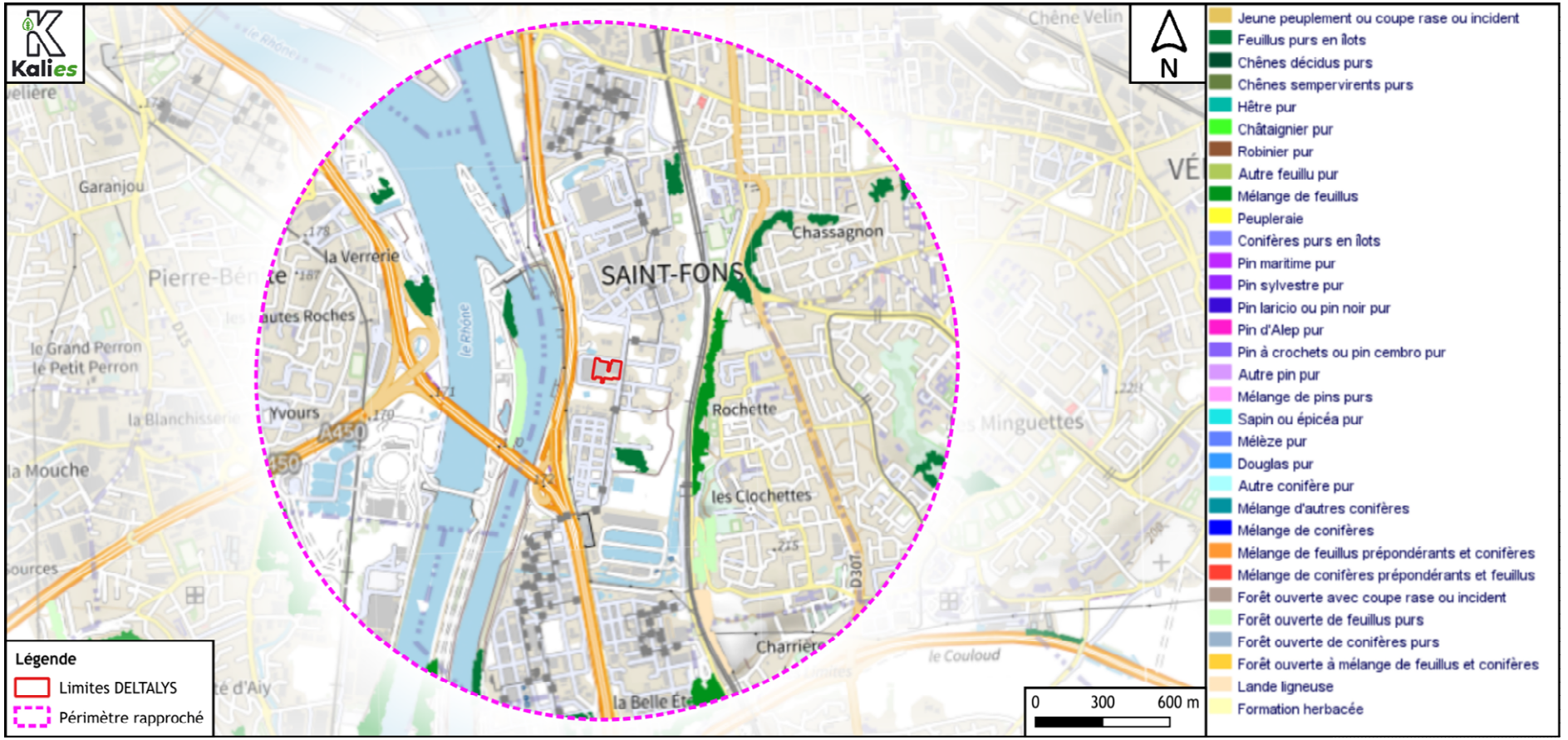
À noter que le site de DELTALYS est entièrement imperméabilisé.

III.3.3 CONTEXTE FORESTIER

Aucune forêt domaniale ou autre forêt publique n'est présente au sein du périmètre éloigné.

L'Institut national de l'information géographique et forestier (IGN) s'est doté d'une base de données relative aux espaces forestiers et les milieux semi-naturel, nommée BD Forêt. Élaborée par photo-interprétation d'images en infrarouge couleurs de la BD ORTHO®, la BD Forêt® est réalisée par emprises départementales sur le territoire métropolitain. La BD Forêt V2 a été constituée de 2007 à 2018.

Figure 31. BD FORET



Le site ne comporte, en lui-même, aucun élément recensé comme milieux boisé. Le site se situant au sein d'une plateforme industrielle, les alentours du site sont principalement constitués d'îlots de feuillus purs ou en mélange.

III.3.4 CONTINUITES ECOLOGIQUES

La Trame Verte et Bleue (TVB) est l'un des projets phares du Grenelle de l'Environnement. Elle vise à maintenir ou à restaurer un réseau d'échanges sur les territoires pour que les espèces animales et végétales puissent accomplir leur cycle de vie. On parle de continuités écologiques.

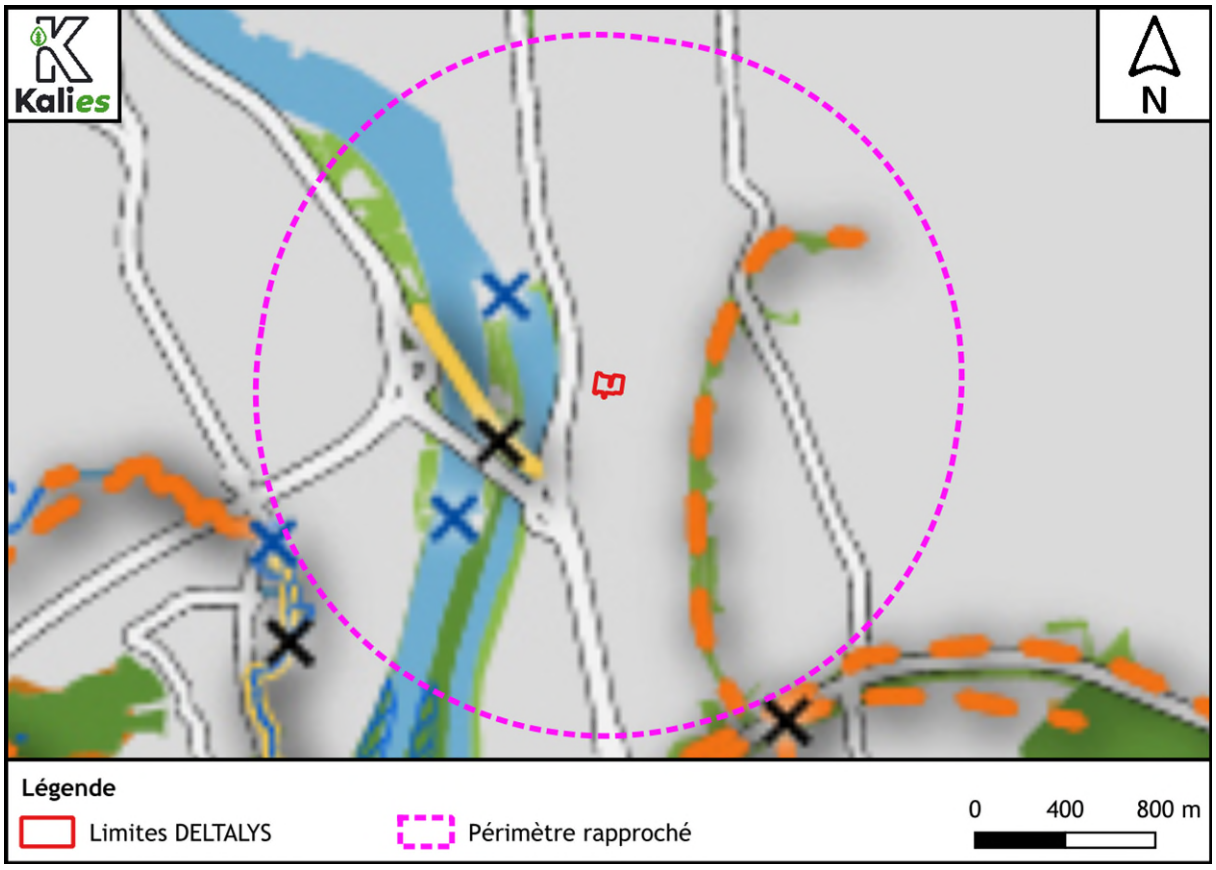
Une continuité écologique est une association de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques terrestres et aquatiques :

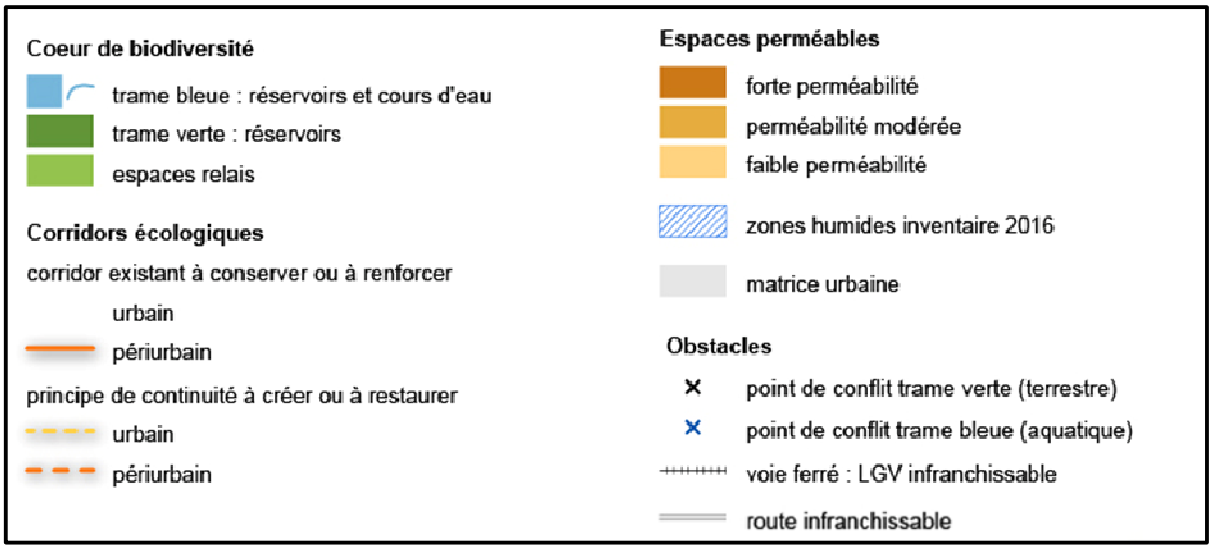
- « Réservoirs de biodiversité » : espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent réaliser tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement, en ayant notamment une taille suffisante ;
- « Corridors écologiques » : assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant à la faune et la flore des conditions favorables à leur déplacement (quotidien, dispersion, migration) et à l'accomplissement de leur cycle de vie.

La TVB doit ainsi contribuer à freiner le déclin de la biodiversité, dont l'une des causes principales est la fragmentation des habitats naturels. La préservation globale de la biodiversité doit permettre de maintenir les fonctionnalités des écosystèmes et les services rendus.

Une cartographie de la trame verte et bleue de la métropole a été établie par le Grand Lyon. Un extrait de celle-ci est présenté ci-dessous.

Figure 32. Cartographie de la TVB autour du site (Source : Grand Lyon)





Le site d'étude n'est pas concerné par les éléments de la trame verte et bleue.

III.3.5 INVENTAIRES DE TERRAIN

Aucun inventaire de terrain n'a été réalisé sur le site du fait de la nature de la zone (site localisé au sein d'une plateforme industrielle) et de l'absence de travaux (exploitation de bâtiments déjà existants). Un inventaire a été réalisé sur le site de KEM ONE mais hors zone DELTALYS.

III.4. PAYSAGE ET PATRIMOINE

III.4.1 PAYSAGE

III.4.1.1 CONTEXTE PAYSAGER

Une unité paysagère se définit comme une partie de territoire présentant des caractéristiques paysagères homogènes découlant de la perception, de l'organisation et de l'évolution de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations. Elle se distingue de l'unité paysagère voisine par une différence de présence, d'organisation ou de formes de caractères. Les caractères peuvent être morphologiques, relief, occupation du sol, organisation de bâti, nature et qualité des horizons, hydrographique...

Selon l'Atlas départemental du Rhône, la zone d'étude n'est pas située dans une unité paysagère.

Plus généralement, le département du Rhône est le plus peuplé et dense de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Ainsi, la part des surfaces urbanisées, concentrées majoritairement au niveau de la métropole de Lyon, représente 16,8% du département. L'agriculture occupe la moitié des surfaces, avec une grande diversité. Les forêts recouvrent 30,5% des sols.

III.4.1.2 PERCEPTIONS VISUELLES DU SITE

Le site de DELTALYS est implanté au sein du site de KEM ONE, au niveau de la plateforme industrielle de la Vallée de la Chimie. Le paysage autour du site est donc industriel et urbanisé. L'environnement immédiat du site est constitué :

- au nord, de l'entreprise VOS et d'autres entreprises de la plateforme,
- à l'est, de l'entreprise KEM ONE et d'une ligne de chemin de fer,
- au sud, de l'entreprise ELKEM et d'autres entreprises de la plateforme,
- à l'ouest, de la RD383 puis du Rhône.

III.4.1.2.1 ÉCRANS PAYSAGERS

Le site est bordé au sud-ouest par une haie, limitant ainsi les perceptions visuelles depuis la RD383 (voir Figure 34 et Figure 35). De la même manière une haie, à l'est, le long de la voie ferrée limite la vue sur la plateforme industrielle (voir Figure 36).

Figure 33. Localisation des points de prise de vue



Figure 34. Vue (1) depuis la RD383 sur le site (Source : Google Street View, 2024)



Figure 35. Vue (2) depuis la RD383 sur le site (Source : Google Street View, 2024)



Figure 36. Vue (3) depuis la rue Paul Descartes sur le site (Source : Google Street View, 2024)



III.4.1.2.2 PERCEPTIONS VISUELLES RAPPROCHEES

À l'échelle rapprochée, le paysage peut être caractérisé comme suit :

- au nord, de l'entreprise VOS et d'autres entreprises de la plateforme,
- à l'est, de l'entreprise KEM ONE et d'une ligne de chemin de fer,
- au sud, de l'entreprise ELKEM et d'autres entreprises de la plateforme,
- à l'ouest, de la RD383 puis du Rhône.

Les perceptions visuelles rapprochées du site restent limitées, en raison de la présence d'écrans paysagers au sud-ouest et des autres sites de la plateforme industrielle. Par ailleurs, les habitations les plus proches, situées à environ 420 mètres au nord, sont également entourées d'écrans paysagers, ce qui contribue à atténuer l'impact visuel du site.

III.4.1.2.3 PERCEPTIONS VISUELLES ELOIGNEES

Dans un environnement plus lointain, le site se trouve dans un paysage à dominante urbaine qui peut être caractérisé comme suit :

- au nord, la plateforme industrielle de la Vallée de la Chimie ;
- à l'ouest, le Rhône puis l'autoroute A7 ;
- à l'est, KEM ONE, la ligne de chemin de fer puis les habitations de Saint-Fons ;
- au sud, la plateforme industrielle de la Vallée de la Chimie et l'autoroute A7.

Les perceptions visuelles éloignées restent donc limitées malgré l'implantation du site en zone urbaine.

III.4.2 PATRIMOINE

III.4.2.1 MONUMENTS HISTORIQUES

La protection au titre des abords s'applique aux immeubles qui forment avec un monument historique un ensemble cohérent ou qui contribuent à sa conservation ou à sa mise en valeur. La protection au titre des abords est une servitude d'utilité publique dont le but est la protection, la conservation et la mise en valeur du patrimoine culturel. Dans les périmètres délimités des abords, tous les travaux sur les immeubles protégés au titre des abords sont soumis à l'accord des architectes des Bâtiments de France (ABF). À défaut de périmètre délimité, seuls les travaux sur les immeubles situés dans le champ de visibilité d'un monument historique à moins de 500 mètres de celui-ci sont soumis à l'accord de l'ABF.

Selon la base de données Atlas des patrimoines et la base MERIMEE aucun immeuble classé ou inscrit n'est situé au sein du périmètre rapproché.

III.4.2.2 SITES INSCRITS ET CLASSES

Un site classé ou inscrit est une portion de territoire dont le caractère de monument naturel ou « historique, artistique, scientifique, légendaire, ou pittoresque » nécessite une conservation au nom de l'intérêt général. Le classement ou l'inscription d'un site au titre de la loi du 2 mai 1930 (aujourd'hui codifiée dans les articles L. 341-1 à 22 du code de l'environnement) constitue donc la reconnaissance de la qualité d'un lieu et donne les moyens de le préserver.

III.4.2.3 SITES PATRIMONIAUX REMARQUABLES

Les sites patrimoniaux remarquables ont été créés par la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine.

Les sites patrimoniaux remarquables sont « les villes, villages ou quartiers dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public. ». Ils ont été créés pour clarifier la protection en faveur du patrimoine urbain et paysager.

Ces enjeux sont retranscrits dans un plan de gestion du territoire qui peut prendre deux formes :

- soit un plan de sauvegarde et de mise en valeur (document d'urbanisme),
- soit un plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (servitude d'utilité publique).

Chacun d'eux constitue un facteur de lisibilité pour les porteurs de projets et les habitants.

Aucun Site Patrimonial Remarquable ou leur périmètre de protection n'est situé au sein du périmètre rapproché.

III.4.2.4 BIENS UNESCO

Le site historique de la ville de Lyon est inscrit sur la liste du patrimoine mondial par l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science, et la Culture (UNESCO). Il comprend la colline de Fourvière, le Vieux-Lyon, la Presqu'île Nord et les Pentes de la Croix-Rousse.

Le site de DELTALYS est situé à plus de 5 km au sud de la zone classée.

III.4.2.5 SITES ARCHEOLOGIQUES

Le site de DELTALYS n'est pas localisé au sein d'une Zone de Présomption de Prescriptions Archéologiques (ZPPA).

III.4.2.6 PATRIMOINE CULTUREL

Le musée le plus proche du site est le Musée de la badgeuse, à 2,6 km au nord-est.

III.5. MILIEU HUMAIN

III.5.1 URBANISME

III.5.1.1 DOCUMENTS ET REGLES D'URBANISME

Les plans, schémas et programmes relatifs à cette thématique (par exemple Schéma de Cohérence Territorial - SCOT, Plan Local d'Urbanisme – PLU, Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires - SRADDET, …) seront présentés au sein du chapitre X, de même que la compatibilité du projet avec leurs orientations.

III.5.1.2 SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Le site est concerné par les servitudes suivantes :

- PM1 : Servitudes résultant des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles et des Servitudes en zones submersibles.
- PM3 : Servitudes relatives aux plans de prévention des risques technologiques.

La compatibilité du site avec ces servitudes est présentée au sein du chapitre X.

III.5.2 POPULATION

III.5.2.1 DONNEES DEMOGRAPHIQUES

Le tableau ci-dessous présente le résultat du recensement de la population en 2022 pour les communes situées dans le rayon d'affichage (*source : INSEE*).

Tableau 27. Recensement de la population en 2022 pour les communes situées dans le rayon d'affichage

Commune	Nombre d'habitants	0-19 ans	20-64 ans	65 ans et plus
SAINT-FONS	19 549	32%	54%	14%
OULLINS-PIERRE-BENITE	37 928	25%	58%	17%
VENISSIEUX	66 701	31%	55%	14%
FEYZIN	9 727	24%	56%	20%
IRIGNY	8 909	27%	53%	19%
LYON 7EME	87 491	22%	67%	11%
SAINT-GENIS-LAVAL	21 329	24%	54%	22%

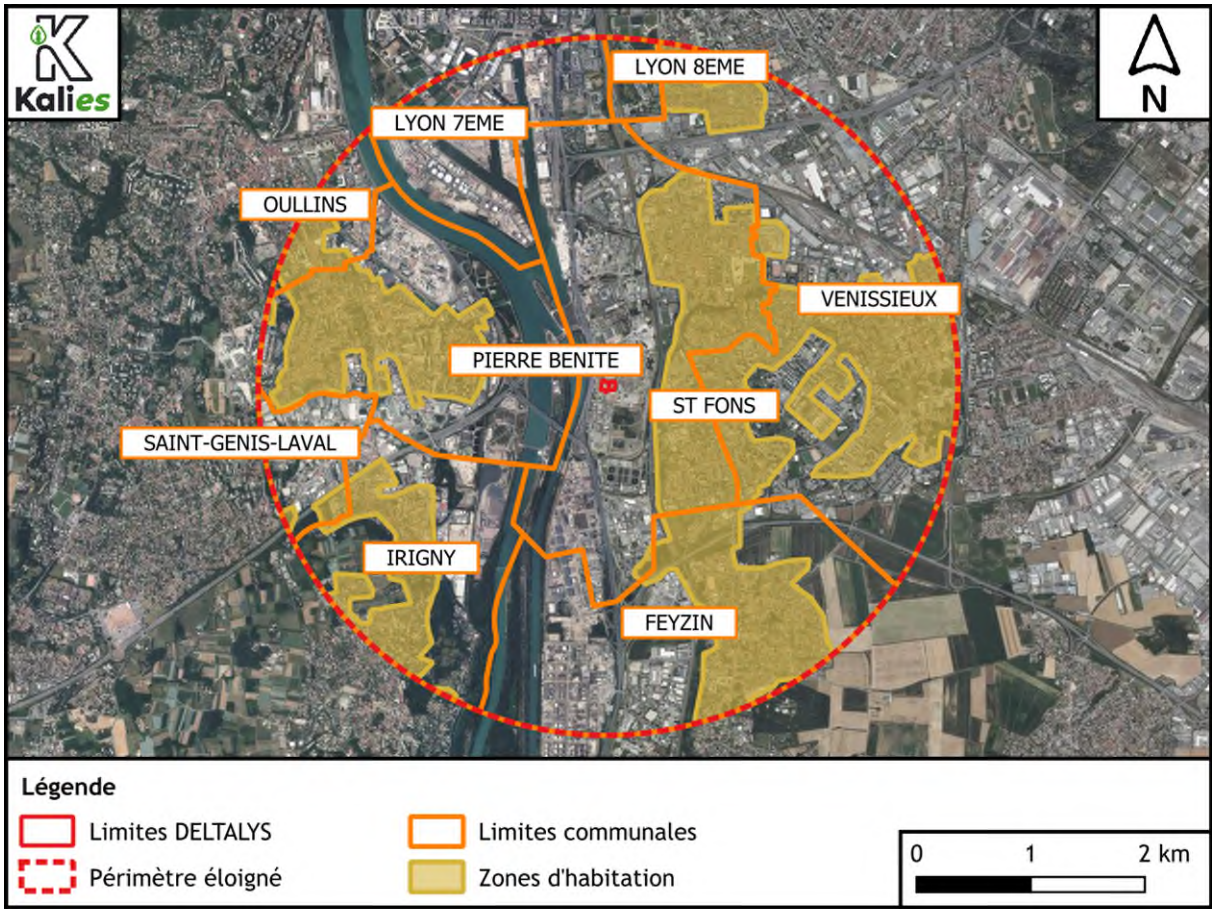
La population de Saint-Fons est en augmentation de 5,29% depuis 2016.

III.5.2.2 HABITAT

Au sein du périmètre éloigné (rayon de 3 km), les habitations sont concentrées autour des communes de Saint-Fons, Vénissieux, Pierre-Bénite et une partie des communes de Feyzin, Irigny, Oullins et Lyon 8ème. La carte suivante permet de localiser ces zones d'habitations.

Les habitations les plus proches de la zone du site de DELTALYS se situent à 420 m à l'est du site à Saint-Fons.

Figure 37. Zones d'habitations au sein du périmètre éloigné du site



III.5.2.3 ÉTABLISSEMENTS SENSIBLES ET ZONES DE LOISIRS

Les principaux édifices publics (personnes sensibles) dans l'environnement proche du site sont présentés dans les tableaux ci-dessous et sur la carte en page 99 (*sources : site Internet du ministère de l'éducation nationale, site Internet « etablissements-scolaires.fr », site Internet des maisons de retraite, site Internet des Allocations Familiales, site Internet du Fichier National des Établissements Sanitaires et Sociaux, site Internet « lesmaisonsderetraites.fr », site Internet « mon-enfant.fr »,…*).

III.5.2.3.1 ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Tableau 28. Établissements scolaires à proximité du site

Commune	Établissement scolaire	Nombre d'élèves	Localisation par rapport au site	
			Distance (km)	Orientation
Saint-Fons	COLLEGE ALAIN	/	0,6	Est
Saint-Fons	GS PRIMAIRE MAISON DES TROIS ESPACES	/	0,6	Est
Saint-Fons	INTERFORA	/	0,9	Nord-Est
Vénissieux	GS ST-EXUPERY ELEMENTAIRE	12	1,2	Est
Vénissieux	GS ST-EXUPERY MATERNELLE B	/	1,2	Est
Vénissieux	GS ST-EXUPERY MATERNELLE A	/	1,2	Est
Saint-Fons	GS PARMENTIER BAT A	/	1,2	Nord-Est
Saint-Fons	GS JEAN GUEHENNO	/	1,2	Sud-Est
Saint-Fons	GS JULES VALLES	48	1,2	Nord-Est
Saint-Fons	CENTRE LOUISE MICHEL	/	1,3	Nord-Est
Saint-Fons	GS PARMENTIER BAT B	/	1,3	Nord-Est
Saint-Fons	GS PARMENTIER MATERNELLE	/	1,3	Nord-Est
Pierre-Bénite	GS MATERNELLE PABLO PICASSO	19	1,3	Ouest
Vénissieux	GS ANATOLE FRANCE ELEMENTAIRE BAT 6	/	1,4	Est
Vénissieux	GS ANATOLE FRANCE MAT ET ELEM - BAT 3-4	/	1,4	Est
Vénissieux	GS ANATOLE FRANCE ELEMENTAIRE BAT 5	/	1,4	Est
Vénissieux	GS ANATOLE FRANCE MATERNELLE BAT 2	/	1,4	Est
Saint-Fons	GS SIMONE DE BEAUVOIR BAT. ENSEIGNEMENT	/	1,4	Nord-Est
Saint-Fons	GS PRIVE NOTRE DAME DES FONTAINES	/	1,4	Nord
Vénissieux	GS ANATOLE FRANCE MATERNELLE 1	/	1,5	Est
Vénissieux	MAISON DE L'ENFANCE ANATOLE FRANCE	/	1,5	Est
Vénissieux	COLLEGE ELSA TRIOLET	/	1,5	Est
Pierre-Bénite	GS PAUL ELUARD	/	1,5	Ouest
Vénissieux	CENTRE ACADEMIQUE MICHEL DELAY	/	1,6	Est
Vénissieux	BIOFORCE	/	1,6	Sud-Est
Vénissieux	ECOLE DE MUSIQUE JEAN WIENER	/	1,7	Est
Vénissieux	GS PAUL LANGEVIN ELEMENTAIRE B	/	1,7	Est
Vénissieux	GS PAUL LANGEVIN ELEMENTAIRE A	/	1,7	Est

Commune	Établissement scolaire	Nombre d'élèves	Localisation par rapport au site	
			Distance (km)	Orientation
Vénissieux	GS P. LANGEVIN MATERNELLE B	/	1,7	Est
Vénissieux	GS P. LANGEVIN MATERNELLE A	/	1,7	Est
Vénissieux	COLLEGE PAUL ELUARD - BATIMENT B	/	1,7	Est
Vénissieux	CRECHE SAPERLIPOPETTE	/	1,7	Nord-Est
Vénissieux	GS LOUIS PERGAUD - BAT 4	/	1,8	Est
Vénissieux	GS LOUIS PERGAUD - ELEMENTAIRE A - BAT 6	/	1,8	Est
Vénissieux	GS LOUIS PERGAUD MATERNELLE C-BAT. 2	/	1,8	Est
Vénissieux	GS LOUIS PERGAUD MATERNELLE D-BAT. 3	/	1,8	Est
Vénissieux	GS LOUIS PERGAUD PRIMAIRE B-BAT. 5	/	1,8	Est
Saint-Fons	GROUPE SCOLAIRE SALVADOR ALLENDE	/	1,8	Nord-Est
Saint-Fons	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE DE L'ARSENAL	/	1,8	Nord-Est
Vénissieux	GS GABRIEL PERI PRIMAIRE	/	1,9	Est
Vénissieux	GS GABRIEL PERI MATERNELLE	/	1,9	Est
Pierre-Bénite	ECOLE DU CENTRE J. JAURES	/	1,9	Ouest
Pierre-Bénite	GS MATERNELLE H. WALLON	/	1,9	Nord-Ouest
Pierre-Bénite	GS PRIMAIRE PAUL LANGEVIN GS DU CENTRE	/	1,9	Ouest
Pierre-Bénite	SONACOTRA LES AMANDIERS	/	1,9	Ouest
Feyzin	GROUPE SCOLAIRE LA TOUR	/	2,0	Sud-Est
Feyzin	ESPACE PETITE ENFANCE DE LA TOUR	/	2,0	Sud-Est
Vénissieux	GS LEO LAGRANGE PRIMAIRE A, B-RESTAURANT	/	2,1	Est
Vénissieux	GS LEO LAGRANGE-MATERNELLE	/	2,1	Est
Vénissieux	COLLEGE JULES MICHELET	/	2,1	Sud-Est
Irigny	GS HILAIRE DUNAND MATERNELLE ET PRIMAIRE	/	2,1	Sud-Ouest
Vénissieux	GS JEAN MOULIN MATERNELLE	/	2,2	Est
Pierre-Bénite	COLLEGE MARCEL PAGNOL	/	2,2	Ouest
Vénissieux	GS JEAN MOULIN ELEMENTAIRE	/	2,3	Est
Lyon 8ème	ECOLE ST JEAN DE DIEU	/	2,4	Nord
Vénissieux	GS HENRI WALLON-MATERNELLE A	18	2,4	Est
Vénissieux	GS FLORA TRISTAN	40	2,5	Est
Vénissieux	GS HENRI WALLON - ELEMENTAIRE A ET B	22	2,5	Est
Vénissieux	GS CHARLES PERRAULT MATERNELLE	/	2,6	Est
Vénissieux	LYCEE POLYVALENT JACQUES BREL	/	2,6	Est
Feyzin	ECOLE PRIMAIRE LES GRANDES TERRES	18	2,6	Sud-Est
Oullins	COLLEGE LA CLAVELIERE	/	2,6	Nord-Ouest
Pierre-Bénite	ECOLE MATERNELLE JEAN LURCAT	10	2,6	Ouest
Vénissieux	GS G. LEVY - ELEMENTAIRE ET AMAP	/	2,7	Nord-Est
Vénissieux	CENTRE AFPA	/	2,8	Est
Vénissieux	GS DU CENTRE-ELEM. ET MAISON DE L'ENFANCE	/	2,8	Est
Vénissieux	GS G.LEVY - MATERNELLE	/	2,8	Nord-Est

Commune	Établissement scolaire	Nombre d'élèves	Localisation par rapport au site	
			Distance (km)	Orientation
Vénissieux	GS E. RENAN PRIM. ET MAISON DE L'ENFANCE	/	2,8	Nord
Vénissieux	GS ERNEST RENAN MATERNELLE	/	2,8	Nord
Oullins	GS AMPERE PRIMAIRE ET MATERNELLE	/	2,8	Nord-Ouest
Vénissieux	ECOLE JEANNE D'ARC	19	3,0	Est
Pierre-Bénite	UCBL1 LYON SUD-BAT ADMENSEIGNEMENT	/	3,0	Ouest

/ : information non disponible

III.5.2.3.2 ÉTABLISSEMENTS SANITAIRES

Tableau 29. Établissements sanitaires à proximité du site

Commune	Établissement	Capacité d'accueil	Localisation par rapport au site	
			Distance (km)	Orientation
Vénissieux	EHPAD LA SOLIDAGE ET CRECHE	/	1,5	Sud-Est
Saint-Fons	EHPAD - KORIAN	/	1,5	Nord-Est
Vénissieux	IME J.J. ROUSSEAU	/	1,7	Sud-Est
Vénissieux	RESIDENCE LUDOVIC BONIN	/	1,7	Est
Feyzin	GH MUTUALISTE LES PORTES DU SUD	/	1,8	Sud-Est
Feyzin	GH MUTUALISTE LES PORTES DU SUD-BAT C	/	1,8	Sud-Est
Vénissieux	RESIDENCE HENRI RAYNAUD	131	1,8	Est
Feyzin	EHPAD MAISON FLEURIE	24	2,0	Sud-Est
Lyon 8ème	HOPITAL ST JEAN DE DIEU- CLOS GIRIER	/	2,5	Nord
Lyon 8ème	HOPITAL ST JEAN DE DIEU- LE BOSPHORE	/	2,6	Nord
Vénissieux	FOYER L'ETAPE - SALLE D'ACTIVITES	46	2,6	Est
Lyon 8ème	HOPITAL ST JEAN DE DIEU- BAT ADOLESCENTS	/	2,6	Nord
Vénissieux	EHPAD - LA MAISON DU TULIPIER	/	2,6	Est
Lyon 8ème	HOPITAL ST JEAN DE DIEU- LA PRAIRIE	/	2,7	Nord
Vénissieux	FOYER HONORINE SANTILLI	/	2,7	Est
Vénissieux	FOYER LES 3 BOULEAUX	16	2,8	Est
Lyon 8ème	HOPITAL ST JEAN DE DIEU- BAT PRINC	/	2,8	Nord
Pierre-Bénite	HCL LYON SUD - BATIMENT 1K1L GIRAUD	/	2,8	Ouest
Pierre-Bénite	HCL PAVILLON MEDICAL - 1A1B1D2F	/	2,9	Ouest
Irigny	MAE HENRI SALVAT	/	2,9	Sud-Ouest
Lyon 8ème	HOPITAL ST J DE DIEU BAT GERONTOLOGIE	/	2,9	Nord
Pierre-Bénite	HCL LYON SUD-PAVILLON M. BERARD-BAT 1G	/	2,9	Ouest
Pierre-Bénite	HCL LYON SUD - BATIMENT 2C SERVE	/	2,9	Ouest

/ : information non disponible

III.5.2.3.3 ÉTABLISSEMENTS POUR LA PETITE ENFANCE

Tableau 30. Établissements pour la petite enfance à proximité du site

Commune	Établissement périscolaire	Localisation par rapport au site	
		Distance (km)	Orientation
Saint-Fons	MULTI-ACCUEIL LES GRENOUILLES BLEUES	0,7	Sud-Est
Saint-Fons	CRÈCHE LES PETITS CHAPERONS ROUGES SAINT FONS	1,2	Nord-Est
Saint-Fons	MULTI-ACCUEIL LOUISE MICHEL	1,3	Nord-Est
Oullins-Pierre-Bénite	MICRO-CRÈCHE GARDERISETTES PIERRE-BÉNITE	1,5	Ouest
Vénissieux	MULTI ACCUEIL CAPUCINE	1,5	Sud-Est
Oullins-Pierre-Bénite	MULTI-ACCUEIL LA RUCHE	1,6	Ouest
Vénissieux	CRÈCHE PARENTALE ARC-EN-CIEL	1,7	Est
Vénissieux	MULTI-ACCUEIL SAPERLIPOPETTE	1,7	Nord-Est
Saint-Fons	CRÈCHE FAMILIALE FRANÇOISE DOLTO	1,8	Nord-Est
Saint-Fons	MULTI-ACCUEIL ARSENAL	1,8	Nord-Est
Irigny	MULTI-ACCUEIL LES LUTINS D'YVOURS	2,0	Sud-Ouest
Feyzin	JARDIN D'ENFANTS MUNICIPAL	2,0	Sud-Est
Feyzin	MULTI-ACCUEIL MUNICIPAL	2,0	Sud-Est
Vénissieux	MULTI-ACCUEIL TOURNI-COTTON	2,1	Est
Vénissieux	MULTI ACCUEIL LE CARROUSEL	2,1	Est
Oullins-Pierre-Bénite	MULTI-ACCUEIL PRÉ EN BULLE	2,1	Ouest
Oullins-Pierre-Bénite	MULTI-ACCUEIL PIERRE DE LUNE	2,6	Ouest
Vénissieux	LE MOULIN DES BAMBINS	2,6	Nord-Est
Vénissieux	MULTI-ACCUEIL POMME D'EPI	2,6	Nord-Est
Lyon 7ème	CRÈCHE D'ENTREPRISE LES PTITS LOUPS DE GERLAND	2,7	Nord
Oullins-Pierre-Bénite	MULTI-ACCUEIL JULES COURMONT	2,8	Ouest
Vénissieux	CRÈCHE FAMILIALE LE SAC DE BILLES	2,8	Est
Vénissieux	BERLINGOT	2,9	Est
Oullins-Pierre-Bénite	MULTI-ACCUEIL LE PETIT PRINCE	2,9	Nord-Ouest
Vénissieux	MULTI ACCUEIL MUSICALINE	3,0	Nord

III.5.2.3.4 ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS

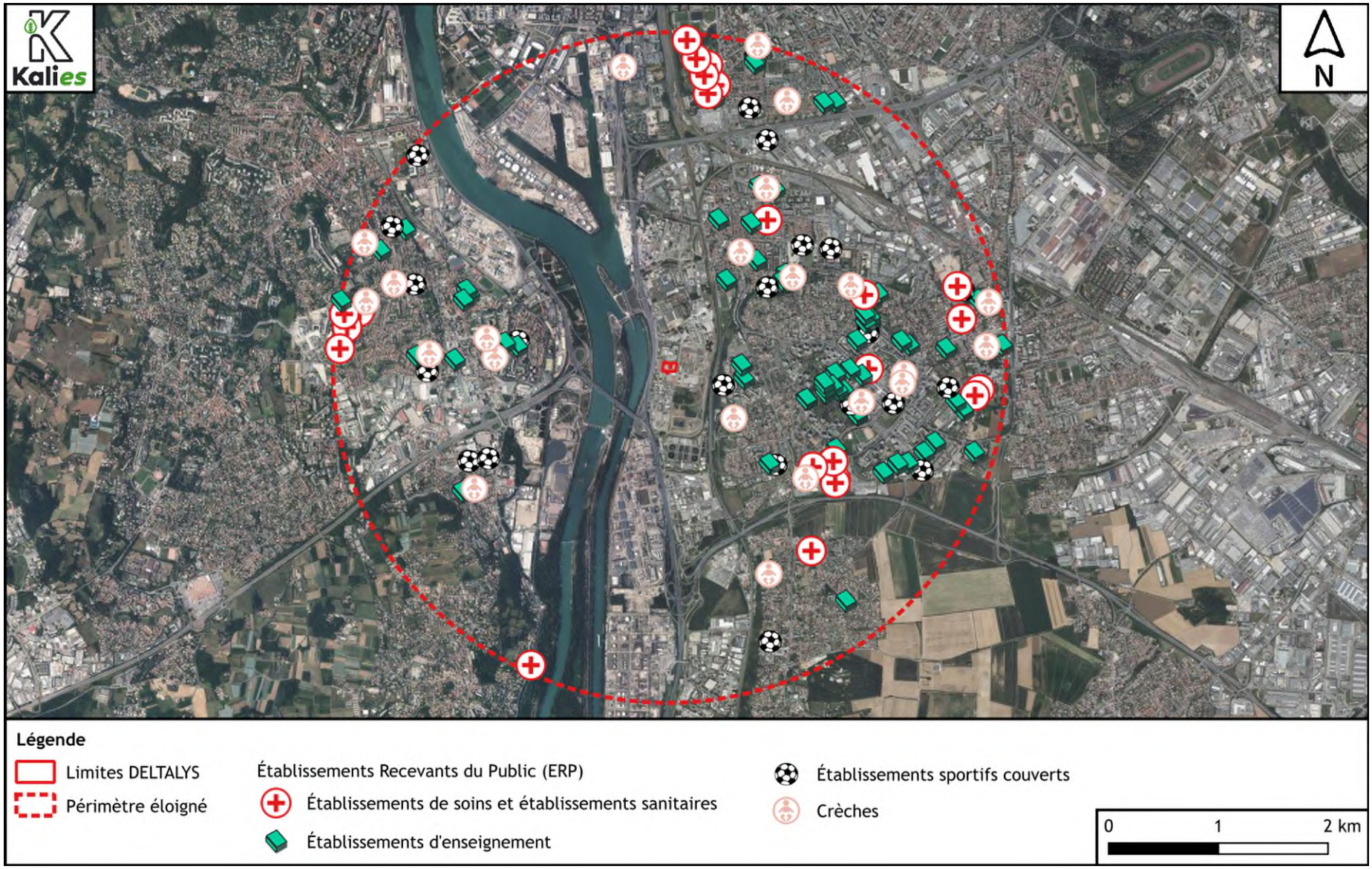
La commune de Saint-Fons ainsi que les communes aux alentours disposent de nombreux équipements sportifs et de loisirs. Les équipements présents sur les communes interceptées dans un rayon de 3 km autour du site sont listés dans le tableau suivant et représentés de manière non nominative sur la carte en page 99 (*source : site Internet de recensement des équipements sportifs*).

Tableau 31. Activités de loisirs à proximité du site

Commune	Établissement sportif	Localisation par rapport au site	
		Distance (km)	Orientation
Saint-Fons	GYMNASE LAGRANGE - CENTRE SOCIAL ARC EN CIEL	0,4	Est
Saint-Fons	BOULODROME	1,1	Nord-Est

Commune	Établissement sportif	Localisation par rapport au site	
		Distance (km)	Orientation
Saint-Fons	GYMNASE FRISON ROCHE	1,2	Sud-Est
Pierre-Bénite	SALLE DE PROXIMITE ROBERT D'AVERSA	1,3	Ouest
Saint-Fons	PALAIS DES SPORTS	1,6	Nord-Est
Vénissieux	GYMNASE ELSA TRIOLET	1,6	Est
Vénissieux	ENSEMBLE SPORTIF MAURICE METRAT	1,7	Nord-Est
Vénissieux	GYMNASE COLETTE BESSON	1,8	Est
Irigny	MAISON DU TEMPS LIBRE ET DES ARTS MARTIAUX	1,8	Sud-Ouest
Irigny	STADE D'YVOURS	1,9	Sud-Ouest
Vénissieux	PISCINE AUGUSTE DELAUNE	2,0	Est
Pierre-Bénite	SALLE POLYV. ET GYMNASE SAMUEL PAILLAT	2,1	Ouest
Vénissieux	KART'IN LYON	2,2	Nord-Est
Pierre-Bénite	HALL BASKET PAUL BERT	2,4	Ouest
Vénissieux	GYMNASE ALAIN COLAS	2,4	Est
Vénissieux	CENTRE NAUTIQUE INTERCOMMUNAL	2,4	Nord
Vénissieux	GYMNASE - CITE SCOLAIRE JACQUES BREL	2,5	Est
Feyzin	BOULODROME	2,6	Sud
Vénissieux	BOULODROME COUVERT CALMETTE	2,7	Est
Oullins	GYMNASE MAURICE HERZOG	2,8	Nord-Ouest
Vénissieux	GS E. RENAN - SALLE POLY. SPORTIVE	2,9	Nord
Oullins	BOULODROME	2,9	Nord-Ouest

Figure 38. Cartographie des ERP à proximité du site



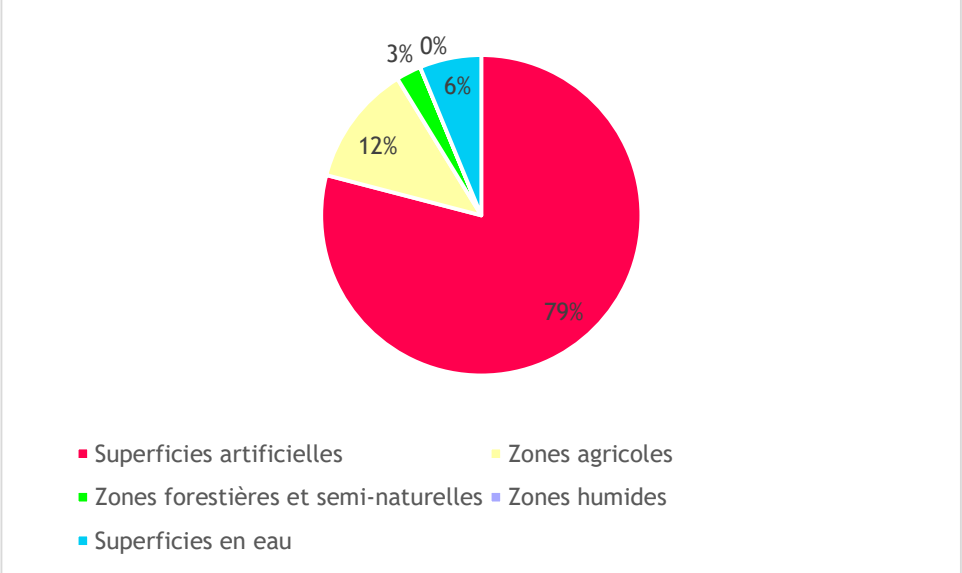
III.5.3 ACTIVITES SOCIO-ECONOMIQUES

D'après la cartographie Corine Land Cover de 2018 (cf. carte page suivante), le secteur concerné par le périmètre éloigné du projet est majoritairement urbain (79 % de territoires artificialisés), avec essentiellement des zones industrielles, dont celle où est implanté le site de DELTALYS, et du tissu urbain discontinu[2]. Le secteur est aussi caractérisé par la présence du Rhône (6% de superficies en eau) et de la zone portuaire associée. Toutefois, les secteurs sud-est et sud-ouest de cette aire d'étude sont de nature différente, puisque respectivement occupés par :

- des terres arables et des prairies ;
- des vergers et surfaces essentiellement agricoles.

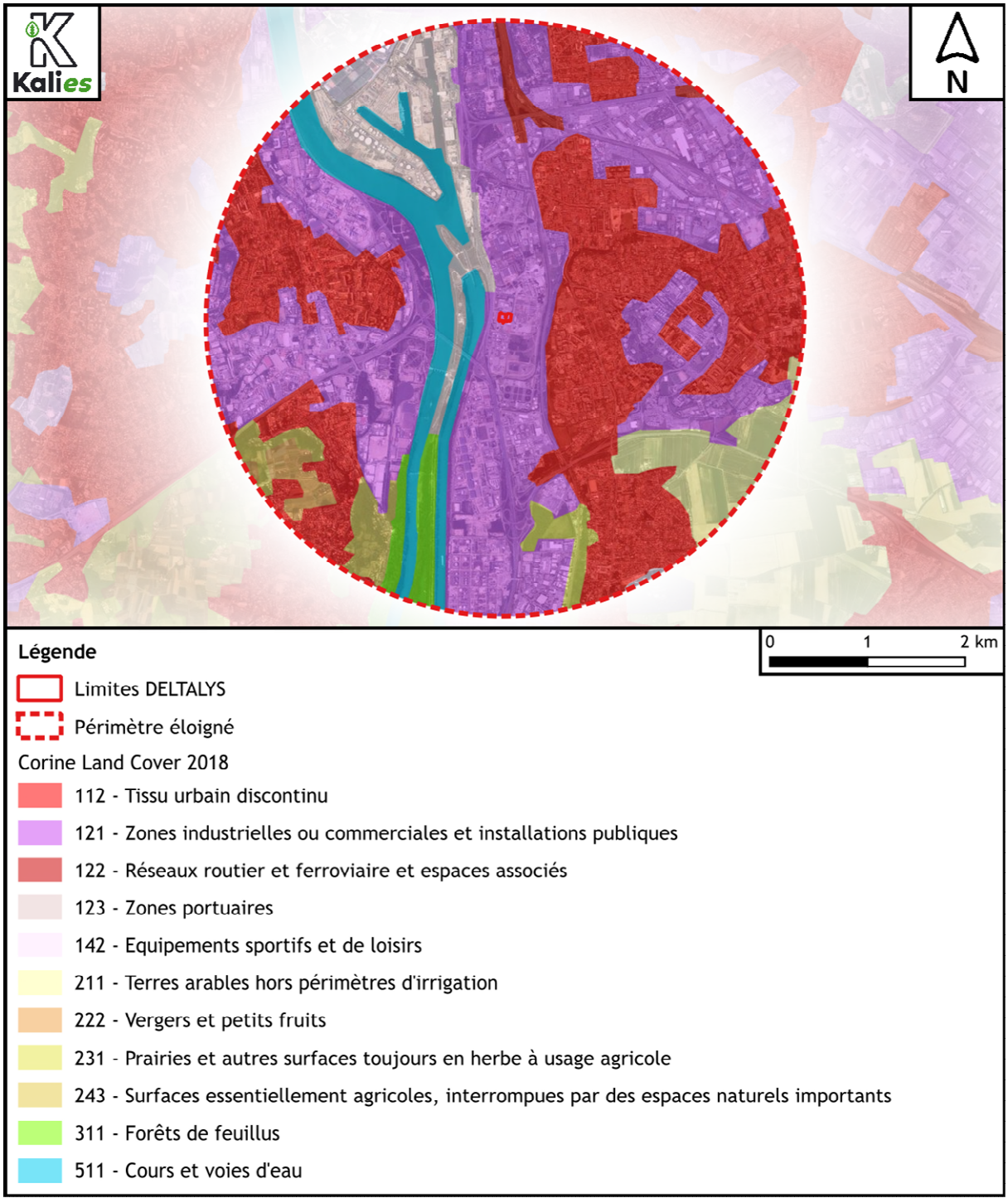
Cette répartition est représentée ci-dessous et illustrée sur la carte page suivante.

Figure 39. Occupation du sol au sein de l'aire d'étude de 3 km



[2] Espaces structurés par des bâtiments et les voies de communication. Les bâtiments, la voirie et les surfaces artificiellement recouvertes représentent plus de 80 % de la surface totale.

Figure 40. Occupation du sol selon le Corine Land Cover 2018 sur le secteur d'étude



Sont ainsi présentées ci-après, les activités industrielles ainsi que les activités agricoles.

III.5.3.1 ACTIVITES INDUSTRIELLES

Le site de DELTALYS est localisé au sein du site de KEM ONE, faisant partie de la plateforme industrielle de la Vallée de la Chimie.

La base de données du site installations classées pour la protection de l'environnement recense l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.

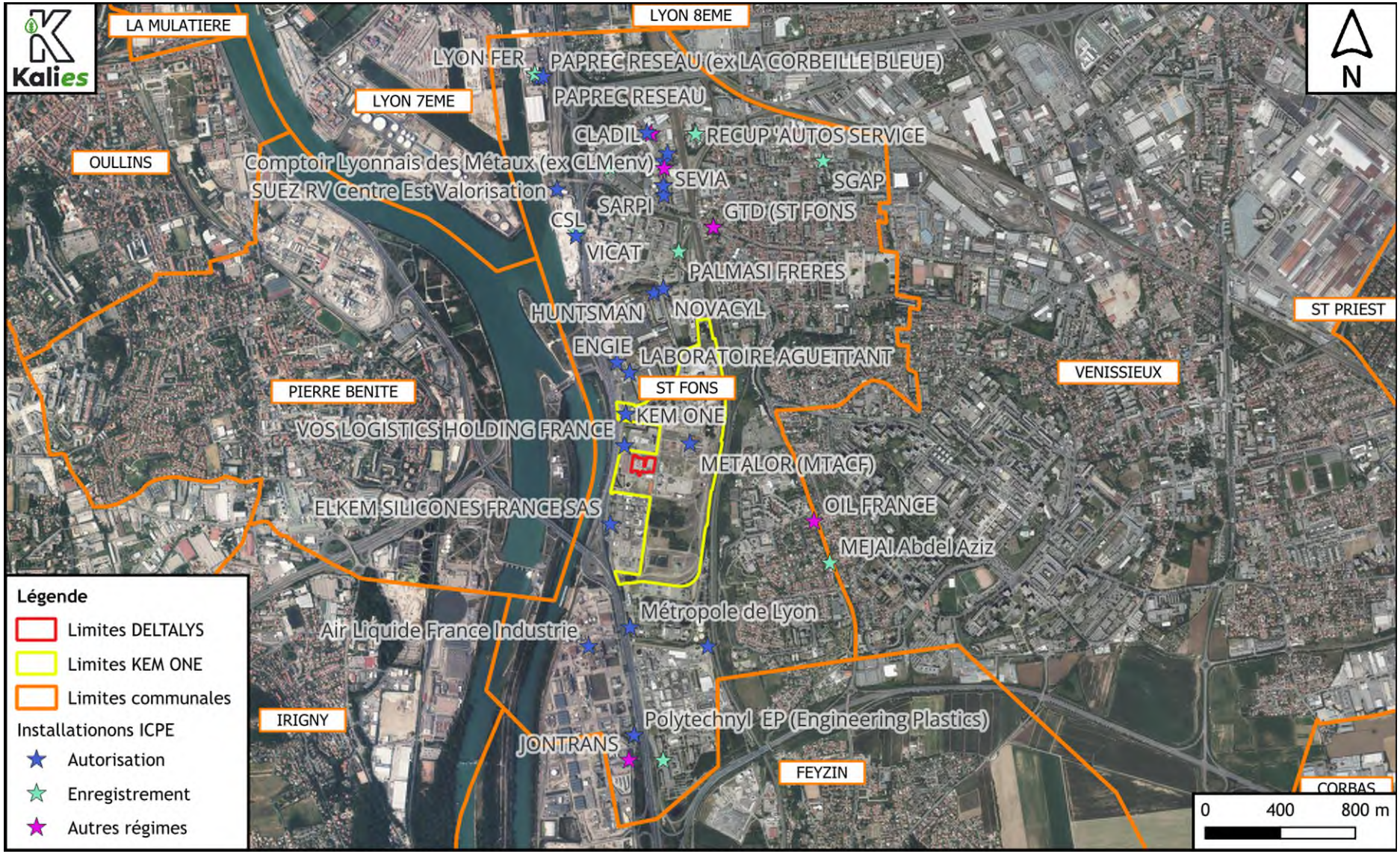
Sur la commune de Saint-Fons, 32 ICPE à Enregistrement ou Autorisation, autres que la société DELTALYS, ont été recensées.

Tableau 32. Activités industrielles

Dénomination	Activité	Régime	Statut SEVESO	Localisation par rapport au site	
				Distance (km)	Localisation
VOS LOGISTICS HOLDING FRANCE	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	Autorisation	Non Seveso	0,1	Nord-Ouest
METALOR (MTACF)	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	Autorisation	Non Seveso	0,2	Est
KEM ONE	Industrie chimique	Autorisation	Seveso seuil haut	0,2	Nord
ELKEM SILICONES FRANCE SAS	Industrie chimique	Autorisation	Seveso seuil haut	0,3	Sud
LABORATOIRE AGUETTANT	Entreposage et services auxiliaires des transports	Autorisation	Non Seveso	0,4	Nord
ENGIE	Production d'énergie	Autorisation	Non Seveso	0,5	Nord
Métropole de Lyon	Station d'épuration	Autorisation	Non Seveso	0,8	Sud
HUNTSMAN	/	Autorisation	Seveso seuil haut	0,9	Nord
SPECIALTY OPERATIONS FRANCE	Industrie chimique	Autorisation	Seveso seuil haut	0,9	Nord
NOVACYL	Industrie pharmaceutique	Autorisation	Seveso seuil bas	0,9	Nord
Air Liquide France Industrie	Industrie chimique	Autorisation	Non Seveso	0,9	Sud
GEPEIF STATION EPUR, DES INDUS	Captage, traitement et distribution d'eau	Autorisation	Non Seveso	1,0	Sud
MEJAI Abdel Aziz	Station-service	Enregistrement	Non Seveso	1,1	Sud-Est
PALMASI FRERES	/	Enregistrement	Non Seveso	1,1	Nord
CSL	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin	Autorisation	Non Seveso	1,2	Nord
VICAT	Entreposage et services auxiliaires des transports	Enregistrement	Non Seveso	1,2	Nord
SYMBIO	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	Enregistrement	Non Seveso	1,3	Nord
Polytechnyl EP (Engineering Plastics)	Industrie chimique	Autorisation	Non Seveso	1,4	Sud

Dénomination	Activité	Régime	Statut SEVESO	Localisation par rapport au site	
				Distance (km)	Localisation
Polytechnyl PI (Polyamide Intermediaire)	Industrie chimique	Autorisation	Seveso seuil haut	1,4	Sud
SEVIA	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	Autorisation	Non Seveso	1,4	Nord
SARPI	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	Autorisation	Non Seveso	1,4	Nord
SUEZ RV Centre Est Valorisation	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	Autorisation	Non Seveso	1,5	Nord
SPECIALTY OPERATIONS FRANCE (ex-RHODIA OPERATIONS)	Recherche-développement scientifique	Enregistrement	Non Seveso	1,5	Sud
NICOLLIN SAS (LUCIEN SAMPAIX)	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	Enregistrement	Non Seveso	1,5	Nord
Comptoir Lyonnais des Métaux (ex CLMenv)	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	Autorisation	Non Seveso	1,6	Nord
NICOLLIN - CENTRE DE TRI rue Charles Martin	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	Autorisation	Non Seveso	1,6	Nord
LM METAL COMMERCE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	Autorisation	Non Seveso	1,7	Nord
RECUP' AUTOS SERVICE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	Enregistrement	Non Seveso	1,7	Nord
SGAP	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	Enregistrement	Non Seveso	1,8	Nord-Est
PAPREC RESEAU (ex LA CORBEILLE BLEUE)	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	Autorisation	Non Seveso	2,1	Nord
PAPREC RESEAU	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	Autorisation	Non Seveso	2,1	Nord
LYON FER	Récupération de déchets triés	Enregistrement	Non Seveso	2,1	Nord

Figure 41. Localisation des ICPE sur la commune de Saint-Fons



III.5.3.2 ACTIVITES AGRICOLES

Saint-Fons étant un territoire très urbanisé, aucune exploitation agricole n'était recensée sur la commune en 2020 d'après l'Agreste.

III.5.4 VOIES DE COMMUNICATION ET RESEAUX

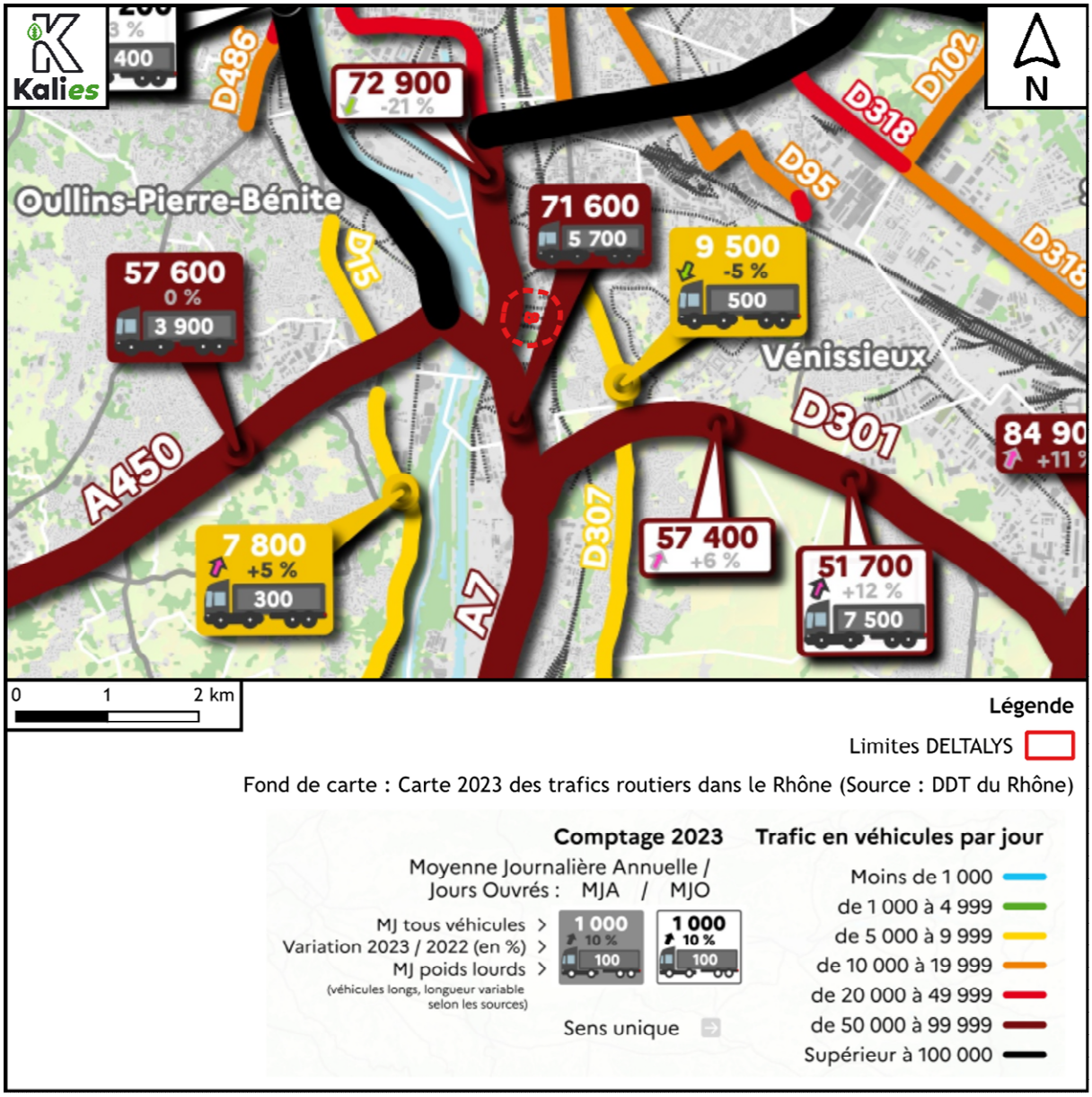
III.5.4.1 INFRASTRUCTURES ROUTIERES

Les principaux axes routiers dans l'aire d'étude sont :

- la RD383 à 100 m à l'ouest ;
- l'A7 à 500 m au sud-ouest ;
- la rue Paul Descartes qui longe les limites de KEM ONE, à 300 m à l'est du site de DELTALYS ;
- la RD307 à 650 m au nord-est.

La cartographie suivante indique le trafic moyen journalier annuel (TMJA) pour l'année 2023 sur la RD383, l'A7 et la RD307 pour tous types de véhicules et pour les poids-lourds. Il en ressort que la part du trafic lié aux poids-lourds, en 2023, représente environ 8% du trafic global au niveau de l'A7 et 5% au niveau de la RD307.

Figure 42. Cartographie du trafic routier en 2023 autour du site



III.5.4.2 INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES

L'infrastructure ferroviaire la plus proche du site est localisée à environ 350 m à l'est du site. Il s'agit de la ligne 830 Paris-Lyon à Marseille-Saint-Charles. Cette ligne est utilisée pour le transport de voyageurs (TER, TGV) et le fret.

III.5.4.3 VOIES FLUVIALES

Le site de DELTALYS est localisé à 170 m à l'est du Rhône, qui est navigable. Le Port de Lyon, à environ 1,5 km au nord du site représente un flux de 900 bateaux par an.

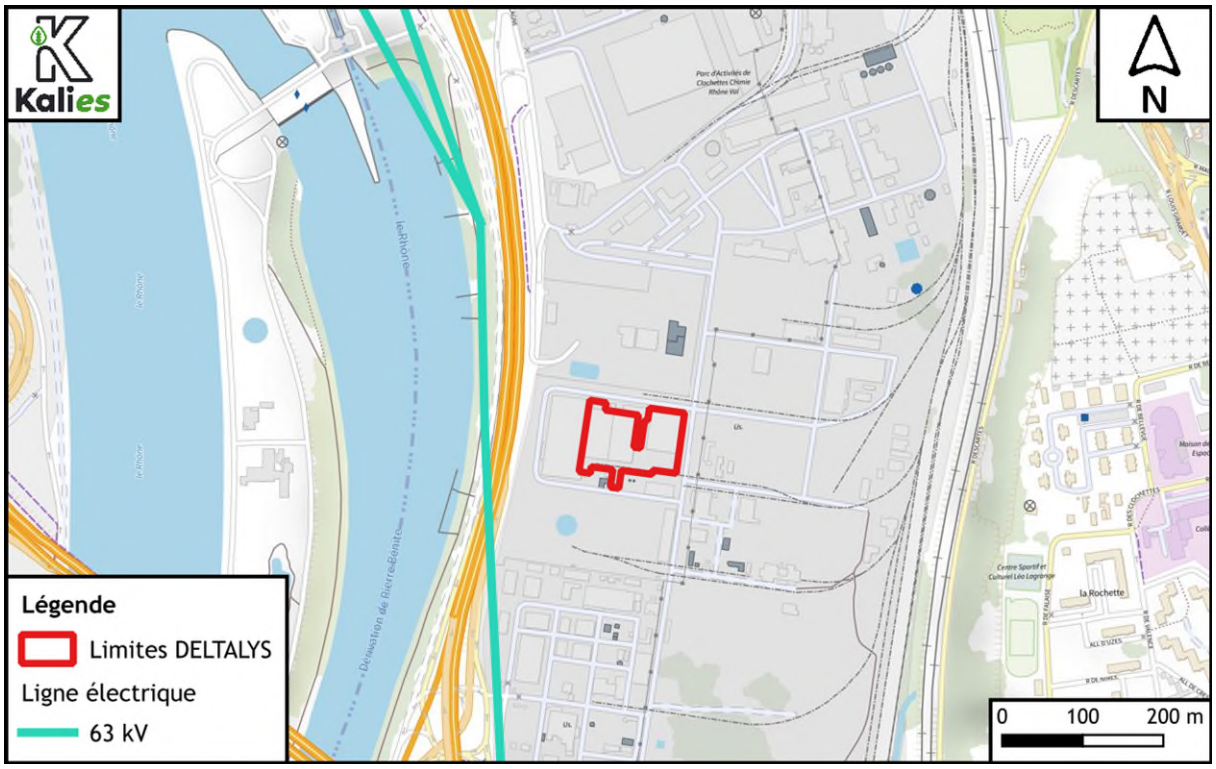
III.5.4.4 VOIES AERIENNES

Le site de DELTALYS est localisé à 6,5 km de l'aérodrome de Lyon-Corbas et à 7 km de l'aéroport de Lyon-Bron.

III.5.4.5 RESEAUX

Le site est situé à 100 m d'une ligne haute tension. Malgré sa proximité, le site n'est pas concerné par une servitude d'utilité publique.

Figure 43. Cartographie des lignes électriques à proximité du site

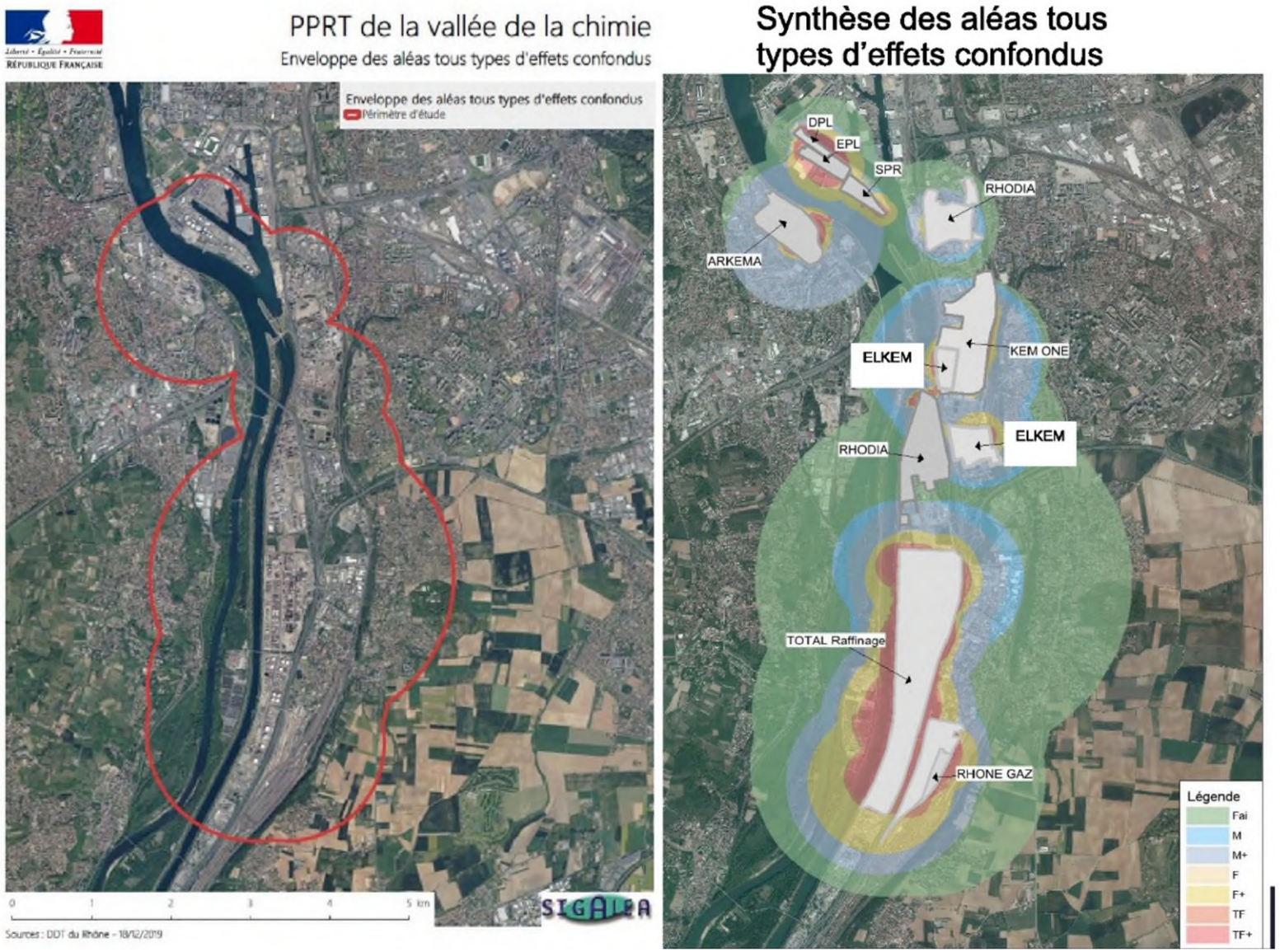


III.5.5 RISQUES TECHNOLOGIQUES

III.5.5.1 RISQUES INDUSTRIELS

Le site de DELTALYS est localisé au sein du site de KEM ONE, faisant partie de la plateforme industrielle de la Vallée de la Chimie. Un PPRT y est associé. La cartographie des effets des sites voisins est présentée ci-après.

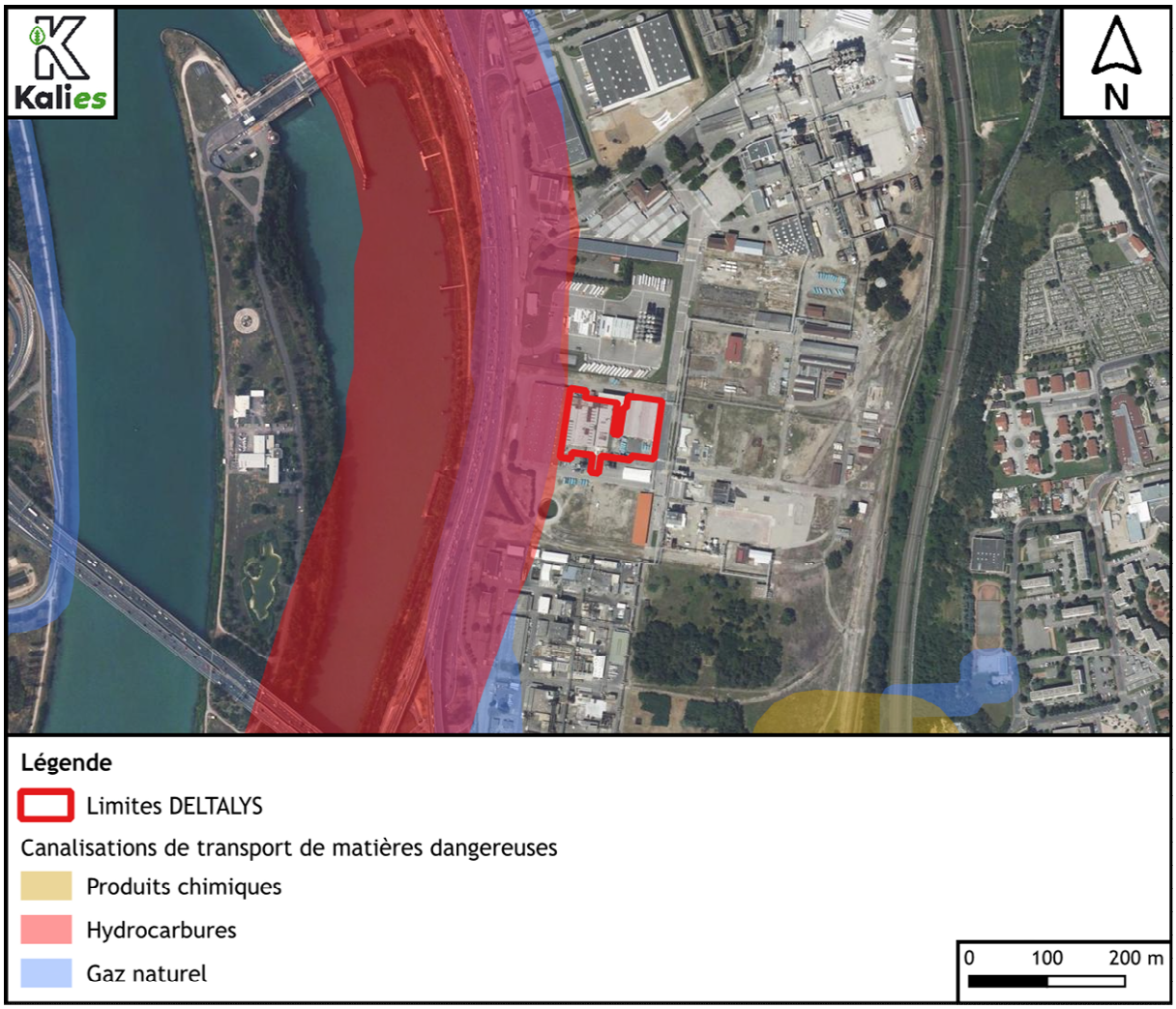
Figure 44. Cartographie des effets sites industriels de la Vallée de la Chimie



III.5.5.2 TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES (TMD)

Il apparait sur la cartographie suivante que le site est situé à proximité d'une canalisation de transport d'hydrocarbures et d'une canalisation de transport de gaz naturel. Cependant, le site n'est pas concerné par une servitude d'utilité publique relative à ces transports de matière dangereuse.

Figure 45. Cartographie des canalisations de transport de matières dangereuses à proximité du site



III.5.5.3 RISQUE NUCLEAIRE

Aucune installation nucléaire n'est localisée dans un rayon de 20 km.

III.5.5.4 RUPTURE HYDRAULIQUE

Le risque hydraulique correspond au risque de rupture d'un ouvrage hydraulique de type barrage ou digue. Leur rupture potentielle provoque la création d'une onde de submersion se traduisant par une élévation brutale du niveau de l'eau à l'aval.

Le site est localisé à 750 m au nord-est du barrage de Pierre-Bénite, barrage usine de classe A. Il ne fait pas l'objet d'un calcul d'onde de submersion puisqu'il ne représente pas un enjeu important de sécurité pour le département.

Le site est également situé à environ 100 km au sud-ouest du barrage de Vouglans, situé dans le département du Jura. Malgré son éloignement, il peut présenter des risques (exceptionnel et hautement improbable) pouvant affecter certaines zones du département du Rhône en cas de rupture et notamment la commune de Saint-Fons (niveau max NGF : 169 - hauteur d'eau max : 12 m)

À ce jour, aucun événement pouvant induire un risque majeur n'est survenu dans le département du Rhône.

III.6. CADRE DE VIE

Les plans, schémas et programmes relatifs à cette thématique (par exemple SRADDET, PRPGD…) seront présentés au sein du chapitre X, de même que la compatibilité du projet avec leurs orientations.

III.6.1 BRUIT ET VIBRATIONS

III.6.1.1 CONTEXTE SONORE GENERAL

L'ambiance sonore aux abords du site est due principalement au transport routier et aux activités des usines voisines. Le site n'est pas inclus dans le périmètre d'un Plan d'Exposition au Bruit (PEB) d'un aéroport ou d'un aérodrome.

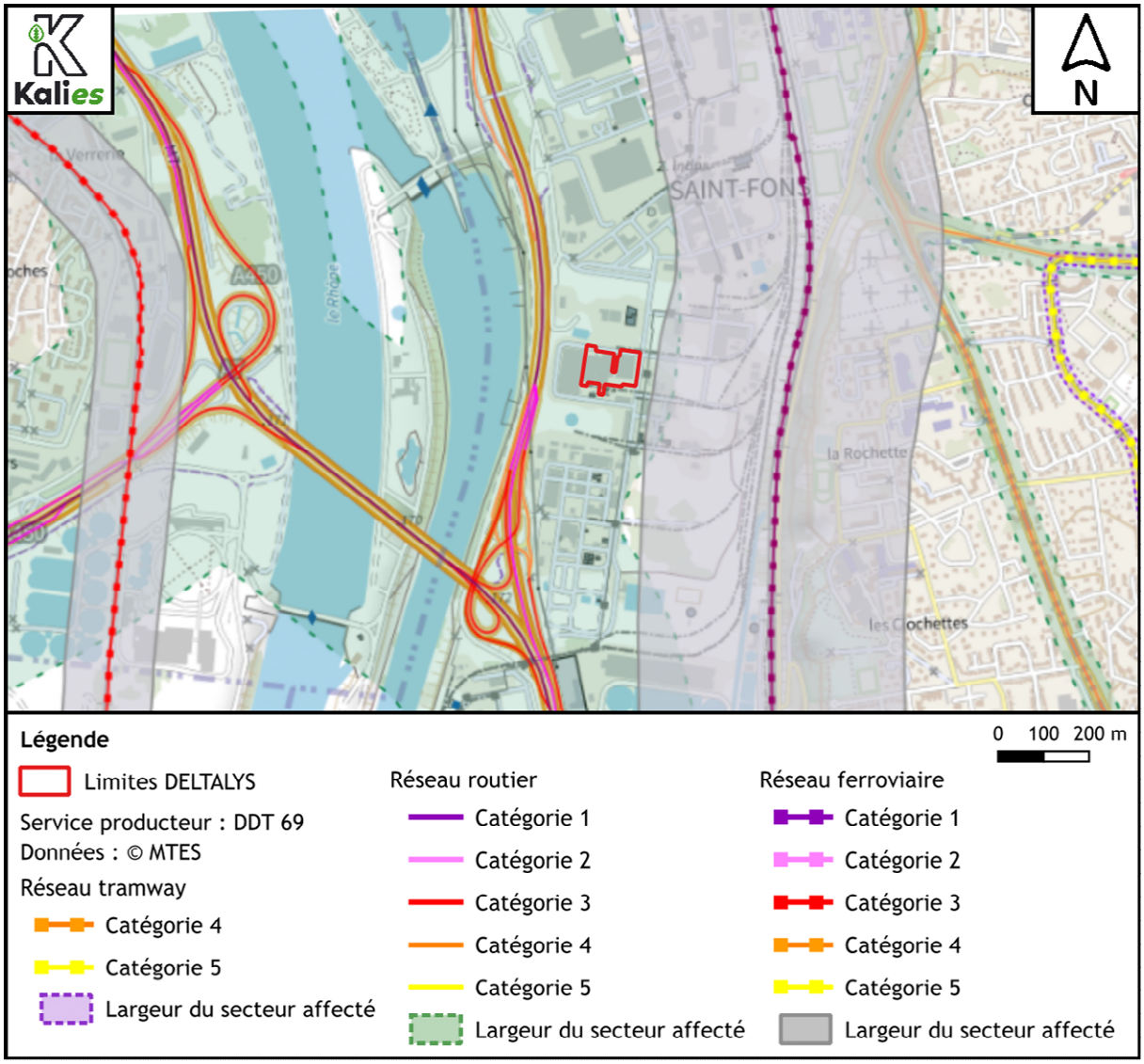
Le classement sonore des infrastructures de transport autour du site est représenté sur la carte suivante. Ce classement défini les secteurs affectés par le bruit des axes de circulation. Les critères de classement sont présentés dans le tableau suivant.

D'après ce classement, le site est concerné par le bruit de la RD383.

Tableau 33. Catégorie de classement sonore des infrastructures routières

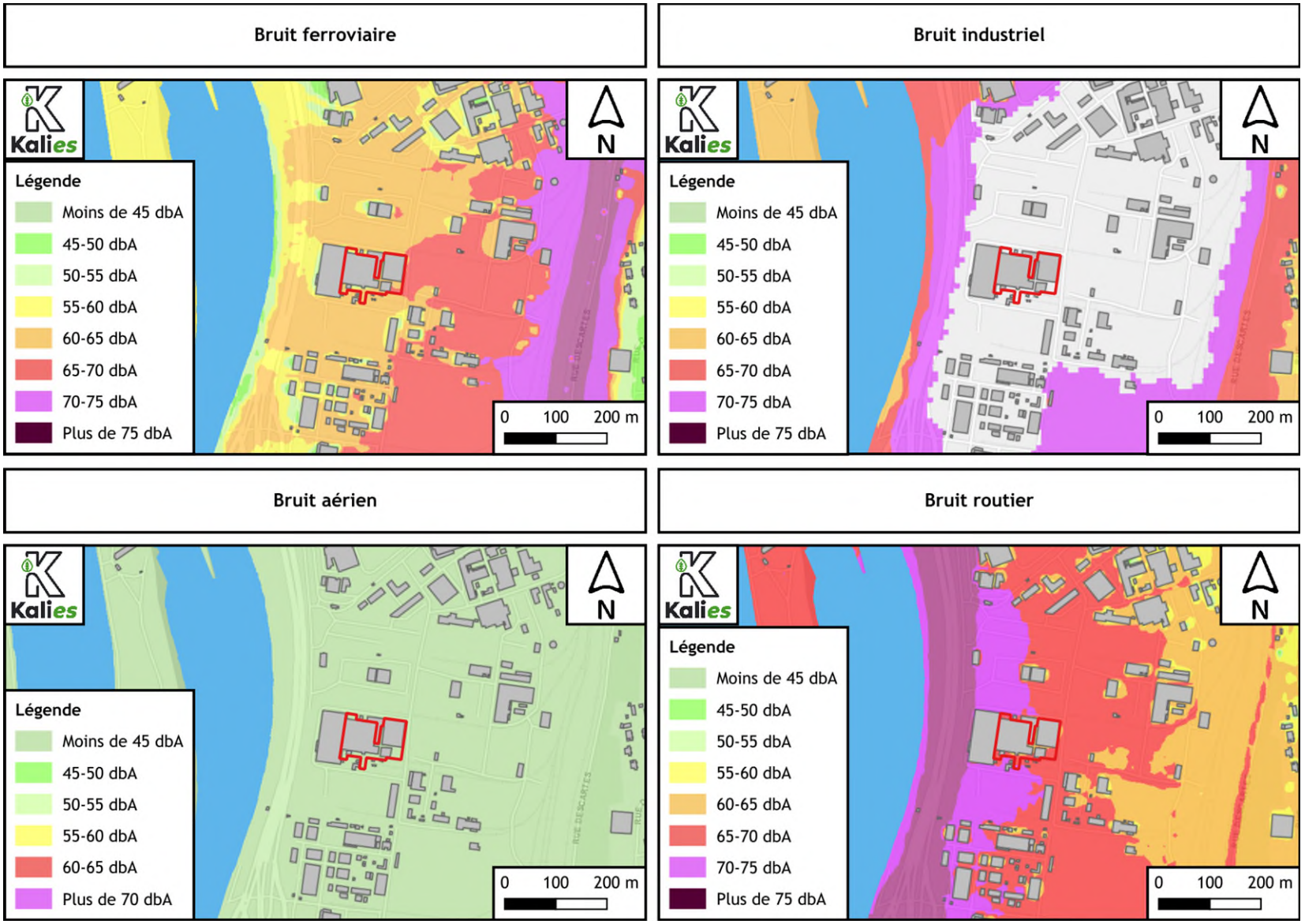
Niveau sonore de référence LAeq(6h-22h)	Niveau sonore de référence LAeq(22h-6h)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
En dB(A)	En dB(A)		
L > 81	L>76	1	300 m
76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76	2	250 m
70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	3	100 m
65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65	4	30 m
60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60	5	10 m

Figure 46. Cartographie du classement sonore des voies à proximité du site



La Métropole de Lyon, dans le cadre de son Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement a édité en 2022 différentes cartographies concernant le bruit. Elles concernent le bruit routier, ferroviaire, industriel et aérien pour l'indicateur « Lden » (niveau de bruit moyen pondéré au cours de la journée).

Figure 47. Cartographies du bruit autour du site



III.6.1.2 ÉVALUATION DES NIVEAUX SONORES EXISTANTS

Des mesures acoustiques dans l'environnement ont été réalisées par la société Kalies le 24/02/2026 en période d'arrêt des activités de DELTALYS. Le rapport complet du 02/03/2026 est disponible en Annexe 5.

Les mesures réalisées par Kalies se réfèrent à la méthodologie annexée à l'arrêté du 23/01/1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les résultats aux différents points de mesure sont présentés dans la figure en page suivante.

Figure 48. Résultats des mesures acoustiques



III.6.1.3 EVALUATION DES VIBRATIONS EXISTANTES

Les sources de vibrations existantes correspondent principalement aux différentes sources sonores identifiées précédemment.

III.6.2 AIR

III.6.2.1 QUALITE DE L'AIR DANS L'ENVIRONNEMENT DU PROJET

La société DELTALYS est implantée au sein de la Vallée de la Chimie sur la commune de Saint-Fons, dans le département du Rhône.

Le site est implanté en zone industrielle, en bordure de la commune.

Les rejets atmosphériques de la zone considérée sont principalement dus aux activités industrielles des entreprises voisines. Dans une autre mesure, les activités suivantes sont également à l'origine de rejets atmosphériques :

- la circulation routière : axes routiers, notamment la RD383 et l'autoroute A7 à l'ouest du site,
- le trafic ferroviaire : ligne TER à l'est du site,
- les activités résidentielles : chauffage des logements à proximité du site.

La qualité de l'air au niveau de la zone d'étude est surveillée par ATMO Auvergne-Rhône-Alpes.

La station la plus proche est la station Sud lyonnais Vénissieux, située à 2,8 km à l'est du site. Cette station mesure le uniquement le benzo[a]pyrène (hydrocarbure aromatique polycyclique persistant).

La seconde station la plus proche est la station A7 Sud Lyonnais, située à 3,3 km au nord-ouest du site en zone péri-urbaine. Les paramètres mesurés sur cette station sont :

- NO_2 : dioxyde d'azote, représentatif de la pollution engendrée par la circulation automobile. Il est irritant pour les voies respiratoires,
- NO : monoxyde d'azote,
- PM_{10} : poussières en suspension représentatives de la circulation automobile et de certaines industries. Elles peuvent pénétrer profondément dans les poumons et causer des problèmes respiratoires,
- $PM_{2.5}$: particules dans l'air ayant un diamètre aérodynamique inférieur ou égal à 2,5 µm.

Le tableau ci-dessous reprend les valeurs enregistrées sur les trois dernières années au niveau de cette station et les objectifs de qualité fixés par l'article R.221-1 du Code de l'environnement.

Tableau 34. Valeurs enregistrées sur les trois dernières années par la station A7 Sud Lyonnais

Paramètres analysés	Objectifs de qualité en µg/m³	2022	2023	2024
NO_2	40	37,5	34,5	30,5
PM_{10}	30	26,2	22,1	22,3
$PM_{2.5}$	10	12,2	11,2	11

D'après les données disponibles sur le registre européen des émission polluantes (E-PRTR), les sources de rejets atmosphériques d'origine industrielle recensés dans la commune de Saint-Fons sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 35. Recensement des émissions polluantes atmosphériques de sites industriels à activité E-PRTR sur la commune de Saint-Fons

Entreprise	Activité E-PRTR	Polluants émis dans l'air en 2024
AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE	gaz, tels que ammoniac, chlore ou chlorure d'hydrogène, fluor ou fluorure d'hydrogène, oxydes de carbone, composés sulfuriques, oxydes d'azote, hydrogène, dioxyde de soufre, dichlorure de carbonyle	CO2 total : 76 400 t
POLYTECHNYL	matières plastiques de base (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose)	/
GPT EPURATION EFFLUENTS INDUSTR ST FONS	Installations autonomes de traitement des eaux industrielles usées provenant d'une ou de plusieurs des activités énumérées dans la présente annexe d'une capacité de 10 000 m3 par jour	/
KEM ONE	matières plastiques de base (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose)	Chlorure de vinyle : 20,3 t
POLYTECHNYL	hydrocarbures azotés, notamment amines, amides, composés nitreux, nitrés ou nitratés, nitriles, cyanates, isocyanates	CO2 total : 52 600 t
ELKEM SILICONES FRANCE SAS	hydrocarbures oxygénés, notamment les alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, acétates, éthers, peroxydes, résines époxydes	/
SPECIALTY OPERATIONS FRANCE	Centrales thermiques et autres installations de combustion avec un apport thermiques de 50 MW	Phénols : 1 620 kg CO2 total : 65 400 t COVNM : 216 t
METROPOLE DE LYON	Installations destinées à l'incinération des déchets non dangereux dans le cadre de la directive 2000/76/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2000 sur l'incinération des déchets d'une capacité de 3 tonnes par heure	/
SEVIA	Non renseigné	/
SARPI LA TALAUDIERE	Non renseigné	/
NOVACYL	Installations utilisant un procédé chimique ou biologique pour la fabrication industrielle de produits pharmaceutiques de base	/
SPECIALTY OPERATIONS FRANCE	Non renseigné	/
LM METAL'COMMERCE	Non renseigné	/
SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTERE DE L'INTERIEUR SUD-EST	Non renseigné	/
PAPREC GRAND EST	Installations destinées à l'élimination des déchets non dangereux d'une capacité de 50 tonnes par jour	/
SUEZ RV CENTRE EST VALORISATION	Non renseigné	/
METROPOLE DE LYON	Installations de traitement des eaux urbaines résiduaires d'une capacité de 100 000 équivalents habitants	/
PAPREC GRAND EST	Non renseigné	/

Entreprise	Activité E-PRTR	Polluants émis dans l'air en 2024
VOS LOGISTICS HOLDING FRANCE	Non renseigné	/
METALOR TECHNOLOGIES ADVANCED COATINGS FRANCE	Installations pour la valorisation ou l'élimination des déchets dangereux recevant 10 tonnes par jour	/
GRANULATS VICAT	Non renseigné	/
SAINT-FONS POWER PLANT	Centrales thermiques et autres installations de combustion avec un apport thermiques de 50 MW	/
SYMBIO FRANCE	Non renseigné	/

/ : pas d'émission de polluants dans l'air recensé en 2024. La présence de l'entreprise dans le registre peut être due à des émissions de polluants les années antérieures ou à des émissions de polluants dans l'eau.

III.6.3 CLIMAT : ÉMISSIONS DE GES

III.6.3.1 ÉTAT INITIAL

III.6.3.1.1 ÉMISSIONS DE GES A L'ECHELLE NATIONALE :

Dans son 6ème rapport d'évaluation du climat dont la première partie a été publiée en Août 2021, le GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) précise que le réchauffement du système climatique est sans équivoque et qu'il est extrêmement probable que l'influence de l'homme soit la cause principale du réchauffement observé depuis le milieu du XXe siècle et des évènements climatiques extrêmes. Par ailleurs, les activités humaines affectent toutes les composantes majeures du système climatique, certaines avec des répercussions sur des décennies et d'autres sur des siècles.

Les gaz à effet de serre sont les constituants gazeux de l'atmosphère, tant naturels qu'anthropiques, qui absorbent et émettent un rayonnement à des longueurs d'onde données du spectre du rayonnement infrarouge émis par la surface de la Terre, l'atmosphère et les nuages.

La vapeur d'eau (H_2O), le dioxyde de carbone (CO_2), l'oxyde nitreux (N_2O), le méthane (CH_4) et l'ozone (O_3) sont les principaux gaz à effet de serre présents dans l'atmosphère terrestre. L'atmosphère contient en outre un certain nombre de gaz à effet de serre entièrement anthropiques tels que les hydrocarbures halogénés, l'hexafluorure de soufre (SF_6), les hydrofluorocarbones (HFC) et les hydrocarbures perfluorés (PFC).

En 2023 (données CITEPA format SECTEN - juin 2024), le Pouvoir de Réchauffement Global (PRG) relatif à la France (Métropole et Outre-mer périmètre UE) est estimé à 352 Mt CO_2e avec UTCATF et à 373 Mt CO_2e hors UTCATF (« Utilisation des Terres, Changement d'Affectation des Terres et Foresterie »).

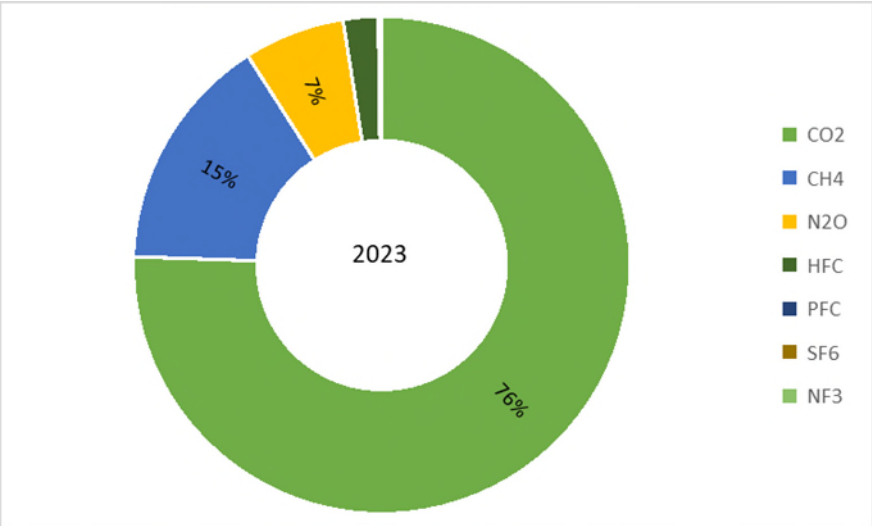
Tous les secteurs contribuant aux émissions de gaz à effet de serre sont, par ordre de prédominance en 2023 :

- Le transport avec 34 % du total hors UTCATF, du fait du CO_2 essentiellement,
- L'agriculture/sylviculture avec 19,6 %, du fait des deux polluants N_20 et CH_4,
- L'industrie manufacturière/construction avec 17,4 %, du fait d'émissions de chacune des 6 substances contribuant au PRG,

- L'usage et activités des bâtiments avec 15 %, également du fait d'émissions de chacune des 6 substances contribuant au PRG,
- L'industrie de l'énergie avec 9,5 %, du fait principalement du CO_2,
- Le traitement centralisé des déchets avec 4 % du fait du CH_4 principalement.

En termes de contribution, le CO_2 participe à hauteur de 76 % aux émissions de gaz à effet de serre (hors UTCATF inclus). Les autres polluants ont une contribution plus restreinte (le CH_4 : 15 % ; le N_2O : 7 % ; le HFC : 2 % ; les autres polluants : inférieurs à 1 %).

Figure 49. Répartition des émissions de CO2e par GES en 2023 (hors UTCATF) - en %



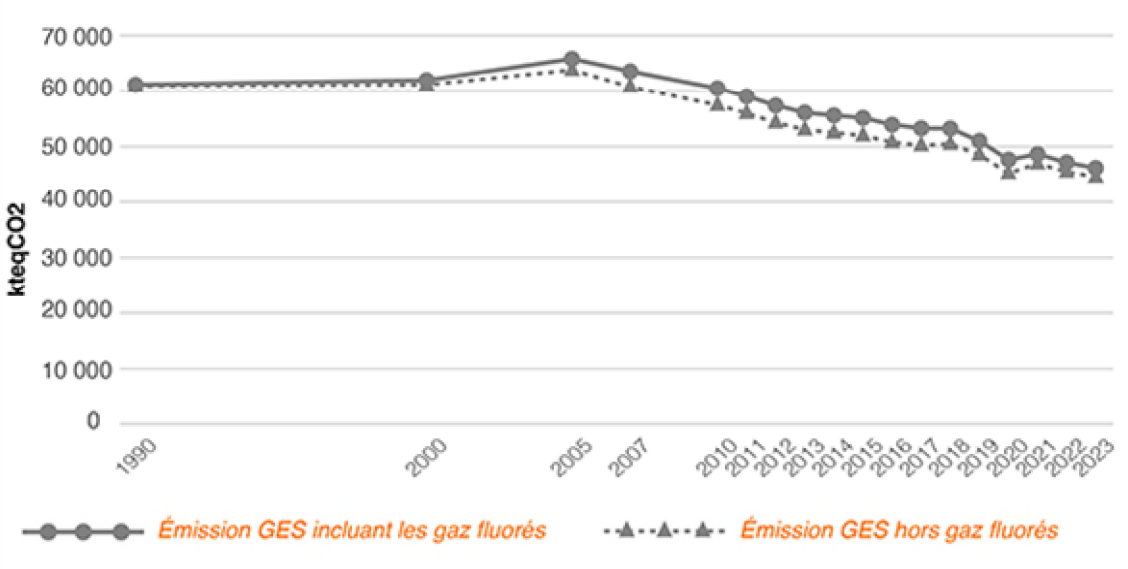
Sur la période 1990-2023, le PRG, hors UTCATF, a diminué de 30 %, soit une baisse de 167 Mt CO_2e. En incluant l'UTCATF, cette baisse représente 32 %, soit -169 Mt CO_2e. En termes d'évolution relative (en PRG) depuis 1990, l'augmentation des émissions de HFC est la plus importante (+ 101 % entre 1990 et 2023).

III.6.3.1.2 ÉMISSIONS DE GES A L'ECHELLE REGIONALE : REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES

Les 14 Observatoires régionaux des émissions de gaz à effet de serre (Oreges) produisent des inventaires territoriaux de GES selon des méthodologies cohérentes avec les inventaires nationaux. A l'échelle de la région Auvergne Rhône-Alpes, les émissions de gaz à effet de serre évaluées par le site internet ORCAE (Observatoire Régional Climat Air Energie) Auvergne-Rhône-Alpes, sont présentées dans le tableau suivant.

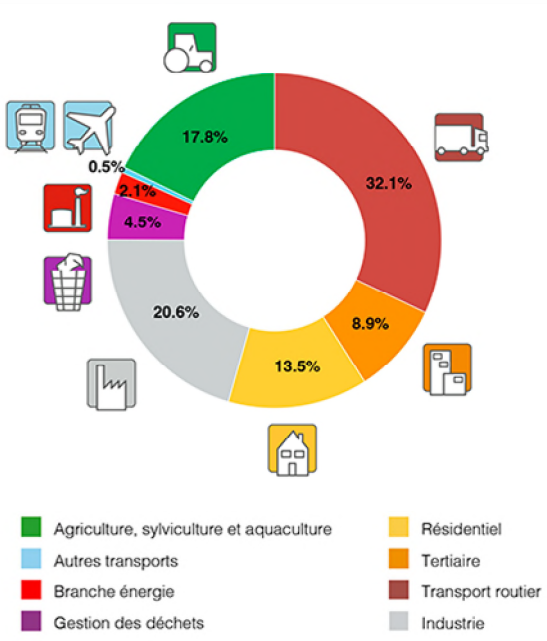
Les émissions de GES en Auvergne-Rhône-Alpes s'élèvent à 46 050 kteqCO_2 en 2023 (une baisse de 25% par rapport à 1990). Les émissions sont généralement en baisse depuis 2005.

Figure 50. Évolution des émissions de GES en Auvergne-Rhône-Alpes (Source : ORCAE)



La figure suivante reprend la répartition par secteur des émissions de GES en Auvergne-Rhône-Alpes en 2023.

Figure 51. Émissions de GES par secteur en 2023 en Auvergne-Rhône-Alpes (Source : ORCAE)



Les secteurs émettant le plus de GES dans la région sont les transports (33%) et l'usage des bâtiments résidentiels et tertiaires (22%). Les industries représentent 21% des émissions de GES de la région. Elles ont diminué de 34% entre 1990 et 2023.

III.6.3.1.3 ÉMISSIONS DE GES A L'ECHELLE LOCALE : METROPOLE DU GRAND LYON

D'après le bilan des émissions de gaz à effet de serre du territoire, réalisé en 2020 et présenté dans le PCAET du Grand Lyon, les émissions de gaz à effet de serre sont estimées à 7 692 000 tCO2e pour l'année 2017.

III.6.4 ODEURS

III.6.4.1 CONTEXTE OLFACTIF DANS L'ENVIRONNEMENT DU PROJET

De par la circulation automobile, les axes routiers inclus dans la zone d'étude sont à l'origine d'émissions de gaz d'échappement. Les infrastructures routières les plus proches du site sont les suivantes :

- la RD383 à 100 m à l'ouest ;
- l'A7 à 500 m au sud-ouest ;
- la rue Paul Descartes qui longe les limites de KEM ONE, à 300 m à l'est du site de DELTALYS ;
- la RD307 à 650 m au nord-est.

L'activité industrielle est également susceptible d'être à l'origine de nuisances olfactives. Pour mémoire, les installations classées soumises à autorisation à l'origine d'émissions atmosphériques et donc potentiellement sources de nuisances olfactives ont été recensées précédemment au sein du chapitre III.6.2.

III.6.5 ÉMISSIONS LUMINEUSES

En premier lieu, il convient de distinguer :

- l'ambiance lumineuse issue de la luminosité naturelle, c'est-à-dire le soleil le jour et la lumière de la lune et les étoiles la nuit,
- l'ambiance lumineuse introduite par une lumière dite « artificielle » issue de diverses sources lumineuses telles que les enseignes lumineuses des entreprises et l'éclairage public sur les routes et en ville.

III.6.5.1 AMBIANCE LUMINEUSE GENERALE

L'association AVEX propose des cartes de pollutions lumineuses pour l'Europe depuis 2012. Ce travail de cartographie a été commandé par la Commission Européenne dans le but d'estimer le taux d'artificialisation des sols. La carte ci-après représente ainsi l'ambiance lumineuse sur l'aire d'étude.

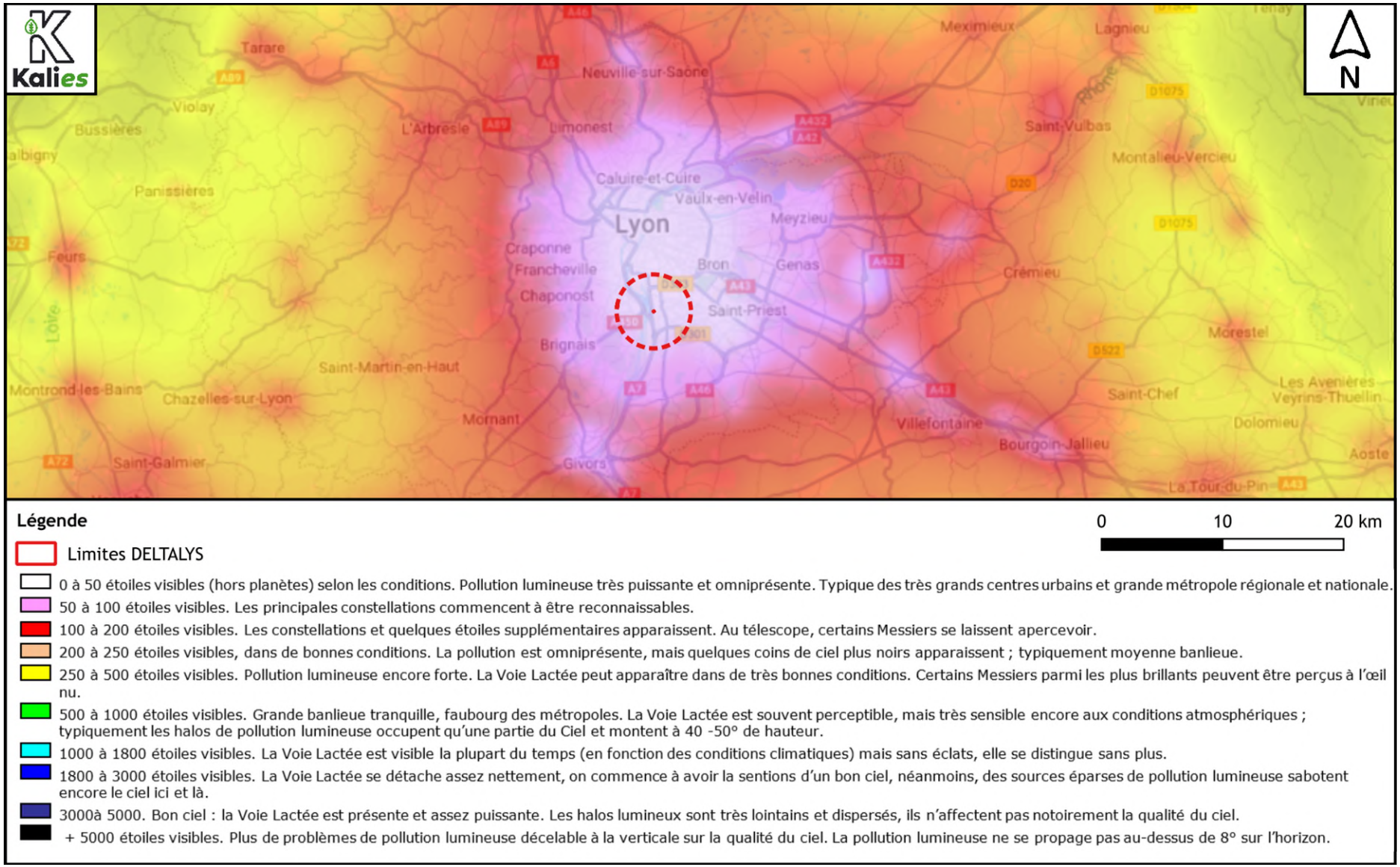
La société est implantée en milieu urbain sur la commune de Saint-Fons (69) à plus de 1 km du centre-ville de la commune. Les émissions lumineuses de la zone d'étude sont principalement constituées par l'éclairage public. Comme le montre la carte de pollution lumineuse ci-après, la commune de Saint-Fons est impactée notamment par la pollution lumineuse liée à la métropole de Lyon.

Le périmètre du projet ne se situe pas sur un site d'observation astronomique exceptionnel selon l'Arrêté du 27 décembre 2018 fixant la liste et le périmètre des sites d'observation astronomique exceptionnels en application de l'article R. 583-4 du code de l'environnement.

Enfin, le projet ne se trouve pas non plus dans :

- un espace classé par les décrets de création des parcs nationaux mentionnés aux articles L. 331-2 et R. 331-46,
- une réserve naturelle ou un périmètre de protection mentionnés aux articles L. 332-2 et L. 331-16,
- un parc naturel régional mentionné à l'article L. 333-1,
- un parc naturel marin mentionné à l'article L. 334-3,
- un site classé ou inscrit mentionné aux articles L. 341-1 et L. 341-2,
- un site Natura 2000 mentionné à l'article L. 414-1.

Figure 52. Carte de la pollution lumineuse autour du site



IV. ASPECTS PERTINENTS DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET LEUR EVOLUTION

L'objet du présent chapitre est de :

- décrire les aspects pertinents de l'état initial actuel de l'environnement,
- décrire leur évolution en cas de mise en œuvre du projet,
- donner un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet, dans la mesure où les changements naturels par rapport à l'état initial peuvent être évalués moyennant un effort raisonnable sur la base des informations environnementales et des connaissances scientifiques disponibles.

IV.1. DESCRIPTION DES ASPECTS PERTINENTS DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Pour chacun des compartiments étudiés au chapitre précédent, sont ici décrits les enjeux associés permettant ainsi d'appréhender les aspects pertinents de l'état initial. Le tableau suivant synthétise et hiérarchise les enjeux associés aux différentes thématiques de l'état initial.

À noter qu'un enjeu fort qualifie une thématique ayant une forte interaction avec le projet, sans forcément représenter une contrainte.

Niveaux d'enjeu :

Enjeu nul ou négligeable
Enjeu faible
Enjeu modéré
Enjeu fort

Tableau 36. Synthèse des enjeux de l'état initial de l'environnement du projet

Thème	Enjeux	Niveau
Milieu physique		
Topographie	Localisation au nord de la vallée du Rhône, sur un relief très peu marqué. Altitude moyenne d'environ 165 m NGF.	
Climat	Climat semi-continental. Pluviométrie de 820,8 mm/an en moyenne.	
Sol et sous-sol	Terrains du site sur alluvions fluviatiles modernes constitués de sables et de graviers. Nombreux sites pollués ou potentiellement pollués à proximité. Site où des travaux de dépollution ont été effectués.	

Thème	Enjeux	Niveau
Eaux souterraines	Zone d'étude située au niveau du bassin hydrographique Rhône-Méditerranée. Deux masses d'eau souterraines au droit du site DELTALYS : une masse d'eau de type alluvionnaire « Alluvion du Rhône agglomération lyonnaise et extension sud » (FRDG384) puis une masse d'eau à dominante sédimentaire « Miocène sous couverture Lyonnais et sud Dombes » (FRDG240). Bon état quantitatif pour les deux masses d'eau. Bon état chimique pour la masse d'eau FRDG240 mais non atteinte du bon état pour la masse d'eau FRDG384. Absence de captages AEP à proximité mais captages d'eau pour usage industriel (15 740 480 m^3 en 2022).	
Eaux superficielles	Rhône de Vernaison (FRDR2006a), situé à 200 m à l'ouest, non atteinte du bon état chimique en 2019 et absence d'information sur la qualité écologique. Le Rhône de la confluence Saône à la confluence Isère (FRDR2006), situé à 200 m à l'ouest, qualité chimique non atteinte en 2019 et état écologique moyen. Absence de captage d'eau potable mais nombreux captages industriels (7 335 313 m^3 d'eau consommés en 2022 pour cet usage). Pêche et baignade interdite dans le Rhône à proximité du site.	
Risques naturels	Inondation : site en zone verte du PPRi du Grand Lyon, secteur Rhône aval (remontée potentielle de nappe et réseau (hors zone inondée)). Remontée de nappe : zone potentiellement sujette aux débordements de nappe. Mouvements de terrain : commune de Saint-Fons non concernée par un PPRN lié aux mouvements de terrains. Glissement recensé à environ 400 m du site. Retrait-gonflement d'argile : aléa faible. Risque sismique de niveau 3 (modéré) sur 5. Potentiel radon : zone 1 (faible).	
Milieu naturel		
Zonages réglementaires et d'inventaire	Site d'étude concerné par aucun zonage. ZNIEFF de type 1 « Vieux-Rhône entre Pierre-Bénite et Grigny » 750 m au sud-ouest. ZNIEFF de type 2 « Ensemble fonctionnel formé par le moyen-Rhône et ses annexes fluviales » 150 m à l'ouest. ENS « Îles et lônes du Rhône aval » 600 m au sud-ouest.	
Zones humides	Site majoritairement localisé en zone à probabilité assez forte et dans une moindre mesure en zone à probabilité forte. Site entièrement imperméabilisé.	
Contexte forestier	Absence de forêt domaniale ou d'autre forêt publique. Alentours principalement constitués d'îlots de feuillus purs ou en mélange.	
Continuités écologiques	Site d'étude non concernée par les éléments de la trame verte et bleue.	
Habitats naturels, faune, flore	Aucun inventaire de terrain n'a été réalisé sur le site du fait de la nature de la zone (site localisé au sein d'une plateforme industrielle) et de l'absence de travaux (exploitation de bâtiments déjà existants).	

Thème	Enjeux	Niveau
Paysage et patrimoine		
Paysage	Site localisé au sein de la plateforme industrielle de la Vallée de la Chimie. Paysage urbanisé et industrialisé. Perceptions rapprochées limitées par les boisements au sud-ouest du site. Vues sur le site depuis la RD383.	
Patrimoine	Aire d'étude non concernée par un périmètre de protection de monument historique. Sites classés et inscrits situés à plus de 1,5 km de l'aire d'étude.	
Archéologie	Aucun site archéologique référencé situé à proximité de l'aire d'étude. Absence de Zone de Présomption de Prescriptions Archéologiques.	
Milieu humain		
Urbanisme	Site concerné par deux SUP : • PM1 : Servitudes résultant des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles et des Servitudes en zones submersibles. • PM3 : Servitudes relatives aux plans de prévention des risques technologiques.	
Population	Saint-Fons : 19 549 habitants, population en augmentation (+5,29% entre 2016 et 2022). Habitations les plus proches à 420 m à l'est du site. Établissement scolaire le plus proche à environ 600 m, établissement sanitaire le plus proche à 1,5 km, crèche la plus proche à environ 700 m et établissement sportif le plus proche à environ 400 m.	
Activités sociaux-économiques	Secteur majoritairement urbain et industriel : localisation au sein de la plateforme industrielle de la Vallée de la Chimie. 32 ICPE à enregistrement ou autorisation sur la commune de Saint-Fons. Aucune activité agricole sur la commune.	
Voies de communication et réseaux	Aire d'étude à proximité d'axes nationaux et départementaux (autoroute A7 à 500 m, RD383 à 100 m et RD307 à 650 m). 72 900 véhicules par jour au niveau de la RD383.	
Risques technologiques	PPRT associé à la plateforme industrielle de la Vallée de la Chimie. Le site de DELTALYS est concerné. Canalisations de gaz et d'hydrocarbure présentes à l'ouest de l'aire d'étude. Commune de Saint-Fons concernée par le risque de rupture de barrage (barrage de Vouglans).	
Cadre de vie		
Ambiance sonore et vibrations	Site affecté par le bruit de la RD383 (65 à 75 dbA) et par le bruit ferroviaire (60 à 70 dbA). Site en zone industrielle bruyante (70 à 75 dbA). Vibrations d'origine routière et industrielle.	
Air	NO_2 et PM_{10} mesurés à des concentrations inférieures aux limites de qualité. $PM_{2,5}$ au-dessus de l'objectif de qualité. Nombreuses industries émettrices de polluants atmosphériques recensées sur le registre E-PRTR.	
Émissions de GES	Émissions de GES en région AURA en baisse depuis 2005. 46 050 kteqCO2 émis en 2023 principalement dus au transport (32,1% des émissions). Émissions du Grand Lyon s'élevant à 7 692 000 tCO2e en 2017.	
Odeurs	Nuisances olfactives d'origine routière et industrielle.	

Thème	Enjeux	Niveau
Ambiance lumineuse	Ambiance lumineuse forte, sous influence de Lyon.	

IV.2. ÉVOLUTION PROBABLE DE L'ENVIRONNEMENT SANS LE PROJET ET AVEC LE PROJET

Conformément à l'article R.122-5 du Code de l'Environnement, l'étude d'impact doit présenter :« *Une description des aspects pertinents de l'état initial de l'environnement, et de leur évolution en cas de mise en œuvre du projet ainsi qu'un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet, dans la mesure où les changements naturels par rapport à l'état initial de l'environnement peuvent être évalués moyennant un effort raisonnable sur la base des informations environnementales et des connaissances scientifiques disponibles* ».

Dans le cadre de cette étude, les aspects pertinents de l'état initial de l'environnement ont été décrits précédemment. Le présent chapitre a donc pour objet de donner un aperçu de l'évolution probable de chaque thématique en l'absence du projet et de leur évolution avec le projet.

La démarche proposée consiste à examiner les différents aspects de l'environnement au regard de la nature du projet, de manière à identifier ceux qui sont susceptibles de connaître des modifications, et le cas échéant l'ampleur des modifications attendues. Il s'agit d'une approche **qualitative** basée sur la connaissance du projet. L'évaluation détaillée des impacts est présentée dans le chapitre V relatif aux incidences notables du projet sur l'environnement.

Les éléments de ce chapitre sont présentés sous la forme d'un tableau de synthèse comportant les colonnes suivantes :

- thèmes,
- état initial de l'environnement,
- évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet,
- évolution probable de l'environnement avec la mise en œuvre du projet.

Le tableau est présenté en page suivante :

Tableau 37. Évolution prévisible de l'environnement sans le projet et avec le projet

Thèmes	État initial de l'environnement	Évolution probable de l'état initial	
		Sans mise en œuvre du projet	Avec mise en œuvre du projet
Topographie	Localisation au nord de la vallée du Rhône, sur un relief très peu marqué. Altitude moyenne d'environ 165 m NGF.	La zone est non côtière et l'évolution topographique du site n'est perceptible qu'à une échelle de temps extrêmement longue.	Aucuns travaux ne sont prévus. L'exploitation du site n'aura pas d'impact sur la topographie globale du site.
Climat	Climat semi-continental. Pluviométrie de 820,8 mm/an en moyenne.	Du fait du changement climatique, il est envisagé que, dans un horizon proche (2021-2050) le climat évoluera de la manière suivante : hausse des températures moyennes entre 0,6 et 1,3°C, augmentation du nombre de jours de vagues de chaleur en été, diminution du nombre de jours anormalement froids en hiver sur l'ensemble de la France métropolitaine.	Les activités du site génèrent des GES (responsable de l'accélération des changements climatiques) pendant son fonctionnement.
Sols et sous-sols	Terrains du site sur alluvions fluviatiles modernes constitués de sables et de graviers. Nombreux sites pollués ou potentiellement pollués à proximité.	L'échelle de temps de l'évolution naturelle du sous-sol est extrêmement longue, et cette évolution n'est pas susceptible d'être perçue à nos échelles. La qualité des sols dépend directement de l'usage du site. Le site était dédié à un usage industriel et a fait l'objet de travaux de dépollution. Les restrictions d'usage liées à la réhabilitation du site pourraient conduire à l'installation d'une nouvelle industrie qui potentiellement remanierait les premiers mètres du sous-sol.	Compte-tenu des mouvements de terre très mineurs lors de l'exploitation, les évolutions naturelles et sur des périodes très longues ne sont pas influencées par la réalisation ou non du projet. Il n'est pas prévu de phase travaux.

Thèmes	État initial de l'environnement	Évolution probable de l'état initial	
		Sans mise en œuvre du projet	Avec mise en œuvre du projet
Eaux souterraines	Zone d'étude située au niveau du bassin hydrographique Rhône-Méditerranée. Deux masses d'eau souterraines au droit du site DELTALYS : une masse d'eau de type alluvionnaire « Alluvion du Rhône agglomération lyonnaise et extension sud » (FRDG384) puis une masse d'eau à dominante sédimentaire « Miocène sous couverture Lyonnais et sud Dombes » (FRDG240). Bon état quantitatif pour les deux masses d'eau. Bon état chimique pour la masse d'eau FRDG240 mais non atteinte du bon état pour la masse d'eau FRDG384. Absence de captages AEP à proximité mais captages d'eau pour usage industriel (15 740 480 m^3 en 2022).	À l'échelle de la France, les ressources en eau souterraine, devraient sensiblement diminuer à l'horizon 2070. Une industrie pourrait aussi être à l'origine d'effluents polluants.	Le projet est susceptible d'être à l'origine de consommations supplémentaires d'eaux souterraines par rapport à la situation actuelle.
Eaux superficielles	Rhône de Vernaison (FRDR2006a), situé à 200 m à l'ouest, non atteinte du bon état chimique en 2019 et absence d'information sur la qualité écologique. Le Rhône de la confluence Saône à la confluence Isère (FRDR2006), situé à 200 m à l'ouest, qualité chimique non atteinte en 2019 et état écologique moyen. Absence de captage d'eau potable mais nombreux captages industriels (7 335 313 m^3 d'eau consommés en 2022 pour cet usage). Pêche et baignade interdite dans le Rhône à proximité du site.	La baisse des niveaux de nappe liée à l'augmentation des températures entrainera la baisse des niveaux des débits d'étiage des cours d'eau associés. L'installation d'une nouvelle industrie sur le site pourrait être à l'origine de rejets polluants ou de prélèvements dans les eaux de surface.	Le projet est susceptible d'être à l'origine d'impacts sur l'évolution naturelle de la quantité et de la qualité des cours d'eau à proximité du site.

Thèmes	État initial de l'environnement	Évolution probable de l'état initial	
		Sans mise en œuvre du projet	Avec mise en œuvre du projet
Risques naturels	Inondation : site en zone verte du PPRi du Grand Lyon, secteur Rhône aval (remontée potentielle de nappe et réseau (hors zone inondée)). Remontée de nappe : zone potentiellement sujette aux débordements de nappe. Mouvements de terrain : commune de Saint-Fons non concernée par un PPRN lié aux mouvements de terrains. Glissement recensé à environ 400 m du site. Retrait-gonflement d'argile : aléa faible. Risque sismique de niveau 3 (modéré) sur 5. Potentiel radon : zone 1 (faible).	Les données scientifiques sont encore insuffisantes pour prédire une évolution des risques d'inondation par le Rhône liée au changement climatique.	Le projet ne prévoit pas d'imperméabilisation supplémentaire. Le risque sismique n'est pas suffisamment élevé pour être considéré.

Thèmes	État initial de l'environnement	Évolution probable de l'état initial	
		Sans mise en œuvre du projet	Avec mise en œuvre du projet
Milieu naturel	Site d'étude concerné par aucun zonage. ZNIEFF de type 1 « Vieux-Rhône entre Pierre-Bénite et Grigny » 750 m au sud-ouest. ZNIEFF de type 2 « Ensemble fonctionnel formé par le moyen-Rhône et ses annexes fluviales » 150 m à l'ouest. ENS « Îles et lônes du Rhône aval » 600 m au sud-ouest. Site majoritairement localisé en zone à probabilité assez forte et dans une moindre mesure en zone à probabilité forte. Site entièrement imperméabilisé. Absence de forêt domaniale ou d'autre forêt publique. Alentours principalement constitués d'îlots de feuillus purs ou en mélange. Site d'étude non concernée par les éléments de la trame verte et bleue. Aucun inventaire de terrain n'a été réalisé sur le site du fait de la nature de la zone (site localisé au sein d'une plateforme industrielle) et de l'absence de travaux (exploitation de bâtiments déjà existants).	Au vu de la croissance démographique des communes et des activités recensées, on peut prévoir une croissance des activités économiques. L'implantation d'industries sur la zone pourrait avoir des conséquences sur la qualité du milieu naturel.	Le projet est localisé au sein d'une plateforme industrielle et exploite des bâtiments déjà existants. Aucuns travaux ne seront réalisés. Le projet ne sera donc pas susceptible de contribuer à des phénomènes de pertes de biodiversité ou de destruction d'espèce.

Thèmes	État initial de l'environnement	Évolution probable de l'état initial	
		Sans mise en œuvre du projet	Avec mise en œuvre du projet
Paysage et patrimoine	Site localisé au sein de la plateforme industrielle de la Vallée de la Chimie. Paysage urbanisé et industrialisé. Perceptions rapprochées limitées par les boisements au sud-ouest du site. Vues sur le site depuis la RD383. Aire d'étude non concernée par un périmètre de protection de monument historique. Sites classés et inscrits situés à plus de 1,5 km de l'aire d'étude. Aucun site archéologique référencé situé à proximité de l'aire d'étude. Absence de Zone de Présomption de Prescriptions Archéologiques.	Dans le secteur d'étude, l'évolution du paysage est essentiellement liée à l'évolution des pratiques industrielles et à l'urbanisation croissante (résidentialisation).	Aucune nouvelle construction n'est prévue dans le cadre du projet. Le paysage ne sera donc pas modifié.
Milieu humain	Démographie en augmentation. Secteur majoritairement urbain et industriel : localisation au sein de la plateforme industrielle de la Vallée de la Chimie. 32 ICPE à enregistrement ou autorisation sur la commune de Saint-Fons. Aucune activité agricole sur la commune.	Au vu de la croissance démographique des communes, les municipalités souhaitent maîtriser ces évolutions et créer des cœurs de villes. Une croissance des activités économiques peut également être prévue. Le site, faisant l'objet de restrictions d'usage liées à la pollution des sols par ses anciennes activités industrielle, n'aura pas vocation à être urbanisé pour des logements.	La mise en place du projet n'aura que peu d'influence sur les tissus économiques et industriels en présence. Le projet prévoit l'emploi de 5 à 10 ETP supplémentaires.
Risques technologiques	PPRT associé à la plateforme industrielle de la Vallée de la Chimie. Le site de DELTALYS est concerné. Canalisations de gaz et d'hydrocarbure présentes à l'ouest de l'aire d'étude. Commune de Saint-Fons concernée par le risque de rupture de barrage (barrage de Vouglans).	Le site est déjà existant, les risques technologiques sont maitrisés.	Le projet n'engendrera pas de transport de matières dangereuses. Si les nouveaux procédés et l'intensification des flux de production conduit à une hausse du risque technologique par rapport à l'existant, celui-ci demeurera toutefois sous contrôle. Cette évolution est analysée dans le cadre de l'étude de dangers intégrée au présent dossier d'autorisation.

Thèmes	État initial de l'environnement	Évolution probable de l'état initial	
		Sans mise en œuvre du projet	Avec mise en œuvre du projet
Cadre de vie	Site affecté par le bruit de la RD383 et par le bruit ferroviaire. Site en zone industrielle bruyante. Vibrations d'origine routière et industrielle. NO_2 et PM_{10} mesurés à des concentrations inférieures aux limites de qualité. $PM_{2,5}$ au-dessus de l'objectif de qualité. Nombreuses industries émettrices de polluants atmosphériques recensées sur le registre E-PRTR. Émissions de GES en région AURA en baisse depuis 2005. 46 050 kteqCO2 émis en 2023 principalement dus au transport (32,1% des émissions). Émissions du Grand Lyon s'élevant à 7 692 000 tCO2e en 2017. Nuisances olfactives d'origine routière et industrielle. Ambiance lumineuse forte, sous influence de Lyon.	La tendance d'évolution du cadre de vie du secteur devrait être stable voire dégradée en cas d'implantation d'une nouvelle activité industrielle (conséquences sur la qualité du cadre de vie, la qualité de l'air, les nuisances sonore…).	Le projet aura une incidence sur l'évolution actuelle du trafic en phase d'exploitation. Des impacts sont également attendus sur la qualité de l'air et l'ambiance sonore. Le projet n'a aucune incidence significative sur l'ambiance lumineuse ou olfactive.

V. INCIDENCES NOTABLES DU PROJET ET MESURES ASSOCIEES

V.1. DEMARCHE GENERALE D'EVALUATION DES INCIDENCES ET DE DEFINITION DES MESURES

Le présent chapitre décrit et caractérise les incidences du projet sur les différents milieux identifiés dans la description des facteurs susceptibles d'être affectés par le projet. Comme prévu à l'article R.122-5 du Code de l'environnement, cette analyse des incidences du projet porte sur les **effets directs et indirects, cumulatifs, transfrontaliers, à court, moyen et long termes, permanents et temporaires, positifs et négatifs.**

Les **incidences brutes** du projet sont évaluées en tenant compte des **mesures de conception et d'évitement préliminaires**, notamment au regard de la réglementation en vigueur (Meilleures Techniques Disponibles, arrêtés ministériels de prescriptions générales[3]…) ou déjà mises en œuvre au sein de l'installation actuelle.

Seules les incidences **en phase d'exploitation** ont été traitées puisqu'**aucuns travaux significatifs ne sont prévus** dans le cadre de la mise en place du projet de la société DELTALYS (voir chapitre II).

Sur la base de cette analyse, les **mesures complémentaires, visant à Éviter, Réduire, voire Compenser** les incidences brutes du projet (séquence « ERC ») que le maître d'ouvrage s'engage à mettre en œuvre, sont détaillées dans des encadrés spécifiques pour chaque thématique étudiée.

L'incidence résiduelle suite à la phase « ERC » est alors qualifiée. En cas d'incidence non significative[4], la séquence « ERC » s'interrompt. Dans le cas contraire, des mesures de compensation sont développées, conformément aux principes de la séquence ERC.

Afin d'optimiser la mise en œuvre de cette séquence, le CGDD (Commissariat Général au Développement Durable) a publié en janvier 2018 un guide d'aide à la définition des mesures ERC. Celui-ci propose une classification nationale des mesures ERC. Le présent chapitre reprend ce système de classification pour chacune des mesures définies.

Par ailleurs, des mesures d'accompagnement et des modalités de suivi pourront au besoin être présentées selon les thématiques.

La méthodologie mise en œuvre est présentée plus en détail dans le chapitre XI « Description des méthodes utilisées ».

Il est à noter que le coût de mise en œuvre des mesures est présenté au chapitre VI.

[3] Le guide d'aide à la définition des mesures ERC publié en janvier 2018 précise qu' « *une mesure ERC prise au titre d'un APG [Arrêté de Prescriptions Générales] entre ainsi dans le cadre de la présente classification ERC :*
- via la sous-catégorie « respect des prescriptions d'un APG (à préciser) » proposée pour toutes les catégories de mesures E, R ou C s'il s'agit uniquement d'une mesure mise en œuvre dans le cadre d'un APG ;
- via une autre catégorie de mesure si elle va au-delà des seuils ou des exigences fixés par un APG. »

[4] La terminologie utilisée diffère en fonction des procédures concernées : l'article R122-5 utilise l'expression « effets négatifs notables » (pour les études d'impact et évaluations environnementales, l'article R.214-32 4° utilise l'expression « s'il y a lieu » (pour les dossiers « loi sur l'eau ») et l'article R.414-23 utilise l'expression « effets significatifs dommageables » (pour les évaluations des incidences « Natura 2000 »). La doctrine de 2012 utilise la notion « d'impacts résiduels significatifs ». La terminologie « incidence résiduelle » sera reprise dans la présente étude d'impact.

V.2. MILIEU PHYSIQUE

V.2.1 TOPOGRAPHIE

Le projet ne prévoit pas d'extension. Aucuns travaux ne sont prévus. En phase d'exploitation, le projet n'entrainera pas d'incidence sur la topographie.

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

Sans objet.

Incidence brute

⇨ **Incidence brute nulle**

V.2.2 SOL ET SOUS-SOL

Les risques de pollution identifiés en phase d'exploitation sont liés à la présence d'engin de transport et au stockage de produits potentiellement polluants.

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

Tableau 38. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – sol et sous-sol

E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d Autre : Étanchéité des aires d'activités**
Étanchéité des voiries, des zones d'activité, des zones de réception et d'expédition (chargement et déchargement).				
Modalités de suivi : Surveillance quotidienne de l'exploitation et maintenance préventive.				
E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d Autre : Confinement des eaux d'extinction d'incendie**
En cas d'incendie, les eaux d'extinction seront dirigées vers une fosse de décantation sur le site de KEM ONE de 3 000 m^3. Le volume disponible est suffisant pour recueillir l'ensemble des eaux.				
Modalités de suivi : Vérification périodique des dispositifs de confinement.				

Incidence brute

Compte tenu des mesures préliminaires énoncées ci-dessus, l'incidence brute peut être considérée comme non significative.

En l'absence d'incidence significative, aucune mesure particulière n'est envisagée.

⇨ **Incidence brute non significative.**

V.2.3 EAUX SOUTERRAINES

V.2.3.1 INCIDENCE QUALITATIVE

Les produits et installations utilisés dans le cadre du projet de DELTALYS ne présentent pas de risques particuliers de pollution des sols, pouvant dès lors atteindre les eaux souterraines.

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

Tableau 39. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – eaux souterraines - incidence qualitative

E1. Évitement amont				
E	R	C	A	E1.1d. Autres : Étanchéité de certaines aires d'activité
Étanchéité des voiries et des zones d'activité.				
Modalités de suivi : Surveillance quotidienne de l'exploitation et maintenance préventive. Surveillance des eaux souterraines.				
E1. Évitement amont				
E	R	C	A	E1.1d. Autres : Surveillance / Maintenance préventive
Visant les installations pouvant être à l'origine d'une fuite. Une maintenance préventive est déployée sur l'ensemble du site.				
Modalités de suivi : Cahier des charges de la surveillance / maintenance préventive				
E1. Évitement amont				
E	R	C	A	E1.1d. Autres : Confinement des eaux d'extinction d'incendie
En cas d'incendie, les eaux d'extinction seront dirigées vers une fosse de décantation de 3 000 m^3. Le volume disponible est suffisant pour recueillir l'ensemble des eaux.				
Modalités de suivi : Vérification périodique des dispositifs de confinement.				

Incidence brute

Compte tenu des mesures préliminaires énoncées ci-dessus, l'incidence brute peut être considérée comme non significative.

En l'absence d'incidence significative, aucune mesure particulière n'est envisagée.

⇨ **Incidence brute non significative.**

V.2.3.2 INCIDENCE QUANTITATIVE

La consommation en eau potable sera augmentée d'environ 20% pour atteindre 100 m^3 du fait de l'embauche de nouveaux salariés.

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

Tableau 40. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – eaux souterraines - incidence quantitative

E1. Evitement amont				
E	R	C	A	E1.1d Autre : Surveillance des fuites

La surveillance des fuites d'eau s'avère indispensable car toute perte d'eau chronique peut occasionner des coûts importants pour l'entreprise et donc une perte de rentabilité.
Modalités de suivi : Suivi de la consommation en eau

Incidence brute

Au vu des modifications apportés par le projet, l'incidence brute peut être qualifiée de faible, directe, permanente et à court terme.

L'incidence étant faible, aucune mesure d'évitement, de réduction ou de compensation ne semble nécessaire.

⇨ **Incidence brute faible.**

V.2.4 EAUX SUPERFICIELLES

V.2.4.1 INCIDENCE QUALITATIVE

En exploitation, les eaux pluviales et les eaux domestiques de DELTALYS sont envoyées vers le réseau d'assainissement de KEM ONE dont le rejet est effectué dans le Rhône.

Selon l'annexe 4 du guide technique relatif aux modalités de prise en compte des objectifs de la directive cadre sur l'eau (DCE) en police de l'eau IOTA/ICPE, la comptabilité du projet avec les objectifs DCE doit être réalisée pour les rejets d'eaux usées industrielles ou domestiques des ICPE soumises à autorisation, non raccordées à une station d'épuration urbaine, directement dans le milieu naturel.

Bien que les rejets au milieu naturel de DELTALYS seront des rejets d'eaux sanitaires et pluviales, en application de la doctrine, un calcul de l'incidence du rejet **des eaux sanitaires** vers le milieu récepteur (le Rhône) est établi sur la base des données suivantes :

- La qualité d'eau attendue des rejets d'eau sanitaire de DELTALYS, indiquée dans la partie II.4.1.2.2 ;
- La qualité de la masse d'eau « FRDR2006 : Le Rhône de la confluence Saône à la confluence Isère » (moyenne des données Agence de l'eau sur plusieurs années représentatives ou mesure ponctuelle en l'absence de données) ;
- Le débit d'étiage (QMNA5) sur le Rhône, soit 261 m^3/s (donnée HydroPortail sur la station « Le Rhône à Lyon – Perrache-CNR » (V300 0020 02) en amont du site mais également en amont de la confluence entre le Rhône et la Saône) ;
- Le flux rejeté en amont.

L'annexe 2 du guide technique relatif aux modalités de prise en compte des objectifs de la directive cadre sur l'eau (DCE) en police de l'eau IOTA/ICPE précise les éléments à utiliser pour caractériser les masses d'eau en vue de l'évaluation de la compatibilité d'un projet avec les objectifs d'état des masses d'eau.

Cette annexe indique qu'en premier lieu les données à prendre en compte sont les résultats des réseaux de surveillance ou des données complémentaires disponibles localement. Pour le calcul de l'incidence du rejet des eaux de DELTALYS vers le milieu récepteur, il a donc été pris en compte les

résultats de la station de mesures la plus proche « RHONE A LYON » (6093050). Cette station est située à 4,3 km au nord du site, en amont du point de rejet dans le Rhône, conformément au sens d'écoulement du fleuve.

Les concentrations retenues sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 41. Concentrations retenues en amont du point de rejet (source : Naïades)

Paramètre	Concentration retenue	Période de mesure	Station de mesure
MES	33 mg/L	Moyenne entre 2023 et 2025	RHONE A LYON
DCO	23 mg(O_2)/L	Moyenne entre 2023 et 2025	RHONE A LYON
DBO5	0,74 mg(O_2)/L	Moyenne entre 2023 et 2025	RHONE A LYON
Azote Kjeldahl (NTK)	0,50 mg(N)/L	Moyenne entre 2023 et 2025	RHONE A LYON
Phosphore total	0,04 mg(P)/L	Moyenne entre 2023 et 2025	RHONE A LYON

Sur ces hypothèses, une vérification du respect des principes de la doctrine ICPE selon laquelle le flux estimé dans le milieu additionné au flux de l'ICPE contributrice (ici seulement les eaux sanitaires) ne doit pas dépasser le flux limite acceptable dans le milieu est présenté ci-après.

Le tableau en page suivante présente le calcul d'acceptabilité des rejets d'eau sanitaire dans la masse d'eau superficielle « FRDR2006 : Le Rhône de la confluence Saône à la confluence Isère », pour l'atteinte du bon état chimique et écologique. Les normes de qualité environnementales sont issues de deux sources :

- Pour les paramètres DBO5 et phosphore total, l'arrêté du 25 juillet 2015 modifiant l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface ;
- Pour les paramètres MES, DCO et azote Kjeldahl, l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualités des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine fixe des normes environnementales.

Tableau 42. Calculs d'acceptabilité des rejets d'eau sanitaire au milieu naturel selon la doctrine ICPE

	Amont (milieu naturel - données stations)			Contributeur DELTALYS	Aval (Amont + Contributeur)	Calculs sur norme environnementale		Compatibilité	
Paramètres	**Camont (mg/L)**	**Qamont (m^3/j)**	**Famont (kg/j)**	**Fcontributeur (kg/j)**	**Faval (kg/j)**	**Concentration relative à l'atteinte du bon état – NQE* (mg/L)**	**F limite acceptable (kg/j)**	**% flux aval /flux acceptable**	**Compatibilité**
MES	33	22 550 400	744 163	2,475	744 166	25	563 760	132	Non
DCO	23		518 659	3,85	518 663	6	135 302	383	Non
DBO5	0,74		16 687	1,65	16 689	30	676 512	2	Oui
Azote*	0,50		11 275	0,4125	11 276	2	45 101	25	Non
Phosphore	0,04		902	0,11	902	0,2	4 510	20	Non

* La mesure réalisée dans le milieu naturel et la NQE concernent l'azote Kjeldahl tandis que le rejet de DELTALYS correspond à l'azote total.

Avec :

- Concentration amont (Camont) = moyenne des concentrations relevées sur 3 années représentatives sur la station « RHONE A LYON » ;
- Débit amont (Qamont) = QMNA5 sur la masse d'eau ;
- Flux amont (Famont) = Camont * Qamont ;
- Flux contributeur (Fcontributeur) = flux estimé sur la base de l'effectif du site (rejets d'eaux sanitaires seulement) ;
- Flux aval (Faval) = Festimé + Fcontributeur ;
- Flux limite acceptable = Qamont x concentration relative à l'atteinte du bon état – NQE.

Seul le flux estimé en DBO5 dans la configuration future, est compatible avec les objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE). Les autres paramètres restent incompatibles avec ces objectifs. Cette incompatibilité s'explique par le caractère déjà dégradé du milieu récepteur, comme l'indique la concentration mesurée à la station de référence.

Pour rappel, la masse d'eau « FRDR2006 : Le Rhône de la confluence Saône à la confluence Isère » est classée en état moyen dans le cadre du SDAGE 2022-2027, ce qui limite fortement sa capacité d'absorption des flux polluants. Cette masse d'eau est par ailleurs reconnue comme fortement modifiée en raison de ses usages spécifiques (navigation, canalisation), et fait ainsi l'objet d'un Objectif Moins Strict (OMS) à l'horizon 2027. Cet objectif vise non pas l'atteinte du bon état écologique, mais la stabilisation de l'état actuel du milieu, compte tenu des contraintes techniques et des usages existants.

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

Sans objet.

Incidence brute

Au regard de l'étude d'acceptabilité présentée ci-dessus et compte tenu du caractère déjà dégradé du milieu récepteur, l'incidence du site de DELTALYS sur les eaux superficielles peut être qualifiée de moyenne, directe, permanente et à court terme.

⇨ **Incidence brute moyenne.**

Démarche ERC

Tableau 43. Démarche ERC – eaux superficielles - incidence qualitative

R2. Réduction technique				
E	R	C	A	R2.2q Dispositif de gestion et traitement des eaux pluviales et des émissions polluantes
DELTALYS fera partie de la mise en conformité de KEM ONE de ses réseaux.				
Modalités de suivi : /				

Incidence résiduelle

Ainsi, l'incidence résiduelle est significative et peut-être qualifiée de faible, directe, permanente et à court terme.

⇨ **Incidence résiduelle faible.**

V.2.4.2 INCIDENCE QUANTITATIVE

La consommation en eaux de surface sera augmentée d'environ 40% pour atteindre 350 m^3 du fait de l'augmentation des capacités de production.

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

Tableau 44. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – eaux souterraines - incidence quantitative

E1. Evitement amont				
E	R	C	A	E1.1d Autre : Surveillance des fuites
La surveillance des fuites d'eau s'avère indispensable car toute perte d'eau chronique peut occasionner des coûts importants pour l'entreprise et donc une perte de rentabilité.				
Modalités de suivi : Suivi de la consommation en eau				

Incidence brute

Au vu des modifications apportés par le projet, l'incidence brute peut être qualifiée de faible, directe, permanente et à court terme.

L'incidence étant faible, aucune mesure d'évitement, de réduction ou de compensation ne semble nécessaire.

⇨ **Incidence brute faible.**

V.2.5 RISQUES NATURELS

Le site est potentiellement sujet aux inondations par débordements de nappe. Le site est déjà imperméabilisé et ne nécessite pas d'imperméabilisation supplémentaire.

Le risque sismique est modéré.

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

Tableau 45. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – risques naturels

E1. Évitement amont				
E	R	C	A	**E1.1d. Autres : Respect des normes constructives**
Les installations seront conformes aux règles en vigueur lors de leur réalisation.				
Modalités de suivi : Inspection et entretien des installations				

Incidence brute

Au vu du respect des normes constructives, l'incidence brute est non significative.

En l'absence d'incidence significative, aucune mesure particulière n'est envisagée.

⇨ **Incidence brute non significative.**

V.3. MILIEU NATUREL

V.3.1 NATURA 2000

Le régime d'évaluation des incidences Natura 2000 est la traduction en droit français de l'article 6 de la directive « habitats, faune, flore ». Il représente le volet réglementaire de la politique

Natura 2000 et vise à assurer l'équilibre entre préservation de la biodiversité et activités humaines. Son principe est de vérifier que les projets analysés ne portent pas atteinte à l'état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire ayant motivé la désignation d'un site Natura 2000 ou de redéfinir les projets de manière à éviter de telles atteintes. Dans les cas où un effet significatif dommageable pour ces habitats et espèces est possible et ne peut être évité, l'autorité décisionnaire doit s'opposer au projet (sauf projets d'intérêt public majeur et sous certaines conditions strictes).

Pour rappel, les sites NATURA 2000 les plus proches du site sont les suivants :

Tableau 46. Sites Natura 2000 les plus proches du projet

Type	Identifiant national	Nom	Surface totale	Distance de la zone d'étude
ZSC	FR8201785	Pelouses, milieux alluviaux et aquatiques de l'Ile de Miribel-Jonage	3 000 ha	10 km au nord-est
ZSC	FR8201727	L'Isle Crémieu	41 025 ha	25 km à l'est

V.3.1.1 ÉVALUATION DES INCIDENCES SUR LES ESPECES ET HABITATS D'INTERET COMMUNAUTAIRE

Au total, 47 espèces et 41 habitats d'intérêt communautaire inscrits à l'annexe II de la Directive Habitats sont présents sur l'ensemble des deux sites Natura 2000 listés précédemment. Ils sont repris ci-après :

- 28 habitats (dont 8 habitats prioritaires) sur la ZSC « L'Isle Crémieu » ;
- 35 espèces (12 mammifères, 1 reptile, 2 amphibiens, 4 poissons, 1 crustacé, 2 coléoptères, 6 lépidoptères, 2 odonates, 2 mollusques, 3 espèces végétales) sur la ZSC « L'Isle Crémieu » ;
- 13 habitats sur la ZSC « Pelouses, milieux alluviaux et aquatiques de l'Ile de Miribel-Jonage » ;
- 12 espèces (3 insectes, 6 poissons, 3 mammifères) sur la ZSC « Pelouses, milieux alluviaux et aquatiques de l'Ile de Miribel-Jonage ».

Au vu de la distance séparant les ZSC de la zone projet ainsi que de la nature du projet et de l'absence de destruction ou de détérioration d'habitats, les populations présentes sur les différents sites Natura 2000 ne seront pas menacées par le projet.

À noter que la ZSC « L'Isle Crémieu » comporte des espèces communautaires aquatiques. Bien que le projet induise des rejets aqueux, ces derniers n'auront pas de connexion hydrologique avec les sites Natura 2000 étudiés et n'auront donc pas d'impact sur ces espèces protégées.

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

Sans objet.

Incidence brute

L'incidence brute est considérée comme non significative.

En l'absence d'incidence significative, aucune mesure particulière n'est envisagée.

⇨ **Incidence brute non significative.**

V.3.1.2 ÉVALUATION DES INCIDENCES VIS-A-VIS DES ORIENTATIONS DE GESTION/CONSERVATION DEFINIS DANS LE DOCOB

Les Documents d'Objectifs sont portés par les départements du Rhône pour la ZSC « Pelouses, milieux alluviaux et aquatiques de l'Ile de Miribel-Jonage » et de l'Isère pour la ZSC « L'Isle Crémieu ».

Les objectifs de développement durable concernent essentiellement la conservation des habitats. Par exemple, il est défini des objectifs tels que « privilégier l'utilisation d'essences indigènes », « limiter les traitements phytosanitaires », « Prise en compte des habitats et espèces dans les travaux affectant le site ».

Étant donné la distance du projet vis-à-vis des sites Natura 2000 les plus proches ainsi que l'absence de connexion entre les activités du site et ces sites, nous considérons que le projet ne remet pas directement en cause les objectifs de gestion durable associés aux sites Natura 2000.

Pour rappel, aucuns travaux extérieurs (artificialisation des sols, changements des façades…) ne sera effectué dans le cadre du projet, donc aucune consommation ou détérioration des espaces naturels n'aura lieu.

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

Sans objet.

Incidence brute

L'incidence brute est considérée comme non significative.

En l'absence d'incidence significative, aucune mesure particulière n'est envisagée.

⇨ **Incidence brute non significative.**

V.3.2 FAUNE / FLORE / HABITATS NATURELS

Compte tenu des modifications apportées par le projet, la faune, la flore ainsi que les habitats ne seront pas significativement impactés. Le projet est localisé au sein d'une plateforme industrielle et d'un site déjà en exploitation.

Pour rappel, aucuns travaux extérieurs (artificialisation des sols, changements des façades…) ne sera effectué dans le cadre du projet, donc aucune consommation ou détérioration des espaces naturels n'aura lieu.

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d. Autres : Éclairages dirigés vers le sol**
Les spots en façade sont dirigés vers le sol afin de limiter la diffusion des émissions lumineuses dans l'environnement.				
Modalités de suivi : Mesure de conception technique ne faisant pas l'objet d'un suivi.				
E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d. Autres : Éclairages à détection de présence**
Les spots en façade ne s'allument qu'en cas de détection de présence afin de limiter les durées d'éclairages.				
Modalités de suivi : Mesure de conception technique ne faisant pas l'objet d'un suivi.				

E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d. Autres : Conservation des espaces verts**
L'entretien des espaces verts sera confié à un prestataire respectant les règles environnementales.				
Modalités de suivi : /				
E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d. Autres : Limitation de la vitesse de circulation**
La vitesse de circulation sur le site est limitée à 30 km/h.				
Modalités de suivi : /				

Incidence brute

Au vu des mesures de conception et d'évitement préliminaires et de l'enjeu écologique du projet, l'incidence brute est non significative.

En l'absence d'incidence significative, aucune mesure particulière n'est envisagée.

⇨ **Incidence brute non significative.**

V.3.3 ZONES HUMIDES

Le projet ne prévoit pas d'imperméabilisation supplémentaire. Aucune incidence en phase d'exploitation n'est à prévoir.

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

Sans objet.

Incidence brute

⇨ **Incidence brute nulle**

V.4. PAYSAGE ET PATRIMOINE

Le projet est situé au sein de la plateforme industrielle de la Vallée de la Chimie. Il n'est pas prévu de construction de nouveaux bâtiments. Il n'y a pas d'éléments du patrimoine relevés dans la zone d'étude. Le paysage n'est donc pas modifié et il n'y a pas de co-visibilité entre des éléments du patrimoine et les installations de DELTALYS.

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

Sans objet.

Incidence brute

⇨ **Incidence brute nulle**

V.5. MILIEU HUMAIN

V.5.1 URBANISME

Les plans, schémas et programmes relatifs à cette thématique (par exemple ScoT, PLU, SRADDET…) sont présentés au sein du chapitre X, de même que la compatibilité du projet avec leurs orientations. La compatibilité du projet avec les règlements associés aux SUP concernant le projet y est également présentée.

V.5.2 POPULATION

Il est prévu que le projet de DELTALYS entraîne la création d'emploi à court et moyen terme. Le nombre de nouveaux ETP directs estimé est de 5 à 10.

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

Sans objet.

Incidence brute

Le développement aura un effet bénéfique sur la démographie du secteur d'étude, mais la quantité d'emplois créés est non significative.

En l'absence d'incidence significative, aucune mesure particulière n'est envisagée.

⇨ **Incidence brute non significative.**

V.5.3 ACTIVITES SOCIO-ECONOMIQUES

V.5.3.1 ACTIVITES AGRICOLES

Le projet ne prévoit pas de consommation de terrains agricoles (absence d'extension) ni d'utilisation de ressources agricoles.

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

Sans objet.

Incidence brute

⇨ **Incidence brute nulle**

V.5.3.2 ACTIVITES ECONOMIQUES

Le projet permet la création d'emploi à long terme. En effet, 5 à 10 ETP supplémentaires sont nécessaires ce qui correspond à une augmentation de l'effectif de DELTALYS d'environ 20%. Cependant, ceci ne représente pas une quantité de nouveaux emplois significative.

Incidence brute

Le développement permettra l'embauche de nouvelles personnes, mais la quantité d'emplois créés est non significative.

En l'absence d'incidence significative, aucune mesure particulière n'est envisagée.

⇨ **Incidence brute non significative.**

V.5.4 VOIES DE COMMUNICATION ET RESEAUX

V.5.4.1 TRAFIC

Le trafic sera lié aux réceptions de matières premières et de cuves à traiter ainsi qu'à l'expédition des produits finis et à l'enlèvement des déchets pour les poids-lourds. Concernant les véhicules légers, le trafic est lié au déplacement des salariés. Les poids-lourds sont susceptibles de circuler sur l'A7 et la D383 avant d'arriver sur le site.

Au vu des données de comptage routier présentées ci-dessous et en considérant le trafic maximal quotidien pour le projet de DELTALYS, de façon majorante où 100% des véhicules empruntent les différents axes, le tableau présente la part de trafic attribuable aux activités du projet sur les principaux axes routiers empruntés par les nouveaux véhicules du site. À noter que les chiffres en situation actuelle pour les routes alentours sont ceux de 2023. Pour la RD383, la part de poids-lourds dans le TMJA n'est pas précisée. Elle a donc été choisie comme étant identique à celle de l'A7, soit 8%.

Tableau 47. Trafic journalier et augmentation du trafic engendré par le projet

Axe	Situation actuelle par jour		Augmentation du trafic engendrée par le projet		
	Poids lourds	Véhicules légers	Poids lourds	Véhicules légers	Total
D383	5 832	67 068	+ 0,1%	+ 0,09%	+ 0,09%
A7	5 700	65 900	+ 0,1%	+ 0,09%	+ 0,09%

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d. Autres : Covoiturage et modes de transports alternatifs**
DELTALYS encourage ses employés à covoiturer ou à utiliser des modes de transports doux.				
Modalité de suivi : /				

Incidence brute

Le projet induit une augmentation du trafic sur la zone. Seulement, celle-ci n'est pas significative.

En l'absence d'incidence significative, aucune mesure particulière n'est envisagée.

⇨ **Incidence brute non significative.**

V.5.4.2 RESEAU ELECTRIQUE

Sans objet.

V.5.5 RISQUES TECHNOLOGIQUES

L'exploitation du site de DELTALYS générera des risques technologiques associés aux activités déployées ainsi qu'aux stockages et manipulations de matières combustibles.

3 accidents majeurs ont été retenus dans le cadre de l'analyse préliminaire des risques. L'étude détaillé des risques a démontré une gravité modérée de ces scénarios et des probabilités allant d'improbable à probable.

Les cartes des effets technologiques ont été réalisée et sont présentées dans l'étude de dangers du présent Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale.

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

Tableau 48. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – risques technologiques

E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d. Autres : Mise en place d'un coffrage incombustible**
Concernant le phénomène dangereux lié à un feu torche au niveau de la gaine de dégazage, l'exploitant s'engage à mettre en place d'ici la fin de l'année de 2026, un coffrage incombustible (degré de résistance au feu de 1h minimum) permettant ainsi de supprimer à la source les flux thermiques liés au feu torche.				
Modalité de suivi : /				

Incidence brute

⇨ **Incidence brute faible**

V.6. CADRE DE VIE

V.6.1 BRUIT ET VIBRATIONS

Certains équipement et opérations du projet peuvent générer des nuisances sonores, en particulier :

- en extérieur :
  - les moteurs des ventilateurs lors des étapes de balayage et de dégazage,
  - le ventilateur du système de dépoussiérage,
  - le compresseur,
- en intérieur, les activités au sein des bâtiments :
  - moteurs des équipements,
  - ouverture des cuves,
  - utilisation d'engins de manutention,
  - broyeur, vis sans fin et dépoussiérage (aspiration).

Aucune phase particulière d'exploitation (nettoyage…) n'est susceptible d'être à l'origine de nuisances supplémentaires.

L'augmentation du trafic lié à l'activité de DELTALYS peut également représenter une source de nuisances sonores.

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

Tableau 49. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – bruit et vibration

E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d. Autres : Sélection et installation d'équipements adaptés**
Les équipements (pompes, compresseurs…) sélectionnés seront neufs et installés dans les règles de l'art pour éviter toute génération de vibrations à l'extérieur du site.				
Modalité de suivi : Mesures acoustiques tous les 3 ans.				
E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d. Autres : Dispositions constructives**
Lorsque le choix de l'équipement lui-même ne permet pas d'atteindre des niveaux sonores acceptables, un capotage acoustique des machines bruyantes est effectué.				
Modalité de suivi : Mesures acoustiques tous les 3 ans.				

Incidence brute

Au vu des modifications apportés par le projet, l'incidence brute peut être qualifiée de faible, directe, permanente et à court terme.

L'incidence étant faible, aucune mesure d'évitement, de réduction ou de compensation ne semble nécessaire.

⇨ **Incidence brute faible.**

V.6.2 AIR

V.6.2.1 PHASE D'EXPLOITATION

Le projet n'est pas à l'origine d'un nouveau point de rejet. Ceux-ci sont même diminués par rapport à l'existant.

Les émissions de DELTALYS seront principalement des COVNM issus de la cheminée du dépoussiéreur des bâtiments 1 et 2 (environ 130 kg/an).

L'augmentation du trafic induite par le projet n'est pas à l'origine d'une augmentation significative des émissions de polluants (<1% d'augmentation).

Mesures de conception et d'évitements préliminaires

Tableau 50. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – air

E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d. Autres : Réduction du nombre de points de rejets**
Il a été choisi de mettre en place un filtre à manche au niveau de la nouvelle ligne de formulation afin de purifier l'air et de le rejeter au sein du bâtiment plutôt que d'installer une nouvelle cheminée. Le poste de dégazage, qui avait auparavant sa propre cheminée, sera raccordé à un des silos de balayage afin de réduire le nombre de points de rejets et d'améliorer la qualité des rejets (prévu pour fin 2026).				
Modalité de suivi : /				

E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d. Autres : Filtres à charbon actif**
Les évents de balayage sont équipés de filtres à charbon actif afin de capter les COV et ainsi réduire les quantités de polluants émises.				
Modalité de suivi : Surveillance des rejets atmosphériques.				
E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d. Autres : Dépoussiérage**
Les poussières générées lors du process de vidage de la cuve sont captées à différents endroits de la ligne et acheminés vers un dépoussiéreur avec un rejet de l'air dépoussiéré via une cheminée.				
Modalité de suivi : Surveillance des rejets atmosphériques.				

Incidence brute

L'incidence brute est significative et peut être qualifiée comme faible, directe, permanente et à court terme.

L'incidence étant faible, aucune mesure d'évitement, de réduction ou de compensation ne semble nécessaire.

⇨ **Incidence brute faible.**

V.6.2.2 GESTION DES PICS DE POLLUTION ATMOSPHERIQUE

La société DELTALYS respectera les mesures définies dans l'arrêté Plan de Protection de l'Atmosphère de l'agglomération Lyonnaise, à savoir le respect des valeurs limites et la limitation de la vitesse sur le site.

V.6.3 CLIMAT : EMISSIONS DE GES

La quantité de CO2 équivalent émise par le projet a été estimée à 4 025 tCO_2eq/an. À isocapacité, le projet émet environ 21% de CO_2eq de plus par rapport à la situation actuelle.

Mesures de conception et d'évitements préliminaires

Tableau 51. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – bilan GES

E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d. Autres : Choix des modes d'alimentation en énergie**
DELTALYS réduit ses émissions directes de GES en privilégiant l'achat d'électricité pour l'alimentation en énergie de son process.				
Modalité de suivi : Surveillance des émissions de GES scope 1.				
E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d. Autres : Origine des matières premières**
Les produits de DELTALYS sont fabriqués avec plus de 90% de matières premières secondaires ayant un Statut de Sortie de Déchet issues de différents gisements en France.				

Modalité de suivi : /

Incidence brute

L'incidence brute est significative et peut être qualifiée comme faible, directe, permanente et à court terme.

L'incidence étant faible, aucune mesure d'évitement, de réduction ou de compensation ne semble nécessaire.

⇨ **Incidence brute faible.**

Bien que l'incidence soit faible et ne nécessite pas la mise en place de mesures particulières, les actions suivantes sont des pistes de réduction des émissions de gaz à effet de serre supplémentaires :

- la réduction des émissions directes par le changement de la motorisation diesel des engins de manutention par des engins électriques ;
- la réduction des émissions liées à la fabrication des cuves par éco-conception de celles-ci ;
- la réduction des émissions liées au fret par différents moyens :
  - l'intégration de gisements de MP plus proches ;
  - le changement du type de camions pour plus de charge de MP ;
  - le changement de la motorisation diesel des camions par une motorisation bas-carbone ;
  - l'introduction du transport multimodal vers les sites client ;
  - l'augmentation du taux de charge du média filtrant.

V.6.4 ODEURS

La matière usagée est odorante à son retour des sites clients. Les émissions odorantes liées au trafic sont négligeables.

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

Tableau 52. Mesures de conception et d'évitement préliminaires - odeurs

E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d. Autres : Opération de balayage**
L'opération de balayage a pour but de capter les COV sources d'odeur sur un filtre à charbon pour minimiser les odeurs résiduelles lors de l'ouverture de la cuve pour l'opération de déconditionnement de la matière.				
Modalité de suivi : /				
E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d. Autres : Opérations réalisées en bâtiment**
Le déconditionnement de la matière usagée a lieu au sein des bâtiments 1&2, permettant de contenir les odeurs résiduelles.				

Modalité de suivi : /				
E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d. Autres : Mise en big-bags**
La mise en big-bags étanches de la matière usagée fait qu'il n'y a pas d'émission d'odeurs à partir de ceux-ci.				
Modalité de suivi : /				

Incidence brute

Les émissions d'odeurs ne sont pas significatives.

En l'absence d'incidence significative, aucune mesure particulière n'est envisagée.

⇨ **Incidence brute non significative.**

V.6.5 ÉMISSIONS LUMINEUSES

Des éclairages sont situés au-dessus des portes engins et piétons. Un spot sur le bâtiment 1 éclaire également la zone de balayage.

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

Tableau 53. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – émissions lumineuses

E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d. Autres : Éclairages dirigés vers le sol**
Les spots en façade sont dirigés vers le sol afin de limiter la diffusion des émissions lumineuses dans l'environnement.				
Modalités de suivi : Mesure de conception technique ne faisant pas l'objet d'un suivi.				
E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d. Autres : Éclairages à détection de présence**
Les spots en façade ne s'allument qu'en cas de détection de présence afin de limiter les durées d'éclairages.				
Modalités de suivi : Mesure de conception technique ne faisant pas l'objet d'un suivi.				
E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d. Autres : Consignes d'éclairage**
Des consignes sont données aux employés pour éteindre l'éclairage en dehors des heures de présence.				
Modalité de suivi : /				

Incidence brute

Au vu des mesures de conception et d'évitement préliminaires et de l'absence d'éclairage extérieur, l'incidence brute peut être considérée comme non significative.

En l'absence d'incidence significative, aucune mesure particulière n'est envisagée.

⇨ **Incidence brute non significative.**

V.6.6 CHALEUR ET RADIATION

Les nouvelles installations ne sont pas susceptibles d'être une source significative de chaleur. En cas d'émission de chaleur par les installations, celle-ci reste localisée et aucune émission n'est attendue à l'extérieur du site.

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

Sans objet.

Incidence brute

L'incidence brute est considérée comme non significative.

En l'absence d'incidence significative, aucune mesure particulière n'est envisagée.

⇨ **Incidence brute non significative.**

V.6.7 ÉNERGIE

Les équipements de DELTALYS nécessitent 3 types d'énergie :

- de l'électricité, pour une consommation annuelle de 250 000 kWh ;
- du carburant, pour une consommation annuelle de 15 000 L.

L'augmentation d'énergie nécessaire dans le cadre du projet est d'environ 67% pour l'électricité et 43% pour le carburant.

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

Tableau 54. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – énergie

E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d. Autres : Sensibilisation du personnel**
Un groupe de travail a été créé pour travailler sur l'optimisation des consommations en établissant les bonnes pratiques à suivre. Des fiches de sensibilisation du personnel ont été créées.				
Modalité de suivi : /				

Incidence brute

Ainsi, l'incidence brute peut être qualifiée de faible, indirecte, permanente et à moyen et long terme.

L'incidence étant faible, aucune mesure d'évitement, de réduction ou de compensation ne semble nécessaire.

⇨ **Incidence brute faible.**

V.6.8 DECHETS

L'ensemble des déchets seront évacués vers des filières appropriées et valorisés dans la mesure du possible. La quantité de déchets produite est doublée avec le projet.

Mesures de conception et d'évitement préliminaires

Tableau 55. Mesures de conception et d'évitement préliminaires – déchets

E1. Évitement amont				
E	**R**	**C**	**A**	**E1.1d. Autres : Gestion des déchets**
Zones dédiées au stockage de déchets. Évacuation des déchets vers les filières appropriées pour la valorisation ou destruction.				
Modalité de suivi : /				

Incidence brute

Ainsi, l'incidence brute peut être qualifiée comme faible, directe, permanente et à court terme

L'incidence étant faible, aucune mesure d'évitement, de réduction ou de compensation ne semble nécessaire.

⇨ **Incidence brute faible.**

VI. SYNTHESE DES INCIDENCES, MESURES PREVUES POUR EVITER, REDUIRE, COMPENSER LES EFFETS NEGATIFS NOTABLES ET COUTS ASSOCIES

Le tableau suivant synthétise les incidences du projet sur toutes les thématiques présentées dans l'analyse de l'état initial ainsi que les mesures correspondantes accompagnée de l'estimation des dépenses. Lorsque les montants ne sont pas identifiables, la notion de « Non quantifiable » sera indiquée.

Un niveau est attribué à chaque incidence identifiée :

Niveaux d'incidence :

Nul ou négligeable
Faible
Modéré
Fort
Positif

Tableau 56. Synthèse des incidences, mesures prévues et coûts associés

Thème	Incidences				Mesures ERC		Incidences résiduelles*
	Description	Phase	Type	Niveau	Description	Estimation des dépenses	Niveau
Milieu physique							
Topographie	Aucune incidence du projet sur la topographie.	Exploitation	/		/	/	
Sols et sous-sols	Les risques de pollution liés aux engins à moteurs, aux éventuels stockages de produits dangereux, de déchets et aux eaux d'extinction en cas d'incendie seront maîtrisés.	Exploitation	/		/	/	
Hydrogéologie	Qualitatif : les risques de pollution liés aux engins à moteurs, aux éventuels stockages de produits dangereux et de déchets et aux eaux d'extinction en cas d'incendie seront maîtrisés.	Exploitation	/		/	/	
	Quantitatif : consommation d'eau potable exclusivement pour les besoins sanitaires.		Direct, permanent, à court terme		/	/	
Hydrologie	Qualitatif : absence de rejets aqueux générés par le process. Rejets des eaux pluviales et des eaux domestiques via le réseau KEM ONE dans le Rhône, milieu dégradé.	Exploitation	Direct, permanent, à court terme		R2.2q Dispositif de gestion et traitement des eaux pluviales et des émissions polluantes	Non quantifiable	
	Quantitatif : augmentation de la consommation d'eau du fleuve pour le process (environ 350 m^3/an).		Direct, permanent, à court terme		/	/	
Risques naturels	Site potentiellement sujet aux inondations par débordements de nappe. Absence d'imperméabilisation supplémentaire.	Exploitation	/		/	/	
Milieu naturel							
Faune, flore, habitats naturels	Projet sur un site déjà en exploitation : aucune incidence significative.	Exploitation	/		/	/	
Zones humides	Absence d'imperméabilisation supplémentaire : aucune incidence.	Exploitation	/		/	/	
Paysage et patrimoine							
Paysage, patrimoine culturel, sites archéologiques	Projet sur un site déjà en exploitation sans nouvelles constructions.	Exploitation	/		/	/	
Milieu humain							
Population	Création de 5 à 10 emplois.	Exploitation	/		/	/	
Activités socio-économiques	Absence de consommation de terrains ou de ressources agricoles.	Exploitation	/		/	/	
	Création de 5 à 10 emplois.		/		/	/	

Thème	Incidences				Mesures ERC		Incidences résiduelles*
	Description	Phase	Type	Niveau	Description	Estimation des dépenses	Niveau
Voies de communication et réseaux	Augmentation du trafic de 0,09% sur les routes alentours en comptant l'ensemble des véhicules.	Exploitation	/		/	/	
	Absence de modification du réseau électrique.		/		/	/	
Risques technologiques	3 accidents majeurs de gravité modéré et de probabilité improbable à probable.	Exploitation	Direct, non permanent, à court terme		/	/	
Cadre de vie							
Bruit et vibrations	Plusieurs équipements et activités sont susceptibles d'être source de nuisances sonores.	Exploitation	Direct, permanent, à court terme		/	/	
Air	Diminution du nombre de points de rejets. Emissions d'environ 200 kg/an de COV (principalement des COVNM à la cheminée du dépoussiéreur des bâtiments 1 et 2).	Exploitation	Direct, permanent, à court terme		/	/	
Climat - Emissions de GES	Projet augmentant les émissions de GES de DELTALYS de 21% à isocapacité de H_2S traitée.	Exploitation	Direct, permanent, à court terme		/	/	
Odeurs	Émissions liées à la matière usagée à son retour des sites clients et au trafic.	Exploitation	/		/	/	
Émissions lumineuses	Éclairage extérieur au-dessus des portes engins et piétons. Spot éclairant la zone de balayage.	Exploitation	/		/	/	
Chaleur et radiation	Aucun équipement ou activité n'est susceptible de générer de la chaleur de manière significative.	Exploitation	/		/	/	
Énergie	Augmentation des besoins en énergie de 67% pour l'électricité et de 43% pour le carburant.	Exploitation	Indirect, permanent, à moyen et long terme		/	/	
Déchets	Déchets évacués vers des filières appropriées et valorisées dans la mesure du possible.	Exploitation	Direct, permanent, à court terme		/	/	

* après prise en compte des mesures compensatoires

En l'absence d'incidence résiduelle significative, il n'est pas prévu de mesure compensatoire.

VII. CUMUL DES INCIDENCES AVEC D'AUTRES PROJETS EXISTANTS OU APPROUVES

VII.1. IDENTIFICATION DES PROJETS A PRENDRE EN COMPTE

Conformément à l'article R.122-5 du Code de l'Environnement, l'étude d'impact doit analyser « *le cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés, en tenant compte le cas échéant des problèmes environnementaux relatifs à l'utilisation des ressources naturelles et des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement susceptibles d'être touchées.*

Les projets existants sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont été réalisés.

Les projets approuvés sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont fait l'objet d'une décision leur permettant d'être réalisés.

Sont compris, en outre, les projets qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact :

- *ont fait l'objet d'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une consultation du public,*
- *ont fait l'objet d'une évaluation environnementale au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.*

Sont exclus les projets ayant fait l'objet d'un arrêté mentionnant un délai et devenu caduc, ceux dont la décision d'autorisation est devenue caduque, dont l'enquête publique n'est plus valable ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le maître d'ouvrage. »

Concernant les projets existants, ils ont déjà été pris en compte dans l'étude de l'état initial de l'environnement, sur le périmètre défini pour chaque compartiment environnemental étudié.

Concernant les projets approuvés, du fait de la caducité d'un arrêté préfectoral au-delà de 3 ans sans mise en service des installations, l'analyse a été réalisée sur les 3 dernières années sur les communes concernées par le rayon d'affichage de l'enquête publique du projet de DELTALYS, à savoir :

- Saint-Fons,
- Oullins-Pierre-Bénite,
- Vénissieux,
- Feyzin,
- Irigny,
- Lyon 7ème.

Les projets ont été identifiés en consultant les informations mises à disposition à la date du 05/01/2026 par les Services de l'État du Rhône, la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, la MRAE (Mission Régionale d'Autorité Environnementale) et le CGEDD (Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable).

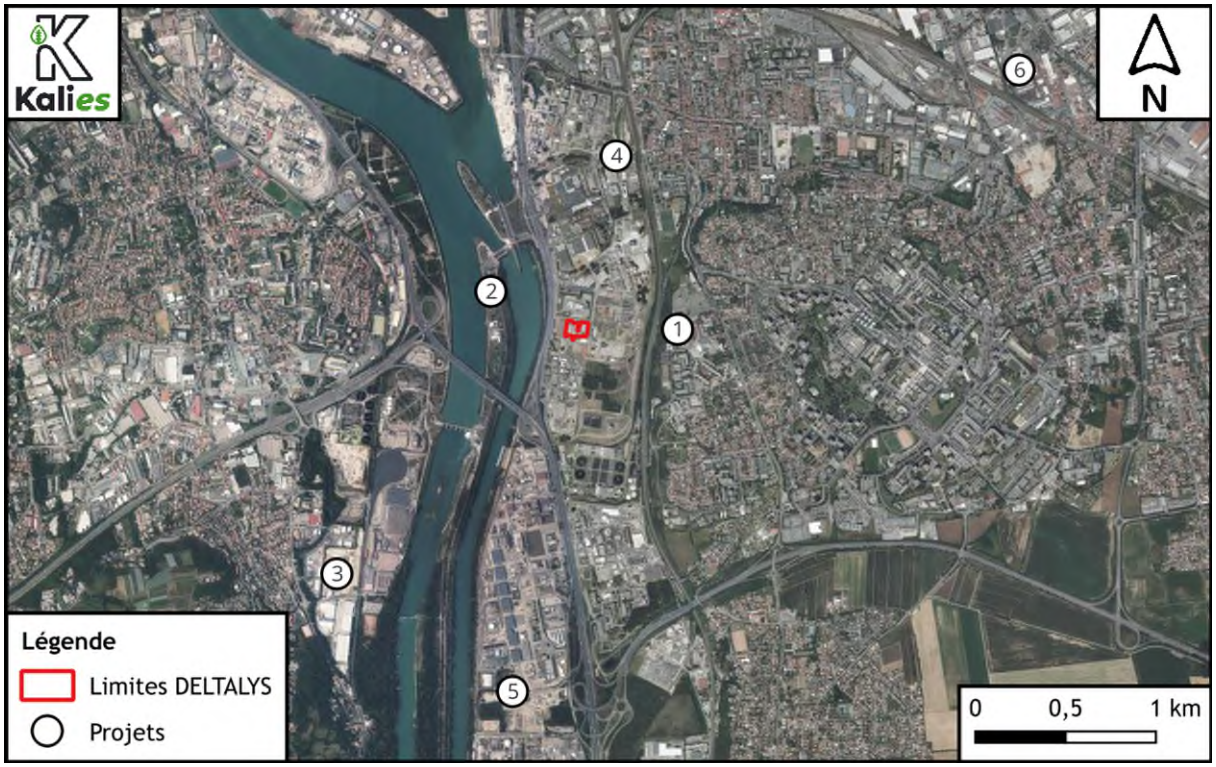
Le tableau suivant synthétise les projets identifiés. Les projets finalement à prendre en compte figurent en **gras** sont cartographiés page suivante.

Tableau 57. Projets identifiés et pris en compte pour le cumul des incidences

Nom du projet	Situation administrative	Prise en compte
Projet de construction de 4 bâtiments de type tertiaire pour des activités de laboratoire dans le domaine des sciences de la vie à Lyon 7ème – 6ème sens Immobilier Entreprises	Avis examen au cas par cas rendu le 30/05/2023 : pas d'évaluation environnementale.	NON
Construction d'un bâtiment d'activités productives pour accueillir des laboratoires de recherche, de production et bureaux associés à Lyon 7ème - BIOHUB	Avis examen au cas par cas rendu le 07/06/2023 : pas d'évaluation environnementale.	NON
Construction d'un bâtiment à usage tertiaire et services à Saint-Genis-Laval – COGEDIM GRAND LYON	Avis examen au cas par cas rendu le 04/07/2023 : pas d'évaluation environnementale.	NON
Aménagement d'un village d'entreprises au sein du site BENTA à Saint-Genis-Laval – Stone Hedge Promotion	Avis examen au cas par cas rendu le 13/10/2023 : pas d'évaluation environnementale.	NON
Opération aménagement « Cœur de Parc » du quartier des Clochettes à Saint-Fons – Métropole de Lyon	**Avis examen au cas par cas rendu le 12/01/2024 : pas d'évaluation environnementale.**	**OUI (point n°1)**
Construction d'une unité de production d'hydrogène bas carbone raccordé électriquement à la centrale hydroélectrique à Pierre-Bénite et Saint-Fons – Compagnie Nationale du Rhône	**Avis examen au cas par cas rendu le 18/12/2023 : pas d'évaluation environnementale.**	**OUI (point n°2)**
Aménagements de voirie – aménagement cyclable – la Voie Lyonnaise 2 à Lyon 7ème, 8ème, Vénissieux et Saint-Priest - Métropole de Lyon	Avis examen au cas par cas rendu le 29/12/2023 : pas d'évaluation environnementale.	NON
Aménagements de voirie en vue d'insérer un aménagement cyclable constituant la Voie Lyonnaise 7 à Lyon (3ème, 4ème, 6ème, 7ème, 8ème), Feyzin, Vénissieux, et Saint-Fons – Métropole de Lyon	Avis examen au cas par cas rendu le 29/12/2023 : pas d'évaluation environnementale.	NON
Aménagements de voirie en vue d'insérer un aménagement cyclable constituant la Voie Lyonnaise 3 à La Mulatière, Pierre-Bénite et Oullins – Métropole de Lyon	Avis examen au cas par cas rendu le 29/12/2023 : pas d'évaluation environnementale.	NON
Réalisation du programme d'aménagement Deltalys (Hôtel Industriel Urbain (HIU) et Hôtel de Distribution Urbaine Durable (HDUD)) à Vénissieux – SAS LA FONDERIE	Avis examen au cas par cas rendu le 05/06/2024 : pas d'évaluation environnementale.	NON
Vénilia Parc – reconversion du site industriel Véninov à Vénissieux – SAS Eurogal	Avis examen au cas par cas rendu le 06/09/2024 : pas d'évaluation environnementale.	NON
Requalification de la friche Nexans à Lyon 7ème – Bouygues Immobilier UrbanEra	Avis examen au cas par cas rendu le 02/05/2024 : pas d'évaluation environnementale.	NON

Nom du projet	Situation administrative	Prise en compte
Construction d'une centrale photovoltaïque au sol avec stockage « Delta 1 » à Saint-Fons – SCI Club de la Soie	Avis examen au cas par cas rendu le 23/04/2024 : pas d'évaluation environnementale.	NON
Projet AGUETTANT Gerland – Démolition et reconstruction de bâtiments et aménagements de stationnements à Lyon 7ème – Foncière Aguettant	Avis examen au cas par cas rendu le 10/09/2025 : pas d'évaluation environnementale.	NON
Construction de la résidence et du gymnase Debourg à Lyon 7ème – Modification du projet initial - CROUS de Lyon	Avis examen au cas par cas rendu le 09/12/2025 : pas d'évaluation environnementale.	NON
Construction et exploitation d'une installation destinée à la réception, l'entreposage et à la réexpédition de divers produits à caractères combustibles à Irigny – SEGRO LOGISTIQUE	**Enquête publique du 23/06/2025 au 19/07/2025**	**OUI (point n°3)**
Exploitation d'une chaufferie biomasse alimentée par des déchets de bois non dangereux à Saint-Fons - SYLVIA	**Avis de la MRAe sur l'étude d'impact rendu le 20/02/2024** **Enquête publique du 24/06/2024 au 23/07/2024**	**OUI (point n°4)**
Restauration des marges alluviales du Vieux Rhône à Feyzin, Irigny et Vernaison - Compagnie Nationale du Rhône	Avis de la MRAe sur l'étude d'impact rendu le 13/02/2024	NON
Projet du quartier de la Saulaie – zone d'aménagement concerté « La Saulaie » à Oullins et La Mulatière - Serl	Avis de la MRAe sur l'étude d'impact rendu le 14/05/2024	NON
Centre de préparation et chaufferie de combustibles solides de récupération (CSR) à Feyzin – Suez RV France	**Avis de la MRAe sur l'étude d'impact rendu le 18/02/2025**	**OUI (point n°5)**
Projet de requalification de la route à Irigny et Saint-Genis-Laval – Métropole de Lyon	Avis de la MRAe sur l'étude d'impact rendu le 08/07/2025	NON
Extension d'un site industriel par ajout d'une activité de production de blocs de graphite synthétique à Vénissieux – Tokai Cobex Savoie	**Avis de la MRAe sur l'étude d'impact rendu le 26/05/2025**	**OUI (point n°6)**

Figure 53. Localisation des projets pris en compte pour le cumul des incidences



VII.2. OPERATION AMENAGEMENT « CŒUR DE PARC » DU QUARTIER DES CLOCHETTES

L'opération d'aménagement « Cœur de Parc » (point n°1) est une opération de renouvellement urbain qui porte sur des équipements publics (hiérarchisation et requalification paysagère de la trame viaire), des constructions dans un principe de démolition-reconstruction et la création d'une nouvelle voirie. L'objectif du projet est le renouvellement urbain du plateau Minguettes-Clochettes.

Ces activités ne sont pas susceptibles d'avoir des effets cumulés avec le site de DELTALYS.

VII.3. CONSTRUCTION D'UNE UNITE DE PRODUCTION D'HYDROGENE BAS CARBONE

La Compagnie Nationale du Rhône (CNR) et ENGIE souhaitent construire conjointement une unité de production d'hydrogène bas carbone raccordé électriquement à la centrale hydroélectrique CNR de Pierre-Bénite (point n°2). L'hydrogène produit est destiné à alimenter, via une canalisation de transport d'hydrogène sous-fluviale, un centre de conditionnement pour camions qui desservira des stations de distribution d'hydrogène pour la mobilité dans la région Lyonnaise. Cette unité est prévue pour une puissance installée d'électrolyse de l'eau de 10 MW.

Ces activités ne sont pas susceptibles d'avoir des effets cumulés avec le site de DELTALYS.

VII.4. CONSTRUCTION D'UNE INSTALLATION DESTINEE A LA RECEPTION, A L'ENTREPOSAGE ET A LA REEXPEDITION DE PRODUITS COMBUSTIBLES

La société SEGRO LOGISTIQUE souhaite construire puis exploiter une installation destinée à la réception, l'entreposage et à la réexpédition de divers produits à caractères combustibles à Irigny (point n°3). Les activités sont notamment visées par les rubriques n°1510 et 2925 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ces activités sont susceptibles d'avoir des effets cumulés avec le projet DELTALYS en termes de trafic.

VII.5. EXPLOITATION D'UNE CHAUFFERIE BIOMASSE DE DECHETS DE BOIS

La société SYLVIA, filiale de Dalkia, souhaite remplacer la chaudière de production de vapeur au gaz naturel sur le site de Solvay à Saint-Fons (point n°4) par une nouvelle chaudière à déchets de bois de classe B (faiblement pollués). D'une puissance de 40 t/h, cette chaudière pourra produire entre 290 000 et 350 400 t/an de vapeur. Le procédé génère des eaux de purge des chaudières et des eaux usées industrielles pour un total de 10 950 t/an. Ces eaux usées sont acheminées vers la station de traitement de Solvay (7 000 m3/j) qui les rejette ensuite dans le Rhône.

Ces activités sont susceptibles d'avoir des effets cumulés avec le projet DELTALYS en termes de trafic, de rejets atmosphériques et de rejets aqueux.

VII.6. CENTRE DE PREPARATION ET CHAUFFERIE DE CSR

La société Suez RV France souhaite installer et exploiter un centre de fabrication et d'utilisation de combustibles solides de récupération (CSR) ainsi qu'une chaufferie, produisant de la vapeur et de l'électricité destinées notamment à la société DOMO. Le site, localisé à Feyzin (point n°5), est dimensionné pour brûler environ 200 000 t/an de CSR, ce qui devrait produire environ 400 GWh/an de vapeur et environ 50 GWh/an d'électricité.

Ces activités sont susceptibles d'avoir des effets cumulés avec le projet DELTALYS en termes de rejets atmosphériques, de rejets et de consommation d'eau ainsi que de trafic.

VII.7. AJOUT D'UNE ACTIVITE DE PRODUCTION DE BLOCS DE GRAPHITE SYNTHETIQUE

Tokai Cobex Savoie exploite sur les communes de Vénissieux (point n°6) et de La Léchère (Savoie) des sites de productions fonctionnant en synergie : les produits fabriqués sont transportés s'un site à l'autre au cours du processus de fabrication (la quantité de produits finis est donc commune aux deux sites). Cette société souhaite l'extension de ses activités sur ses sites pour produire des blocs de graphite synthétique. L'objectif est de conduire à une augmentation de la production totale des deux sites de 70 000 à 120 000 t/an.

Ces activités, sur le site de Vénissieux, sont susceptibles d'avoir des effets cumulés avec le projet de DELTALYS en termes de trafic et d'émissions de gaz à effet de serre.

VIII. VULNERABILITE DU PROJET

VIII.1. VULNERABILITE DU PROJET VIS-A-VIS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique est essentiellement défini par une hausse de la température moyenne à l'échelle mondiale accompagné d'une hausse du niveau des océans et d'une augmentation de la fréquence de survenue de phénomènes météorologiques de forte intensité. Localement, il se traduit (en fonction de la géographie et d'autres facteurs environnementaux) par l'altération des facteurs climatiques suivants (en particulier leur intensité, probabilité, leur localisation, leur durée et leur soudaineté) et la survenance de phénomènes particuliers qui y sont liés :

- à l'augmentation de température et phénomènes associés (canicule, sécheresse, glissements de terrains, orages),
- aux précipitations (diminution de la pluviosité ou augmentation de l'intensité des pluies), inondations, coulées de boues, grêle, neige, etc.,
- aux vents, tempêtes,
- à l'augmentation du niveau de la mer et à une modification de l'amplitude des marées.

VIII.1.1 AUGMENTATION DE LA TEMPERATURE ET PHENOMENES METEOROLOGIQUES ASSOCIES

Une augmentation de température moyenne de quelques degrés n'aura pas d'incidence sur l'exploitation du site en conditions normales.

VIII.1.1.1 SECHERESSE

Les restrictions d'eau susceptibles d'être mises en place en période de sécheresse ne sont pas de nature à modifier l'activité du site puisque celui-ci en fait un usage limité. Des consignes seront tout de même transmises à l'ensemble du personnel conformément aux recommandations.

VIII.1.1.2 INCENDIES

En cas de canicule et/sécheresse, les risques de départ de feu et d'incendies sont augmentés. Toutefois, les moyens de prévention et de gestion associés permettent de maîtriser le risque incendie sur le site.

Le site est peu vulnérable aux incendies. Les mesures de protection nécessaires (extincteurs, défense extérieure contre l'incendie notamment) seront mises en œuvre. Toutes les dispositions prises pour limiter les risques liés à un incendie sont détaillées dans la partie « Étude de dangers ».

VIII.1.1.3 ORAGES

Le projet se situe dans le département du Rhône où l'activité orageuse est considérée forte. Cependant, les mesures permettant d'assurer la protection contre la foudre qui sont mises en place sont suffisantes pour se prémunir des risques liés aux orages., à savoir les risques de blessures du personnel présent sur le site et des risques d'incendie.

Le risque foudre fait l'objet d'une analyse du risque foudre (ARF) présentée en annexe de l'EDD.

VIII.1.2 PRECIPITATIONS, INONDATIONS, COULEES DE BOUES, GRELE ET NEIGE

Une diminution de la pluviométrie n'aura aucune incidence sur l'exploitation du site.

À l'inverse, la survenue d'une pluie d'intensité et/ou de durée importante pourra avoir une incidence sur l'exploitation du site qui sera alors soumis à une augmentation des débits et volumes d'eaux pluviales.

Compte-tenu de la topographie plane de l'emprise du site et du secteur en général, les forts évènements pluvieux ne généreront pas de débit conséquent. De plus, la gestion des eaux pluviales mise en place et décrite dans le paragraphe II.4.1.2 est correctement dimensionnée. Le risque de montée en charge apparaît donc peu probable.

VIII.1.3 VENTS ET TEMPETES

Un renforcement moyen de la force des vents n'aura pas d'incidence sur l'exploitation du site.

Les charges de vent sont déterminées selon les normes en vigueur et prise en compte dans la conception des structures des bâtiments.

Ces charges sont définies de telle sorte qu'en cas de vents exceptionnels et/ou de tempête, les bâtiments résistent.

VIII.2. VULNERABILITE DU PROJET VIS-A-VIS DES RISQUES D'ACCIDENTS ET DE CATASTROPHES MAJEURS

La vulnérabilité du site à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs est détaillée dans l'Étude de dangers.

VIII.2.1 RISQUES EXTERNES

Le site de DELTALYS est localisé au sein du site de KEM ONE, faisant partie de la plateforme industrielle de la Vallée de la Chimie. Un PPRT y est associé, permettant de maîtriser les dangers associés aux installations voisines.

VIII.2.2 RISQUES INTERNES

3 accidents majeurs ont été retenus dans le cadre l'étude de dangers du projet de la société DELTALYS. 2 de ces accidents majeurs sont susceptibles de provoquer des effets dominos sur les installations de DELTALYS. Ceux-ci sont résumés dans le Tableau 58.

Tableau 58. Accidents majeurs impactant des installations en interne

N°AM	Phénomène dangereux modélisé	Effets / Seuil des effets dominos	Installations impactées en interne	Classe de fréquence d'occurrence retenue dans l'EDD
AM1	Explosion interne d'une cuve de matière usagée en phase de dégazage	Effets de surpression 200 mbar	Gaine de dégazage, bâtiments 1,2 et 3, cuves situées en extérieur en zone de balayage et de dégazage	3
AM3	Incendie du stockage de matière usagée en big bag au sein du bâtiment 1	Effets thermiques 8 kW/m2	Zone de balayage située au sud du bâtiment 1	4

IX. DESCRIPTION DES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES ET INDICATION DES PRINCIPALES RAISONS DU CHOIX EFFECTUE

IX.1. NE PAS METTRE EN ŒUVRE LE PROJET ?

Le développement de la filière biogaz est un enjeu majeur pour l'atteinte des objectifs d'atténuation du changement climatique et de renforcement de la souveraineté énergétique en Europe. L'UE, à travers son plan REPowerEU, et la France, à travers France 2030, en ont récemment fait un axe stratégique de leur politique énergétique.

Le déploiement à grande échelle d'une filière biogaz responsable et décarbonée en France et en Europe nécessite toutefois de poursuivre la levée de certains freins techniques et financiers. En particulier, l'étape de filtration des composés indésirables naturellement présents dans le biogaz s'effectue majoritairement avec des charbons actifs, produits coûteux au bilan environnemental lourd.

C'est dans ce contexte que DELTALYS s'est spécialisée dans la formulation de médias innovants issus de l'économie circulaire pour la filtration du biogaz. La mise en œuvre du projet permettra un bond de la capacité de production de DELTALYS et le développement d'une large gamme de produits permettant de se positionner sur le marché Européen sur tout type de biogaz et d'envisager dans le même temps un déploiement en Amérique du Nord. La mise en œuvre de ce projet permet alors de démultiplier la plus-value environnementale des solutions de DELTALYS par le biais de la démocratisation d'une technologie issue de l'économie circulaire pour le développement des énergies renouvelables (biogaz).

Le développement de nouveaux produits (formulation de médias filtrants avec additifs) a pour but de permettre d'investir sur le marché de la méthanisation, qui jouit de la plus forte croissance au sein du secteur du biogaz. Cela viendra également renforcer la maîtrise du secteur et positionner DELTALYS comme un acteur industriel expert complet aux yeux du marché. L'ajout d'additifs permet également d'améliorer et stabiliser les performances de filtration des solutions de DELTALYS. Ainsi, un plus grand nombre de gisements de matières premières sera exploitable, ce qui aura pour effet de lever les limitations actuelles en tonnage et de pouvoir répondre complètement à la demande croissante de nouveaux clients.

IX.2. METTRE EN ŒUVRE LE PROJET SUR UN AUTRE SITE ?

L'implantation d'un nouveau projet sur un site déjà existant présente plusieurs avantages.

La société DELTALYS est implantée à Saint-Fons sur le site de KEM ONE depuis 2017. Les nouvelles activités prendront place à proximité immédiate de l'activité actuelle, le projet s'attache donc à optimiser l'implantation afin de favoriser les synergies entre activités.

En sortie de ligne de formulation, le média filtrant produit réintègrera le circuit actuel de remplissage des cuves. Au retour des sites clients, les cuves générées par la hausse d'activité pourront être déconditionnées grâce aux installations actuelles, dont les capacités seront augmentées par modification de l'organisation du site de production.

Les nouveaux produits bénéficieront des moyens logistiques du site pour les expéditions. Ce dernier ayant notamment pour avantage d'être directement en sortie d'autoroute A7 et non loin du port Édouard Herriot de Lyon.

De plus, le projet s'inscrit dans la continuité de la logique de réindustrialisation du territoire avec la consolidation du tissu industriel innovant au sein de la Vallée de la chimie au sud de Lyon.

X. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME ET ARTICULATION AVEC LES PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES

X.1. DISPOSITIONS D'URBANISME

Le site est localisé sur la commune de Saint-Fons, concernée par plusieurs documents d'urbanisme décrits ci-après.

X.1.1 PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

La commune de Saint-Fons est intégrée dans le PLU-H (Plan Local d'Urbanisme et de l'Habitat) de la Métropole de Lyon (dernière procédure prise en compte : mise en compatibilité 6 et 12 en date du 12/09/2025).

X.1.1.1 ZONAGE

Le projet est localisé en zone UEi2 Zone d'activités économiques. Cette zone regroupe les espaces qui accueillent des activités économiques, qu'elles soient tertiaires, artisanales ou industrielles. L'objectif de cette zone est de maintenir des activités économiques, autres que l'hébergement hôtelier et le commerce de détail, dans les différents tissus urbains.

Tableau 59. Analyse de la conformité du projet au règlement et dispositions de la zone UEi2 du PLU-H en vigueur sur son emprise

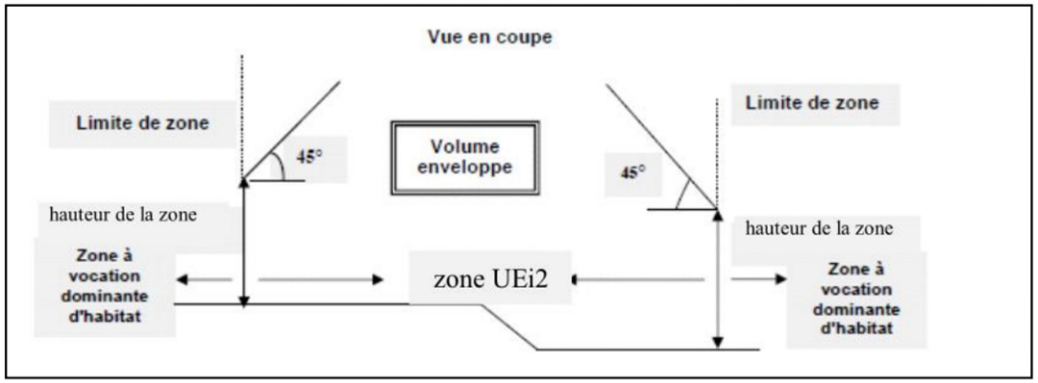
Dispositions de la zone UEi2	Conformité du projet
CHAPITRE 1 – DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGE ET AFFECTATION DES SOLS ET ACTIVITÉS	
1.1 – Les destinations des constructions, usages des sols et natures d'activités interdits	
Sont interdits les destinations de constructions, usages des sols et natures d'activités, autres que ceux qui sont autorisés sous conditions particulières à la section 1.2 ci-après.	/
1.2 – Les destinations des constructions, usages des sols et natures d'activités soumis à conditions	
1.2.1 – <u>Sont autorisés, les constructions, installations et usages des sols suivants à condition qu'ils soient compatibles avec la vocation principale de la zone :</u> a. Les constructions à destination d'industrie, d'entrepôt, de commerce de gros, de restauration et d'artisanat **autre que celui destiné principalement à la vente de biens ou services.** b. Les constructions à destination d'activités de services **où s'effectue l'accueil de clientèle.** c. Les constructions à destination de commerce de détail et d'artisanat destiné principalement à la vente de biens et services, dès lors que soit : - elles sont implantées dans un périmètre de *polarité commerciale** et dans une limite de 100 m² de surface de plancher par unité commerciale et qu'elles sont utiles à la vie quotidienne de la population résidant ou travaillant dans la zone ; - elles sont liées à une activité artisanale visée au « a » ci-avant ou industrielle et qu'elles représentent au plus 10% de la surface de plancher de ladite activité, dans une limite de 100 m² de surface de plancher ; - leur espace de vente est pour les 2/3 de leur superficie situé à l'extérieur des constructions ; - il s'agit de commerces liés à l'automobile tel que vente de véhicules, concession automobiles, lavage de voitures, distribution de carburant. d. Les constructions à destination d'hébergement hôtelier et touristique, dès lors qu'elles se situent dans un périmètre de *polarité d'hébergement hôtelier et touristique** figurant aux documents graphiques du règlement. e. Les constructions à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics, dès lors qu'elles sont soit : - situées dans l'emprise d'un *emplacement réservé** ou d'une localisation *préférentielle** ayant une telle destination, délimité aux documents graphiques du règlement ; - situées dans un *secteur de mixité fonctionnelle** délimité aux documents graphiques du règlement et que cette destination est prévue dans ce secteur de mixité fonctionnelle ; - destinées à des locaux techniques et industriels des administrations publiques ; - nécessaires ou liées aux activités économiques admises dans la zone. f. Les constructions à destination de bureau. g. Les constructions à destination de centre de congrès et d'exposition. h. Les constructions, travaux et installations nécessaires au fonctionnement des différents réseaux et des *services urbains** ou à l'exécution d'un service public en régie ou concédé liée à la gestion, l'entretien et l'exploitation des cours d'eau.	Le projet est conforme aux activités autorisées.

Dispositions de la zone UEi2	Conformité du projet
i. Les garages collectifs de caravanes et de résidences mobiles de loisirs, dès lors que leur traitement permet leur insertion qualitative dans la zone. j. L'aménagement d'aires d'accueil **destinées aux gens du voyage.** k. Les ouvrages d'infrastructure terrestre et fluviale ainsi que les outillages, les équipements et les installations techniques directement liés à leur fonctionnement, à leur exploitation ou au maintien de la sécurité fluviale, ferroviaire et routière, dès lors que leur conception, leur localisation et leurs dimensions, assurent leur insertion en compatibilité avec le tissu urbain environnant. l. Les dépôts de véhicules d'une contenance d'au moins 10 unités, dès lors qu'ils sont liés et nécessaires à des travaux de construction ou occupations et utilisations du sol admises par le règlement. m. Les affouillements ou exhaussements des sols, dès lors qu'ils sont liés et nécessaires : - à des travaux de construction ou occupations et utilisations du sol admises par le règlement ; - à la lutte contre des risques ou des nuisances de toute nature ; - au comblement d'anciennes carrières ou toutes autres excavations, dans le respect de la vocation de la zone et de la sensibilité du site d'un point de vue paysager et écologique. n. Le stockage et le dépôt de matériaux ou de matériel à l'air libre à la condition d'être liés à l'exercice d'une activité autorisée dans la zone, localisés et aménagés de façon à limiter leur impact visuel depuis les voies et les terrains voisins. o. Les constructions à destination d'exploitation agricole et forestière. p. Les cuisines dédiées à la vente en ligne. q. Le stockage et le dépôt, à l'air libre, de terres excavées, pour leur recyclage, tel que la production de terres fertiles. Le stockage et le dépôt doivent être limités à une hauteur maximale de 4 mètres à compter du terrain naturel et être réalisés de façon à minimiser les nuisances et l'impact visuel.	
1.2.2 - Est en outre admise l'extension* des constructions existantes*, à la date d'approbation du PLU-H, dans la limite de : a. 30 m² de surface de plancher pour les constructions à destination d'habitation existante à la date d'approbation du PLU-H ; b. 20% du nombre de chambres existant à la date d'approbation du PLU-H pour les constructions à destination d'hébergement hôtelier et touristique, non situées dans un périmètre de *polarité d'hébergement hôtelier et touristique** figurant aux documents graphiques du règlement ; c. 5% de leur emprise au sol* existante à la date d'approbation du PLU-H pour les constructions ayant une autre destination que celles admises au paragraphe 1.2.1 ainsi qu'aux « a » et « b » ci-avant.	/
CHAPITRE 2 – MORPHOLOGIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS	
2.1 – Implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques ou privées	
2.1.1 - Règle générale Les constructions peuvent être implantées soit en *limite de référence** ou en limite de la *marge de recul**, soit en *recul** de ces dernières. En cas de *recul**, ce dernier est au moins égal à 5 mètres et au plus égal à 25 mètres (Rl ≥ 5 m et ≤ 25 m). Le choix d'implantation des constructions, est dicté par au moins l'un des trois critères suivants : - fonctionnel, lié à la nature de l'activité et à ses besoins ; - morphologique, en prenant en compte les caractéristiques de l'implantation des constructions voisines ;	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.

Dispositions de la zone UEi2	Conformité du projet
- environnemental, au regard des caractéristiques de la voie bordant le projet et des nuisances qu'elle est susceptible d'engendrer. Les constructions à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics et les installations nécessaires à un service public peuvent être implantées en *limite de référence** ou en limite de la *marge de recul** ou avec un *recul** moindre que celui fixé ci-avant, dès lors qu'existent des contraintes ou spécificités architecturales, techniques ou fonctionnelles. Le choix de leur implantation prend cependant en considération les caractéristiques dominantes de l'environnement urbain dans lequel s'inscrit la construction ou l'installation.	
2.1.2 - Règles alternatives Une implantation différente de celle prévue par la règle peut être appliquée dans les conditions et cas suivants : a. l'implantation d'une construction qui s'inscrit dans une séquence urbaine significative dont l'organisation morphologique particulière ne correspond pas à la règle, dès lors que le choix d'implantation de la construction permet l'inscription de cette dernière en harmonie avec l'organisation urbaine environnante et celle du front bâti constitué dans lequel elle s'insère. b. l'implantation d'une construction qui ne peut pas être conforme à la règle, en raison de la préservation ou de la mise en valeur d'un élément ou d'un espace végétal de qualité, **identifié aux documents graphiques du règlement (*espace boisé classé**, *délimitation d'espace de pleine terre**, *terrain urbain cultivé et terrain non bâti pour le maintien de continuités écologiques** et *espace végétalisé à valoriser**), ou à titre exceptionnel si des arbres non identifiés présentent une qualité remarquable compte tenu de leur nature, caractéristiques et localisation. Dans ce cas, le choix d'implantation de la construction est fait afin de mettre en valeur cet élément ou cet espace, tout en prenant en compte la morphologie urbaine environnante.** c. l'implantation d'une construction au sein d'un *périmètre d'intérêt patrimonial** délimité aux documents graphiques du règlement **ou identifiée en tant qu'***élément bâti patrimonial** aux documents graphiques du règlement, dès lors que le choix d'implantation de la construction est fait de façon à mettre en valeur les caractéristiques dudit élément ou ensemble patrimonial. d. l'implantation d'une *construction en contiguïté d'une construction principale existante** édifiée sur un terrain *contigu** dont l'implantation n'est pas conforme à la règle, dès lors qu'elle s'inscrit, pour tout ou partie, dans la continuité de la construction voisine existante en prenant également en compte sa volumétrie. e. l'implantation d'une construction qui, en raison des caractéristiques particulières du *terrain** telles qu'une configuration irrégulière ou atypique, une topographie accidentée, une situation en décalage altimétrique par rapport au niveau de la voie, une localisation au contact de plusieurs *limites de référence** (terrain d'angle notamment), ne peut pas être conforme à la règle. Dans ce cas, le choix d'implantation de la construction est fait afin d'adapter la construction en vue de son insertion dans le site, en prenant en compte la morphologie urbaine environnante. f. l'*extension** d'une *construction existante**, à la date d'approbation, dont l'implantation n'est pas conforme à la règle, dès lors qu'elle est réalisée dans le respect d'une harmonie d'ensemble de la construction. g. l'isolation ou la mise en œuvre de dispositifs de protection contre le rayonnement solaire ou la mise en œuvre de dispositifs de végétalisation en saillie des façades d'une construction existante, à la date d'approbation du PLU-H, implantée en *limite de référence** ou en limite de la *marge de recul**, dès lors que ces dispositifs présentent une épaisseur au plus égale à 30 cm et qu'ils sont en harmonie avec les caractéristiques architecturales de la *construction existante** sous réserve de l'accessibilité et dans le respect de l'article 0.4.3 du présent règlement. h. les aménagements d'espaces et l'édification de constructions constituant le stationnement des vélos ou le point de présentation des déchets ménagers **aux fins de collecte, sous réserve d'une insertion qualitative du projet à son environnement urbain et paysager au regard de ses caractéristiques dominantes.**	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.
2.2 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	

Dispositions de la zone UEi2	Conformité du projet
2.2.1 - Règle générale Les constructions peuvent être implantées : - soit en *retrait** des *limites séparatives**, - soit sur une limite séparative au plus. Dans ce cas, la longueur de *façade** de la construction sur la *limite séparative** est au plus égale aux 2/3 du linéaire de cette *limite séparative**. En cas de *retrait**, ce dernier est au moins égal au tiers de la *hauteur de la façade** de la construction (R ≥ Hf/3) Dans tous les cas, toute construction doit être implantée, par rapport à la limite d'une zone URi1, URi2, N1, N2, A1 et A2, à une distance au moins égale à : - 5 mètres : - pour les constructions implantées sur des terrains dont la superficie est inférieure ou égale à 1 000 m² ; - pour les constructions à destination de bureau et d'activités de services avec l'accueil d'une clientèle ; - 10 mètres dans les autres cas.	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.
2.2.2 - Règles alternatives **Une implantation différente de celle prévue par la règle peut être appliquée dans les conditions et cas suivants :** a. l'implantation d'une construction qui ne peut pas être conforme à la règle, en raison de la préservation ou de la mise en valeur d'un élément ou d'un espace végétal **de qualité, identifié aux documents graphiques du règlement (*espace boisé classé**, *délimitation d'espace de pleine terre**, *terrain urbain cultivé et terrain non bâti pour le maintien de continuités écologiques** et *espace végétalisé à valoriser**), ou à titre exceptionnel si des arbres non identifiés présentent une qualité remarquable compte tenu de leur nature, caractéristiques et localisation. Dans ce cas, le choix d'implantation de la construction est fait afin de mettre en valeur cet élément ou cet espace, tout en prenant en compte la morphologie urbaine environnante.** b. l'implantation d'une construction au sein d'un *périmètre d'intérêt patrimonial** délimité aux documents graphiques du règlement ou identifiée en tant qu'*élément bâti à valoriser** aux documents graphiques du règlement, dès lors que le choix d'implantation de la construction est fait de façon à mettre en valeur les caractéristiques dudit élément ou ensemble patrimonial. c. l'implantation d'une construction qui, en raison des caractéristiques particulières du *terrain** telles qu'une configuration irrégulière ou atypique, une topographie accidentée, une situation en décalage altimétrique par rapport au niveau de la voie, une localisation au contact de plusieurs *limites de référence** (terrain d'angle notamment), ne peut pas être conforme à la règle. Dans ce cas, le choix d'implantation de la construction est fait afin d'adapter la construction en vue de son insertion dans le site, en prenant en compte la morphologie urbaine environnante. d. l'implantation en *limite séparative** d'une construction en *contiguïté** d'une *construction principale existante**, implantée sur un terrain *contigu** ou d'un mur de clôture. Dans ce cas, la construction peut être implantée sur plus d'une *limite séparative** dès lors que la volumétrie de la partie de la construction en contiguïté s'inscrit dans les *héberges** de la construction voisine ou dans la surface du mur. e. l'*extension** d'une *construction existante**, à la date d'approbation du PLU-H, dont l'implantation n'est pas conforme à la règle, dès lors qu'elle est réalisée dans le respect d'une harmonie d'ensemble avec la construction existante dans le prolongement des murs.	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.

Dispositions de la zone UEi2	Conformité du projet
f. l'isolation ou la mise en œuvre de dispositifs de protection contre le rayonnement solaire ou la mise en œuvre de dispositifs de végétalisation en saillie des façades d'une construction existante, à la date d'approbation du PLU-H, implantée en *limite de référence** ou en limite de la *marge de recul**, dès lors que ces dispositifs présentent une épaisseur au plus égale à 30 cm et qu'ils sont en harmonie avec les caractéristiques architecturales de la *construction existante**. g. les aménagements d'espaces et l'édification de constructions constituant le stationnement des vélos ou le point de présentation des déchets ménagers **aux fins de collecte, sous réserve d'une insertion qualitative du projet à son environnement urbain et paysager au regard de ses caractéristiques dominantes.**	
2.3 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur un même terrain	
La *distance** minimale entre constructions ou parties de construction non *contiguës** implantées sur un même *terrain** est au moins égale à 4 mètres (D ≥ 4 m). La *distance** entre une *annexe** et une autre construction n'est pas réglementée. La *distance** entre une construction à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics et une autre construction n'est pas réglementée.	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.
2.4 – Emprise au sol des constructions	
2.4.1 - Règle générale Le *coefficient d'emprise au sol** est limité à 60 %. Le *coefficient d'emprise au sol** n'est pas réglementé pour les constructions ou parties de construction à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics.	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.
2.4.2 - Règles graphiques Dès lors que figure aux documents graphiques du règlement un *coefficient d'emprise au sol**, sa valeur se substitue aux dispositions du paragraphe 2.4.1, sauf pour les constructions à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics.	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.
2.4.3 - Règles alternatives **Une *emprise au sol** différente de celle prévue par la règle peut être appliquée dans les conditions et cas suivants :** a. l'*extension** d'une *construction existante** à la date d'approbation du PLU-H et dont la destination est admise au paragraphe 1.2.1 du présent règlement, présentant une *emprise au sol** supérieure à celle exigée par la règle ou que ces travaux auraient pour effet de rendre supérieure à celle exigée par la règle, dès lors qu'elle est limitée à une augmentation de 5% de l'*emprise au sol** existante, à la date d'approbation du PLU-H. b. l'isolation ou la mise en œuvre de dispositifs de protection contre le rayonnement solaire ou la mise en œuvre de dispositifs de végétalisation en saillie des façades d'une construction existante, à la date d'approbation du PLU-H, implantée en *limite de référence** ou en limite de la *marge de recul**, dès lors que ces dispositifs présentent une épaisseur au plus égale à 30 cm et qu'ils sont en harmonie avec les caractéristiques architecturales de la *construction existante**.	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.
2.5 – Hauteur des constructions	

Dispositions de la zone UEi2	Conformité du projet
La hauteur des constructions est définie par une règle écrite (2.5.1) ou graphique (2.5.2).	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.
2.5.1 - Règle générale 2.5.1.1 – La hauteur de façade des constructions **La *hauteur de façade** maximale des constructions n'est pas règlementée.** 2.5.1.2 – Le gabarit de hauteur La *hauteur de façade** maximale des constructions est toutefois limitée par un **gabarit de hauteur de façade** applicable à compter des limites de la zone UEi2 dès lors qu'elles sont contiguës à une zone urbaine ou à urbaniser dont la vocation dominante est l'habitation. Ce gabarit est défini par : - une verticale élevée à l'aplomb de la limite de la zone UEi2, dont la hauteur correspond à la hauteur de façade* des constructions applicable dans la zone limitrophe ; - un plan incliné à 45° vers l'intérieur du terrain, ayant pour base le sommet de la verticale (cf. schéma réglementaire en coupe ci-après).  **Ce gabarit n'est pas applicable :** - aux installations et ouvrages qui pour des raisons techniques ou fonctionnelles nécessitent une hauteur plus importante ; - aux constructions à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics, dès lors qu'existent des contraintes ou spécificités architecturales, techniques ou fonctionnelles. Dans ce cas, la *hauteur de façade** de la construction est déterminée afin de répondre à ces contraintes tout en prenant en considération les caractéristiques dominantes de l'environnement urbain dans lequel s'inscrit la construction. 2.5.1.3 – Le volume enveloppe de toiture et de couronnement (VETC) Le *volume enveloppe de toiture et de couronnement** (VETC) s'inscrit dans le volume enveloppe délimité par le *VETC haut**.	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.

Dispositions de la zone UEi2	Conformité du projet
2.5.2 - Règles graphiques Dès lors que la *hauteur de façade** maximale des constructions figure aux documents graphiques du règlement (plan des hauteurs, plan de zonage ou plan masse) ou à l'intérieur de la délimitation de l'emprise des *polygones d'implantation**, cette disposition graphique se substitue à celles prévues aux paragraphes 2.5.1.1 et 2.5.1.2. Elle peut être différenciée selon que la construction ou partie de construction est située en *premier rang** ou en *second rang**. **La hauteur de façade graphique n'est pas applicable :** - aux installations et ouvrages qui pour des raisons techniques ou fonctionnelles nécessitent une hauteur plus importante ; - aux constructions à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics, dès lors qu'existent des contraintes ou spécificités architecturales, techniques ou fonctionnelles. Dans ce cas, la *hauteur de façade** de la construction est déterminée afin de répondre à ces contraintes tout en prenant en considération les caractéristiques dominantes de l'environnement urbain dans lequel s'inscrit la construction.	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.
2.5.3 - Règles alternatives **Une hauteur différente de celle prévue par la règle peut être appliquée dans les conditions et cas suivants :** a. la construction ou l'*extension** d'une construction qui est inscrite au sein d'une séquence d'un ensemble de constructions ou située entre deux constructions ayant des hauteurs différentes, d'un niveau au moins, de celles prévues par la règle. Dans l'objectif de garantir un épannelage harmonieux, la *hauteur de façade** prévue par la règle peut être modulée (réduite ou augmentée) au maximum de la *hauteur d'un niveau** sur tout ou partie de la construction. b. la construction ou l'*extension** d'une construction au sein d'un *périmètre d'intérêt patrimonial** délimité aux documents graphiques du règlement ou identifiée en tant qu'*élément bâti à valoriser** aux documents graphiques du règlement, dès lors que la *hauteur de construction** est adaptée de façon à mettre en valeur les caractéristiques dudit ensemble ou élément patrimonial. c. la *hauteur de façade** d'une construction qui, en raison des caractéristiques particulières du *terrain**, telles qu'une topographie accidentée, une situation en décalage altimétrique par rapport au niveau de la voie, une localisation au contact de plusieurs voies, ne peut pas être conforme à la règle pour obtenir une volumétrie harmonieuse de la construction. Dans ce cas, la *hauteur de façade** de la construction est adaptée afin que la volumétrie de la construction favorise son insertion dans le site, en prenant en compte la morphologie urbaine environnante. d. l'*extension** d'une *construction existante**, à la date d'approbation du PLU-H, dont les caractéristiques de hauteur ne sont pas conformes aux règles de hauteur des constructions, dès lors qu'elle est réalisée dans le respect d'une harmonie d'ensemble de la construction initiale. e. l'isolation par surélévation d'une toiture d'une construction existante, à la date d'approbation du PLU-H, présentant une *hauteur** de construction supérieure à celle exigée par la règle ou que ces travaux auraient pour effet de rendre supérieure à celle exigée par la règle, dès lors que la surélévation demeure limitée à la seule nécessité de la mise en œuvre du dispositif d'isolation. f. pour les constructions neuves, les rénovations, les réhabilitations et les surélévations faisant "*preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale ou qui intègrent des procédés de production d'énergies renouvelables**", un dépassement ne pouvant excéder 20 % de la règle de la *hauteur de façade** maximale permise dans la zone est autorisé dans la limite de la réalisation d'un niveau, sous réserve d'une bonne insertion urbaine et architecturale. Concernant les *éléments bâtis patrimoniaux**, les bâtiments protégés au titre des monuments historiques et les bâtiments situés dans les abords d'un monument historique, la réalisation devra être respectueuse des enjeux patrimoniaux.	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.
CHAPITRE 3 – NATURE EN VILLE	
3.1 – Les principes d'aménagement des espaces libres	

Dispositions de la zone UEi2	Conformité du projet
L'aménagement des espaces libres ne peut être réduit à un traitement des surfaces résiduelles de l'emprise du bâti, mais il est intégré dans la conception globale de tout projet comme un élément structurant, source de paysage et de biodiversité. Il concourt à : - l'insertion des constructions dans leur paysage urbain et à la qualité des transitions entre espaces bâtis et espaces agricoles ou naturels ; - l'amélioration du cadre de vie d'un point de vue paysager et bioclimatique ; - l'enrichissement de la biodiversité en ville ; - la gestion de l'eau pluviale et de ruissellement. **Selon leur nature et leur vocation** (espaces de circulation, terrasses, cours, jardins, bassins...), l'aménagement paysager des espaces libres, outre les dispositions prévues aux sections 3.2 et 3.3 ci-après, est approprié à leurs fonctions, dans la recherche d'une composition globale cohérente et pérenne. **Le traitement des espaces libres prend également en compte :** - **la topographie, la géologie et la configuration du terrain**, notamment pour limiter le phénomène de ruissellement. Les moyens concourant à la limitation du volume et de la vitesse des eaux de ruissellement sont recherchés : le choix des matériaux du revêtement des espaces libres permettant l'infiltration de l'eau, la création de murets constituant des guides pour un écoulement des eaux en travers de la pente, la plantation de feuillus retenant l'eau et facilitant son évaporation... ; - **la gestion de l'eau pluviale**, telle qu'elle est prévue au chapitre 6 de la partie I du règlement. Il convient, en particulier, de limiter au strict nécessaire les surfaces imperméables par l'emploi de matériaux favorisant l'infiltration de l'eau (sable, gravier, dalles alvéolées, pavés non joints, pavés poreux...) et de concevoir un aménagement qui intègre la rétention de l'eau pluviale (modelés de terrain, bassins, noues,…) ; - **la superficie, la configuration et la localisation sur le terrain des espaces végétalisés** et plantés pour assurer un bon développement des plantations et organiser, dans la mesure du possible, une continuité avec les espaces libres sur les terrains voisins afin de créer un maillage écologique ; - **les plantations existantes sur le terrain** afin de maintenir des sujets d'intérêt, identifiés aux documents graphiques réglementaires, dans l'aménagement des espaces végétalisés.	Aucun nouvel aménagement n'est prévu.
3.2 – Le traitement des espaces libres : aspects quantitatifs	
3.2.1 – Le coefficient de pleine terre Le *coefficient de pleine terre** est au minimum de 15%. Le *coefficient de pleine terre** n'est pas applicable : - aux constructions à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics, dès lors qu'existent des contraintes ou spécificités architecturales, techniques ou fonctionnelles ; - aux constructions annexes aux constructions existantes à la date d'approbation du PLU-H, dès lors qu'existent des contraintes ou spécificités techniques, fonctionnelles ou sécuritaires et que l'emprise au sol est limitée aux stricts besoins de réalisation de ces constructions et dans la limite totale cumulée de 100 m² d'emprise au sol.	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.
3.2.2 - Le coefficient de pleine terre graphique Dès lors que figure aux documents graphiques du règlement un *coefficient de pleine terre** graphique, sa valeur se substitue à celles fixées au paragraphe 3.2.1, sauf pour les d'équipements d'intérêt collectif et services publics	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.

Dispositions de la zone UEi2	Conformité du projet
3.2.3 - Règle alternative Les travaux, les *extensions** et changements de destination, affectant une *construction existante**, à la date d'approbation du PLU-H, implantée sur un terrain ou partie de terrain, présentant une surface de *pleine terre** inférieure à celle prévue par la règle, peuvent être admis dès lors qu'ils n'ont pas pour effet de réduire la surface de *pleine terre** existante avant travaux.	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.
3.3 – Le traitement paysager des espaces libres : aspects qualitatifs	
3.3.1 - Les espaces de pleine terre L'intégralité de la surface des espaces de *pleine terre**, issue de l'application de la section 3.2, doit être obligatoirement végétalisée et plantée, à l'exclusion de tout autre traitement même perméable tels que les cheminements stabilisés, les surfaces engravillonnées, les dalles alvéolaires engazonnées. Leur traitement végétal privilégie une composition utilisant la palette des trois strates végétales (arborée, arbustive et herbacée) de façon diversifiée et équilibrée, dès lors que leur superficie le permet. Un arbre de haute tige est maintenu ou planté par tranche complète de 50 m² de la surface de *pleine terre** minimale exigée par la règle.	Le site est entièrement imperméabilisé (absence d'espaces de pleine terre).
3.3.2 - Les autres espaces libres Les *espaces libres**, autres que les espaces de *pleine terre**, reçoivent un traitement paysager végétal ou minéral de qualité adapté à la nature de l'espace considéré et de son environnement urbain ou naturel. a. Les espaces sur dalle non affectés à un usage privatif, qui n'entrent pas dans le décompte de l'*emprise au sol** des constructions, sont dans la majeure partie de leur superficie végétalisés sur une épaisseur de terre d'au moins 40 cm, non compris le complexe drainant et isolant. b. Les aires de stationnement en surface sont conçues, tant dans le choix de leur localisation que dans leur traitement paysager, pour limiter leur impact visuel depuis l'espace public. Le traitement au sol des aires de stationnement permet de faciliter l'infiltration des eaux pluviales par des techniques adaptées. Sur les nouvelles aires de stationnement en surface et les aires de stationnement en surface existantes, d'une superficie inférieure ou égale à 1 500 m², il est exigé la plantation d'au moins un arbre pour quatre places de stationnement. Ces plantations peuvent être organisées dans une composition paysagère pérenne de qualité. Sur les nouvelles aires de stationnement en surface d'une superficie supérieure à 1 500 m², il est exigé la plantation d'au moins un arbre pour 8 places de stationnement. Ces plantations sont majoritairement réparties sur l'ensemble de la partie non couverte d'ombrières solaires, et pour le reste, organisées dans une composition paysagère pérenne et de qualité privilégiant un positionnement en frange du terrain et intégrant une strate herbacée ou arbustive. De plus, ces aires sont équipées, sur au moins la moitié de leur superficie, d'ombrières intégrant un procédé de production d'énergies renouvelables sur la totalité de leur partie supérieure assurant l'ombrage. Il peut être dérogé à cette obligation en cas de contraintes techniques, sécuritaires, architecturales, patrimoniales, environnementales, de sites et paysages ou économiques. Sur les aires de stationnement en surface existantes à la date d'approbation du PLU-H, réhabilitées entièrement ou par moitié, d'une superficie supérieure à 1 500 m², il est exigé la plantation d'au moins un arbre pour 8 places de stationnement. Ces plantations sont majoritairement réparties sur l'ensemble de la partie non couverte d'ombrières solaires, et pour le reste, organisées dans une composition paysagère pérenne et de qualité privilégiant un positionnement en frange du terrain et intégrant une strate herbacée ou arbustive. De plus, ces aires sont équipées, sur au moins la moitié de leur superficie, d'ombrières intégrant un procédé de production d'énergies renouvelables sur la totalité de leur partie supérieure assurant l'ombrage. Il peut être dérogé à cette obligation en cas de contraintes techniques, sécuritaires, architecturales, patrimoniales, environnementales, de sites et paysages ou économiques. c. Le tracé des espaces de circulation automobile est conçu pour réduire leur linéaire et leur emprise aux stricts besoins.	Aucun nouvel aménagement n'est prévu.

Dispositions de la zone UEi2	Conformité du projet
d. Le traitement des circulations piétonnes privilégie l'emploi de revêtements perméables. e. Dès lors que les constructions sont implantées en *retrait** de la limite d'une zone urbaine ou à urbaniser dont la vocation dominante est l'habitat ou en retrait d'une zone agricole ou naturelle, **les espaces de retrait sont constitués d'une bande ou d'un écran végétal. Toutefois, des dispositifs différents sont admis sous réserve d'un aménagement paysager de qualité et approprié au site environnant.** f. L'espace compris entre la *limite de référence** et les constructions de *premier rang** est composé : - soit d'une bande végétale d'un minimum d'un mètre de large aménagée et plantée d'une végétation opaque constituée de végétaux arrivés à maturité. Le choix des essences est à adapter aux végétaux environnants et se fait parmi les essences locales ; - soit d'une bande végétale rase d'une profondeur minimale de 3 mètres. Toutefois, des dispositifs différents peuvent être autorisés sous réserve d'un aménagement paysager harmonieux sur l'ensemble du *terrain**. En toute hypothèse, les dispositifs choisis participent à la mise en scène qualitative de la construction. g. Dans les opérations nécessitant des ouvrages techniques de gestion de l'eau (tels que bassins de rétention ou d'infiltration…), ces ouvrages et leurs abords doivent, sous réserve de leurs caractéristiques propres : - faire l'objet d'un aménagement paysager à dominante végétale contribuant à leur insertion qualitative et fonctionnelle dans leur environnement naturel et bâti ; - être conçus pour répondre à des usages ludiques ou d'agrément compatibles avec leur destination (espaces verts de détente, de jeux…).	
CHAPITRE 4 – QUALITÉ URBAINE ET ARCHITECTURALE	
1.1 – Insertion du projet	
4.1.1 - Principes généraux Cette zone qui accueille des activités économiques de production, qu'elles soient tertiaires, artisanales ou industrielles, se caractérise par une certaine diversité morphologique des constructions. L'objectif principal vise l'insertion qualitative du projet au sein de la zone et à son environnement. Les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, prennent en compte l'intérêt des lieux avoisinants, des sites, des paysages naturels ou urbains ainsi que la conservation des perspectives monumentales.	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.
4.1.2 - Principes adaptés a. Dans les séquences urbaines constituées, les constructions répondent aux besoins fonctionnels de l'activité tout en tenant compte de son environnement urbain. b. A proximité de tissus urbains constitués à dominante résidentielle, une attention particulière est portée sur la volumétrie des constructions pour assurer une transition adaptée. c. La conception des constructions, dans leur volumétrie et leur aspect, prend en compte les caractéristiques de la composition et de la structure de la zone dans laquelle elles sont implantées. d. Le stockage des matériaux à l'air libre prévu au paragraphe 1.2.1 nécessite la conception d'un aménagement végétal ou minéral ayant pour effet d'en réduire l'impact visuel.	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions. Aucun matériau ne sera stocké à l'air libre.

Dispositions de la zone UEi2	Conformité du projet
e. Les toitures terrasses d'une superficie supérieure à 10 m² d'un seul tenant doivent être conçues sous forme de toitures végétalisées, d'insertion qualitative de panneaux solaires ou de toitures terrasses accessibles permettant un usage d'agrément. Une même toiture pourra prévoir plusieurs types d'usages. Pour une superficie inférieure ou égale à 10 m² d'un seul tenant, ces dispositifs sont préconisés. En cas de toiture à pans, l'installation de panneaux solaires est préconisée. Les panneaux solaires, intégrés harmonieusement à l'enveloppe architecturale et disposés de façon raisonnée avec la composition de la cinquième façade, sont soit intégrés dans le pan de toiture, soit installés en surimposition dans le respect de la pente de la toiture.	
4.2 – Volumétrie et façades	
a. **Volumétrie** Les petits volumes sont à traiter avec simplicité. Pour les grands volumes, est recherché des rythmes au niveau des formes, des structures apparentes, des traitements des façades et des ouvertures. b. **Façades et saillies** Dans un souci de composition d'ensemble, toutes les façades d'une construction font l'objet d'un traitement de qualité afin de les assortir. Les saillies sont conçues dans un équilibre général de la façade et en harmonie avec les caractéristiques du front urbain dans lequel la construction s'insère. c. **Saillies et autres débords sur le domaine public** Tout débord de construction en saillie sur le domaine public s'intègre à son environnement bâti, profite à la qualité architecturale de la construction et se situe au-dessus d'une hauteur de 4,30 mètres, à l'exception : - des terrasses des commerces en rez-de-chaussée ; - des vitrines, des éléments décoratifs et autres saillies à caractère ornemental (seuils, socles, soubassements, bandeaux, corniches, appuis, encadrements, pilastres et nervures,…), d'une profondeur au plus égale à 15 centimètres ; - des dispositifs de protection contre le rayonnement solaire, de végétalisation et d'isolation thermique par l'extérieur sur construction existante, d'une profondeur au plus égale à 30 centimètres, sous réserve de l'accessibilité et dans le respect de l'article 0.4.3 du présent règlement. Les volumes habitables, construits en encorbellement par rapport au domaine public, sont prohibés. Toutefois, cette règle fait l'objet d'adaptations pour permettre la réalisation d'ouvrages d'architecture ponctuels ou rythmés lorsque le caractère des constructions avoisinantes ou le projet le justifie. Les balcons et surfaces extérieures non closes en surplomb par rapport au domaine public sont admis dans des proportions modérées dès lors qu'ils contribuent à l'harmonisation de la construction avec son environnement bâti. Afin de préserver la perception de front bâti, il peut être exigé que les balcons ou terrasses en surplomb par rapport au domaine public comportent des gardecorps fins et ajourés. Dans les cas visés aux deux alinéas précédents le porte-à-faux maximum de ces volumes habitables, balcons ou surfaces extérieures non closes est limité à : 0,60 mètre si la largeur de la voie est inférieure ou égale à 12 mètres et 0,80 mètre si la largeur de la voie est supérieure à 12 mètres. Dans les pans coupés situés aux angles des rues, le porte-à-faux maximum autorisé correspond à la rue la plus large.	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.
4.3 – Volume Enveloppe de Toiture et Couronnement	

Dispositions de la zone UEi2	Conformité du projet
a. Le *Volume Enveloppe de Toiture et Couronnement* (VETC)* "haut" est privilégié. Néanmoins, les VETC "bas" et "intermédiaires" sont admis, dès lors qu'ils contribuent à l'équilibre des proportions de la construction au regard de la volumétrie du projet et de la *hauteur de façade** de la construction. b. Le VETC fait l'objet d'un traitement architectural de qualité. Tous les équipements techniques autorisés dans le Volume Enveloppe de Toiture et Couronnement, tels que système de refroidissement, chauffage, accès aux toitures sont intégrés qualitativement de manière à ne pas porter atteinte à la qualité architecturale de la construction et à la perception du paysage urbain. c. Différents types de toiture tels que terrasse, à pans ou formes contemporaines sont admis dès lors qu'ils respectent une harmonie d'ensemble et des proportions cohérentes avec la hauteur de façade de la construction. d. Le projet recherche une simplicité de toiture et limite la multiplicité des formes de toitures. e. La réalisation des toitures végétalisées privilégie une qualité de mise en œuvre, un choix pertinent de dispositifs limitant l'entretien, afin d'assurer et de garantir une pérennité de l'aménagement.	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.
4.4 – Matériaux et couleurs	
a. Le choix des matériaux Le recours à des matériaux et à des mises en œuvre innovantes en matière d'aspect et de techniques de construction visant à améliorer le confort des usagers et à limiter l'impact sur l'environnement de la construction ou à renforcer l'utilisation d'énergie renouvelable, est encouragé. L'utilisation de matériaux ou de revêtements à faible absorption du rayonnement solaire et de couleur claire sont à privilégier afin de limiter les îlots de chaleur. L'emploi brut de matériaux est autorisé à condition que leur mise en œuvre concoure à la qualité architecturale du projet et ne soit pas de nature à compromettre son insertion dans le site. En outre, les enduits présentent un aspect lisse. L'utilisation de matériaux renouvelables, biosourcés, bas carbone, sains et recyclables, ainsi que le réemploi de matériaux issus notamment de la démolition sont privilégiés afin de diminuer l'empreinte carbone de la construction. b. Le choix des couleurs Le choix des couleurs offre une harmonisation des coloris avec l'architecture de la construction et prend en compte l'ambiance chromatique de la zone ou de l'opération d'ensemble.	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.
4.5. – Traitement des clôtures	
La clôture assure le marquage de la continuité de la rue et de la limite du domaine public, lorsque les constructions s'implantent en recul. En outre, les matériaux sont choisis au regard de leur pérennité. La hauteur des clôtures implantées sur *limites séparatives** est limitée à 2 mètres, lorsque le terrain *contigu** n'est pas classé dans la même zone. Les clôtures implantées le long de la *limite de référence** ont une hauteur totale maximale de 2 mètres et sont en harmonie avec les clôtures voisines.	Le site de KEM ONE est entièrement clôturé.

Dispositions de la zone UEi2	Conformité du projet
La conception et les caractéristiques des clôtures permettent la libre circulation de la petite faune par l'insertion au ras du sol d'une ouverture de l'ordre de 15 centimètres de diamètre minimum tous les 15 mètres environ. Lorsque la totalité du linéaire de clôture est inférieure à 15 mètres, un passage minimum doit être aménagé. Le choix des matériaux privilégie leur caractère durable. Pour les constructions autres que celles destinées à l'habitation, des clôtures présentant des caractéristiques différentes peuvent être réalisées pour des raisons fonctionnelles ou de sécurité.	
4.6 – Mouvements de terrain	
Les mouvements de terrain (affouillements exhaussements) nécessaires à l'implantation de la construction sont limités aux stricts besoins techniques ou permettent une meilleure insertion de la construction dans le paysage.	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.
4.7 – Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des constructions	
4.7.1 - Les ouvrages de télécommunication et de raccordement aux réseaux a. Les ouvrages techniques de raccordement aux réseaux tels que les postes électriques, de gaz, numériques sont intégrés dans la construction. En cas d'impossibilité technique avérée, il est demandé une insertion qualitative dans les clôtures, ainsi qu'un traitement architectural de qualité. b. Les équipements techniques liés aux réseaux assurant la transmission ou le transport de ressources naturelles, de matières premières, d'énergie, d'informations par voie terrestre, sont enfouis afin de limiter l'impact sur les sites et paysages traversés. Toutefois, des modalités autres que l'enfouissement sont admises pour des motifs techniques dûment justifiés, et sous réserve d'une solution esthétique et technique satisfaisante. c. Les équipements techniques liés aux réseaux assurant la transmission d'informations par voie aérienne et nécessitant l'installation d'ouvrage ou d'équipement permettant d'assurer l'émission, la transmission et la réception de ces données, s'intègrent à la construction ou à leur environnement en prenant en compte : - leur localisation ; - leur dimension et leur volume ; - leur teinte ; - leur impact sur les vues à préserver et sur le paysage dans lequel ils s'insèrent ; - leurs contraintes techniques destinées à en assurer le bon fonctionnement.	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.
4.7.2 - Gestion des déchets L'aménagement ou l'espace nécessaire à la gestion des déchets sont intégrés de préférence dans les constructions. Lorsque les points de présentation des déchets ménagers aux fins de collecte sont situés en dehors des constructions, ils s'inscrivent de manière qualitative par un traitement minéral ou végétal.	Les zones de stockage de déchets sont correctement aménagées
CHAPITRE 5 – DÉPLACEMENTS ET STATIONNEMENT	
5.1 – Voies et accès	

Dispositions de la zone UEi2	Conformité du projet
Les dispositions règlementaires relatives aux voies et aux accès se situent au chapitre 5 de la partie I du règlement à laquelle il convient de se référer.	Aucune nouvelle voie ou accès ne sera créée.
5.2 - Stationnement	
5.2.1 - Dispositions relatives au stationnement Les dispositions règlementaires relatives aux normes de stationnement des véhicules automobiles et des vélos, ainsi que leurs modalités de calcul se situent au chapitre 5 de la partie I du règlement à laquelle il convient de se référer.	Aucun nouvel aménagement n'est prévu.
5.2.2 - Modalités de réalisation des places de stationnement 5.2.2.1 Modalités différenciées selon la destination des constructions et le secteur de stationnement Outre les dispositions prévues dans la partie I du règlement (chapitre 5) et au chapitre 3 du présent règlement de zone, les modalités de réalisation des places de stationnement exigibles sont différenciées selon la destination des constructions et les secteurs de stationnement : a. Pour les constructions à destination d'habitation, bureau, commerce de détail, artisanat destiné principalement à la vente de biens et services, restauration et activités de service avec l'accueil d'une clientèle et d'hébergement hôtelier et touristique : - dans les secteurs de stationnement Aa, Ab, B, C et Cbis : les places de stationnement sont réalisées en sous-sol dès lors que la surface de plancher de la construction est égale ou supérieure à 1.5 fois la superficie du terrain ; - dans les secteurs de stationnement Da, Dab, Db, Dc et E : les modalités de réalisation des places de stationnement ne sont pas réglementées. b. Pour les constructions à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics, de cinéma ou de centre de congrès et d'exposition : aucune modalité particulière n'est imposée. Toutefois, le mode de réalisation des places de stationnement contribue à l'insertion urbaine et paysagère du projet au regard des caractéristiques particulières de son environnement. c. Pour les constructions ayant une autre destination que celles définies aux paragraphes "a" et "b" ci-avant les modalités de réalisation des places de stationnement ne sont pas réglementées. 5.2.2.2 Modalités d'application de l'obligation de réaliser les places en sous-sol Dans le cas où est imposée la réalisation des places de stationnement en sous-sol, cette obligation n'est pas applicable, sous réserve d'une insertion qualitative des aires de stationnement dans la composition urbaine et paysagère du projet : a. aux constructions situées dans un secteur soumis à un risque ou à une protection qui engendre une contrainte strictement incompatible d'un point de vue technique avec la réalisation de places de stationnement en sous-sol ; b. aux constructions implantées sur des terrains en forte pente dès lors que la mise en œuvre de places de stationnement en sous-sol rend la réalisation du projet impossible d'un point de vue technique ou incompatible avec sa bonne insertion paysagère ; c. aux places de stationnement nécessaires aux personnes à mobilité réduite ; d. aux places de stationnement destinées aux livraisons, aux camions et autocars, aux véhicules de secours et ambulances ; e. dans le cas de la réalisation des places de stationnement dans un parking silo	Aucun nouvel aménagement n'est prévu.
CHAPITRE 6 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX	
6.1 – Desserte par les réseaux	

Dispositions de la zone UEi2	Conformité du projet
Les dispositions règlementaires relatives à la desserte par les réseaux se situent au chapitre 6 de la partie I du règlement à laquelle il convient de se référer.	Aucun nouvel aménagement n'est prévu.
6.2 – Assainissement	
Les dispositions règlementaires relatives à l'assainissement se situent au chapitre 6 de la partie I du règlement à laquelle il convient de se référer.	Aucun nouvel aménagement n'est prévu.
6.3 – Collecte des déchets	
Les dispositions règlementaires relatives à la collecte des déchets se situent au chapitre 6 de la partie I du règlement à laquelle il convient de se référer.	Aucun nouvel aménagement n'est prévu.

⇨ **Le projet est donc compatible avec le règlement de la zone UEi2 du PLU-H du Grand Lyon.**

X.1.1.2 SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE (SUP)

D'après les plans des servitudes d'utilité publique et des informations et obligations diverses de Saint-Fons, la zone de projet est concernée par plusieurs servitudes.

Le projet est concerné par les servitudes suivantes :

- PM1 : Servitudes résultant des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles et des Servitudes en zones submersibles.
- PM3 : Servitudes relatives aux plans de prévention des risques technologiques.

X.1.1.2.1 SERVITUDE PM1

Le site de DELTALYS est localisé à proximité du fleuve du Rhône et est donc concerné par le plan de prévention des risques naturels d'inondation du Rhône et de la Saône, secteur Rhône-Aval. Le PPRi comprend une cartographie des aléas. D'après cette carte (voir Figure 22 p. 71), DELTALYS est situé en zone de remontée potentielle de nappe et du réseau (zone verte).

Le règlement du PPRi précise pour la zone verte :

« La zone verte matérialise les secteurs soumis à un risque d'inondation lié soit à une remontée du niveau piézométrique de la nappe, soit au débordement d'un réseau d'assainissement suite à sa saturation.

Afin de prendre en compte la problématique d'inondation des sous-sols, récurrente sur le territoire du Grand Lyon notamment en bordure de la Saône et du Rhône, le risque matérialisé par la zone verte inclut les zones où le premier niveau de sous-sol est potentiellement exposé.

Cette zone n'est soumise à aucune restriction particulière.

L'information présentée est sommaire et partielle, et sera enrichie et précisée dans les années à venir avec principalement les résultats de l'étude hydrogéologique en cours, pilotée par le Grand Lyon. ».

⇨ **Le projet est donc compatible avec le règlement du PPRi lié à la servitude PM1.**

X.1.1.2.2 SERVITUDE PM3

Le site de DELTALYS est localisé au sein du site de KEM ONE, faisant partie de la plateforme industrielle de la Vallée de la Chimie. Un PPRT y est associé.

Figure 54. Plan de prévention des risques techniologiques (PPRT) de la Vallée de la Chimie – Carte réglementaire – Urbanisation future

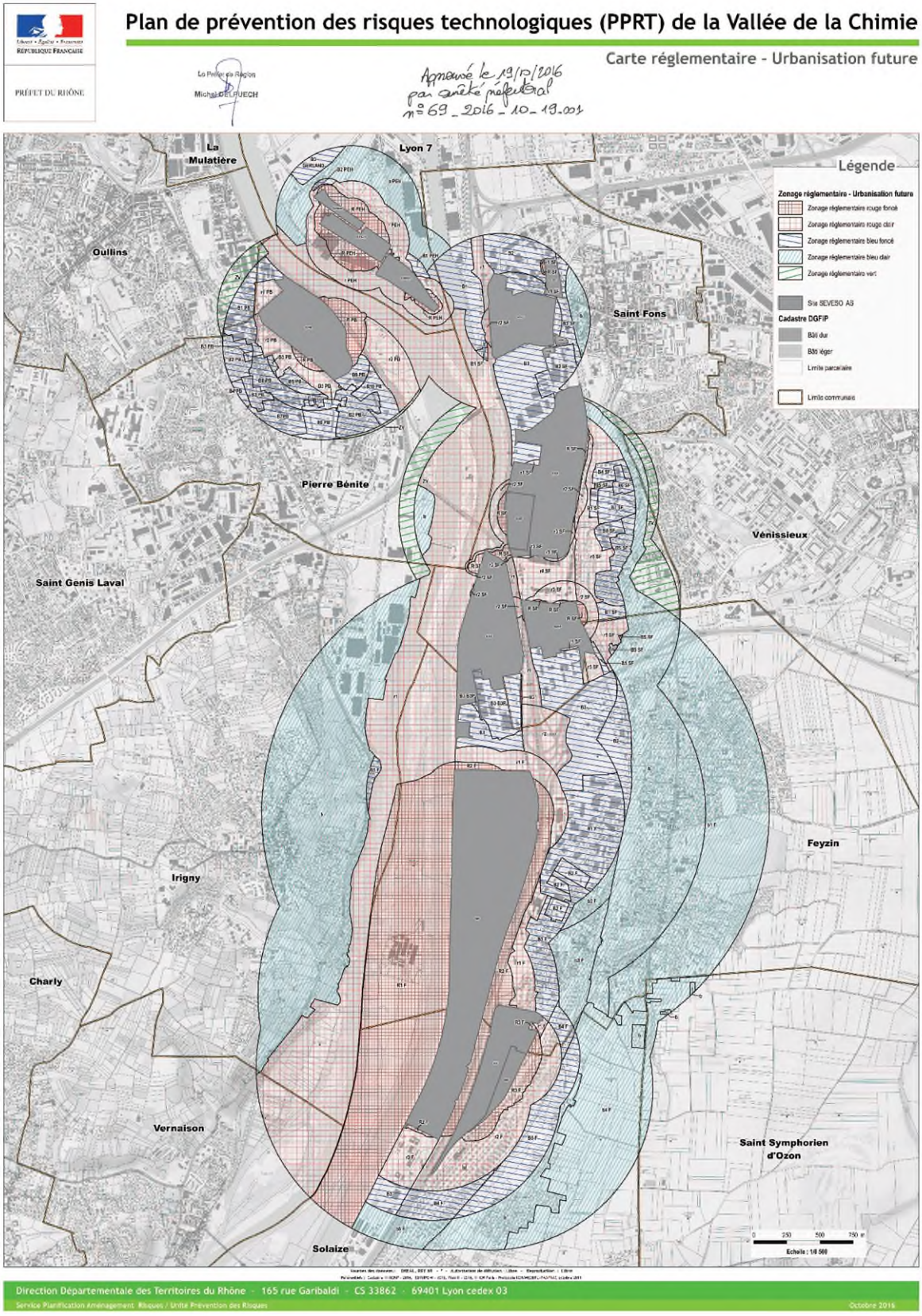
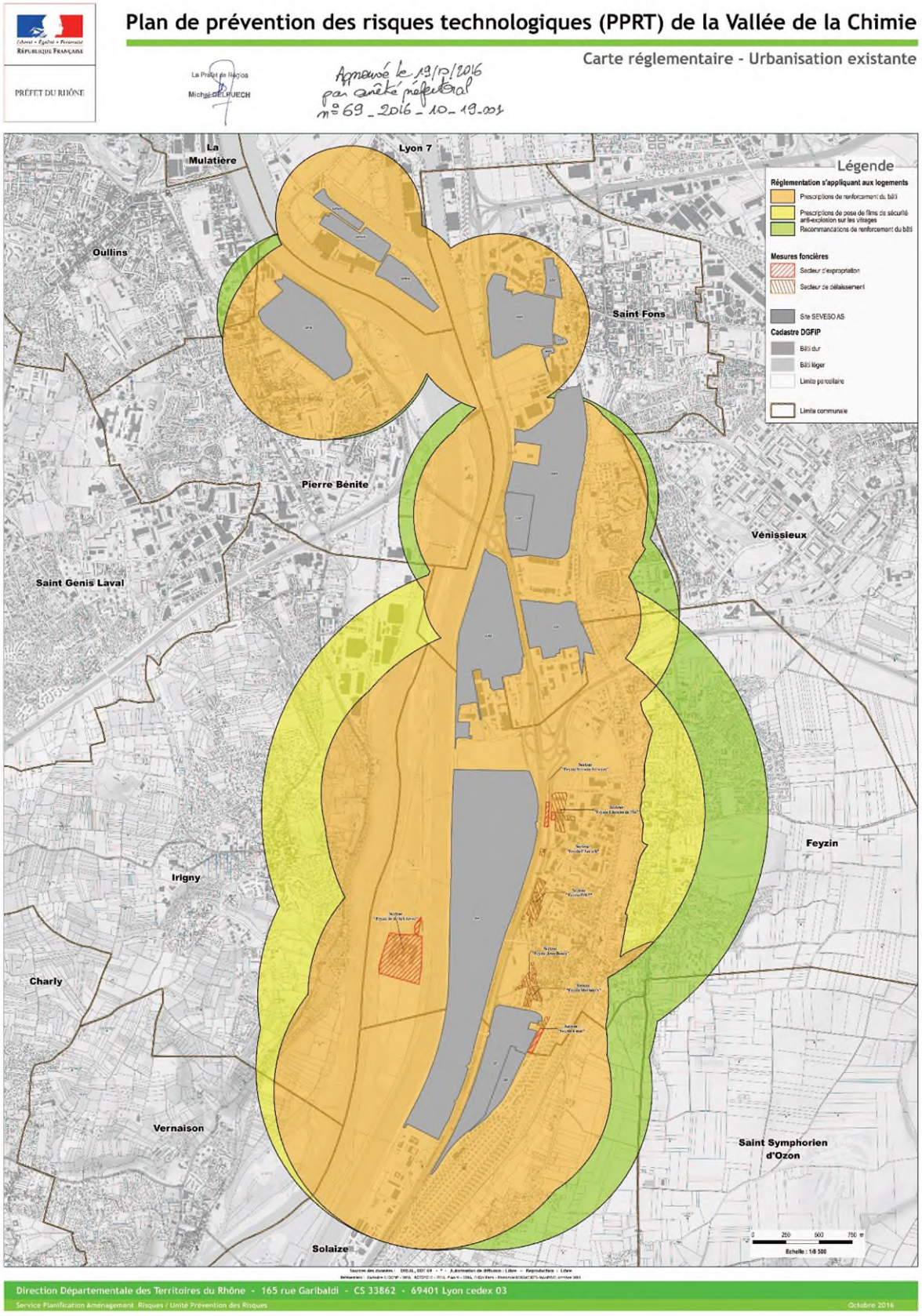


Figure 55. Plan de prévention des risques techniologiques (PPRT) de la Vallée de la Chimie – Carte réglementaire – Urbanisation existante



D'après les cartographies du PPRT, DELTALYS se situe en zone GSF. Celle-ci n'a pas vocation à la construction ou à l'installation d'autres locaux habités ou occupés par des tiers ou de nouvelles voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte et à l'exploitation des installations industrielles sauf pour les signataires de la convention de la plateforme de Saint-Fons.

Tableau 60. Analyse de la conformité du projet au règlement et dispositions de la zone GSF du PPRT de la Vallée de la Chimie

Dispositions de la zone GSF et GPB dans le cadre d'une convention de plateforme valide	Conformité du projet
Article 1 – Conditions de réalisation	
1.1 – Règles d'urbanisme	
Sont interdits • la création, l'élargissement ou l'extension* d'infrastructures qui ne sont pas nécessaires aux activités exercées dans la zone ou à l'acheminement des secours ; • toute construction, extension*, réaménagement, changement de destination de constructions existantes en dehors des projets* des entreprises signataires de la convention plateforme (aux conditions précisées ci-dessous). Autorisations spécifiques pour les entreprises signataires de : - la convention de plateforme de Saint-Fons pour la zone grisée GSF, - la convention de plateforme de Pierre-Bénite pour la zone GPB, • les nouvelles implantations sont autorisées sous réserve de satisfaire aux conditions suivantes : o La signature préalable de la convention de gouvernance applicables à l'installation concernée ; o Le respect des clauses de la convention applicable à l'installation concernée. Le pétitionnaire devra s'attacher à rechercher, en fonction des contraintes, notamment techniques, liées au projet, une implantation donnant la priorité aux terrains les moins exposés. Sont prescrits : • S'agissant d'entreprises tiers implantées sur l'emprise d'un site à l'origine du risque ayant signé la convention, les projets devront satisfaire la prise en compte des mesures de protection suivantes : o La conception des bâtiments garantissent la protection des postes de travail permanents pour les effets de surpression ;	Aucune nouvelle construction n'est prévue. DELTALYS respectera l'ensemble des réglementations lui étant applicables. Les mesures organisationnelles mises en œuvre en cas d'accident sont précisées dans l'Etude de dangers.

o La conception des bâtiments et/ou les mesures organisationnelles garantissent la protection des postes de travail permanents pour les effets toxiques et thermiques ; o Le respect des autres réglementations qui leur sont applicables (Installations classées pour la protection de l'environnement, Police des infrastructures, inspection du travail, etc.) o La définition de mesures organisationnelles à mettre en œuvre en cas d'accident ; • S'agissant des sites à l'origine du risque et des établissements existants exploités par la même entité juridique que les établissements à l'origine du risque, les projets devront satisfaire à la prise en compte des mesures de protection suivantes : o le respect des autres réglementations qui leur sont applicables (Installations classées pour la protection de l'environnement, Police des infrastructures, inspection du travail, etc.) o la conception des bâtiments et/ou les mesures organisationnelles garantissent la protection des postes de travail permanents des opérateurs ; o la définition de mesures organisationnelles à mettre en œuvre en cas d'accident.	
1.2 – Règles de construction	
Sans objet (construction interdites) sauf pour les signataires des conventions plateforme Saint-Fons et Pierre-Bénite. Pour les entreprises tierces implantées dans les emprises de sites à l'origine du risque : - en zone GSF, le comité de coordination transmet au porteur du projet toutes les informations dont il dispose permettant au porteur de projet de définir les objectifs de performance à respecter, en application de la convention de la plateforme de Saint-Fons ; - en zone GPB, les objectifs de performance sont définis par le comité de coordination de la plateforme de Pierre-Bénite, en application de la convention de la plateforme de Pierre-Bénite. Pour les sites à l'origine du risque, les objectifs de performance sont définis par eux-mêmes complétés éventuellement par les données mises à disposition par le comité de coordination de la plateforme	Aucune nouvelle construction n'est prévue.
Article 2 - Conditions d'utilisation et d'exploitation	
Les conditions d'utilisation et d'exploitation sont fixées dans les arrêtés réglementant les sites signataires de la convention plateforme Saint-Fons et Pierre-Bénite, au titre de la réglementation ICPE ou d'autres équivalents.	DELTALYS respectera l'ensemble des réglementations lui étant applicables en termes d'utilisation et d'exploitation

⇨ **Le projet est donc compatible avec les dispositions du PPRT de la Vallée de la Chimie.**

X.1.1.3 PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD)

Il convient de préciser que le PADD n'est pas directement opposable aux permis de construire ou aux opérations d'aménagement, mais le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation, eux opposables, constituent la traduction des orientations qui y sont définies. Le PADD de la Métropole de Lyon définit 4 orientations générales pour

- « Développer l'attractivité de l'agglomération pour construire une métropole responsable »
- « Soutenir le dynamisme économique de l'agglomération pour assurer la création de richesses et d'emplois »
- « Développer une agglomération accueillante, solidaire et équilibrée pour répondre aux besoins en logements de tous ses habitants »
- « Répondre aux enjeux environnementaux et améliorer le cadre de vie pour la santé et le bien-être des habitants »

Même s'il ne sert ni ne dessert un de ces objectifs particuliers, le projet peut être considéré comme participant au développement industriel (2ème orientation générale).

⇨ **Le projet porté par DELTALYS est donc compatible avec le PADD de la Métropole de Lyon.**

X.1.1.4 PROGRAMME D'ORIENTATIONS ET D'ACTIONS (POA)

Le programme d'Orientations et d'Actions pour l'Habitat du PLU-H de la Métropole de Lyon a été approuvé en 2024. Il décline ses objectifs généraux via les axes opérationnels suivants :

1. Favoriser la construction de logements en quantité importante en garantissant une répartition solidaire de l'effort de construction ;
2. Développer l'offre de logements à prix abordables, selon un principe de mixité sociale ;
3. Améliorer la qualité du par cet du cadre de vie ;
4. Garantir l'accès au logement à toutes les étapes de la vie ;
5. Organiser la gouvernance locale de la politique de l'habitat.

Le projet n'est pas concerné par ces axes opérationnels.

⇨ **Le projet porté par DELTALYS est conc compatibles avec le POA de la Métropole de Lyon.**

X.1.2 SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIAL (SCOT)

Un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un document de planification et d'urbanisme qui définit les grandes orientations d'aménagement en matière d'habitat, de développement économique, de déplacements pour un territoire donné. L'objectif est de préserver un équilibre entre zones urbaines et naturelles, et ce sur le long terme (réflexion pour les 15 à 20 ans à venir). Il se doit d'assurer la cohérence des politiques d'urbanisme. Les décisions locales – carte communale, PLU, doivent être compatibles avec celui-ci.

L'article L142-4 du Code de l'Urbanisme institue, depuis la loi « solidarité et renouvellement urbains » (SRU) de décembre 2000 une « règle d'urbanisation limitée » dont l'objectif est d'encourager les collectivités locales à élaborer un SCoT en réduisant leur possibilité d'urbanisation nouvelle pour celles qui ne sont pas couvertes par ce document. Depuis le 1er janvier 2017, cette règle s'applique à toutes les communes non couvertes par un SCoT opposable.

Le projet est inclus dans la Métropole de Lyon, qui est l'une des 3 intercommunalités composant le SCoT de l'Agglomération Lyonnaise. SCoT dont la dernière version a été approuvée le 19/05/2017. Il est de nouveau en cours de révision (enquête publique clôturée le 24/10/2025).

Le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCoT de l'Agglomération Lyonnaise fixe les grandes orientations et objectifs associés à ce plan :

Tableau 61. Conformité du projet au DOO du SCoT de l'agglomération lyonnaise

Orientation DOO	Situation du projet
1. UN DÉVELOPPEMENT URBAIN AMBITIEUX, ÉQUILIBRÉ ET DURABLE	
1.1. Orientations d'aménagement en matière de rayonnement et de développement économique	
1.1.1. Orientations pour la compétitivité internationale de l'agglomération	
Organiser l'accueil des fonctions stratégiques *- Renforcer le rôle de métropole tertiaire par une offre d'accueil diversifiée et hiérarchisée* *- Disposer d'équipements de rang international* *- Développer les activités touristiques et les capacités hôtelières*	Non concerné.
S'inscrire dans une économie des savoirs et de la culture *- Un système de sites universitaires en réseau* *- Un réseau de campus plus ouverts sur la ville et plus durables* *- Logement et transport : deux priorités pour l'université* *- La culture, composante du rayonnement de l'agglomération*	Non concerné.
Renforcer l'accessibilité internationale *- Le renforcement des infrastructures ferroviaires* *- Placer l'agglomération au cœur du réseau à grande vitesse européen* *- L'axe Rhône - Saône : une infrastructure de transport à valoriser* *- Lyon-Saint Exupéry : seconde plateforme aérienne française après Paris* *- Ouvrir l'agglomération sur l'ouest tout en la protégeant du transit0*	Non concerné.
Une agglomération à très haut débit *- Accompagner l'émergence de services innovants et l'appropriation des usages numériques par tous*	Non concerné.
1.1.2. Orientations pour la compétitivité de la base productive	
L'innovation au cœur du rebond industriel *- Renforcer les pôles d'excellence et de compétitivité* *- La Vallée de la chimie : une vocation économique confortée*	Le projet de DELTALYS s'implante au cœur de La Vallée de la Chimie.
Maîtriser le développement de l'industrie logistique *- Des équipements intermodaux métropolitains* *- Localisation des activités logistiques : privilégier la multi-modalité* *- Une logistique plus soucieuse de l'environnement*	Non concerné.
Renouveler l'offre d'espaces économiques *- La localisation de l'offre d'échelle métropolitaine* *- La localisation des espaces économiques d'agglomération*	Non concerné.
Orientations pour le développement d'espaces et de bâtiments d'activités durables	Non concerné.

Orientation DOO	Situation du projet
- Repenser la conception des espaces d'activités *- Renforcer l'intégration environnementale des espaces d'activités* *- Un bilan environnemental et énergétique amélioré*	
Orientations pour renforcer l'agriculture périurbaine	Non concerné.
1.1.3. Orientations pour renforcer les équipements et les services à la population	
Un développement économique équilibré *- Renforcer les services et l'artisanat*	Non concerné.
Orientations pour le développement de l'activité commerciale *- Orientations pour le commerce de proximité* *- Orientations pour l'offre commerciale des bassins de vie* *- Orientations pour l'offre commerciale d'agglomération*	Non concerné.
Orientations portant sur les lieux de flux	Non concerné.
Orientations pour un développement commercial de qualité	Non concerné.
1.2. Orientations pour une politique de l'habitat ambitieuse	
1.2.1. Orientations pour atteindre l'objectif de production de logements	
1.2.2. Un objectif de répartition plus équilibrée	
Polariser le développement résidentiel	Non concerné.
Privilégier la restructuration des espaces urbanisés	Non concerné.
Prioriser le développement résidentiel dans les quartiers bien desservis	Non concerné.
Des sites de projet urbain *- Les sites de projet urbain métropolitains* *- Les sites d'agrafes* *- Les grands projets de ville*	Non concerné.
1.2.3. Des politiques de l'habitat et des politiques d'équipements solidaires	
Une politique du logement solidaire	Non concerné.
Une politique d'équipements multipolaire	Non concerné.
1.2.4. Un développement intensif et de qualité	
Orientations pour un développement résidentiel intensif *- Un développement résidentiel plus intensif* *- Référentiel des formes d'habitat* *- Des valeurs-guides pour les PLU*	Non concerné.
La politique foncière en appui de la mise en œuvre du SCoT	Non concerné.
L'amélioration du cadre de vie *- La réduction des nuisances générées par les transports* *- La réhabilitation du parc de logements anciens* *- L'amélioration énergétique de l'habitat* *- Des référentiels pour les opérations d'aménagement et pour les constructions* *- Le renforcement de la place de la nature en ville et du végétal au sein du territoire urbain*	Non concerné.
1.3. Orientations pour l'amélioration de l'environnement	
1.3.1. Orientations pour la préservation des ressources naturelles	
Orientations pour la préservation des nappes, la maîtrise des eaux pluviales et l'exploitation des carrières *- Viser un bon état des masses d'eau*	Le projet est compatible avec le SDAGE.

Orientation DOO	Situation du projet
- Des développements urbains fonction des capacités d'alimentation et de traitement des eaux usées *- Permettre la valorisation collective des eaux pluviales en favorisant l'infiltration* *- Favoriser une gestion économe de l'eau* *- Préserver les ressources en eau* *- Carrières : vers une exploitation raisonnée*	
1.3.2. Orientations pour une réduction des émissions de gaz à effet de serre et une meilleure qualité de l'air	
La réduction des émissions de gaz à effet de serre et le développement des énergies renouvelables *- Vers la neutralité carbone du développement urbain* *- Généraliser le recours aux énergies renouvelables locales*	DELTALYS permet de démocratiser une technologie au service du développement des énergies renouvelables (biogaz).
La limitation des émissions de polluants *- De nouvelles modalités de gestion et d'exploitation des voiries pour limiter leurs impacts*	Non concerné.
1.3.3. Orientations pour la qualité de vie, la santé et la sécurité des habitants : gestion des risques et réduction des nuisances	
Pour un développement urbain qui prend en compte les risques naturels et industriels *- La prévention des risques d'inondation et de ruissellement* *- La prévention des risques géotechniques* *- La prévention des risques industriels*	L'ensemble des risques naturels et industriels ont été pris en compte dans le cadre du projet.
Orientations pour mieux protéger les habitants du bruit	L'impact du projet sur l'environnement sonore est faible.
Améliorer le dispositif de gestion des déchets	DELTALYS permet de démocratiser une technologie au service du développement de la méthanisation.
Des analyses environnementales en amont des opérations	Les incidences du projet sur l'environnement sont présentées dans ce dossier.
La prise en compte de l'agriculture dans les projets d'urbanisme	Non concerné.
2. TROIS SYSTÈMES AU SERVICE D'UN D ÉVELOPPEMENT URBAIN ÉQUILIBRÉ	
2.1. Le réseau maillé des espaces naturels, agricoles, paysagers et le patrimoine bâti	
2.1.1. L'armature verte : identification et vocation	
Les « cœurs verts » : de grands réservoirs de nature aux portes de l'agglomération	Non concerné.
Une « couronne verte » pour structurer le territoire urbain	Non concerné.
La « trame verte » : la nature à portée du logement	Non concerné.
Les « liaisons vertes » : mettre en réseau les composantes de l'armature verte	Non concerné.
2.1.2. Orientations pour la protection et la mise en réseau de l'armature verte	
La protection de l'armature verte *- Une règle générale de localisation*	Non concerné.

Orientation DOO	Situation du projet
- La reprise par les PLU des espaces « localisés » *- La reprise par les PLU des espaces « délimités avec précision »* *- Les aménagements possibles au sein de l'armature verte*	
Vocation des « liaisons vertes » : mettre la nature en réseau	Non concerné.
La protection par la valorisation	Non concerné.
2.1.3. Orientations pour la préservation et la valorisation des territoires agricoles	
Un principe de préservation des terres agricoles et des outils de production *- Economiser les terres agricoles* *- Maintenir des outils de production cohérents*	Non concerné.
Quatre types de territoires agricoles *- Maintenir l'intégrité des territoires de grande culture* *- Protéger les territoires de gestion agropastorale* *- Assurer le maintien des espaces d'activités diversifiées* *- Protéger et valoriser les terroirs arboricoles*	Non concerné.
2.1.4. Orientations pour la préservation de la biodiversité	
L'armature verte, support pour la biodiversité	Non concerné.
Orientations pour la préservation des continuités et des corridors écologiques *- Protéger durablement les grands noyaux de biodiversité* *- Préserver et remettre en bon état les corridors écologiques* *- Maintenir des coupures vertes* *- Protéger les zones humides*	La compatibilité du projet à la trame verte et bleue est présentée au chapitre X.3.
Orientations pour la préservation de la trame bleue	Non concerné.
2.1.5. Orientations pour le développement des aménagements de loisirs et de découverte	
Orientations pour les grands sites de nature et les parcs d'agglomération *- Orientations générales* *- Orientations particulières pour les grands sites de nature* *- Des parcs d'agglomération, « têtes de pont » de l'offre de loisirs et de découverte*	Non concerné.
La « trame verte » : une offre de loisirs et de découverte proche des habitants *- Des lieux de repos et de détente accessibles* *- Les forts, un patrimoine à valoriser et à relier* *- Le renforcement de la végétalisation dans la ville*	Non concerné.
Orientations pour la constitution d'un réseau de cheminements de loisirs et de découverte *- Principe de mise en œuvre d'un cheminement de loisirs et de découverte* *- Résorber les points de blocage*	Non concerné.
2.1.6. Orientations pour l'amélioration du cadre bâti et pour la mise en valeur des paysages	
Préserver le patrimoine urbain sans sanctuariser les quartiers	Le projet ne prévoit pas de nouvelles constructions.
Les entrées de villes : mettre en scène l'agglomération	Non concerné.
Mettre en place une grande trame paysagère *- Mettre en valeur les massifs boisés* *- Créer un grand paysage dans l'est de l'agglomération* *- Valoriser les sites fluviaux*	Non concerné.
Mettre en valeur les points de vue	Non concerné.

Orientation DOO	Situation du projet
2.2. Orientations pour la mise en valeur d'un « réseau bleu » d'agglomération	
2.2.1. Orientations pour la préservation et la restauration du caractère naturel des cours d'eau et de leurs rives	
La préservation de la valeur écologique des cours d'eau : un objectif premier *- La Saône, patrimoine à part entière* *- La vallée du Rhône : un espace à revaloriser*	Non concerné.
Des orientations distinctes selon la nature des cours d'eau	Non concerné.
2.2.2. La mise en valeur des espaces en eau	
Renforcer l'accessibilité des berges	Non concerné.
Développer le tourisme fluvial et les activités nautiques	Non concerné.
Des espaces publics exemplaires tournés vers les berges	Non concerné.
Trois projets emblématiques du renouveau de la voie fluviale	Non concerné.
2.2.3. Développer l'usage de la voie navigable	
Le port Lyon-Edouard Herriot, un équipement central	Non concerné.
Un site au sud de l'agglomération	Non concerné.
Un site possible au nord de l'agglomération	Non concerné.
2.3. Orientations en matière de déplacements des personnes	
2.3.1. Orientations pour le maillage du territoire en transports collectifs	
Construire le réseau express de l'aire métropolitaine lyonnaise *- Les aménagements du cœur du réseau* *- L'extension du Réseau express*	Non concerné.
Mailler le territoire par un réseau d'agglomération	Non concerné.
2.3.2. Orientations pour un réseau de voirie hiérarchisé, optimisé et à l'insertion urbaine renforcée	
Optimiser l'exploitation du réseau	Non concerné.
Boucler le périphérique	Non concerné.
Renforcer l'intégration urbaine des voiries	Non concerné.
Développer les aménagements favorables à l'usage du vélo	Non concerné.
2.3.3. Orientations pour une gestion coordonnée des différents modes de transport	
Des politiques de stationnement au service de l'attractivité résidentielle et de la mixité fonctionnelle	Non concerné.
Des principes de localisation et de dimensionnement pour les parcs-relais	Non concerné.
Les gares et pôles d'échanges, des équipements stratégiques	Non concerné.
Un système tarifaire et de financement intégré à l'échelle métropolitaine	Non concerné.

⇨ **Le projet porté par DELTALYS est donc compatible avec les orientations du DOO du SCoT de l'Agglomération lyonnaise.**

Le PADD du SCoT de l'Agglomération lyonnaise ancre les ambitions du territoire et liste les leviers pour y parvenir. Le projet s'intègre notamment dans les choix fondateurs suivants de ce plan :

- « Choix 1 / Développer l'attractivité économique
    - « Conforter et rénover la base productive »

La société DELTALYS est implantée au cœur de la Vallée de la Chimie et permet de redynamiser ce territoire industriel historique.

- « Choix 2 / Développer l'attractivité résidentielle » (**non concerné**)
- « Choix 3 / Faire de l'environnement un facteur de développement »
    - « Faire de la problématique énergie, une force d'innovation »

      DELTALYS permet de démocratiser une technologie au service du développement des énergies renouvelables (biogaz).

    - « La prise en compte des risques naturels et technologiques »

      L'ensemble des risques naturels et technologiques ont été étudiés dans le cadre de ce dossier.
- « Choix 4 / Le choix de la solidarité » (**non concerné**)

⇨ **Le projet porté par DELTALYS est donc compatible avec les orientations du PADD du SCoT de l'Agglomération lyonnaise.**

X.1.3 SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES (SRADDET)

Le SRADDET est un document d'orientation chargé d'organiser la stratégie régionale à moyen et long terme (2030 et 2050) en définissant des objectifs et des règles. C'est un schéma intégrateur (SRCE, SRCAE, SRI, SRIT) et prescriptif permettant d'assurer la mise en cohérence de l'action régionale et les projets des collectivités territoriales.

Le SRADDET de la région Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté les 19 et 20 décembre 2019 et approuvé par arrêté préfectoral le 10 avril 2020.

Les règles du SRADDET reprises ici sont celles liées à l'aménagement du territoire et de la montagne. Les règles relatives au climat, à l'air à l'énergie, à la protection et la restauration de la biodiversité, à la prévention et la gestion des déchets ainsi qu'aux risques naturels sont présentés dans les chapitres correspondants.

Tableau 62. Conformité du projet au SRADDET – Règles relatives à l'aménagement du territoire et de la montagne

Objectifs	Situation du projet
Objectif général 1 : Construire une région qui n'oublie personne	
Objectif stratégique 1 : Garantir, dans un contexte de changement climatique, un cadre de vie de qualité pour tous	
1.1. Redynamiser les centres bourgs, les centres villes et les quartiers en difficulté	Non concerné.
1.2. Répondre à la diversité et à l'évolution des besoins des habitants en matière d'habitat	Non concerné.
1.3. Consolider la cohérence entre urbanisme et déplacements	Non concerné.
1.4. Concilier le développement des offres et des réseaux de transport avec la qualité environnementale	Non concerné.

Objectifs	Situation du projet
1.5. Réduire les émissions des polluants les plus significatifs et poursuivre celle des émissions de gaz à effet de serre aux horizons 2030 et 2050	Bien que le projet augmente les émissions de GES de DELTALYS, il contribue à la démocratisation d'une technologie au service du développement des énergies renouvelables (biogaz).
1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières	La compatibilité du projet à la trame verte et bleue est présentée dans le chapitre X.3.
1.7. Valoriser la richesse et la diversité des paysages, patrimoines et espaces naturels remarquables et ordinaires de la région	Non concerné.
1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels, agricoles et forestiers dans et autour des espaces urbanisés	Non concerné.
1.9. Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique	Non concerné.
Objectif stratégique 2 : Offrir l'accès aux principaux services sur tous les territoires	
2.1. Couvrir 100 % du territoire en Très Haut Débit (THD) et diviser par deux les zones blanches de téléphonie mobile	Non concerné.
2.2. Agir pour le maintien et le développement des services de proximité sur tous les territoires de la région	Non concerné.
2.3. Répondre aux besoins de mobilité en diversifiant les offres et services en fonction des spécificités des personnes et des territoires	Non concerné.
2.4. Simplifier et faciliter le parcours des voyageurs et la circulation des marchandises	Non concerné.
2.5. Renforcer l'attractivité, la performance et la fiabilité des services de transports publics	Non concerné.
2.6. Renforcer la sécurité des déplacements pour tous les modes	Non concerné.
2.7. Renforcer la sûreté pour les voyageurs dans les transports collectifs et dans les lieux d'attente	Non concerné.
2.8. Développer une offre de santé de premier recours adaptée aux besoins des territoires (infrastructures, attraction des professionnels de santé)	Non concerné.
2.9. Accompagner la réhabilitation énergétique des logements privés et publics et améliorer leur qualité environnementale	Non concerné.
Objectif général 2 : Développer la région par l'attractivité et les spécificités de ses territoires	
Objectif stratégique 3 : Promouvoir des modèles de développement locaux fondés sur les potentiels et les ressources	
3.1. Privilégier le recyclage du foncier à la consommation de nouveaux espaces	Le projet de DELTALYS est implanté sur un site existant.
3.2. Anticiper à l'échelle des SCoT la mobilisation de fonciers de compensation à fort potentiel environnemental	Non concerné.
3.3. Préserver et valoriser les potentiels fonciers pour assurer une activité agricole et sylvicole viable, soucieuse de la qualité des sols, de la biodiversité et résiliente face aux impacts du changement climatique	Non concerné.

Objectifs	Situation du projet
3.4. Faire de l'image de chaque territoire un facteur d'attractivité	Non concerné.
3.5. Soutenir spécifiquement le développement des territoires et projets à enjeux d'échelle régionale	Non concerné.
3.6. Limiter le développement de surfaces commerciales en périphérie des villes en priorisant leurs implantations en centre-ville et en favorisant la densification des surfaces commerciales existantes	Non concerné.
3.7. Augmenter de 54 % à l'horizon 2030 la production d'énergie renouvelable en accompagnant les projets de production d'énergie renouvelable et en s'appuyant sur les potentiels de chaque territoire, et porter cet effort à + 100 % à l'horizon 2050	DELTALYS permet de démocratiser une technologie au service du développement des énergies renouvelables (biogaz).
3.8. Réduire la consommation énergétique de la région de 23 % par habitant à l'horizon 2030 et porter cet effort à -38 % à l'horizon 2050	Non concerné.
3.9. Préserver les espaces et le bon fonctionnement des grands cours d'eau de la région	Les rejets de DELTALYS auront un impact faible sur le Rhône.
Objectif stratégique 4 : Faire une priorité des territoires en fragilité	
4.1. Désenclaver les territoires ruraux et de montagne par des infrastructures de transport et des services de mobilité adaptés	Non concerné.
4.2. Faire de la résorption de la vacance locative résidentielle et touristique une priorité avant d'engager la production d'une offre supplémentaire	Non concerné.
4.3. Accompagner les collectivités à mieux prévenir et à s'adapter aux risques naturels très présents dans la région	Non concerné.
4.4. Préserver les pollinisateurs tant en termes de biodiversité qu'en termes de filière apicole	Non concerné.
4.5. Préserver la ressource en eau pour limiter les conflits d'usage et garantir le bon fonctionnement des écosystèmes notamment en montagne et dans le sud de la région	Le projet de DELTALYS a un faible besoin en eau.
Objectif stratégique 5 : Interconnecter les territoires et développer leur complémentarité	
5.1. Promouvoir une organisation multipolaire qui renforce les complémentarités des territoires et qui favorise les fonctionnements de proximité à l'échelle locale	Non concerné.
5.2. Identifier les itinéraires d'intérêt régional pour un maillage cohérent et complémentaire des infrastructures de transport tous modes	Non concerné.
5.3. Veiller à la cohérence des aménagements pour la connexion des offres et services de mobilité au sein des pôles d'échanges	Non concerné.
5.4. Veiller à une performance adaptée des infrastructures de transport en réponse au besoin d'échanges entre les territoires	Non concerné.
5.5. Inciter à la complémentarité des grands équipements portuaires et d'intermodalité fret	Non concerné.
5.6. Inciter à la complémentarité des grands équipements aéroportuaires	Non concerné.
Objectif général 3 : Inscrire le développement régional dans les dynamiques interrégionales, transfrontalières et européennes	
Objectif stratégique 6 : Développer les échanges nationaux source de plus-values pour la région	
6.1. Développer des programmes de coopération interrégionales dans les domaines de la mobilité, de l'environnement et de l'aménagement	Non concerné.

Objectifs	Situation du projet
6.2. Soutenir les grands projets de liaisons supra régionales (infrastructures, équipements, services) renforçant les échanges est-ouest et nord-sud	Non concerné.
6.3. Exploiter le potentiel des fleuves dans une logique interrégionale	Non concerné.
Objectif stratégique 7 : Valoriser les dynamiques européennes et transfrontalières et maîtriser leurs impacts sur le territoire régional	
7.1. Renforcer les échanges transfrontaliers	Non concerné.
7.2. Renforcer la mobilité durable à l'échelle du Grand Genève	Non concerné.
7.3. Développer et renforcer une vision commune de l'aménagement du territoire du Genevois français afin de permettre des échanges équilibrés et des coopérations constructives au sein du Grand Genève et du territoire lémanique	Non concerné.
7.4. Valoriser le corridor Rhône-Saône et renforcer la performance des ports pour les échanges intercontinentaux et l'ouverture maritime de la région	Non concerné.
7.5. Faire une priorité du maintien de la biodiversité alpine, en préservant et restaurant les continuités écologiques à l'échelle des Alpes occidentales, en lien avec la Région Sud PACA et les régions italiennes (Val d'Aoste, Ligurie, Piémont)	Non concerné.
Objectif général 4 : Innover pour réussir les transitions (transformations) et mutations	
Objectif stratégique 8 : Faire de la Région un acteur des processus de transition des territoires	
8.1. Animer, encourager ou accompagner les processus innovants des territoires	Non concerné.
8.2. Accompagner les collectivités dans leur PCAET et dans le développement des solutions alternatives, la sensibilisation du public et la mobilisation des professionnels pour amplifier les changements (comportement, production, ingénierie, etc.)	Non concerné.
8.3. Faire d'Auvergne-Rhône-Alpes une région leader sur la prévention et la gestion des déchets	Non concerné.
8.4. Assurer une transition équilibrée entre les territoires et la juste répartition d'infrastructures de gestion des déchets	Non concerné.
8.5. Faire d'Auvergne-Rhône-Alpes la région de l'économie circulaire	DELTALYS s'est spécialisée dans la formulation de médias innovants issus de l'économie circulaire pour la filtration du biogaz.
8.6. Affirmer le rôle de chef de file climat, énergie, qualité de l'air déchets et biodiversité de la Région	Non concerné.
8.7. Accompagner les mutations des territoires en matière de mobilité	Non concerné.
Objectif stratégique 9 : Préparer les territoires aux grandes mutations dans les domaines de la mobilité, de l'énergie, du climat et des usages, en tenant compte des évolutions sociodémographiques et sociétales	
9.1. Accompagner l'autoconsommation d'énergie renouvelable et les solutions de stockage d'énergie	Non concerné.
9.2. Mobiliser les citoyens et acteurs sur le changement climatique et l'érosion de la biodiversité en soutenant et diffusant les bonnes pratiques	Non concerné.
9.3. Développer le vecteur énergétique et la filière hydrogène tant en termes de stockage d'énergie que de mobilité	Non concerné.
9.4. Expérimenter, déployer et promouvoir les innovations technologiques, organisationnelles et les initiatives privées et publiques pour la mobilité	Non concerné.
Objectif stratégique 10 : Développer une relation innovante avec les territoires et les acteurs locaux	
10.1. Permettre les coopérations interrégionales voire internationales pour développer un réseau de bornes d'avitaillement en énergies alternatives pour les transports	Non concerné.

Objectifs	Situation du projet
10.2. Encourager des initiatives de coopération entre les acteurs de l'aménagement, de la mobilité et de l'environnement à l'échelle des bassins de vie	Non concerné.
10.3. Encourager de nouvelles formes de mutualisation de l'ingénierie territoriale	Non concerné.
10.4. Repenser le positionnement de la Région comme acteur facilitant l'action des acteurs locaux	Non concerné.

⇨ **Le projet porté par DELTALYS est donc compatible avec le SRADDET de la région Auvergne-Rhône-Alpes.**

X.2. DOCUMENTS RELATIFS AU SOL, SOUS-SOL, EAUX SOUTERRAINES ET SUPERFICIELLES

X.2.1 SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE)

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification institué par la loi sur l'eau de 1992. Il fixe pour six ans les orientations qui permettent d'atteindre les objectifs attendus en matière de "bon état des eaux". Ils sont au nombre de 12, un pour chaque "bassin" de la France métropolitaine et d'outre-mer. Ces documents sont publics et opposables aux décisions de l'administration ainsi qu'aux documents d'urbanisme qui doivent leur être rendus compatibles 3 ans après leur publication.

Tableau 63. Tableau de conformité au SDAGE

Dispositions du SDAGE		Situation du projet de DELTALYS
OF 0 – S'adapter aux effets du changement climatique		
0.01	Agir plus vite et plus fort face au changement climatique	Les différentes dispositions du SDAGE liées au changement climatique sont présentées dans le présent tableau.
0.02	Développer la prospective pour anticiper le changement climatique	Non concerné.
0.03	Éclairer la décision sur le recours aux aménagements nouveaux et infrastructures pour s'adapter au changement climatique	Non concerné.
0.04	Affiner la connaissance pour réduire les marges d'incertitude et proposer des mesures d'adaptation efficaces	Non concerné.
OF 1 – Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité		
1.01	Impliquer tous les acteurs concernés dans la mise en œuvre des principes qui soustendent une politique de prévention	Non concerné.
1.02	Développer les analyses prospectives dans les documents de planification	Non concerné.
1.03	Orienter fortement les financements publics dans le domaine de l'eau vers les politiques de prévention	Non concerné.

Dispositions du SDAGE		Situation du projet de DELTALYS
1.04	Inscrire le principe de prévention dans la conception des projets et les outils de planification locale	Le principe « éviter-réduire-compenser » est pris en compte par le projet et détaillé à l'OF 2.01
1.05	Impliquer les acteurs institutionnels du domaine de l'eau dans le développement de filières économiques privilégiant le principe de prévention	Non concerné.
1.06	Systématiser la prise en compte de la prévention dans les études d'évaluation des politiques publiques	Non concerné.
1.07	Prendre en compte les objectifs du SDAGE dans les programmes des organismes de recherche	Non concerné.
OF 2 – Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques		
2.01	Mettre en œuvre la séquence « éviter-réduire-compenser »	Les effets du projet sur le milieu aquatique ont été étudiés et la séquence ERC relative à ces impacts est présentée dans ce dossier.
2.02	Évaluer et suivre les impacts des projets	Les impacts du projet et les mesures adoptées feront l'objet d'un suivi.
2.03	Contribuer à la mise en œuvre du principe de non-dégradation via les SAGE et les contrats de milieu et de bassin versant	Aucun SAGE ne concerne la zone de projet.
2.04	Sensibiliser les maîtres d'ouvrages en amont des procédures réglementaires sur les enjeux environnementaux à prendre en compte	Des réunions de pilotage du projet ont eu lieu en lien avec les services instructeurs.
OF 3 – Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau		
Mieux connaître et mieux appréhender les impacts économiques et sociaux		
3.01	Mobiliser les données pertinentes pour mener les analyses économiques	Non concerné.
3.02	Prendre en compte les enjeux socio-économiques liés à la mise en œuvre du SDAGE	Non concerné.
3.03	Écouter et associer les territoires dans la construction des projets	Non concerné.
3.04	Développer les analyses économiques dans les programmes et projets	Les enjeux de ce projet sont présentés dans ce dossier. Les effets du projet sur le milieu aquatique et le climat ont été étudiés.
Développer l'effet incitatif des outils économiques en confortant le principe pollueur-payeur		
3.05	Ajuster le système tarifaire en fonction du niveau de récupération des coûts	Non concerné.
3.06	Développer l'évaluation des politiques de l'eau et des outils économiques incitatifs	Non concerné.
Assurer un financement efficace et pérenne de la politique de l'eau		
3.07	Privilégier les financements efficaces, susceptibles d'engendrer des bénéfices et d'éviter certaines dépenses	Non concerné.
OF4 - Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux		
Ne concerne pas les projets		

Dispositions du SDAGE		Situation du projet de DELTALYS
OF5 – Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé		
A	**Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle**	
5A.01	Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux	Les eaux d'extinctions d'incendie et eaux polluées seront retenues dans une fosse de décantation de 3 000 m^3 munie d'une vanne de fermeture.
5A.02	Pour les milieux particulièrement sensibles aux pollutions, adapter les conditions de rejet s'appuyant sur la notion de « flux admissible »	Le projet est situé dans une zone sensible à l'eutrophisation. Cependant, il ne rejette pas d'eaux usées industrielles dans le milieu naturel. Les eaux sanitaires et les eaux pluviales sont envoyées dans le Rhône via le réseau de KEM ONE. L'acceptabilité du milieu a été déterminée en partie V.2.4.1.
5A.03	Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine	Les eaux pluviales issues des toitures et des zones de circulation sont collectées par le réseau de KEM ONE et sont rejetées dans le milieu naturel.
5A.04	Éviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées	Aucune imperméabilisation supplémentaire n'est prévue dans le cadre du projet.
5A.05	Adapter les dispositifs en milieu rural en confortant les services d'assistance technique	Non concerné.
5A.06	Établir et mettre en œuvre des schémas directeurs d'assainissement qui intègrent les objectifs du SDAGE	Non concerné.
5A.07	Réduire les pollutions en milieu marin	Non concerné.
B	**Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques**	
5B.01	Anticiper pour assurer la non-dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation	Le projet est situé dans une zone sensible à l'eutrophisation. Cependant, il ne rejette pas d'eaux usées industrielles dans le milieu naturel. Les eaux sanitaires et les eaux pluviales sont envoyées dans le Rhône via le réseau de KEM ONE. L'acceptabilité du milieu a été déterminée en partie V.2.4.1.
5B.02	Restaurer les milieux dégradés en agissant de façon coordonnée à l'échelle du bassin versant	Non concerné.
5B.03	Réduire les apports en phosphore et en azote dans les milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation	Le projet est situé dans une zone sensible à l'eutrophisation. Cependant, il ne rejette pas d'eaux usées industrielles dans le milieu naturel. Les eaux sanitaires et les eaux pluviales sont envoyées dans le Rhône via le réseau de KEM ONE. L'acceptabilité du milieu a été déterminée en partie V.2.4.1.
5B.04	Engager des actions de restauration physique des milieux et d'amélioration de l'hydrologie	Non concerné.
C	**Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses**	
Réduire les émissions et éviter les dégradations chroniques		
5C.01	Décliner les objectifs de réduction nationaux des émissions de substances au niveau du bassin	Le projet ne rejette pas d'eaux usées industrielles dans le milieu naturel.
5C.02	Développer des approches territoriales pour réduire les émissions de substances dangereuses et le niveau d'imprégnation des milieux	Le Rhône est concerné par la liste des masses d'eau nécessitant des actions sur les substances pour l'atteinte des objectifs environnementaux (carte 5C-A). Le projet ne rejette pas d'eaux usées industrielles dans le milieu naturel.

Dispositions du SDAGE		Situation du projet de DELTALYS
5C.03	Réduire les pollutions que concentrent les agglomérations	Le projet ne rejette pas d'eaux usées industrielles ni domestiques dans le réseau des eaux usées communal.
5C.04	Conforter et appliquer les règles d'une gestion précautionneuse des travaux sur les sédiments aquatiques contaminés	Non concerné.
5C.05	Maitriser et réduire l'impact des pollutions historiques	Le projet est situé sur un ancien site ARKEMA faisant l'objet d'un répertoriage (SSP4062239). Des travaux de dépollution ont été effectués sur le site (voir III.2.3.3).
Sensibiliser et mobiliser les acteurs		
5C.06	Intégrer la problématique "substances dangereuses" dans le cadre des SAGE et des dispositifs contractuels	Non concerné.
Améliorer les connaissances nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles		
5C.07	Valoriser les connaissances acquises et assurer une veille scientifique sur les pollutions émergentes, pour guider l'action et évaluer les progrès accomplis	Non concerné.
D	**Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles**	
5D.01	Encourager les filières économiques favorisant les techniques de production pas ou peu polluantes	Non concerné.
5D.02	Favoriser l'adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement en mobilisant les acteurs et outils financiers	Non concerné.
5D.03	Instaurer une réglementation locale concernant l'utilisation des pesticides sur les secteurs à enjeux	Non concerné.
5D.04	Engager des actions en zones non agricoles	Aucun espace vert n'est présent sur le site.
5D.05	Réduire les flux de pollutions par les pesticides à la mer Méditerranée et aux milieux lagunaires	Aucun espace vert n'est présent sur le site.
E	**Évaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine**	
Protéger la ressource en eau potable		
5E.01	Protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable	Absence de forage pour l'alimentation en eau du site. Le site est implanté hors périmètre de protection de captage AEP (d'après les données de l'ARS). Le site est localisé au droit de 2 masses d'eau souterraine. D'après le tableau 5E-A, ces masses d'eau ne sont pas identifiées en zones de sauvegarde à définir.
5E.02	Délimiter les aires d'alimentation des captages d'eau potable prioritaires, pollués par les nitrates ou les pesticides, et restaurer leur qualité	Non concerné.
5E.03	Renforcer les actions préventives de protection des captages d'eau potable	Non concerné.
5E.04	Restaurer la qualité des captages d'eau potable pollués par les nitrates par des zones d'actions renforcées	Non concerné.
Atteindre les objectifs de qualité propres aux eaux de baignade et aux eaux conchylicoles		

Dispositions du SDAGE		Situation du projet de DELTALYS
5E.05	Réduire les pollutions du bassin versant pour atteindre les objectifs de qualité	Le projet ne rejette pas d'eaux usées industrielles dans le milieu naturel.
Réduire l'exposition des populations aux substances chimiques via l'environnement, y compris les polluants émergents		
5E.06	Prévenir les risques de pollution accidentelle dans les territoires vulnérables	L'ensemble des mesures envisagées dans le cadre du projet en faveur des eaux et du sol / sous-sol vise à se prémunir du risque de pollution, y compris accidentelle.
5E.07	Porter un diagnostic sur les effets des substances sur l'environnement et la santé	Le projet ne rejette pas d'eaux usées industrielles dans le milieu naturel. Les rejets (eaux domestiques et pluviales) ne sont pas susceptibles d'avoir des effets sur la santé.
5E.08	Réduire l'exposition des populations aux pollutions	Le projet ne rejette pas d'eaux usées industrielles dans le milieu naturel. Les rejets (eaux domestiques et pluviales) ne sont pas susceptibles d'avoir des effets sur la santé.
6 – Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides		
A	**Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques**	
6A.00	Préserver et restaurer les milieux aquatiques et humides avec une approche intégrée, en ciblant les solutions les plus efficaces	Non concerné.
Définir, préserver et restaurer l'espace de bon fonctionnement		
6A.01	Définir les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques, humides, littoraux et eaux souterraines	Non concerné.
6A.02	Préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques	Aucune nouvelle imperméabilisation pouvant augmenter la quantité d'eau pluviale rejetée au milieu naturel n'est prévue. Les activités seront compatibles avec le risque inondation (hors zone inondée d'après le zonage du PPRi du Grand Lyon).
Maintenir et restaurer les processus écologiques des milieux aquatiques		
6A.03	Préserver les réservoirs biologiques et renforcer leur rôle à l'échelle des bassins versants	Le Rhône n'est pas inclus dans la trame verte et bleue parmi les cours d'eau à remettre en bon état. D'après la carte 6A-A, le Rhône, au niveau du projet, n'est pas identifié comme réservoir de biodiversité. Dans tous les cas, le site respecte le principe Éviter – Réduire – Compenser (cf 5A.04).
6A.04	Préserver et restaurer les rives de cours d'eau et plans d'eau, les forêts alluviales et ripisylves	La trame verte et bleue a été prise en compte dans l'aménagement du projet.
6A.05	Restaurer la continuité écologique des milieux aquatiques	Le projet ne concerne pas d'action de restauration de la continuité écologique.
6A.06	Poursuivre la reconquête des axes de vie des poissons migrateurs amphihalins et consolider le réseau de suivi des populations	Non concerné.
6A.07	Mettre en œuvre une politique de gestion des sédiments	Non concerné.
6A.08	Restaurer les milieux aquatiques en ciblant les actions les plus efficaces et en intégrant les dimensions économiques et sociologiques	Non concerné.
6A.09	Évaluer l'impact à long terme des pressions et des actions de restauration sur l'hydromorphologie des milieux aquatiques	Non concerné.

Dispositions du SDAGE		Situation du projet de DELTALYS
6A.10	Réduire les impacts des éclusées sur les cours d'eau pour une gestion durable des milieux et des espèces	Non concerné.
6A.11	Améliorer ou développer la gestion coordonnée des ouvrages à l'échelle des bassins versants	Non concerné.
Assurer la non-dégradation		
6A.12	Maîtriser les impacts des nouveaux ouvrages	Les rejets seront effectués via le réseau existant de KEM ONE.
6A.13	Assurer la compatibilité des pratiques d'entretien des milieux aquatiques et d'extraction en lit majeur avec les objectifs environnementaux	Non concerné.
6A.14	Maîtriser les impacts cumulés des plans d'eau	Non concerné.
Mettre en œuvre une gestion adaptée aux plans d'eau et au littoral		
6A.15	Formaliser et mettre en œuvre une gestion durable des plans d'eau	Non concerné.
6A.16	Mettre en œuvre une politique de préservation et de restauration du littoral et du milieu marin pour la gestion et la restauration physique des milieux	Non concerné.
B	**Préserver, restaurer et gérer les zones humides**	
6B.01	Préserver, restaurer, gérer les zones humides et mettre en œuvre des plans de gestion stratégique des zones humides dans les territoires pertinents	La zone de projet est déjà imperméabilisée et ne prévoit pas de nouvelle imperméabilisation.
6B.02	Mobiliser les outils financiers, fonciers et environnementaux en faveur des zones humides	Non concerné.
6B.03	Préserver les zones humides en les prenant en compte dans les projets	La zone de projet est déjà imperméabilisée et ne prévoit pas de nouvelle imperméabilisation.
6B.04	Poursuivre l'information et la sensibilisation des acteurs par la mise à disposition et le porter à connaissance	Non concerné.
C	**Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau**	
6C.01	Mettre en œuvre une gestion planifiée du patrimoine piscicole d'eau douce	Non concerné.
6C.02	Gérer les espèces autochtones en cohérence avec l'objectif de bon état des milieux	Non concerné.
6C.03	Organiser une gestion préventive et raisonnée des espèces exotiques envahissantes, adaptée à leur stade de colonisation et aux caractéristiques des milieux aquatiques et humides	Non concerné.
6C.04	Préserver le milieu marin méditerranéen de l'introduction d'espèces exotiques envahissantes	Non concerné.
OF7 – Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir		
Concrétiser les actions de partage de la ressource et d'économie d'eau dans les secteurs en déséquilibre quantitatif ou à équilibre précaire		

Dispositions du SDAGE		Situation du projet de DELTALYS
7.01	Élaborer et mettre en œuvre les plans de gestion de la ressource en eau	Le site sera raccordé au réseau d'eau potable de KEM ONE pour les besoins en eau sanitaire. L'eau industrielle utilisée sur site sera de l'eau du Rhône. D'après la carte 7B (actions relatives à l'équilibre quantitatif des eaux superficielles), la commune de Saint-Fons et ses alentours appartiennent à un sous bassin pour lequel aucune action n'est nécessaire pour l'atteinte du bon état. Le Rhône ne dispose pas d'un Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE).
7.02	Démultiplier les économies d'eau	L'utilisation d'eau sur le site de DELTALYS est limitée aux besoins domestiques, à la brumisation et au nettoyage des installations.
7.03	Recourir à des ressources de substitution dans le cadre de projets de territoire	Voir OF 7.02
Anticiper et s'adapter à la rareté de la ressource en eau		
7.04	Anticiper face aux effets du changement climatique	La vulnérabilité du projet vis-à-vis du changement climatique fait l'objet d'un paragraphe spécifique.
7.05	Rendre compatibles les politiques d'aménagement du territoire et les usages avec la disponibilité de la ressource	Non concerné.
7.06	Mieux connaître et encadrer les prélèvements à usage domestique	Non concerné.
Renforcer les outils de pilotage et de suivi		
7.07	S'assurer du retour à l'équilibre quantitatif en s'appuyant sur les principaux points de confluence du bassin et les points stratégiques de référence pour les eaux superficielles et souterraines	Non concerné.
7.08	Développer le pilotage des actions de résorption des déséquilibres quantitatifs à l'échelle des périmètres de gestion	Non concerné.
7.09	Renforcer la concertation locale en s'appuyant sur les instances de gouvernance de l'eau	Non concerné.
OF8 – Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques		
Agir sur les capacités d'écoulement		
8.01	Préserver les champs d'expansion des crues	Le site est concerné par la zone verte du PPRi du Rhône (hors zone inondée). Aucune nouvelle construction n'est prévue.
8.02	Rechercher la mobilisation de nouvelles capacités d'expansion des crues	Non concerné.
8.03	Éviter les remblais en zones inondables	Aucuns travaux ne sont prévus.
8.04	Limiter la création et la rehausse des ouvrages de protection aux secteurs à risque fort et présentant des enjeux importants	Non concerné.
8.05	Limiter le ruissellement à la source	Aucune nouvelle imperméabilisation n'est prévue, limitant ainsi le ruissellement à la source du projet.
8.06	Favoriser la rétention dynamique des écoulements	Non concerné.

Dispositions du SDAGE		Situation du projet de DELTALYS
8.07	Restaurer les fonctionnalités naturelles des milieux qui permettent de réduire les crues et les submersions marines	Non concerné.
8.08	Préserver et améliorer la gestion de l'équilibre sédimentaire	Non concerné.
8.09	Gérer la ripisylve en tenant compte des incidences sur l'écoulement des crues et la qualité des milieux	Non concerné.
Prendre en compte les risques torrentiels		
8.10	Développer des stratégies de gestion des débits solides dans les zones exposées à des risques torrentiels	Non concerné.
Prendre en compte l'érosion côtière du littoral		
8.11	Identifier les territoires présentant un risque important d'érosion	Non concerné.
8.12	Traiter de l'érosion littorale dans les stratégies locales des territoires exposés à un risque important d'érosion	Non concerné.

⇨ **Le projet est compatible avec le SDAGE Rhône-Méditerranée.**

X.2.2 SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE)

D'après gesteau.fr, une partie de la commune de Saint-Fons est concernée par le SAGE de l'Est Lyonnais. Cependant, la zone du projet n'est pas concernée.

X.2.3 CONTRAT DE MILIEUX

D'après gesteau.fr, la commune de Saint-Fons n'est pas concernée par un contrat de milieux.

X.2.4 PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATION (PPRI)

D'après le chapitre III.2.6.1, la commune de Saint-Fons est concernée par le Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi) du Grand Lyon, approuvé le 5 juin 2008 pour le secteur Rhône aval.

La cartographie des aléas donnée dans le PPRi classe le site en zone verte : remontée potentielle de nappe et réseau (hors zone inondée).

Pour cette zone, le règlement du PPRi précise :

« *La zone verte matérialise les secteurs soumis à un risque d'inondation lié soit à une remontée du niveau piézométrique de la nappe, soit au débordement d'un réseau d'assainissement suite à sa saturation.*

Afin de prendre en compte la problématique d'inondation des sous-sols, récurrente sur le territoire du Grand Lyon notamment en bordure de la Saône te du Rhône, le risque matérialisé par la zone verte inclus les zones où le premier niveau de sous-sol est potentiellement exposé.

Cette zone n'est soumise à aucune restriction particulière.

L'information présentée est sommaire et partielle, et sera enrichie et précisée dans les années à venir avec principalement les résultats de l'étude hydrogéologique en cours, pilotée par le Grand Lyon. »

⇨ **Ainsi, le projet est compatible avec le PPRi.**

X.3. DOCUMENTS RELATIFS AU MILIEU NATUREL

Le concept de la Trame Verte et Bleue (TVB) se positionne en réponse à l'augmentation croissante de la fragmentation et du morcellement des écosystèmes, afin d'être utilisé comme un véritable outil pour enrayer cette diminution. Il est en effet établi par la communauté scientifique que la fragmentation des écosystèmes est devenue une des premières causes d'atteinte à la biodiversité.

La notion de fragmentation ou de morcellement des écosystèmes englobe tout phénomène artificiel de morcellement de l'espace, qui peut ou pourrait empêcher une ou plusieurs espèces vivantes de se déplacer comme elles le devraient et le pourraient en l'absence de facteur de fragmentation. Les individus, les espèces et les populations sont différemment affectés par la fragmentation de leur habitat. Ils y sont plus ou moins vulnérables selon leurs capacités adaptatives, leur degré de spécialisation, ou selon leur dépendance à certaines structures écopaysagères.

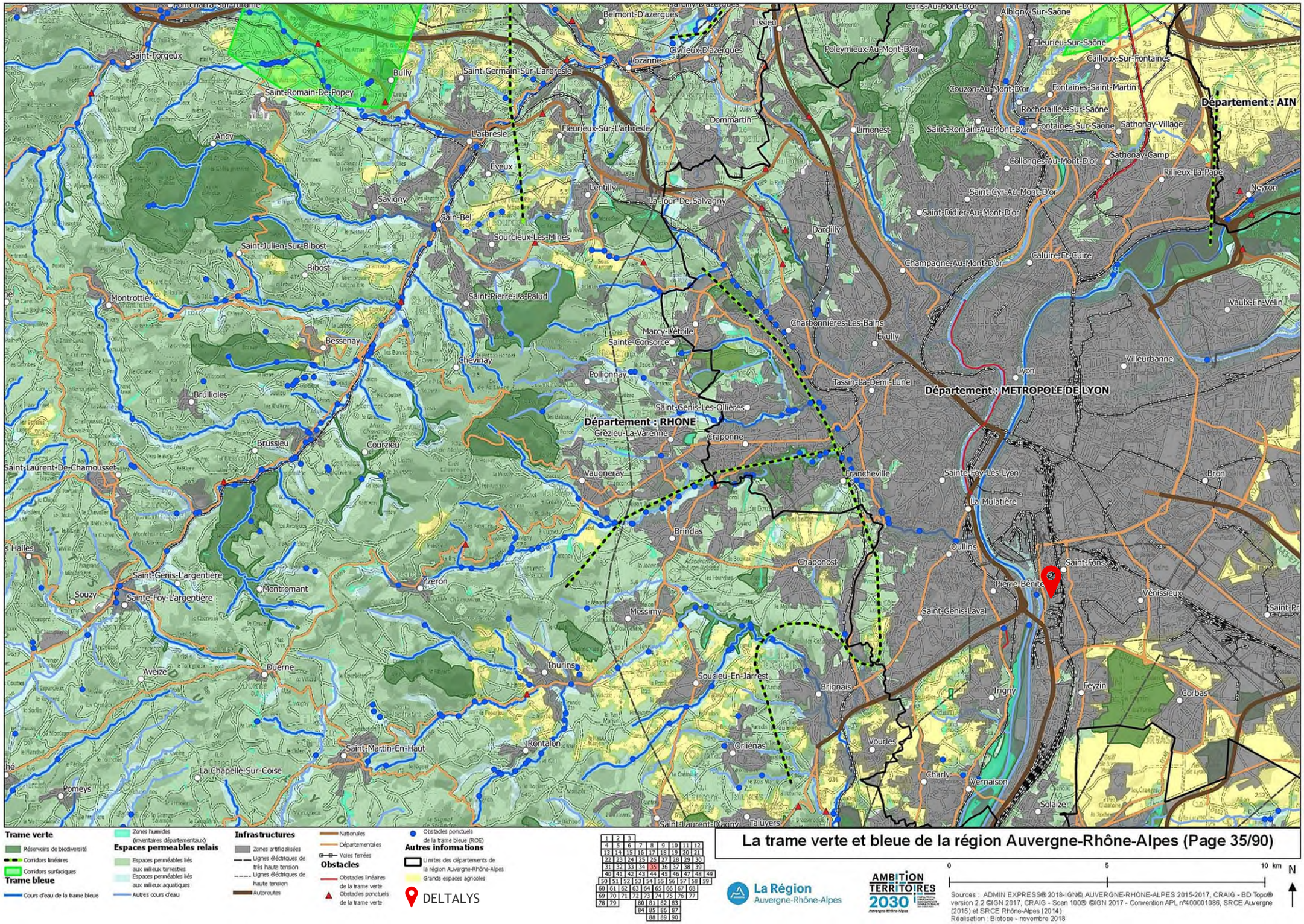
X.3.1 SRADDET

Les objectifs du SRADDET liés à la protection et à la restauration de la biodiversité ont été présentés au chapitre X.1.3.

X.3.2 TRAME VERTE ET BLEUE DU SRADDET

La cartographie des continuités écologiques régionale de septembre 2019 est présentée dans le SRADDET et est donnée en page suivante.

Au vu de la représentation des éléments constituants la trame verte et bleue ci-dessous, le site n'est compris dans aucun corridor ou réservoir de biodiversité.


Belmont-D'azergues
Lissieu
Curis-Au-Mont-D'or
Albigny-Sur-Saône
Fleurieu-Sur-Saône
Poleymieux-Au-Mont-D'or
Civrieux-D'azergues
Lozanne
Cailloux-Sur-Fontaines
Saint-Forgeux
Bully
Saint-Germain-Sur-L'arbresle
Couzon-Au-Mont-D'or
Fontaines-Saint-Martin
Saint-Romain-De-Popey
Rochetaillée-Sur-Saône
Département : AIN
Dommartin
Limonest
Fontaines-Sur-Saône
Sathonay-Village
Ancy
L'arbresle
Fleurieux-Sur-L'arbresle
Saint-Romain-Au-Mont-D'or
Collonges-Au-Mont-D'or
Sathonay-Camp
Éveux
Rillieux-La-Pape
Lentilly
Ncyron
Savigny
La Tour-De-Salvagny
Saint-Cyr-Au-Mont-D'or
Sain-Bel
Saint-Didier-Au-Mont-D'or
Dardilly
Sourcieux-Les-Mines
Saint-Julien-Sur-Bibost
Caluire-Et-Cuire
Champagne-Au-Mont-D'or
Bibost
Montrottier
Saint-Pierre-La-Palud
Vaulx-En-Velin
Charbonnières-Les-Bains
Marcy-L'étoile
Écully
Bessenay
Sainte-Consorce
Villeurbanne
Chevinay
Lyon
Pollionnay
Tassin-La-Demi-Lune
Brullioles
Département : METROPOLE DE LYON
Saint-Genis-Les-Ollières
Département : RHONE
Grézieu-La-Varenne
Craponne
Brussieu
Courzieu
Vaugneray
Francheville
Sainte-Foy-Lès-Lyon
Bron
Saint-Laurent-De-Chamousset
La Mulatière
Brindas
Oullins
Chaponost
Saint-Fons
Saint-Genis-L'argentière
Pierre-Bénite
Souzy
Montromant
Yzeron
Sainte-Foy-L'argentière
Vénissieux
Messimy
Saint-Genis-Laval
Aveize
Duerne
Thurins
Soucieu-En-Jarrest
Brignais
Irigny
Feyzin
Corbas
Saint-Martin-En-Haut
Rontalon
Orliénas
Vourles
La Chapelle-Sur-Coise
Charly
Vernaison
Pomeys
Solaize
Saint-Laurent-D'agny
Taluyers
Trame verte
Réservoirs de biodiversité
Corridors linéaires
Corridors surfaciques
Trame bleue
Cours d'eau de la trame bleue
Zones humides (inventaires départementaux)
Espaces permeables relais
Espaces perméables liés aux milieux terrestres
Espaces perméables liés aux milieux aquatiques
Autres cours d'eau
Infrastructures
Zones artificialisées
Lignes électriques de très haute tension
Lignes électriques de haute tension
Autoroutes
Nationales
Départementales
Voies ferrées
Obstacles
Obstacles linéaires de la trame verte
Obstacles ponctuels de la trame verte
Obstacles ponctuels de la trame bleue (ROE)
Autres infomations
Limites des départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Grands espaces agricoles
DELTALYS
La trame verte et bleue de la région Auvergne-Rhône-Alpes (Page 35/90)
La Région Auvergne-Rhône-Alpes
AMBITION TERRITOIRES 2030
0
5
10 km
N
Sources : ADMIN EXPRESS® 2018-IGN©, AUVERGNE-RHONE-ALPES 2015-2017, CRAIG - BD Topo® version 2.2 ©IGN 2017, CRAIG - Scan 100® ©IGN 2017 - Convention APL n°400001086, SRCE Auvergne (2015) et SRCE Rhône-Alpes (2014)
Réalisation : Biotope - novembre 2018

X.3.3 TRAME VERTE ET BLEUE DU SCOT

Le SCoT de la Métropole de Lyon approuvé le 19/05/2017 cartographie les continuités écologiques. Aucun autre enjeu n'est cartographié à l'échelle du site.

X.3.4 TRAME VERTE ET BLEUE DU PLU

Le PLU-H de la Métropole de Lyon dont la dernière procédure prise en compte est en date du 12/09/2025, cartographie les continuités écologiques. Aucun autre enjeu n'est cartographié à l'échelle du site.

X.4. DOCUMENTS RELATIFS A L'AIR/CLIMAT

X.4.1 SRADDET

Les objectifs du SRADDET liés à la protection et à l'énergie, l'air et le climat ont été présentés au chapitre X.1.3.

X.4.2 PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL (PCAET)

Le PCAET est un outil de planification réglementaire issu des lois Grenelle 2 (2010) et Transition énergétique pour la croissance verte (2015). Cet outil de planification invite les collectivités territoriales de plus de 20 000 habitants à développer une politique d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Le PCAET contribue également aux engagements nationaux et internationaux (plan climat national, Accord de Paris, neutralité carbone à 2050…).

La métropole de Lyon possède un PCAET pour la période 2019-2030.

Tableau 64. Conformité du projet au PCAET du Grand Lyon

Objectif	Résultats attendus	Situation du projet
Tous héros ordinaires	<u>Ancrer l'administration dans l'éco-responsabilité</u> Renforcer et rendre visible l'action de la métropole sur son patrimoine et ses services, comme support à l'action territoriale.	Non concerné.
	<u>Favoriser les initiatives locales des communes</u> Promouvoir et accompagner l'engagement des communes dans des politiques air-énergie-climat locales, en fournissant des outils structurants.	Non concerné.
	<u>Susciter et accompagner les changements d'habitudes</u> Mettre en place les conditions permettant à chaque habitant de s'engager concrètement et d'adopter des pratiques plus respectueuses de l'environnement.	Non concerné.
Une économie intégrant les enjeux du changement climatique	<u>Promouvoir une industrie sobre en carbone</u> Faire du caractère fortement industriel du territoire une opportunité de développement de projets autour de l'énergie.	DELTALYS permet de démocratiser une technologie au service du développement des énergies renouvelables (biogaz).

Objectif	Résultats attendus	Situation du projet
	Accompagner les petites et moyennes entreprises vers la transition énergétique Apporter un conseil énergie neutre auprès des entreprises qui ne disposent pas de ces compétences, pour les aider à gagner en compétitivité et en sobriété carbone.	Non concerné.
	Adapter les pratiques agricoles Maintenir les exploitations agricoles du territoire tout en améliorant leur résilience vis-à-vis du changement climatique.	Non concerné.
	Approfondir la connaissance scientifique locale Produire et diffuser les connaissances nécessaires à la mise en œuvre des actions du plan climat.	Non concerné.
Un aménagement durable et solidaire	Planifier et construire une métropole sobre en carbone Mobiliser les outils de l'urbanisme pour produire des bâtiments et des espaces permettant des modes de vie sobres en énergie.	Non concerné.
	Eco-rénover l'habitat social Éco-rénover 75 000 logements dans le parc social dont 53 000 avec l'appui de la métropole (le parc social compte 151 200 logements).	Non concerné.
	Eco-rénover l'habitat privé Éco-rénover 100 000 logements privés en copropriété (sur les 329 000 existants) et 25 000 maisons individuelles (sur 110 000) d'ici 2030.	Non concerné.
	Eco-rénover les bâtiments tertiaires Mobiliser fortement les propriétaires de bâti tertiaire public et privé pour engager des rénovations globales.	Non concerné, les bâtiments exploités sont loués par DELTALYS.
	Se préparer au climat de demain : la ville perméable et végétale Construire dès aujourd'hui une ville adaptée au climat futur en se basant sur l'eau, le végétal, des matériaux et des formes urbaines adaptées.	Non concerné.
Un système de mobilité sobre et décarboné	Mieux articuler les modes de transport entre eux Faire en sorte que les habitants puissent plus facilement combiner les différents modes de transport (axe 1 du PDU).	Non concerné.
	Développer la pratique des modes actifs Multiplier par 4 la part des déplacements à vélo et augmenter la part déjà importante des déplacements à pied (axe 2 du PDU).	DELTALYS encourage ses employés à covoiturer ou à utiliser des modes de transports doux.
	Améliorer la performance et l'attractivité des transports collectifs Faire progresser la part des déplacements en transports en commun de 19 % à 22 % (axe 3 du PDU).	
	Réguler la mobilité automobile Réduire la part des déplacements en voiture de 44 % à 35 % par l'émergence d'un nouveau rapport à l'automobile, moins polluante, plus partagée et moins systématique (axe 4 du PDU).	
	Agir sur le transport de marchandises Intégrer le transport de marchandises dans le système de mobilité et la politique d'aménagement (axe 7 du PDU).	Non concerné.

Objectif	Résultats attendus	Situation du projet
	Accompagner le déploiement de motorisations propres Diversifier les énergies alimentant les transports motorisés (actions du PDU et approfondissement par le SDE).	La modification de la motorisation de la flotte de DELTALYS est une des pistes de réduction envisagée par la société (voir V.6.3).
Notre territoire en lien avec ses ressources	Augmenter la production d'EnR&R locales Passer de 7 % à 17 % des besoins énergétiques couverts par une production locale à partir d'énergies renouvelables ou de récupération.	DELTALYS permet de démocratiser une technologie au service du développement des énergies renouvelables (biogaz).
	Organiser le développement et la transition des réseaux de distribution d'énergie Affirmer le rôle d'autorité organisatrice de la distribution d'énergie de la Métropole en lien avec ses partenaires.	Non concerné.
	Contribuer à la structuration de la filière bois régionale Assurer une couverture pérenne et durable des besoins en bois pour le chauffage et la construction.	Non concerné.
	Préserver la ressource en eau et les milieux aquatiques Equilibrer les usages de l'eau et anticiper les impacts du changement climatique.	DELTALYS limite sa consommation en eau aux besoins sanitaires et au nettoyage des installations.
	Développer les partenariats avec les territoires proches Renforcer les scènes de dialogue et les liens avec les territoires proches pour les sujets qui nécessitent une collaboration à une échelle plus large.	Non concerné.

⇨ **Le projet est compatible avec le PCAET du Grand Lyon.**

X.4.3 PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE (PPA)

Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) a pour objet de définir les actions permettant de ramener les concentrations en polluants dans l'air ambiant sous des valeurs assurant le respect de la santé des populations (valeurs réglementaires définies dans le Code de l'Environnement). Le PPA de l'agglomération Lyonnaise a été élaboré en concertation avec les collèges concernés par l'amélioration de la qualité de l'air : service de l'état, collectivités territoriales, associations et professionnels concernés. Il a été approuvé le 22 septembre 2022.

D'après la liste en annexe de l'arrêté préfectoral portant approbation de la révision du PPA de l'agglomération lyonnaise, la commune de Saint-Fons est concernée.

Tableau 65. Conformité du projet au PPA de l'agglomération lyonnaise

Défi	Action	Objectif	Position du projet
Industrie BTP			

Défi	Action	Objectif	Position du projet
Réduire les émissions canalisées et diffuses des émetteurs industriels classés IED	Réduire les émissions canalisées et diffuses des installations industrielles soumises à la directive IED	Réduire d'environ 15% les émissions industrielles issues des principaux sites IED	Non concerné.
Réduire les émissions de poussières et d'oxydes d'azote des installations de combustion	Renforcer la surveillance et le suivi des installations relevant de la directive MCP	Renforcer la surveillance et vérifier la conformité de ces installations de combustion dites moyennes, plus particulièrement celles de la tranche : 1 MW ≤ Puissance < 20 MW	Non concerné.
	Renforcer les valeurs limites d'émissions en particules et oxydes d'azote des installations de combustion comprises entre 1 et 50 MW	Diminuer les rejets atmosphériques de ces installations de combustion dites moyennes (1 MW ≤ Puissance < 50 MW)	Non concerné.
	Réduire les émissions de particules des installations de combustion comprises entre 400 kW et 1 MW	Mettre en œuvre l'arrêté préfectoral prescrivant une VLE indicative pour les PM plus stricte que la réglementation nationale	Non concerné.
Réduire les émissions de poussières à chaque phase du cycle de vie des matériaux	Mettre en œuvre des objectifs spécifiques pour le suivi des retombées de poussières pour les carrières et les plateformes de concassage/ recyclage	Réduire les émissions atmosphériques en termes de poussières des carrières et des plateformes de concassage/recyclage	Les activités de DELTALYS susceptibles de générer des poussières sont réalisées en intérieur et les installations sont équipées de dépoussiéreurs ou de filtres.
	Valoriser et diffuser les bonnes pratiques permettant de réduire les émissions de poussières pour les carrières et les plateformes de concassage/ recyclage	Réduire les émissions atmosphériques en termes de poussières des carrières et des plateformes de concassage/recyclage	
	Valoriser et diffuser les bonnes pratiques permettant de réduire les émissions de poussières pour les chantiers	15 % des chantiers adoptent les bonnes pratiques sur le périmètre PPA permettant un abattement de 25 % de leurs émissions de poussières	Non concerné.
Améliorer la connaissance des émissions industrielles	Caractériser la granulométrie des particules émises dans les rejets canalisés industriels	Amélioration des connaissances sur la nature des émissions de poussières par différents industriels.	Non concerné.
Résidentiel tertiaire			

Défi	Action	Objectif	Position du projet
Diminuer les émissions dues au chauffage au bois	Poursuivre le fonds air bois de la métropole de Lyon et déployer des dispositifs similaires sur les autres territoires du PPA	Remplacer 10000 appareils de chauffage au bois non performants sur le périmètre PPA	Non concerné.
	Interdire l'installation et l'usage des appareils de chauffage au bois non performants	Interdire l'usage des foyers ouverts en 2023 sur le territoire de la Métropole Envisager une extension du périmètre de cette interdiction dans le courant du PPA3 Adapter au périmètre du PPA3 l'interdiction d'installation d'appareils (< FV7*)	Non concerné.
	Encourager les bonnes pratiques en matière de chauffage au bois, promouvoir l'utilisation de bois de qualité / labellise	20 % de combustible utilisé est un bois labellisé sur la zone PPA en 2027	Non concerné.
Favoriser la valorisation des déchets verts et faire respecter l'interdiction de brûlage	Faire respecter les interdictions de brûlage des déchets verts et faciliter l'accès aux alternatives	Faire baisser significativement, voire faire disparaître totalement la pratique	Non concerné.
Soutenir la rénovation énergétique des logements, locaux d'activités et bâtiments publics	Soutenir la rénovation énergétique des logements, des locaux d'activité et des bâtiments publics	Accroître le nombre de logements, de bâtiments d'activités tertiaires et de bâtiments publics sont rénovés sur le territoire PPA	Non concerné.
Limiter les utilisations de solvants et autres produits d'entretien émetteurs de COV	Sensibiliser le grand public et les acheteurs publics aux émissions des solvants, peintures et autres produits d'entretien	Réduire de 15 % des émissions de COV liées aux peintures, solvants et colles utilisées par les particuliers et dans les locaux tertiaires	Non concerné.
Agriculture			
Diffuser et favoriser les bonnes pratiques pour réduire les émissions de NH_3	Développer l'approche qualité de l'air dans les formations destinées aux agriculteurs	Intégrer un volet qualité de l'air dans l'enseignement agricole (formation initiale, voie apprentissage/professionnelle) et en formation continue	Non concerné.
	Encourager l'adoption de techniques, de matériels et de bonnes pratiques permettant de réduire les émissions des activités agricoles	Accroître le taux d'équipement en matériels d'épandage peu émissifs Accroître le taux de couverture des fosses à lisier Diffuser les bonnes pratiques permettant d'abaisser les émissions d'ammoniac	Non concerné.

Défi	Action	Objectif	Position du projet
Limiter les brûlages dans l'agriculture	Limiter les brûlages agricoles et favoriser les pratiques alternatives	Abaisser le recours aux brûlages dans les activités agricoles	Non concerné.
Mobilité Urbanisme			
Poursuivre et amplifier les mesures visant à diminuer la circulation routière	Développer la pratique du covoiturage	Augmenter le taux d'occupation moyen des véhicules (1,37 en 2015 dans la dernière Enquête Ménages Déplacements)	DELTALYS encourage ses employés à covoiturer ou à utiliser des modes de transports doux.
	Accompagner le développement des modes actifs de mobilité (vélo, marche)	Atteindre 15 % de part modale vélo dans le cœur de l'agglomération et au moins 9 % (objectif national) sur le reste du territoire	
	Encourager le report modal et les rabattements vers les TC et ferroviaires	Réduire la circulation VL dans le cœur d'agglomération	
Limiter l'accès des véhicules les plus polluants au cœur de l'agglomération lyonnaise	Renforcer et étudier l'extension géographique de la ZFE-M de lyon	Interdire les véhicules particuliers Crit'air 5 et non classés dès 2022, puis les autres catégories Crit'Air de véhicules, progressivement Planifier l'extension du périmètre géographique des interdictions. Mettre en place les actions d'accompagnement et faciliter le renouvellement vertueux du parc de véhicules Ramener les concentrations de NOx en deçà des seuils réglementaires	Non concerné.
Encourager le verdissement des flottes de véhicules routiers	Encourager le renouvellement des flottes de véhicules routiers	Lors de leurs renouvellements de flotte de véhicules, encourager les différents acteurs : - à aller au-delà de leurs objectifs environnementaux réglementaires sur ce thème - à optimiser leur flotte de véhicules	La modification de la motorisation de la flotte de DELTALYS est une des pistes de réduction envisagée par la société (voir V.6.3).
	Soutenir le déploiement de réseaux de bornes de recharge électrique et de stations multi-énergies	Tripler la couverture territoriale en bornes de recharge et stations GNV	Non concerné.
Diminuer le trafic routier et limiter la congestion sur certaines sections routières	Porter la réflexion à l'échelle du PPA afin d'optimiser le schéma des vitesses maximales autorisées	A l'issue de l'étude engagée, abaisser la vitesse maximale sur quelques sections à forts enjeux	Non concerné.

Défi	Action	Objectif	Position du projet
	Mettre en place une régulation dynamique des vitesses sur les axes routiers sujets à congestion fréquente	Diminuer la congestion sur des sections routières très chargées	Non concerné.
	Mettre en œuvre des voies réservées (VR2+ et transports collectifs)	Déployer de nouvelles voies réservées sur les principales pénétrantes de l'agglomération	Non concerné.
Diminuer les émissions des modes aérien et fluvial	Diminuer les émissions des plateformes aéroportuaires	Baisse de moitié de l'utilisation des APU Baisse de 20 % des émissions au roulage Baisse de 15 % des consommations gaz du chauffage	Non concerné.
	Diminuer les émissions associées à la navigation fluviale	- Déploiement de l'alimentation électrique sur les quais - Accroître le recours à des carburants décarbonés - Intégration de motorisations moins émissives lors des renouvellements de flotte	Non concerné.
Planifier la ville des courtes distances	Encourager un urbanisme permettant de réduire les besoins de mobilité motorisée	Contenir l'évolution du trafic routier à l'horizon 2027 par rapport au niveau 2019	Non concerné.
Prévoir un traitement spécifique des secteurs et ERP sensibles soumis à une qualité de l'air dégradée	Intervenir au cas par cas sur les bâtiments existants exposés à une qualité de l'air dégradée et limiter l'implantation de nouveaux ERP accueillant un public vulnérable (ERPv) dans les zones exposées à une qualité de l'air dégradée	Réduire l'exposition des populations vulnérables	Non concerné.
Communication			
Suivre et déployer le plan d'action	Mettre en place une gouvernance pour le suivi régulier des actions	Organiser la gouvernance du PPA Organiser le reporting et le suivi de la mise en œuvre des différentes actions	Non concerné.
	Organiser une communication sur la mise en œuvre des actions et sur les contrôles déployés des différentes interdictions	Organiser une communication auprès du public et des partenaires sur les mesures importantes du PPA et les différentes interdictions déployées	Non concerné.

Défi	Action	Objectif	Position du projet
Partager les bonnes pratiques aux collectivités locales et au grand public	Organiser un management collectif de la communication et de la diffusion des bonnes pratiques	Favoriser les partages d'expériences et de bonnes pratiques	Non concerné.
Contribuer à une meilleure gestion en cas de qualité de l'air dégradée	Faire évoluer le dispositif préfectoral pour la gestion des épisodes de pollution	Remettre en cohérence le dispositif préfectoral de gestion des épisodes de pollution avec les classes du nouvel indice national ATMO	Non concerné.
	Communiquer sur les mesures prises en situation de qualité de l'air dégradée	Élaborer et diffuser des documents de communication pour les situations de qualité de l'air dégradée	Non concerné.

⇨ **Le projet est compatible avec le PPA de l'agglomération lyonnaise.**

X.4.4 ARRETE PIC DE POLLUTION

Lors d'épisodes de pollution atmosphérique, le Code de l'Environnement (art. L 223-1) prévoit la mise en place de mesures d'urgence propres à en limiter l'ampleur et les effets sur la population. Ces mesures doivent être prises en application du plan de protection de l'atmosphère.

Un arrêté de ce type a été signé le 16 octobre 2024, actualisant l'arrêté pris en août 2022. D'après cet arrêté la commune de Saint-Fons fait partie du bassin d'air du bassin lyonnais – Nord Isère. En fonction du niveau d'alerte, des mesures spécifiques par secteurs sont prises. Les mesures relatives au secteur industriel sont précisées ci-dessous :

- Niveau d'alerte N1 :
    - o les exploitants procèdent à une sensibilisation du personnel et observent une vigilance accrue sur le fonctionnement des installations […] et sur l'application des bonnes pratiques ;
    - o toute unité de production équipée de systèmes de dépollution renforcés doit en activer le fonctionnement pendant la durée de l'épisode de pollution ;
    - o tout établissement émetteur de particules fines, de NOx, ou de COV doit modifier son activité et mettre en œuvre toute mesure appropriée pour réduire ses émissions. Ainsi, les opérations émettrices de COV doivent être reportées à la fin de l'épisode : travaux de maintenance, dégazage d'une installation, chargement ou déchargement de produits émettant des composés organiques volatils en l'absence de dispositif de récupération des vapeurs, etc. De même les opérations émettrices de particules ou d'oxydes d'azote (manipulation des déchets, broyage, transfert de matériaux, etc.) en l'absence de dispositif de traitement adéquat doivent être reportées à la fin de l'épisode ;
    - o l'utilisation de groupes électrogènes, pendant la durée de l'épisode de pollution, n'est autorisée que pour satisfaire l'alimentation électrique d'intérêts essentiels, notamment de sécurité ;
    - o tout établissement équipé d'installation de combustion pouvant fonctionner avec plusieurs types de combustible devra utiliser le combustible le moins émissif ;

- l'usage des engins de manutentions thermiques devra être limité au profit des engins électriques pour les établissements équipés des deux types d'engin.

- Niveau d'alerte N2 :
  - toute unité de production, émettrice de particules fines, de NOx, ou de COV déjà à l'arrêt ou qui seraient arrêtées durant l'épisode de pollution n'est autorisée à reprendre son activité qu'à la fin de l'épisode de pollution ;
  - réduire les émissions, y compris par la baisse d'activité ;
  - arrêt temporaire des activités les plus polluantes en cas d'aggravation du niveau d'alerte N2.

⇨ **En cas de déclenchement d'une procédure liée à la qualité de l'air, la société DELTALYS appliquera toutes les mesures mises en place par le préfet.**

X.5. DOCUMENTS RELATIFS AUX DECHETS

X.5.1 PLAN NATIONAL

Le Plan National de Gestion des Déchets, adopté en octobre 2019, vise à fournir une vision d'ensemble, au niveau national, du système de gestion des déchets et de la politique nationale menée en la matière, en particulier sur les mesures en vigueur et prévues pour améliorer la valorisation des déchets. Il reprend ainsi, dans un document unique, les mesures, objectifs et orientations législatives, réglementaires et/ou fiscales arrêtées dans le cadre de la Loi relative à la transition énergétique et pour la croissante verte du 17 août 2015 et proposées par la feuille de route pour une économie circulaire publiée le 23 avril 2018. Il permet également de répondre aux nouvelles dispositions intégrées dans la directive cadre déchets 2008/98/CE. Ce plan national n'a pas vocation à se substituer aux plans régionaux.

La conformité ne se fait pas à partir de ce plan à l'échelle nationale.

X.5.2 SRADDET

Les objectifs du SRADDET liés à la protection et à la restauration de la biodiversité ont été présentés au chapitre X.1.3.

X.5.3 PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS (PRPGD)

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la région Auvergne-Rhône-Alpes a été approuvé le 19 septembre 2019. La région l'a adopté en même temps qu'un cadre pour le mettre en œuvre. L'objectif est de réduire à la source le gisement des déchets grâce à des actions de prévention mais aussi de développer la valorisation matière des déchets. Ce plan ayant été intégré au SRADDET, la compatibilité du projet à ce dernier n'a pas été développée (cf. X.5.2).

X.6. SYNTHESE DE LA COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME, PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES

Le tableau suivant synthétise la compatibilité du projet vis à vis des documents étudiés aux chapitres précédents.

Tableau 66. Synthèse de la compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme, plans, schémas et programmes

Document	Projet concerné	Projet compatible
PLU-H de la Métropole de Lyon	Oui	Oui
PPRT de la Vallée de la Chimie	Oui	Oui
PPRi du Rhône et de la Saône	Oui	Oui
SCoT de l'Agglomération Lyonnaise	Oui	Oui
SRADDET de la région Auvergne-Rhône-Alpes	Oui	Oui
SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse	Oui	Oui
SAGE	Non	-
Contrat de milieux	Non	-
PPRi du Grand Lyon	Oui	Oui
PCAET de la Métropole de Lyon	Oui	Oui
PPA de l'agglomération lyonnaise	Oui	Oui
PNGD	Non (voir PRPGD)	-
PRPGD de la région Auvergne-Rhône-Alpes	Oui	Oui (voir SRADDET)

XI. DESCRIPTION DES METHODES DE PREVISION OU DES ELEMENTS PROBANTS UTILISES POUR IDENTIFIER ET EVALUER LES INCIDENCES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE

XI.1. DEMARCHE ITERATIVE DE L'ETUDE D'IMPACT

L'étude d'impact est un instrument destiné à améliorer la qualité des projets et leur insertion dans l'environnement. De cette manière, l'étude d'impact contribue à la conception du projet et doit concourir à le faire évoluer vers un projet de moindre impact (Circulaire n°93-73 du 27 septembre 1993).

La démarche de l'étude d'impact comporte une évaluation des incidences basée sur l'analyse de l'état initial de l'environnement et des caractéristiques du projet.

Pour ce dossier d'étude d'impact, il a ainsi été nécessaire de procéder par étapes :

- la définition du projet retenu,
- l'établissement d'un état initial de l'environnement et de son évolution prévisible,
- l'évaluation des incidences du projet sur l'environnement et la santé,
- la mise en place des mesures pour éviter, réduire et en dernier lieu compenser, les incidences négatives du projet.

Pour décrire les incidences du projet sur l'environnement, plusieurs méthodes ont été utilisées, certaines très techniques, d'autres liées aux connaissances actuelles acquises sur des projets de même nature.

Ainsi, la démarche de réalisation de cette étude d'impact a été caractérisée par :

- une démarche inductive, partant des faits, mesures et observations, et critiquant les résultats en tenant compte de l'expérience,
- un souci d'objectivité,
- la prise en compte d'une incertitude pour les résultats escomptés,
- un raisonnement rigoureux et scientifique.

XI.2. SOURCES POUR LA DESCRIPTION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT DU PROJET

Plusieurs reconnaissances de terrain ont été réalisées sur le site tout au long de la réalisation du présent dossier. Elles ont permis de s'imprégner de la zone étudiée et de son fonctionnement et de préciser l'occupation du sol actuelle.

Elles ont permis :

- de répertorier les paysages d'intérêt et d'apprécier les points de vue sur le site,
- de constater l'urbanisation du secteur,
- de mettre en évidence les diverses pressions (essentiellement humaines, etc.) sur le site,

- de réaliser des relevés photographiques.

Par ailleurs, les principales sources documentaires consultées pour l'analyse de l'état initial de l'environnement du projet sont listées ci-après :

- La carte topographique et la photographie aérienne de l'Institut Géographique National (IGN),
- les données concernant la géologie du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM),
- les données d'urbanisme transmises par les administrations territoriales compétentes ;
- les données socio-économiques de l'INSEE,
- les données météorologiques de Météo France,
- les données de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse (SDAGE, données sur les masses d'eau...etc.),
- les données sur le patrimoine via les sites internet suivants : Base de données Mérimée, DREAL, Atlas des patrimoines,
- les données environnementales mise à disposition sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes,
- les données relatives aux risques naturels et technologiques de la préfecture du Rhône,
- les données de caractérisation de la qualité de l'air ambiant du site internet de l'association ATMO Auvergne-Rhône-Alpes,

Par ailleurs des études complémentaires (cf. listes des annexes) ont été réalisées dans le cadre du projet. Ces études disposent toutes d'une méthodologie qui leur est propre et qui figure au sein des annexes correspondante.

L'ensemble des données obtenues a permis de caractériser l'environnement concerné par le projet sous ses différents aspects. Ces données sont présentées par thème et cartographiées afin d'en fournir une représentation plus accessible au public, ainsi que le préconise la méthodologie relative aux études d'impact.

XI.3. ANALYSE DES INCIDENCES ET DES MESURES – SEQUENCE « ERC »

Comme prévu à l'article R.122-5 du Code de l'environnement, l'analyse des incidences du projet porte sur les effets directs et indirects, cumulatifs, transfrontaliers, à court, moyen et long termes, permanents et temporaires, positifs et négatifs.

Les **incidences brutes** du projet sont évaluées en tenant compte des **mesures de conception et d'évitement préliminaires**, notamment au regard de la réglementation en vigueur (Meilleures Techniques Disponibles, arrêtés ministériels de prescriptions générales[5]…) ou déjà mises en œuvre au sein de l'installation actuelle.

Sur la base de cette analyse, les **mesures complémentaires, visant à Éviter, Réduire, voire Compenser** les incidences brutes du projet (séquence « ERC ») que le maître d'ouvrage s'engage à mettre en œuvre, sont détaillées dans des encadrés spécifiques pour chaque thématique étudiée.

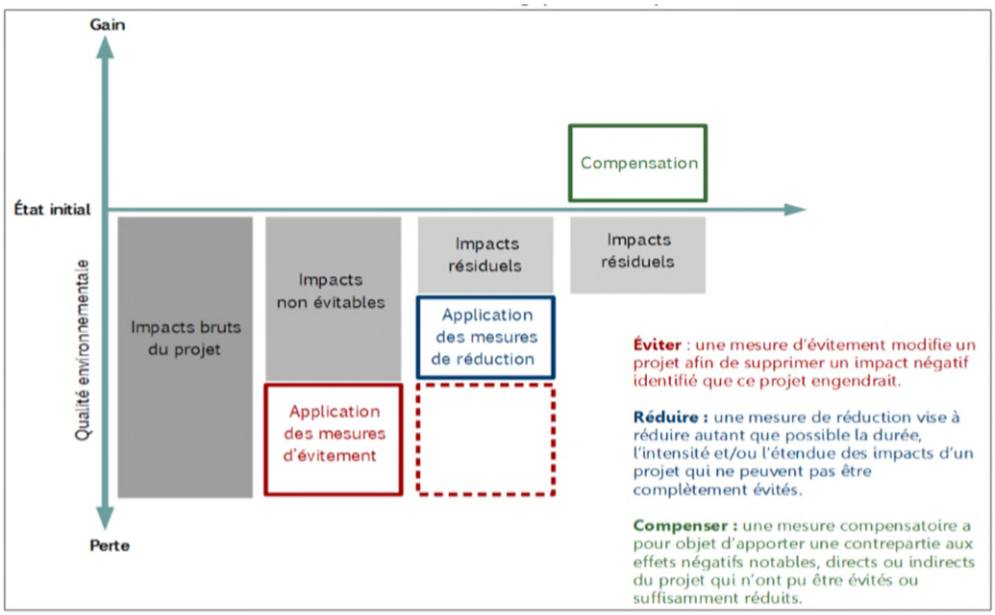
[5] Le guide d'aide à la définition des mesures ERC publié en janvier 2018 précise qu' « *une mesure ERC prise au titre d'un APG [Arrêté de Prescriptions Générales] entre ainsi dans le cadre de la présente classification ERC :*
- via la sous-catégorie « respect des prescriptions d'un APG (à préciser) » proposée pour toutes les catégories de mesures E, R ou C s'il s'agit uniquement d'une mesure mise en œuvre dans le cadre d'un APG ;
- via une autre catégorie de mesure si elle va au-delà des seuils ou des exigences fixés par un APG. »

L'incidence résiduelle suite à la phase « ERC » est alors qualifiée. En cas d'incidence non significative, la séquence « ERC » s'interrompt. Dans le cas contraire, des mesures de compensation sont développées, conformément aux principes de la séquence ERC.

Des mesures d'accompagnement et des modalités de suivi sont au besoin présentées selon les thématiques.

La séquence ERC « Éviter, Réduire, Compenser » a pour objectif d'établir des mesures visant à éviter les atteintes à l'environnement, à réduire celles qui n'ont pu être suffisamment évitées et, si possible, à compenser les effets notables qui n'ont pu être ni évités, ni suffisamment réduits. Le respect de l'ordre de cette séquence constitue une condition indispensable et nécessaire pour en permettre l'effectivité et ainsi favoriser l'intégration de l'environnement dans le projet.

Figure 56. Séquence « ERC »

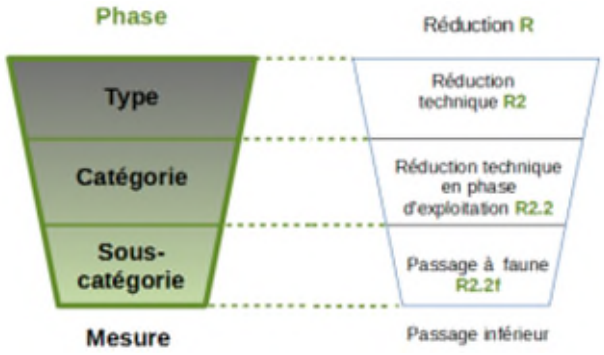


Afin d'optimiser la mise en œuvre de cette séquence, le CGDD (Commissariat Général au Développement Durable) a publié en janvier 2018 un guide d'aide à la définition des mesures ERC. Celui-ci propose une classification nationale des mesures ERC selon plusieurs niveaux au sein de chaque phase de la séquence. Cette classification doit permettre :

- de disposer d'une base méthodologique commune,
- de s'adresser à l'ensemble des projets, plans ou programmes et des acteurs et de s'assurer d'une certaine équité et homogénéité de traitement à l'échelle des territoires,
- de faciliter la rédaction et l'instruction des dossiers de demande et la saisie des mesures au sein de l'outil de géolocalisation des mesures compensatoires environnementales (GéoMCE),
- de renseigner la nature d'une sous-catégorie de mesure indépendamment de l'objectif pour lequel elle est prévue (éviter, réduire ou compenser une incidence brute ou résiduelle) et indépendamment des moyens / actions nécessaires pour la mettre en œuvre.

Ce système de classification est repris dans la présente étude d'impact pour chacune des mesures définies.

Figure 57. Représentation schématique de l'architecture de la classification et exemple de classification d'une mesure



XII. AUTEURS DE L'ETUDE D'IMPACT ET DES ETUDES AYANT CONTRIBUE A SA REALISATION

La présente étude d'impact a été menée et pilotée par la société KALIES :

Agence Nord

8 rue Pierre et Marie Curie

59260 Lezennes

Nom et qualité des personnes ayant contribué à l'étude d'impact :

Eliza DIDIER

Chargée d'affaires

Elodie POCHOLLE

Cheffe de projet

Les études ayant contribué à la réalisation de l'étude d'impact sont listées ci-après :

Tableau 67. Détails des études spécifiques réalisées dans le cadre de l'étude d'impact

Type	Société	Auteur(s)	Date
Analyse des rejets industriels	SOCOTEC – Agence AURA 3 rue Paul Rieupeyroux 69800 Saint-Priest	Hugo ROYERE	Février 2026
Rapport de fin de travaux de dépollution	TAUW France – Agence de Lyon 120, avenue Jean Jaurès 69007 Lyon	Jimmy VIGNALI	Juillet 2021
Mesures de bruit	Kalies – Agence Nord 8 rue Pierre et Marie Curie 59260 Lezennes	Eric THUMEREL	Mars 2026